

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13437 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MARDI 12 AVRIL 1988

En demandant à l'OLP de reconnaître Israël

M. Gorbatchev veut favoriser la réunion d'une conférence sur le Proche-Orient

Recevant M. Arafat au Kremlin, M. Gorbatchev a exhorté, samedi 9 avril, l'OLP à reconnaître l'existence d'Israël et à tenir compte de ses « intérêts de sécurité ». En lançant cet appel, le secrétaire général du PC de l'Union soviétique veut favoriser la tenue d'une conférence internationale pour relancer la négociation sur le conflit israélo-arabe.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les propos de M. Gorbatchev, tels qu'ils ont été rapportés par l'agence Tass suscitent *« un grand intérêt en Israël »*, déclarait-on, lundi matin, de source officielle à Jérusalem. *« Grâce aux contacts que nous avons maintenant avec l'URSS, nous allons demander des précisions et tenter d'approfondir »* la déclaration faite par le secrétaire général du PC soviétique lors de la visite de M. Arafat à Moscou.

La réaction est encore prudente, mais les milieux officiels israéliens ne peuvent que se féliciter d'une prise de position qui va dans le sens d'une amélioration lente – mais continue depuis un an – des relations entre Moscou et Jérusalem. Que M. Gorbatchev insiste devant M. Arafat sur la nécessité de reconnaître Israël, et qu'il le fasse en pleine période de tourmente dans les territoires occupés, ne laisse pas non plus indifférent.

ALAIN FRACHON.

(Lire la suite page 48 et nos informations page 3.)

Une initiative spectaculaire

Champ de bataille et enjeu stratégique depuis quarante ans, le Proche-Orient ne pouvait, en bonne logique, échapper à l'« aggiornamento » de la diplomatie soviétique mis en œuvre par M. Gorbatchev. Soucieux de replacer son pays sur un échiquier régional dont il fut, à ses yeux, trop longtemps éloigné, le chef du Kremlin semble résolu à prononcer les mots et à accomplir les gestes susceptibles de favoriser la réalisation de cet objectif. Ainsi a-t-il pris ce week-end à Moscou une initiative sans précédent en exhortant avec franchise M. Yasser Arafat à reconnaître solennellement Israël et à tenir compte de son légitime souci de sécurité.

Sur le fond, le numéro un soviétique exprime une certaine continuité. Après tout, on ne peut oublier que l'URSS fut en 1948 la plus fervente avocate de l'avènement de l'Etat hébreu. Elle n'a jamais renié cet engagement de principe initial. Moscou regrette la rupture de ses relations diplomatiques avec Israël, hâtivement décidée au lendemain de la guerre de six jours. Ce qui est nouveau dans la démarche de M. Gorbatchev, c'est que celui-ci ait jugé bon de la rendre immédiatement publique, prenant ainsi à contrepied M. Arafat, totalement silencieux sur ce sujet.

Le numéro un soviétique sait pertinemment que le retour de l'URSS sur le champ de manœuvre diplomatique proche-oriental passera, tôt ou tard, par une normalisation avec Israël. Depuis un an, il a résolument ouvert la voie à cette inéluctable échéance. La libéralisation sensible de l'émigration des juifs soviétiques vers la « Terre promise », puis l'envoi en Israël en juillet 1987 d'une délégation « consulaire », sont les signes les plus éclatants du dégel entre Moscou et Jérusalem.

Tout se passe comme si M. Gorbatchev avait décidé, avec le pragmatisme qu'on lui connaît désormais, de réexaminer la politique proche-orientale de ses devanciers à l'aune d'un double critère « coût-efficacité ». Il y est d'autant plus disposé que l'alliance privilégiée forgée par l'URSS avec le monde arabe ne lui a pas rapporté tous les dividendes escomptés. Ainsi l'Egypte, principal pays arabe, et les Etats du Golfe restent-ils solidement ancrés à leur alliance avec l'Amérique. Et, pendant ce temps, le Kremlin s'est privé, en Israël, d'un marché potentiel et d'un partenaire technologique, tout en perdant toute influence sur le règlement du conflit israélo-arabe.

Reste à savoir comment les parties au conflit réagiront à l'évolution soviétique. Côté palestinien, celle-ci devrait renforcer la main de ceux qui, autour de M. Arafat, semblent prêts à admettre l'exigence d'une reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP. En témoigne « a contrario » la rapide réaction d'un « dur » de l'OLP, M. Kaddoumi, qui a tout bonnement contesté que M. Gorbatchev ait tenu ces propos. Côté israélien, ils ont, hélas ! suscité plus d'intérêt dans les rangs des travaillistes que dans le camp du premier ministre, dont rien ne semble devoir ébranler les certitudes.

Le détournement sur Larnaca du Boeing koweïtien

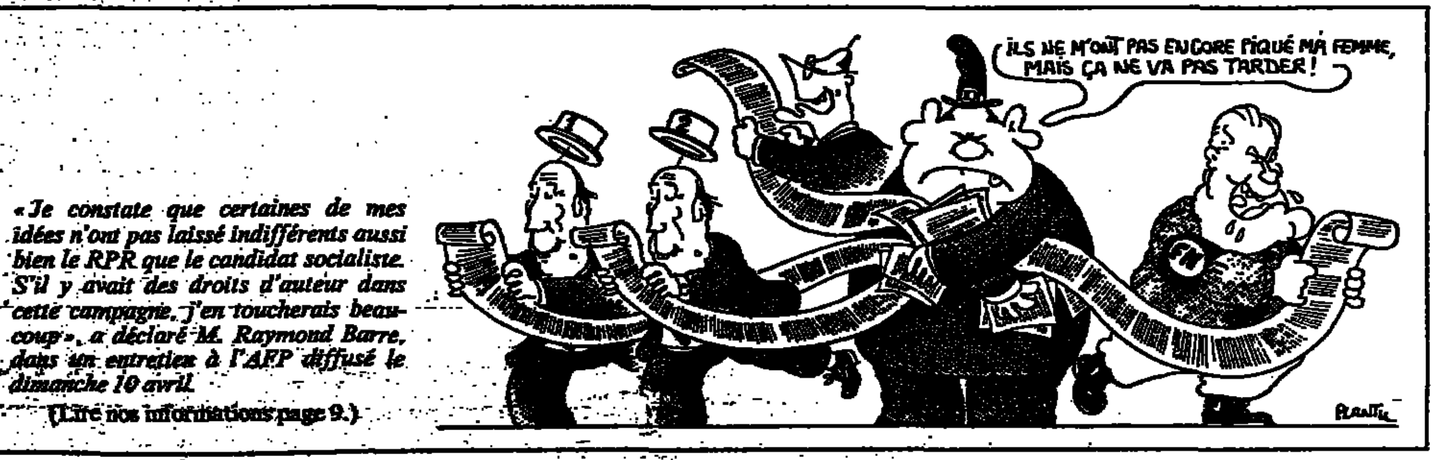
Le Djihad islamique profère des menaces contre les otages du Liban

Faisant alterner ultimatums et négociations, les auteurs du détournement sur Larnaca du Boeing 747 des Kuwait Airways réclamaient toujours, lundi 11 avril, le plein de carburant. Les Koweïtiens ont, quant à eux, maintenu leur politique de fermeté, tandis qu'à Beyrouth le Djihad islamique lie le sort de ses otages occidentaux à celui des pirates de l'air.

« Nous exécuterons les otages occidentaux au Liban si l'avion et les moudjahidins (combattants de l'islam) *qui sont à bord sont l'objet d'une folie militaire »*, affirme un communiqué du Djihad remis, dimanche 10 avril, à Beyrouth et authentifié par des photos de l'otage français Jean-Paul Kauffmann et de l'Américain Terry Anderson. L'organisation terroriste fait ainsi référence aux rumeurs selon lesquelles un commando britannique se trouverait à Chypre pour donner l'assaut au Boeing des Kuwait Airways. Les pirates ont en outre menacé de tuer un membre de la famille royale koweïtienne, passager du Boeing.

Depuis l'arrivée de l'avion à Larnaca, vendredi, les négociations entre les auteurs du détournement et les autorités chypriotes ainsi que koweïtiennes se sont déroulées par l'intermédiaire de l'OLP, dont le chef, M. Yasser Arafat, est arrivé, dimanche, à Koweït. A Téhéran, le président du Parlement a, pour sa part, assuré que les pirates seraient jugés s'ils demandaient asile en Iran.

(Lire nos informations page 4.)



« Je constate que certaines de mes idées n'ont pas laissé indifférents aussi bien le RPR que le candidat socialiste. S'il y avait des droits d'auteur dans cette campagne, j'en toucherais beaucoup », a déclaré M. Raymond Barre, dans un entretien à l'AFP diffusé le dimanche 10 avril.

(Lire nos informations page 9.)

L'extrême droite dans les sondages

Le Pen, ou le vote exutoire

par Jérôme Jaffré

Dans les sondages d'intentions de vote, Jean-Marie Le Pen recueille entre 11 % et 12 % des suffrages, selon les enquêtes les plus récentes. Ce score, s'il est confirmé le 24 avril, placerait le président du Front national au-dessus de sa performance des élections législatives de 1986 où ses listes avaient obtenu 9,8 % des voix, *et il serait même légèrement* supérieur à ses 11 % des élections européennes de 1984. M. Le Pen obtiendrait presque le double des voix du candidat communiste, alors qu'en 1986 les deux formations étaient encore à égalité. De surcroît, un tel résultat permettrait au Front national d'arriver en tête de la droite dans de nombreuses villes du midi de la France, et ce à moins d'un an des élections municipales.

Cette situation constitue l'une des surprises de la campagne électorale. On pouvait, en effet, penser que, comme pour le Parti communiste en 1981, l'élection présidentielle constituerait une menace pour un parti extrémiste exclu par nature de l'espérance du pouvoir par la voie démocratique. Une partie de ses électeurs aurait pu l'abandonner pour exprimer un « vote utile ». En outre, la réprobation soulevée par les déclarations sur « le point de détail » paraissait de nature à affaiblir durablement l'audience de M. Le Pen. Or, après avoir chuté à 7 % des intentions de vote en octobre, il a réussi à revenir depuis le début de l'année à son plus haut niveau.

Cette progression tient à l'appoint d'une partie de la droite modérée. Entre octobre 1987 et mars 1988, M. Le Pen augmente de treize points son influence électorale parmi les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, passant dans cette catégorie de 8 % des intentions de vote à 21 %. Parmi les sympathisants du RPR, il progresse de 2 % à 11 %, parmi les sympathisants de l'UDF de 5 % à 7 %. Le président du Front national réussit à déborder largement de sa famille d'extrême droite, puisqu'il recueille actuellement sur son nom 13 % des électeurs qui se classent au centre sur l'échelle gauche-droite de la SOFRES, au lieu de 5 % en octobre dernier.

(Lire la suite page 10.)

Des centaines de morts dans l'explosion d'un dépôt de munitions

Feu d'artifice d'enfer au Pakistan

La presse pakistanaise fait état, le lundi 11 avril, de « plusieurs centaines de morts » *à la suite de l'explosion, la veille, du dépôt de munitions d'Ojri, dans l'ensemble urbain formé par Rawalpindi et Islamabad. Selon des sources hospitalières, le bilan serait de trois cents à quatre cents morts.*

NEW-DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

Un incendie serait à l'origine de la catastrophe qui a eu lieu le dimanche 10 avril à Islamabad et qui a fait des centaines de victimes. Peu avant 10 heures du matin, une terrible explosion accompagnée d'un champignon de fumée de près de 100 mètres de hauteur s'est produite dans un dépôt de munitions situé au nord de Rawalpindi, « ville jumelle » qui jouxte la capitale pakistanaise.

Pendant plusieurs heures, des obus et des roquettes de tous calibres ont explosé, provoquant une panique générale parmi la population d'Islamabad et de Rawalpindi. Un témoin, que nous avons contacté lundi matin par téléphone, décrit ainsi la scène : *« Des centaines d'engins ont explosé en chaîne. On voyait les roquettes monter dans le ciel en chandelle avec des sifflements stridents, puis retomber sur les villes avec des bruits d'explosion terribles »*.

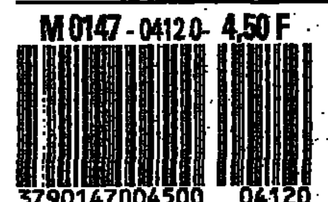
Ce dépôt de munitions est situé en plein centre d'une zone urbaine et, selon une source digne de foi, le quartier pourrait avoir été presque intégralement rasé. Le bilan officiel d'une centaine de morts paraît, d'ores et déjà, largement sous-estimé, notamment parce qu'il ne prend en compte que les victimes civiles : or près de cinq cents militaires et leurs familles habitaient aux abords immédiats du dépôt. Les autorités pakistanaises n'ont encore donné aucun bilan concernant les pertes militaires, mais il est à peu près certain que le chiffre des victimes atteindra plusieurs centaines.

En fin d'après-midi, des explosions sporadiques se produisaient encore à Islamabad. La ville a été littéralement aspergée par des projectiles de toutes sortes, certaines roquettes et fusées ayant atterri à près de 20 kilomètres du dépôt de munitions. Des engins non explosés ont, d'autre part, été retrouvés dans de nombreux quartiers. A Islamabad, des cratères sont visibles un peu partout. Les ambassades des Etats-Unis et de Chine ont reçu des projectiles divers, mais les dégats seraient minimes.

Dans les deux villes, des milliers de gens terrorisés sont sortis pour assister, impuissants, à ce « feu d'artifice » mortel. Les hôpitaux ont, d'autre part, été débordés par l'afflux des blessés et des appels pour des dons de sang ont été lancés à la radio.

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 7.)

M 0147 - 0412 0 - 4,50 F

3790147004500 04120

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 156 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

DE GAULLE

Ne pas insulter l'avenir

par LÉO HAMON (*)

« *TOUT le monde a été, est, ou sera gaulliste* » disait le général. Aujour-d'hui, en tout cas, tout le monde se réclame de de Gaulle et *souligne — ou fait souligner — la* continuité de ses thèses avec les acquis de la période gaullienne.

De surcroît, le gaullisme n'est pas seulement, pour beaucoup de Françaises et de Français, une référence ponctuelle moralement commode et politiquement bénéfique, mais aussi une inspiration, une « *source d'ardeurs nouvelles* » (pour reprendre les termes mêmes du dernier message gaullien en avril 1969). Non pas certes un bréviaire complet de réponses anticipées à toutes les questions possibles, mais un ensemble de valeurs et de démarches appropriées pour résoudre des problèmes toujours renouvelés.

La philosophie de cet ensemble, ces « gaullistes » s'efforcent d'en retenir les enseignements, même si les applications qu'ils en font n'engagent, ils le savent, que leur responsabilité propre d'hommes libres.

Aucune des grandes formations politiques existantes ne peut prétendre parler, à *elle seule*, au nom de tous ces gaullistes. Certains n'appartiennent, du reste, à aucune de ces grandes formations parce qu'ils ont refusé l'écartèlement de leurs aspirations auxquelles les aurait *condamnés une adhésion* particulière. Ils se consolent de l'inconfort d'une telle position parce que leur analyse de la situation française présente leur fait tenir pour primordiale, selon la tradition gaulliste, l'union des Français — la recherche d'un rassemblement de toutes les familles politiques. Et ce alors que la dynamique de la compétition électorale semble de plus en plus pousser chacun des partis à se définir avant tout en s'opposant aux autres. Ces gaullistes refusent, dès lors, de s'enfermer dans un des partis dont *ils ne peuvent accepter les exclusives.*

Et ils se consolent encore en *considérant qu'ils ne sont pas seuls* à penser et à sentir ainsi que chez beaucoup de Français, parmi les serviteurs militaires et civils de l'Etat, ou les universitaires — les chercheurs ou les opérateurs économiques, — la volonté de servir l'Etat et l'intérêt national — notamment dans les domaines culturel et économique — s'accompagne du refus de s'enrôler dans l'un des partis, de s'identifier à lui, de se laisser « cloisonner ».

Ces Français, ces gaullistes « non endivisionnés », savent que, au RPR, il y a aussi de nombreux gaullistes, ils ne veulent pas s'opposer non plus à eux et perdre le contact avec eux, mais ils ne peuvent accepter *l'identification* du gaullisme avec une « antigauche » ou même avec une oppo*sition systématique aux aspirations* morales et populaires qui ont nourri le socialisme. En somme, *pensera-t-on*, ils maintiennent un gaullisme de gauche, de progrès ? Sans doute, et on observera alors que, de son vivant, de Gaulle luimême a souvent encouragé leur courant.

Tels quels, ils se sont félicités de voir, dans le présent, l'actuel président de la République déclarer qu'il se vouait exclusivement à la représentation de la nation entière. Ils ne peuvent cependant oublier qu'il assuma pendant la majeure partie de son septennat — et jusqu'à la campagne électorale de 1986 incluse — un rôle quelque peu différent.

En sorte qu'ils doivent s'interroger aujourd'hui sur ce que serait la *signification d'une candidature et* d'une réélection pour la pratique des institutions et la place réservée *demain à un* parti dont l'emprise et les exclusives furent aussi officiellement et lourdement marquées tant qu'il disposa d'une majorité.

Car, attachés aux institutions à raison des bons effets de l'encadrement qu'elles procurent à notre vie politique et de la confiance que leur témoigne la nation, ces gaullistes ne peuvent penser que la pratique de ces institutions devrait varier, par une manière d'opportunisme constitutionnel, avec l'avantage temporaire d'un parti ou d'un autre.

Prendre date

Le rang de la France ne sera *assuré, pensent-ils*, que si le président nouvellement élu n'enferme pas le gouvernement du pays dans la majorité qui l'aura élu ; ils entendent donc rappeler dès aujourd'hui, la nécessité de l'« élargissement » du regroupement ; ils se qualifieront ainsi pour, demain, réclamer plus fort cet élargissement et y contribuer sans pouvoir être taxés d'opportunisme.

Ce n'est pas en effet, pensent-ils, à la nation de se plier aux clichages des partis... et de s'y meurtrir ; c'est, sur la longue durée, aux partis politiques d'évoluer et de se transformer pour répondre au vœu du pays et aux nécessités de son avancement. Tôt ou tard, les formations existantes devront donc s'infléchir et s'élargir ou se dédoubler en une combinaison nouvelle pour mieux allier le souci de la nation, les responsabilités de l'Etat et la volonté d'une réforme sociale *toujours poursuivie, jamais* achevée.

Les premiers à innover en ce sens tireront avantage d'avoir su, plus tôt que d'autres, « épouser leur temps ». L'heure venue, nous serons *présents à ce rendez-vous* par nos personnes et, sinon, par notre esprit. Mais parlons-en dès *maintenant pour nous y préparer* et y préparer l'opinion.

Dès aujourd'hui interpellons les candidats pour leur demander d'adopter une manière de code de bonne conduite, une modération qui exclut *les coups bas* et *laisse le* temps nécessaire pour entretenir le pays des grands problèmes de son destin. Et réservons notre censure à ceux qui paraîtraient fulminer des exclusives. Que, au moins, personne n'*insulte* l'avenir.

Au jour du scrutin, chacun choisira naturellement, selon sa conscience et ses amitiés, le candidat auquel il donnera sa voix. Mais si nous pouvons collectivement exprimer des exigences communes vis-à-vis de tous les candidats démocrates, nous nous affirmerons ainsi ensemble dès maintenant et nous prendrons mieux date pour plus tard.

Objecterait-on que ce discours ne serait pas actuel ? Un tel propos *aura au moins autant de réalisme* et de pertinence que maintes harangues et petites phrases mon*tées en épingle.*

Rappeler que le président quel qu'il soit, devra être réellement — et pas seulement épisodiquement — l'homme de la nation entière ne saurait être inutile ; cette perspective doit, dès aujourd'hui, influer sur les actes et les discours des uns et des autres.

(*) Ancien ministre.

Le vrai vainqueur

par PIERRE LEFRANC (*)

IL est difficile de prévoir qui sera élu président de la République le 8 mai prochain, mais l'on sait dès maintenant qui est le grand vainqueur de la consultation : c'est Charles de Gaulle.

Situation sans précédent d'une élection se déroulant près de vingt ans après la retraite et la mort d'une personnalité politique et dans laquelle celle-ci occupe encore une si grande place.

C'est par rapport aux principes du fondateur de la Ve République que se situent les candidats ; c'est autour des prises de position des uns et des autres à l'égard de ses options que tournent les commentaires.

Tout d'abord aucun des concurrents ne se risque à mettre en cause les institutions. Qu'ils les aient combattues dès l'origine ou voulu les réformer, les postulants sont prêts à se faire tuer pour les défendre.

Vient ensuite le grand commandement de l'indépendance nationale. Personne n'ose y porter ouvertement la moindre atteinte même si, sous le couvert de la défense de l'Europe, on a mis le doigt dans l'engrenage d'une réintégration dans l'organisation militaire de l'OTAN.

Il y a aussi la stratégie de la dissuasion à laquelle chacun affirme son attachement, ce qui n'empêche pas le renforcement progressif des forces conventionnelles au détriment de la force de frappe.

Quant au rôle de la France comme champion de la troisième voie entre l'Est et l'Ouest, c'est l'objectif affiché de notre politique étrangère, alors que, sans protester devant ce nouveau Yalta, l'on semble se laisser entraîner par des négociations entre l'URSS et les Etats-Unis qui se soucient fort peu du sort des autres.

A tout le monde

Enfin, le rassemblement des Français, objectif suprême du général, qui y parvint à plusieurs reprises, est un thème exploité par tous. Mais ne rassemble pas qui veut, et quel candidat pourrait dire aujourd'hui sans se trouver en contradiction avec lui-même : « *La France, c'est tout à la fois, c'est tous les Français. Ce n'est pas la gauche, la France ! Ce n'est pas la droite, la France !* » *(1)* » ?

On le voit, l'unanimité appa*rente n'exclut pas* les arrière-pensées et les concessions souterraines, mais le fait est éclatant : aucun des grands ténors ne conteste ouvertement la clairvoyance et la valeur des choix de de Gaulle, c'est le contraire qui se produit.

Les gaullistes de conviction ne *peuvent que s'en réjouir*, de Gaulle appartient à tout le monde, et chacun est en droit, comme il le prévoyait lui-même déjà en 1959, de puiser dans son action et ses écrits « *une source d'ardeurs nouvelles* ».

Comment ne pas imaginer avec quel discret et ironique sourire il suivrait les présentes surenchères.

(*) Président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.

(1) De Gaulle : 15 décembre 1965.

M. Balladur et les institutions

par J. de MONTALAIS (*)

DANS un long article publié par *le Monde* et qui a fait beaucoup de bruit, M. Balladur ne préconisait pas seulement une confédération manifestement destinée à conforter la suprématie du RPR au sein de la droite. Car la première partie traitait des institutions.

Et l'auteur y rappelle aussitôt un jugement qu'il avait déjà *exprimé en 1983. A savoir que « l'essentiel de l'autorité politique et de la force juridique du pouvoir présidentiel résidait dans l'existence d'une majorité parlementaire liée à lui »*.

Incroyable jugement qu'aucun article de la Constitution de 1958 ne justifie et que l'élection du président de la République au *suffrage universel, ratifié par* le référendum de 1962, justifie bien sûr encore moins.

Les rédacteurs du texte de 1958 conférèrent en effet au chef de l'Etat des pouvoirs précis très supérieurs à ceux dont il jouissait sous les deux Républiques précédentes. Or ils lui accordèrent néanmoins la même *durée qu'à ses impuissants prédécesseurs*. C'est dire qu'ils ne voyaient nullement ces pouvoirs-là dépendre essentiellement d'une majorité parlementaire unie à lui. Car ils n'ignoraient pas que, un jour ou l'autre, l'Assemblée nationale ne concorderait plus guère, ou plus du tout, avec les vues du président.

Mais depuis 1965 la classe politique en général et la quasi-*unanimité de l'opinion* ont admis que l'homme directement choisi par le peuple bénéficiait *désormais d'une primauté* et *d'un* prestige que seul ce mode d'élection confère. En somme un changement majeur était intervenu et une légitimité nouvelle était instaurée, à l'initiative du général de Gaulle, mais essentiellement dans le but de consacrer par ce moyen la légitimité et par conséquent l'autorité de ses *successeurs.*

Or M. Balladur, déjà en contradiction avec la Constitu*tion écrite*, ne tient pas davantage compte d'un changement aussi décisif. De sorte que, peut-être sans le vouloir, il aboutit par son jugement catégorique à rétablir la primauté du législatif sur l'exécutif, cette plaie du régime *démocratique en France jusqu'en* 1958. D'ailleurs, en 1986, et bien que les socialistes aient changé leur fusil d'épaule dès 1983 — ce qu'admet M. Barre mais que M. Chirac fait semblant d'ignorer, — à droite on considérait instinctivement que François Mitterrand *aurait dû démissionner.*

Ainsi voit-on que des « *gaullistes » en arrivent à occulter* les intentions du général, qui voulait avant tout qu'au moins le futur chef de l'Etat ait été libéré par les Français eux-mêmes de la tutelle des partis, quels qu'ils soient. M. Balladur, au contraire, en bon manipulateur de la classe politique, voit la France majoritairement à droite selon ses *vœux et cherche donc à faire* perdurer cet hypothétique état de choses en renforçant ladite droite par son projet de confédération autour du noyau dur et conquérant du RPR.

Il s'agirait en somme de gommer les nuances et de créer une organisation, pour ne pas dire une prison, assez bien gardée *pour qu'il soit difficile éventuellement* de s'en évader, en vue par exemple de faciliter la formation d'une majorité nouvelle autour d'un nouveau président.

Comme tout cela est donc loin des conceptions du général et de l'esprit des institutions !

(*) Ancien rédacteur en chef de *la Nation.*

Au courrier du Monde

CALCAIRE

L'eau de Paris

« *L'eau de Paris est pure, d'excellente qualité et très bon marché* », affirmait le mois dernier M. Lucien Finel, président de la Société anonyme de gestion des eaux de Paris et adjoint au maire de Paris.

Ces assertions n'ont pas été contestées, ni même commentées, par la presse et par le public. Pourquoi ? Est-ce par ignorance ou par indifférence que les Parisiens supportent sans se plaindre tous les dommages que cause l'eau exagérément calcaire qui est distribuée à Paris ?

Provinciale, ayant vécu longtemps à l'étranger, et donc à même de faire des comparaisons, j'ai constaté avec surprise et indignation les dégâts permanents qui détériorent les tuyauteries et les sanitaires ; la difficulté de nettoyer convenablement *lavabos et sanitaires* ; l'usure rapide du linge ; le temps et l'argent qu'il faut consacrer à lutter contre le tartre. Le prix de revient de l'eau est, finalement, très élevé : réparations de plomberie, remplacement fréquent de la robinetterie, achats *réguliers de produits spécifiques* pour lave-vaisselle, lave-linge, sanitaire, bouilloire, cafetière, fer à repasser... Sans compter les visites chez le dentiste !

A qui profite cette situation ? Aux pouvoirs publics, à la Compa*gnie générale des eaux et à la Lyon*naise des eaux, qui économisent « à la source » sur le traitement de l'eau. Aux innombrables entreprises qui « font leur beurre » grâce à des produits ou à des services qui, normalement, ne seraient pas indispensables et, dans bien des cas, seraient superflus si l'eau ne contenait qu'une proportion raisonnable de calcaire.

Presque tout le monde s'accorde à reconnaître, à juste titre, que M. Chirac est un bon maire. Mais voilà un point sur lequel je voudrais attirer son attention, moi, obscure citoyenne, parce que je déplore la carence de tous ceux qui ont compé*tence et notoriété* pour se faire entendre. Je me demande si nous sommes victimes d'obstacles techniques actuellement insurmontables, ou d'une collusion d'intérêts particuliers aux dépens de l'intérêt général.

ANNE THINESSE.
(Paris).

RÉSISTANCE

Chimie latine

(...) L'article de M. Malaurie sur « l'anglais, nouveau latin des sciences ? », dans *le Monde* du 30 mars, et celui de M. Péroncel-Hugoz sur « La latinité face à l'américanisation », dans *El Pais* du 24 mars, m'amènent à vous signaler que, par souci de résistance au monopole anglo-américain dans les sciences, nous avons constitué un groupe de scientifiques misant, pour leur communication, sur la synergie entre langues latines.

A partir d'un réseau universitaire scientifique francophone fonction*nant depuis* dix ans, *nous avons*, en 1985 — lors du colloque sur « L'enseignement de la chimie en français » — programmé, en liaison avec des sociétés savantes du Portugal et d'Espagne, en attendant l'Amérique latine, de tenir, en 1989 et en 1992, deux colloques sur le thème « Enseigner la chimie dans les langues latines ».

La *droit à la diversité doit s'appli*quer aussi au domaine linguistique, dans l'Europe unie (...).

MAURICE GOMEL
(Poitiers).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE
S.A.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

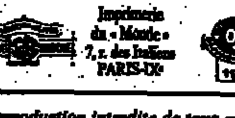
3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*


Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57437
ISSN : 0395 - 2037



Les ouvertures de Moscou au Proche-Orient

M. Gorbatchev a demandé à M. Arafat de reconnaître Israël et « de prendre en compte les intérêts de sécurité » de l'Etat juif

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev ne perd pas de temps. La prochaine signature de l'accord sur l'Afghanistan était à peine annoncée qu'il a aussitôt mis à profit ce désembourbement de la politique étrangère soviétique pour se saisir, le samedi 9 avril, du dossier proche-oriental en soulignant devant M. Arafat la nécessité de reconnaître Israël et de *« prendre en compte ses intérêts de sécurité »*.

Sur le fond des positions soviétiques, il n'y a rien là de neuf puisque l'URSS n'a jamais remis en question le droit à l'existence de l'Etat juif dont elle avait soutenu la fondation en 1947. Par sa forme et son moment, cette initiative de M. Gorbatchev est en revanche d'une importance capitale tant pour le processus de paix au Proche-Orient que dans l'évolution générale de la diplomatie soviétique.

Car en prêchant le réalisme au dirigeant de l'OLP, M. Gorbatchev n'a pas seulement fait ce que MM. Shultz et Reagan s'évertuent à faire avec M. Shamir, il contribue à créer ainsi une pression soviéto-américaine en faveur de négociations israélo-arabes globales. Au-delà du seul Proche-Orient, M. Gorbatchev vient aussi de réaffirmer sa volonté de s'atteler à une tentative de règlement de l'ensemble des grandes crises régionales.

Dès jeudi dernier, lorsqu'il avait annoncé de Tachkent la *« levée des derniers obstacles »* à la conclusion des accords de Genève, le secrétaire général avait souhaité que le respect de ces futurs accords *« fournissent un bon et encourageant exemple de résolution pour les autres conflits régionaux »*. Samedi soir, au cours du dîner qu'il offrait pour M. Arafat, son ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze, a enfoncé le clou en déclarant : *« Je ne peux vous cacher, et ne tenterai pas de le faire, ce que j'ai ressenti ces derniers jours à l'approche de ce but si longtemps attendu, pour lequel nous avons tant fait et qui, nous en sommes sûrs, sera bientôt réalité. »*

« C'est de propos délibéré, a poursuivi M. Chevardnadze, *que je dis « nous », afin de souligner la multiplicité des efforts entrepris par plusieurs Etats, sous les auspices des Nations unies, en faveur d'un règlement politique en Afghanistan. Divisés à ce sujet par de profondes contradictions, et sans céder sur leurs intérêts nationaux, ils ont cependant été à même de créer le nécessaire équilibre qui promet de réellement rompre la chaîne de conflits régionaux qui semblaient insolubles. »*

Pour être *« le plus compliqué de ces conflits »*, le *« nœud »* proche-oriental est aussi le plus pressant, a alors estimé M. Chevardnadze en qualifiant de *« promesses d'espoir »* pour les Palestiniens le rôle joué par les Nations unies dans le règlement afghan.

« Si des pays doivent s'armer, ils ne devraient s'armer que des moyens politiques de résoudre pacifiquement les questions en litige en respectant l'égalité, la symétrie de sécurité, le droit à l'auto-détermination, à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de chaque nation », a conclu le ministre soviétique après avoir longuement dénoncé le coût humain et économique de la prolongation des crises régionales.

Sur tous les fronts

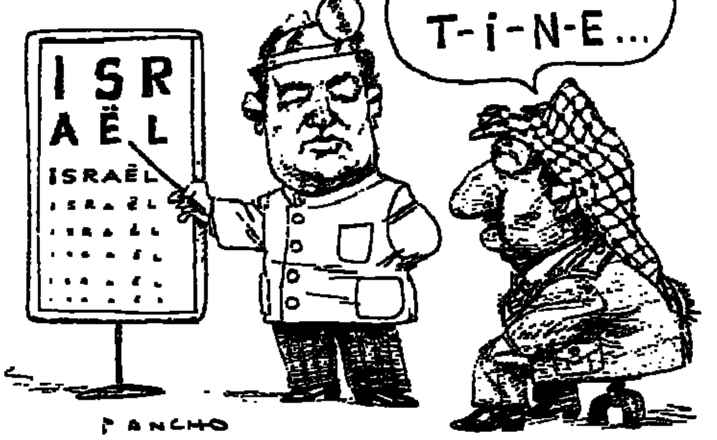
Or tout, à Moscou, laisse penser qu'il ne s'agit pas là seulement de phrases. Depuis plusieurs mois déjà, la diplomatie soviétique s'active sur tous les fronts, de l'Asie à l'Amérique latine en passant par l'Afrique. On ne peut s'entretenir avec un responsable de la politique étrangère sans que ne reviennent aussitôt deux thèmes : l'importance prépondérante de la *« volonté politique »* dans la définition de compromis internationaux et la nécessité d'accroître le rôle des Nations unies et de leur secrétaire général.

Grâce à son cours réformateur et à la personnalité de M. Gorbatchev, l'URSS a modifié son image de puissance sclérosée et agressive. La détente de ses relations avec les Etats-Unis et les progrès en matière de désarmement lui ouvrent la voie du tête-à-tête avec l'Europe dont elle rêve depuis si longtemps. Le début, sous un mois, du retrait de ses troupes d'Afghanistan, la lave enfin du péché qui avait soudé contre elle toute la communauté internationale.

Bref, la toile de fond est favorable à l'affirmation de l'Union soviétique comme acteur utile et irrécusable de la baisse des tensions. Or cette ambition est d'autant plus profonde qu'elle rouvrirait à l'URSS des possibilités de véritables influences locales sur lesquelles pourrait s'appuyer le développement de ses échanges internationaux.

« La [nouvelle] *tâche fixée à la diplomatie soviétique*, lit-on ainsi dans le dernier numéro de la revue théorique du ministère des affaires étrangères, *est d'assurer au pays les conditions dans lesquelles le peuple soviétique puisse (...) améliorer le niveau et la qualité de sa vie. En termes pratiques, cela veut dire qu'il faut mettre un terme à la confrontation (...) amorcer le désarmement réel et affirmer le principe de la coexistence pacifique et de la coopération en lui donnant un contenu réel. »*

On peut le parier sans risque : d'autres initiatives vont suivre sur d'autres conflits régionaux, et, en attendant, Moscou est devenu en un week-end l'avocat puissant de l'évolution *sine qua non* du monde arabe : l'acceptation du fait israélien. Car l'OLP a beau démentir que M. Gorbatchev l'ait appelée à reconnaître Israël, c'est très exactement ce qu'il a fait en déclarant à M. Arafat que, *« de même que la reconnaissance de l'Etat d'Israël et la prise en compte de ses intérêts de sécurité, la solution de cette question* [de l'auto-détermination palestinienne] *est un élément nécessaire de l'établissement de la paix et de rapports de bon voisinage dans la région »*.



En clair, il ne peut y avoir l'un sans l'autre, et M. Gorbatchev a même déjà laissé voir le rapport de forces en notant que le *« gage de solution de la question de l'autodétermination (...) tenait au large soutien international dont dispose sa cause »* et (sous-entendu) qu'il n'a donc pas les moyens de laisser s'éroder.

Le projet de conférence internationale

Ce principe posé, le secrétaire général a fait du retrait israélien de Cisjordanie, de Gaza et du Golan, la *« pré-condition de base à un règlement »* dont le *« mécanisme le plus efficace »* est la convocation d'une conférence internationale sous les auspices des Nations unies. Cette conférence, a-t-il ajouté, devrait être fondée sur l'acceptation par tous les participants des résolutions 242 et 338 de l'ONU, ainsi que sur la reconnaissance des *« droits légitimes du peuple palestinien »*. Des *« représentants de toutes les parties au conflit, y compris le peuple arabe de Palestine »*, devraient y prendre part — ainsi que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, dont le rôle devrait être de *« créer une atmosphère constructive »*, notamment en avançant des *« recommandations individuelles ou collectives »*.

Les invitations devraient être lancées par le secrétaire général des Nations unies, a encore estimé M. Gorbatchev, en notant qu'il n'était pas hostile à l'idée d'une délégation arabe unique (ce qui faciliterait la question de la présence de l'OLP) ; qu'il n'était pas non plus défavorable à des *« mesures intermédiaires »* avant la convocation de cette conférence et que *« le succès dépendait à bien des égards des grandes puissances, et en premier lieu de l'URSS et des Etats-Unis »*.

L'Union soviétique vise à *« un règlement global et juste prenant en compte les intérêts de tous, aussi bien des Arabes — y compris palestiniens — que d'Israël »*, a-t-il encore dit à M. Arafat.

BERNARD GUETTA.

Les résolutions 242 et 338

Les deux textes qui, aux yeux de M. Gorbatchev, constituent la *« base juridique »* d'un règlement diplomatique au Proche-Orient sont les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies.

La résolution 242 en date du 22 novembre 1967 pose comme principe central l'*« échange des territoires contre la paix »*. Le Conseil, *« soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre »* et l'*« engagement »* des membres de l'ONU *« d'agir conformément à l'article 2 de la charte »* (règlement pacifique des différends, interdiction du recours à la menace et à la force, etc.) *« affirme »* que *« l'instauration d'une paix juste et durable »* devrait s'appuyer sur deux principes : a) *« retrait des forces israéliennes des territoires occupés pendant le récent conflit »*; b) cessation de toute belligérance, *« respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque Etat de la région et droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces et d'actes de force »*. En outre, le Conseil affirme notamment *« la nécessité (...) de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés »*.

Israël a toujours prétendu que le texte anglais de la résolution d'après ses forces n'était pas tenu d'évacuer *tous* les territoires, mais de se retirer seulement derrière les frontières qu'il juge *« sûres »*, cela d'autant que l'anglais est la langue originale de la résolution. Ainsi, Israël se serait mis en règle avec l'ONU en évacuant le Sinaï.

Les Etats arabes, de leur côté, n'ont jamais accepté que le *« problème palestinien »* soit réduit à *« un problème de réfugiés »*.

La résolution 242 fut adoptée à l'unanimité du Conseil de sécurité qui ne comprenait aucun pays arabe.

La résolution 338 en date du 22 octobre 1973 confirme la 242 *« dans toutes ses parties »*.

Pour mettre fin à « la guerre du Kippour », le Conseil de sécurité adopta, sur proposition américano-soviétique, la résolution 338, qui, votée à l'unanimité, y compris la voix du Soudan, membre de la Ligue arabe, la Chine refusant seule de participer au vote.

L'enquête sur la mort d'une jeune fille en Cisjordanie

La jeune Israélienne a bien été tuée par un de ses compatriotes

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les circonstances de la mort d'une jeune Israélienne dans un village de Cisjordanie font toujours la « une » de la presse, mais cette fois l'information et le ton des commentaires ont singulièrement changé. La jeune Tirza Porat (quinze ans), tuée mercredi 6 avril à Beita-al-Fawqa (nord de la Cisjordanie), n'a pas été victime d'une pierre lancée par un villageois. Elle a été mortellement touchée à la tête par une balle de fusil M-16 tirée par l'un des deux accompagnateurs d'un groupe d'adolescents de l'implantation juive d'Elon-Moreh avec lequel elle se promenait dans la région.

L'information a été donnée ce week-end de source officielle, même si l'enquête sur cette affaire n'est pas encore terminée. Elle laisse des zones d'ombre. Comment, à quel moment le coup de feu a-t-il été tiré ? Alors que l'accompagnateur des adolescents ouvrait le feu sur des Palestiniens ou au moment où il était désarmé et grièvement blessé par ses agresseurs ? Deuxième élément : le groupe d'Elon-Moreh a bien été pris à partie par plus d'une centaine de jeunes gens de Beita équipés d'armes blanches (couteaux et barres de fer). Mais c'est seulement après qu'un Palestinien eut été tué par ce même accompagnateur — alors que le deuxième garde armé voulait l'empêcher de tirer — que plusieurs jeunes gens du village ont commencé à lancer des pierres. Quatorze des adolescents israéliens (sur seize) ont été blessés dans le village cependant qu'un deuxième Palestinien était tué par balle.

Cette reconstitution — encore provisoire — diverge singulièrement de la première version donnée par les autorités. Elle décrivait une attaque générale et non provoquée par les villageois au cours de laquelle la jeune Israélienne aurait été tuée par une pierre.

Le chef d'état-major, le général Dan Shomron, dans une interview accordée samedi à la radio israélienne, a même rendu hommage à nombre d'habitants de Beita : *« La plupart des promeneurs en sont sortis vivants, pas parce qu'ils ont été secourus par l'armée,* a-t-il dit, *mais parce que des villageois eux-mêmes se sont opposés aux lanceurs de pierres et ont appelé des ambulances. »*

Protections des colons

Certains des adolescents d'Elon-Moreh ont vivement réagi dimanche aux propos du général Shomron et à la version donnée par l'armée. La tête encore ornée de pansements, ils ont tenu une conférence de presse pour maintenir qu'ils avaient bien été collectivement agressés par les villageois et qu'un Palestinien avait même ouvert le feu sur le groupe avec un fusil d'assaut Kalachnikov. Les dirigeants des implantations de Cisjordanie n'ont pas été en reste. Ils ont manifesté tout le week-end devant le bureau du premier ministre, M. Itzhak Shamir, pour stigmatiser le comportement et les déclarations de l'armée dans cette affaire.

Il est vrai que des sources militaires, citées par la presse, allaient encore plus loin que le général Shomron. Elles faisaient valoir que l'organisation de cette promenade, en pleine tourmente dans les territoires, était irresponsable et relevait de la provocation. La plupart des éditorialistes s'en prennent ainsi, en termes très vifs, à deux ministres — celui de la justice et celui des affaires religieuses — qui appelaient dès jeudi à raser immédiatement le village de Beita.

Derrière cette polémique, transparaît un conflit latent depuis le début des événements dans les territoires occupés. Il y a d'un côté l'état-major, qui pencherait plutôt du côté des travaillistes et qui juge que les implantations sont un *« fardeau »*, et de l'autre, certains membres du Likoud, qui défendent la politique de colonisation et qui trouvent la répression exercée par l'armée bien *« molle »*.

Cependant, la Cour suprême, saisie par un groupe d'Israéliens de gauche, a ordonné dimanche à l'armée de cesser toute destruction de maisons à Beita tant que l'enquête ne serait pas achevée. Treize habitations ont déjà été dévastées car leurs occupants, affirme l'armée, auraient lancé des pierres, et un villageois de quatorze ans a été tué jeudi dernier par des soldats auxquels il tentait d'échapper. Dimanche, autre mesure de punition collective : l'armée a déraciné des centaines d'oliviers autour de Beita.

AL. F.

مكذا من الاهل

Proche-Orient

Le détournement vers Larnaca du Boeing de la Kuwait Airways

La détermination des pirates de l'air reste entière

LARNACA
de notre correspondante

Près d'une semaine après le détournement du Boeing 747 des Kuwait Airways, la détermination des autorités de l'émirat comme celle des pirates de l'air paraissent toujours aussi grandes. Les revendications de ces derniers n'ont pas changé d'un iota depuis vendredi soir, lorsque le Boeing s'est posé sur l'aéroport de Larnaca. Inlassablement, ils continuent, à réclamer le plein de carburant et la libération des dix-sept membres du Djihad islamique emprisonnés au Koweït, à la suite des attentats en décembre 1983 contre les ambassades américaine et française.

Les autorités koweitiennes, pour leur part, refusent toujours ces deux exigences. Un ministre d'Etat du Koweït, M. Issa Al Mazidi, est arrivé samedi en fin d'après-midi à Larnaca pour se joindre à la délégation de son pays. Les négociations engagées samedi après-midi après l'assassinat d'un garde-frontière koweitien, tué de trois balles dans la nuque après avoir été frappé, n'ont donc, jusqu'à lundi, pas permis de débloquer la situation. Elles sont menées par un intermédiaire de l'OLP, le numéro deux de la centrale palestinienne à Chypre, M. Malaz Abdo, qui s'est rendu environ à douze reprises durant le week-end auprès des pirates de l'air. Extrêmement méfiants, ceux-ci ne le laissent qu'à de brefs instants pénétrer dans l'entrée de l'appareil ; la plupart du temps, il reste en haut de la passerelle, retirée après chaque entrevue.

Mais peut-on parler de véritables négociations ? La seule offre acceptée par le Koweit pour l'instant est la libération de tous les passagers contre le plein de carburant de l'avion. Une promesse aurait alors été faite aux pirates de leur trouver un pays d'accueil. Cette proposition a été rejetée avec mépris par ceux-ci qui affirment depuis six jours : *« Nous n'avons pas peur de la mort. »* L'essentiel de ces *« négociations »* consiste donc, dit-on de bonne source, à garder le contact, à éviter le pire.

Déjà, samedi, après une intervention de l'émissaire palestinien, les pirates de l'air avaient accepté de relâcher un passager koweitien malade. Par deux fois dimanche, les négociateurs, c'est-à-dire, outre l'OLP, le délégué koweitien et le ministre chypriote des affaires étrangères, ont réussi à faire revenir les pirates de l'air sur deux ultimatums. En effet, après un silence radio durant toute la nuit de samedi à dimanche, les pirates de l'air avaient repris contact avec la tour de contrôle dimanche à 7 heures en menaçant de *« faire un lent massacre si avant douze heures le carburant et l'huile pour les moteurs n'étaient pas livrés et la révision des quatre turbo-réacteurs de l'appareil faite »*.

Dans un long communiqué, les pirates de l'air menaçaient d'autre part pour la première fois les autorités chypriotes en disant : *« S'il n'y a pas de réponse, nous serons convaincus que ce pays nous est totalement hostile. »* Les pirates annonçaient aussi : *« Notre intention* [est] *d'aller au Koweït, le pays le plus concerné par cette affaire. Si on ne nous laisse pas atterrir, nous nous écraserons sur le palais de l'émir maudit. »*

Mise en garde à Mme Thatcher

Le communiqué mettait enfin en garde le premier ministre britannique, Mme Thatcher, contre une attaque de l'avion. *« Nous lui conseillons,* disait-il, *de ne pas mettre son nez dans cette affaire. Nous ne sommes pas les îles Malouines et, si ses soldats viennent, nous les lui renverrons sous forme de cadavres. »* Près de quatre mille soldats britanniques stationnent à Chypre, où la Grande-Bretagne dispose d'importantes installations militaires. Bien que tous les passagers anglais aient été libérés sur l'aéroport de Mechhed en Iran, Londres a déclaré officiellement *« être en étroit contact »* avec les autorités chypriotes et Koweït.

Le ministre britannique de la défense, comme les autorités britanniques de Chypre, ont toutefois refusé de commenter les informations selon lesquelles des hommes du SAS, unité d'élite de l'armée britannique, avaient été mis en état d'alerte à Chypre. Aucun militaire n'était en tout cas visible autour ou à proximité de l'avion, dimanche ou lundi matin.

Samedi soir, des membres des unités d'intervention de la police chypriote, entraînés aux Etats-Unis, avaient été vus en revanche en différents points de l'aéroport. Des diplomates américains suivent de très près toute cette affaire et sont visibles depuis vendredi soir avec les négociateurs. L'un de ceux-ci au moins, circonstances obligent, a conféré à différentes reprises avec le responsable de l'OLP.

L'OLP en première ligne

La centrale palestinienne est en tout cas en première ligne et, de source palestinienne, on indique que l'OLP est intervenue à la demande des autorités du Koweït. Dès vendredi soir, le chef de la mission diplomatique palestinienne à Chypre, M. Samir Abou Ghazala, qu'accompagnait M. Malaz Abdo, était dans le salon d'honneur de l'aéroport de Larnaca avec le ministre chypriote des affaires étrangères. Les autorités de l'île avaient aussi demandé aux représentants de l'OLP de rester en cas de besoin.

M. Yasser Arafat, qui se trouvait alors à Moscou mais qui est arrivé dimanche à Koweït pour la réunion prévue des comités de suivi de l'organisation de la conférence islamique, se tient informé heure par heure — affirme-t-on de source palestinienne — de l'évolution de la situation.

Pour sa part, le gouvernement chypriote a adopté quasiment la position koweitienne. On peut penser que la Grande-Bretagne, dont l'influence reste grande ici et qui a *« félicité »* le gouvernement koweïtien pour sa *fermeté*, l'a encouragé dans ce sens. De plus, sans être représenté diplomatiquement à Chypre, le Koweït finance beaucoup de projets de construction, dont notamment la future autoroute Nicosie-Larnaca.

Lundi matin, malgré la déclaration plutôt optimiste faite dans la nuit par le porte-parole du gouvernement chypriote, qui a annoncé qu'un *« nouvel élément »*, dont il se refusait à préciser la teneur, était intervenu, nul ne s'aventurait à prédire quand se dénouera cette affaire. Selon de bonnes sources, les pirates, qui seraient au minimum huit, dont une femme, et qui sont d'autre part très bien armés, restent très calmes et très « professionnels ». Plusieurs d'entre eux ont des accents de pays du Golfe ou irakien et, un au moins, libanais. Ce calme, après une semaine d'une telle tension, laisse à penser que ces hommes, qui ont déjà tué une fois au moins, ne se laisseront pas convaincre facilement.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Les autorités koweitiennes affirment qu'elles demeurent inébranlables

KOWEIT
de notre envoyé spécial

Six jours après le détournement du Boeing 747 de la Kuwait Airways, les dirigeants de l'émirat font toujours preuve du même sang-froid et d'une très grande discrétion. Les réunions du gouvernement se succèdent au palais de l'émir sans que rien ne filtre sur ce qui s'y décide et s'y prépare, donnant lieu ainsi à des rumeurs incontrôlées. La radio et la télévision, pour leur part, n'accordent qu'une place limitée à l'événement.

La position des dirigeants koweitiens est, jusqu'à présent, demeurée inébranlable et peut se résumer ainsi : *« Pas de marchandage avec les preneurs d'otages, même si des membres de la famille princière sont menacés »*. *« Le Koweït doit rester ferme »*, écrit le propriétaire et éditorialiste du journal *Al Siassa*, qui ose proclamer tout haut ce que les dirigeants hésitent à affirmer ouvertement : *« Nous sommes de tout cœur avec les passagers qui demeurent toujours à bord de l'avion, mais nous ne pouvons rien leur offrir hors nos prières pour qu'ils soient libérés sains et saufs. »*

Cette fermeté devant le chantage est-elle de pure forme ? Certainement pas, déclarent les porte-parole officieux du pouvoir, en expliquant que céder devant les exigences des terroristes serait mettre le doigt dans un engrenage fatal. Cette thèse est d'autant plus populaire au sein de l'opinion publique koweitienne que celle-ci est profondément choquée par la façon impitoyable dont sont traités des passagers innocents. La lassitude guette cependant les esprits, et certains commencent à mettre en doute la sagesse de la politique qui consiste à refuser tout marchandage. *« Que gagnons-nous à garder en prison des terroristes qui ne font que nous attirer des ennuis ? »*, demandent-ils.

A ce propos, certains observateurs se demandent si une telle solution n'est pas actuellement envisagée malgré le caractère catégorique des déclarations officielles. Ils s'interrogent sur le point de savoir si le choix de M. Issa El Mazidi, le seul membre chiite du gouvernement, comme chef de la délégation qui a été envoyée à Larnaca ne constitue pas un geste de conciliation à l'égard des preneurs d'otages et l'amorce d'un *« marchandage politique »*.

D'aucuns estiment que même la libération des dix-sept condamnés chiites ne mettrait pas un terme aux opérations de harcèlement du Koweït, dans la mesure où, affirment-ils, l'objectif final des pirates de l'air, qui, selon eux, agissent sans aucun doute pour le compte des Iraniens, n'est pas tant de libérer leurs amis emprisonnés que d'obtenir la *« neutralisation »* du Koweït dans la guerre du Golfe, ce qui, pour différentes raisons géographiques et historiques, paraît ici inconcevable. *« Nous ne pouvons ignorer,* répètent les Koweïtiens, *que l'Irak est un pays arabe frère »* ; cela dit, ils ajoutent qu'ils souhaitent sincèrement normaliser leurs relations avec Téhéran.

Des progrès avaient été faits dans ce sens à la suite, semble-t-il, d'une visite discrète effectuée en février dernier par une délégation iranienne, venue à Koweït négocier la réouverture de la mission diplomatique koweïtienne à Téhéran, fermée depuis sa mise à sac en août dernier par des manifestants iraniens. Vers la mi-mars, le ministre koweïtien des affaires étrangères, cheikh Ahmed El Sabah, avait même affirmé que son ministère avait déjà désigné deux diplomates pour être affectés à Téhéran.

Quelle que soit l'issue du drame en cours, il est probable maintenant que la normalisation entre Téhéran et Koweït sera remise aux calendes grecques. Dans ce contexte, on n'exclut pas ici que toute cette affaire ait été, en définitive, parrainée par une des fractions au pouvoir à Téhéran en vue, précisément, de saboter non seulement la normalisation entre Téhéran et Koweït, mais également le succès des tractations en vue de la libération des otages français.

JEAN GUEYRAS.

Le Djihad islamique lie le sort des otages du Liban à celui de l'avion détourné

BEYROUTH
de notre correspondant

Un lien a été établi, dimanche 10 avril, par les ravisseurs entre le sort de l'avion koweitien, qui tient le monde en haleine depuis six jours, et celui des otages occidentaux, nommément français et américains, entre les mains du Djihad islamique à Beyrouth-Ouest.

A partir du moment où l'affaire de l'avion se bloquait — et c'est actuellement le cas, — le risque d'une entrée en scène des frères d'armes des pirates de l'air, les membres du Djihad islamique, grandissait d'autant plus que la possibilité d'une action de commando contre l'avion prenait de la consistance.

La menace du Djihad est claire : en cas d'intervention militaire contre le Boeing koweïtien, les otages français, au nombre de trois, et américains, au nombre de deux, détenus par cette organisation seront exécutés. Dans son communiqué, authentifié par des photos de l'otage français Jean-Paul Kauffmann et de l'Américain Terry Anderson, parvenu à une agence de presse à Beyrouth-Ouest, le Djihad islamique apporte son *« appui total aux revendications »* des pirates de l'air et souligne : *« Nous exécuterons les otages occidentaux au Liban si l'avion et les moudjahidins* (combattants de l'islam) *qui sont à bord sont l'objet d'une folie militaire. »* Le Djihad rend, en outre, *« les autorités chypriotes entièrement responsables de ce qui se produit sur leur territoire »*.

Ces développements négatifs n'ont toutefois pas empêché des rumeurs de circuler dans l'entourage de M. Marchiani, alias Stephani — le négociateur français qui vient de se rendre pour la deuxième fois à Damas en une semaine, — sur une libération des otages français *« dans les prochaines heures »*...

LUCIEN GEORGE.

IRAN : Téhéran sous les missiles

Dans la population de la capitale, la lassitude et l'abattement l'emportent sur toute velléité de révolte...

TÉHÉRAN
de notre envoyé spécial

« Même en conduisant, je ne peux m'empêcher de regarder en l'air. » Mahnaz ne cherche pas à cacher son angoisse, sa peur des *« moushaks »*, ces missiles irakiens dont plus de cent se sont abattus sur la capitale iranienne depuis le 28 février. Elle est *« constante »*, avoue-t-elle. Sur la table, la radio est allumée en permanence, bruit de fond auquel personne ne prête attention jusqu'à ce que la voix ou la musique soit soudain couverte par une sorte de plainte qui monte crescendo, redescend puis remonte : une alerte. Quelques minutes s'écoulent. Cette fois, il ne se passe rien. La fin de l'alerte sur Téhéran est annoncée ; le missile ou le raid aérien irakien était destiné à Ispahan ou à Qom.

« Lorsque l'alerte peut être donnée à temps, elle ne précède le missile que de deux à trois minutes », donnant à peine le temps à ceux qui le peuvent de se précipiter à la cave, dans un parking souterrain ou dans l'un de ces abris de fortune disposés à certains carrefours. D'autres sautent, sans quitter le ciel des yeux, dans ces profonds caniveaux qui sillonnent la capitale. Mais la plupart du temps rien ne vient prévenir les habitants de Téhéran, et l'alerte retentit après que la mort a déjà frappé. Quand les petits panaches d'un blanc éclatant apparaissent dans le ciel, il est trop tard : les charges viennent de se séparer du corps des missiles et s'écrasent sur la ville, touchant, au hasard, un quartier ou un autre, un hôpital ou des bains publics, un immeuble d'habitation, un supermarché ou un autobus bondé.

« Roulette russe, version locale », ce nouvel épisode de la guerre des villes que se livrent l'Iran et l'Irak a déjà fait plusieurs centaines de morts de part et d'autre depuis le 28 février, date à laquelle les Irakiens ont, pour la première fois, utilisé des missiles contre la capitale iranienne. Bien qu'aucun bilan précis n'ait été fourni par les autorités, le cap des mille tués paraît dépassé à Téhéran seulement. Dans cette cité, les dégâts occasionnés par les *« moushaks »* sont essentiellement dûs à l'effet de souffle. Façades ravagées, vitres brisées dans un rayon de plusieurs centaines de mètres, signalent l'emplacement d'impacts. Au centre, un petit cratère ; à ses abords immédiats, la place apparaît nette. C'est que, immédiatement après la chute d'un engin, avec la précision d'un métronome, se met en place un dispositif. Les premiers secours, ambulanciers et pompiers, arrivent sur les lieux en même temps que miliciens des Gardiens de la révolution et des comités locaux, tandis que la police se déploie dans les rues avoisinantes, y établit des cordons étanches, interdisant l'accès aux destructions.

Puis, très rapidement, c'est l'arrivée des bulldozers ; des témoins assurent que, dans bien des cas, la priorité est alors donnée au nivellement sur la fouille en profondeur des décombres. Cette façon de procéder a, à plusieurs reprises, donné lieu à des altercations entre la population et le service d'ordre. Elle reflète la volonté des autorités de gommer autant que possible les traces trop visibles des impacts et leur souci de limiter l'effet psychologique des missiles, ces armes contre lesquelles on se sent totalement impuissant. Un effet qui risque, à la longue, de s'avérer dévastateur sur des hommes et des femmes déjà durement éprouvés par plus de huit ans d'une guerre meurtrière.

La capitale s'est vidée

Actuellement, lassitude et abattement l'emportent, chez beaucoup, sur toute la velléité de révolte dans un pays où l'encadrement de la population est très serré, dans un Etat où les miliciens islamiques sont omniprésents et tout-puissants, où le terme d'opposition est synonyme de trahison.

Malgré les *« moushaks »*, Téhéran n'offre pas le visage d'une cité en proie à une guerre totale. Plus de couvre-feu, comme aux premiers mois du conflit, lorsque la capitale était plongée dans l'obscurité, que les voitures devaient arborer des phares peints en bleu. Aujourd'hui, la ville scintille, et Dieu sait si les Téhéranais sont prodigues de guirlandes multicolores pour concurrencer l'éclairage habituel. Papiers collants en croix sur les fenêtres et sacs de sable entassés au rez-de-chaussée sont les précautions essentiellement réservées aux bâtiments publics.

Principale manifestation extérieure de la peur provoquée par les *« moushaks »* : cette capitale de huit à dix millions d'habitants, habituellement grouillante et paralysée par des encombrements monstrueux, apparaît vide. Son bazar offre l'image insolite d'un quasi-désert, où la méfiance se lit dans tous les regards. Selon l'évaluation de Téhéranais, près de la moitié de la population a ainsi déserté la ville fin mars, mettant à profit les congés du nouvel an iranien pour se réfugier en province. Pour ceux qui sont restés, les options varient selon les revenus. Les plus favorisés envahissent les grands hôtels, au béton autrement plus solide que celui des constructions individuelles. Certains vont passer la nuit dans les nombreuses résidences secondaires des environs, notamment au pied des pistes de ski qui surplombent Téhéran et qui ont longtemps fait l'agrément de la vie dans la capitale iranienne.

Les autres n'ont d'autre solution que de vivre dans l'angoisse, sous la protection illusoire de murs en brique friable ou de rejoindre quelques camps de toile disposés hors de la ville et gérés par le Croissant-Rouge. Si la presse vient d'annoncer que la construction d'abris privés était désormais autorisée, seule une minorité devrait être capable d'un tel effort financier. De même, la flambée de certains prix, à la faveur du regain de la guerre des villes, a mis hors de portée de beaucoup d'Iraniens les petites villas de la mer Caspienne, louées par leur propriétaire 300 000 rials (un peu plus de 25 000 F au cours officiel) pour quinze jours. A une quarantaine de kilomètres de Téhéran, une chambre au confort plus que rudimentaire peut atteindre 7 000 rials — près de 600 F — la nuit, soit environ le prix d'une suite dans un hôtel de classe internationale.

Quant à ceux qui ont choisi de se rendre à l'étranger momentanément ou pour un exil définitif, ils devront désormais payer leur billet d'avion en devises, qu'ils auront dû, pour la plupart, se procurer au marché noir. Cette mesure, entrée en vigueur le 8 avril, a eu pour conséquence de multiplier par près de vingt le prix du billet, le rendant inaccessible à nombre de candidats au départ. S'ajoutant aux très grandes difficultés rencontrées pour décrocher un visa étranger et à l'étroit contrôle des communications téléphoniques ou télex avec l'extérieur, elle ne devrait pas manquer de renforcer encore le sentiment d'isolement déjà bien ancré dans certains secteurs de la population. Quelques jours avant la date fatidique, d'immenses queues s'allongeaient devant les locaux d'Iran Air, seule compagnie aérienne, avec Turkish Airlines, à encore desservir Téhéran.

Une économie dégradée

A tous les maux inhérents à la guerre, s'ajoute une inflation évaluée par des observateurs étrangers à 60 % ou 70 %. Certains produits de base atteignent des prix exorbitants dès que l'on sort du système de coupons mis en place par les autorités. C'est ainsi que le kilo de viande de bœuf peut atteindre au marché noir l'équivalent de 300 F, et celui de fruits presque 100 F.

« L'économie iranienne ne cesse de se dégrader, et son état est, cette année, pire qu'il n'a jamais été », constate un diplomate étranger. Il y a déjà longtemps — pratiquement depuis le début de la révolution islamique, en 1979 — que de nombreux experts occidentaux prédisent régulièrement et, jusqu'à présent à tort, la banqueroute de l'Iran. Aujourd'hui, et tout en faisant état de réels problèmes obligeant les Iraniens à différer certains de leurs paiements, ce diplomate se montre cependant d'une grande prudence : *« L'état de l'économie iranienne est certes mauvais, mais peut-être pas aussi dramatique que celui de l'Irak, car, contrairement à Bagdad, Téhéran n'a pratiquement pas de dette. »* Estimant que les Iraniens n'en étaient pas au *« point de rupture »* et pouvaient encore *« tenir longtemps »*, il souligne que ceux-ci ont toujours les moyens de produire ou de se procurer à l'étranger de quoi éviter une pénurie trop grave, qui serait susceptible de provoquer une vague de mécontentement parmi les plus démunis, ces *« déshérités »* qui constituent le soutien le plus solide du régime. Les autorités n'ont, à cet égard, pas cessé d'allonger la liste des produits dont les prix sont contrôlés.

Reste que la pénurie ne peut être évitée partout et que, dans nombre de cas, des machines sont immobilisées faute de pièces détachées. Reste aussi que la production agricole ne suffit pas à satisfaire toute la demande intérieure, alourdissant la charge des importations à l'heure où l'effort de guerre absorbe une bonne partie — plus de la moitié, selon des sources occidentales — des revenus du pays en devises. Reste enfin que l'investissement civil pâtit de la priorité donnée au militaire.

Maigre consolation en ces temps difficiles, du moins pour certains : ceux des Téhéranais que n'ont pas réussi à séduire les préceptes islamiques se félicitent d'un léger assouplissement dans le contrôle de l'application de ces règles. Le foulard — obligatoire pour les femmes — se porte plus fantaisie et plus coloré qu'il y a quelques mois, les lunettes de soleil dissimulent mal des yeux maquillés, manteaux ou imperméables laissent parfois apparaître un mollet. Mais tout relâchement a ses limites, et le ministre de l'intérieur, M. Mohtashami, mettait récemment en garde ses concitoyens contre l'influence néfaste des étrangers, en particulier des diplomates. Il leur conseillait, en des termes très fermes, de s'abstenir de fréquenter ces hauts lieux de perversion et d'espionnage que sont, à ses yeux, les ambassades.

YVES HELLER.

Europe

URSS

La restructuration ne saurait aboutir sans un élargissement de la démocratie

affirme M. Gorbatchev

Dans le discours qu'il a prononcé vendredi 8 avril à Tachkent et que l'agence Tass a diffusé samedi, M. Gorbatchev s'est longuement étendu sur les problèmes intérieurs de l'URSS, observant que sa politique de « restructuration » avait été lancée il y a tout juste trois ans, lors du plénum d'avril 1985 du comité central du PC soviétique. « *Ces trois années*, a-t-il dit, *ont montré que le plus difficile est de restructurer les mentalités.* »

Rappelant que l'URSS avait déjà connu, « *dans les années 50, 60 et 70* » des « *tentatives répétées* » de réformes, le chef du Kremlin a regretté que « *de bonnes décisions, prises dans les conditions de la « perestroïka », se réalisent souvent de façon incomplète ; cela signifie que les vieilles erreurs se répètent* ». C'est faute d'un élargissement de la démocratie, a souligné M. Gorbatchev, que les efforts entrepris dans le passé pour opérer des changements radicaux ont été voués à l'échec.

« *Comme toute révolution*, a-t-il insisté, *la restructuration exige une réforme révolutionnaire et décisive de la conscience, de la mentalité. Sans cela il est impossible d'accomplir des transformations radicales ni dans la base, ni dans la superstructure politique.* »

les problèmes de la démocratisation de la société soviétique suscitent aujourd'hui les débats les plus vifs, a poursuivi M. Gorbatchev. « *Le système d'administration autoritaire et ses tenants ne se rendent pas sans livrer combat.* » Il est pourtant impossible de réaliser « *le potentiel du socialisme sans avoir développé le potentiel de la démocratie socialiste* ».

Le dirigeant soviétique a appelé le PC à « *donner l'exemple* » et à se débarrasser des « *déformations bureaucratiques* ». « *C'est l'appareil* [gouvernemental] *qui doit servir les organes élus et exécuter leurs décisions et non l'inverse* », a-t-il souligné.

M. Gorbatchev a estimé que l'apparition en URSS, ces derniers temps, de nombreuses associations non officielles s'expliquaient par le fait que les organisations sociales existantes ne répondent pas aux besoins de la population.

Abordant les problèmes des rapports interethniques, sans cependant évoquer les derniers événements en Transcaucasie, M. Gor- batchev a déclaré qu'ils « *nécessitent une étude attentive* [...]. *Nous devons nous libérer d'une approche dogmatique et, je dirais, schématique.* » « *Il faut examiner sérieusement* [...] *les problèmes qui ont mûri* [...] *et qui doivent être réglés dans le cadre de notre démocratie, sur les principes du respect, de l'égalité et de la fraternité* », a-t-il conclu.

● **URSS, des images de la messe de Pâques à la télévision soviétique.** — Les orthodoxes russes ont célébré dimanche 10 avril leur fête de Pâques à la cathédrale de l'Epiphanie de Moscou lors d'une veillée de chants et de prières en présence du patriarche Pimen. Pour la première fois, semble-t-il, la messe était filmée par la télévision soviétique, qui en a diffusé une partie tard dans la soirée. — *(AFP.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le remaniement des organes dirigeants reflète la politique prudente de M. Jakès

VIENNE
de notre correspondante

Approuvé par un plénum réuni à Prague les vendredi 8 et samedi 9 avril, le premier remaniement des organes suprêmes du PC tchécoslovaque depuis la nomination de M. Milos Jakès à la tête du parti en décembre 1987 ne témoigne pas d'une grande audace. Il semble ainsi confirmer la volonté de la direction du PCT de promouvoir au compte-goutte la « *prestavba* », nom tchécoslovaque pour la « perestroïka » soviétique.

Une nouvelle fois, les dirigeants ont évité de trancher le conflit qui oppose depuis plusieurs mois les plus réfractaires aux changements, conduits par M. Bilak, et les réformateurs, conduits par le premier ministre, M. Lubomir Strougal, qui a, à plusieurs reprises, fait savoir qu'il pourrait quitter ses fonctions à la tête du gouvernement. On a néanmoins indiqué qu'une série de mesures, impliquant la fusion de différents ministère, et des changements sur le plan personnel, seraient annoncées dans les semaines qui viennent.

Rajeunissement

Le changement le plus important, pour le moment, est la nomination de M. Jozef Lenart (soixante-cinq ans), déjà membre du *présidium, au* poste de secrétaire du comité central. Il succède en même temps au secrétaire général du PC, Milos Jakès, comme président de la Commission de l'économie nationale. M. Lenart, ancien premier ministre tchécoslovaque (de 1963 à 1968) et premier secrétaire du PC slovaque depuis 1970, est un pragmatique. Son retour au premier plan devrait favoriser une mise en application prudente des réformes.

Parallèlement, un certain rajeunissement du secrétariat a été réalisé. Trois nouveaux venus y font leur apparition : M. Frantisek Hanus, nommé secrétaire, âgé de quarante-cinq ans, premier secrétaire du parti de la région de Bohême centrale depuis 1985 ; M. Miroslav Stepan, âgé de quarante-trois ans, député et président de la commission parlementaire des affaires étrangères, et M. Vasil Mohorita, âgé de trente-six ans, qui préside depuis 1987 le comité central de l'Union socialiste de la jeunesse. Au présidium, organe suprême du parti, deux membres suppléants, MM. Ignac Janak (cinquante-sept ans) et Jan Fojtik (soixante ans), proche de la ligne dure de M. Bilak, ont été promus membres à part entière. En revanche, M. Antonin Kapek, autre dogmatique staliniste, âgé de soixante-six ans, premier secrétaire du parti de Prague, en disparaît. M. Miroslav Zavadil, président des syndicats et ancien ambassadeur à Moscou, a été élu membre suppléant.

M. Milos Jakès, secrétaire général du PC tchécoslovaque, avait, dès son discours d'ouverture, vendredi, mis en garde contre toute opposition organisée. Mais il a admis, dans son rapport, que les « *revers* » subis dans le passé dans le développement du pays ont provoqué « *une certaine méfiance* » à l'égard des capacités des dirigeants du pays.

Pour rendre plus efficace le travail du parti, le secrétaire général a *lancé un appel* à la lutte contre le bureaucratisme et le cumul de fonctions. Il a proposé de limiter les mandats du secrétaire général du parti et du premier secrétaire du PC slovaque à deux mandats consécutifs au maximum (dix ans) et ceux des secrétaires régionaux à trois mandats au maximum (quinze ans). M. Jakès s'est, en même temps, exprimé en faveur d'une « *rotation raisonnable* » des cadres et a suggéré une modification des statuts du parti dans ce sens.

WALTRAUD BARYLL

GRANDE-BRETAGNE

Le prince Charles ferait-il le jeu des travaillistes ?

LONDRES
de notre correspondant

L'ancien président du Parti conservateur, M. Norman Tebbit, part en guerre contre le prince Charles, qu'il soupçonne... de sympathies socialistes. Dans une interview à la BBC, qui devait être diffusé, le lundi 11 avril, M. Tebbit affirme que le prince héritier met en péril la monarchie par ses prises de position critiques sur les grands problèmes sociaux auxquels est confrontée la Grande-Bretagne, tels le chômage ou la détérioration des *agglomérations urbaines*.

Il s'agit d'une véritable attaque *ad hominem*. « *Le prince de Galles éprouve probablement de la sympathie pour les chômeurs, dans la mesure où il n'a pas lui-même d'emploi et n'a pas le droit d'en exercer un jusqu'à ce qu'il monte sur le trône. A quarante ans, il n'a pas été capable de prendre la responsabilité de quoi que ce soit, et là est le problème* », estime M. Tebbit.

Ce genre de propos venant d'une personnalité éminente de la classe politique est très inhabituel. Conservateurs et travaillistes s'accordent en effet pour éviter tout commentaire sur la famille royale. M. Tebbit conteste au fond la possibilité pour le prince héritier de donner son avis sur les questions sociales. Son raisonnement est le suivant : les conservateurs étant au pouvoir depuis 1979, exprimer son inquiétude à propos du chômage des jeunes, de l'urbanisme « *déshumanisant* » ou de la dégradation des relations raciales, équivaut, selon lui, à critiquer le gouvernement. L'ancien président du Parti conservateur, qui n'a pas renoncé à briguer un jour la succession de Mme Thatcher, met en garde le prince Charles : si celui-ci va « *plus loin* », s'il « *propose des solutions socialistes* », à savoir celles du Parti travailliste, « *cela commencerait à devenir dangereux* ».

La Grande-Bretagne n'a pas de Constitution écrite et n'est pas près d'en avoir une. L'obligation de réserve du monarque n'est donc inscrite nulle part, mais la reine Elizabeth l'observe avec une rigueur absolue, malgré *le peu d'estime qu'elle porterait*, dit-on, à la politique et à la personne même de Mme Thatcher.

Cette règle vaut-elle pour le prince héritier, qui intervient de façon croissante sur certains sujets qui lui tiennent à cœur, comme l'architecture ? Il a réussi ainsi à bloquer un projet d'extension de la National Gallery, qui aurait abouti, selon lui, à poser une « *vérue* » sur ce vénérable musée. Il a laissé tomber un jour, à l'improviste, que certains promoteurs immobiliers avaient fait *plus de mal à la capitale* que toute la Luftwaffe pendant le Blitz... On a vu à plusieurs reprises la silhouette dégingandée du prince se profiler sur les façades lépreuses d'immeubles à l'abandon dans les ghettos urbains. Ces visites sont apparues comme des critiques implicites du gouvernement conservateur. Mme Thatcher a fait de la rénovation des centres-villes, avec l'éducation, une des priorités de son troisième mandat. Mais elle ne veut pas desserrer les cordons de la bourse et se contente de proposer aux intéressés de s'atteler eux-mêmes à la tâche, avec l'aide d'entrepreneurs privés, mais sans intervention de l'Etat.

Le prince Charles a enfoncé le clou en mars, lors d'un voyage aux Etats-Unis. Devant un parterre d'architectes, il a affirmé : « *Si le profit est la seule force en jeu pour la rénovation urbaine, cela ne réussira pas. Bâtir n'est pas seulement une affaire d'argent ou de marché.* » Mme Thatcher ne cesse, depuis neuf ans, de dire exactement le contraire...

Malgré les critiques de M. Tebbit, l'opinion semble, dans l'ensemble, plutôt favorable aux campagnes « sociales » de l'héritier de la couronne. Selon un récent sondage, 56 % des Britanniques estiment que le prince devrait s'exprimer davantage et seulement 14 % qu'il parle trop.

DOMINIQUE DHOMBRES.

مكذا من الاجل

Europe

TURQUIE

La Pâque des retrouvailles

ISTANBUL
de notre correspondant

L'odeur des milliers de bougies n'arrive pas à couvrir celle des rameaux qui flotte depuis une semaine sur la cathédrale grecque orthodoxe au centre d'Istanbul : pour cette première veillée pascale après le sommet de Davos entre les premiers ministres grec et turc, les Grecs sont venus plus nombreux que d'habitude dans la ville, qui reste pour eux Constantinople, la Rome orthodoxe. Les magasins, exceptionnellement ouverts le dimanche 10 avril, affichaient *« Joyeuses Pâques »* en grec. *« Dans la rue, on se serait cru à Athènes »*, note avec ravissement un des cinq mille Grecs qui vivent encore à Istanbul.

Défilant en procession devant le patriarcat le plus prestigieux de la chrétienté orthodoxe – quarante-six ans après un incendie, il vient seulement de recevoir l'autorisation de reconstruire, – les « cousins d'en face » se réjouissaient de l'accueil qui leur était réservé : *« Les deux peuples se rassemblent tellement ! »* Avec parfois, tout de même, un soupçon d'incrédulité : *« Ce sont nos dollars qui les intéressent. »* Beaucoup sont choqués par les drapeaux turcs qui flottent à l'entrée. *« C'est normal : il y en a sur tous les bâtiments officiels »*, expliquent un prêtre et un laïc autochtones. Celui-ci ajoute, agacé : *« D'ailleurs, c'est notre drapeau. »*

Cierge en main, des musulmans s'associent à la fête. Un intellectuel marxisant est ému aux larmes *« parce qu'une partie de notre histoire, de notre culture, s'est perdue avec le départ des Grecs »*. Calot vert et barbichette, le marchand de sandwiches, connu dans le quartier pour ses sympathies intégristes, est venu ce soir pour la première fois : *« Matériellement, c'est beau, mais la seule vraie religion c'est l'islam. »* Faut-il alors fermer les églises ? La réponse est indignée : *« Jamais de la vie ! Quand Mehmet-le-Conquérant a pris la ville, il a immédiatement ordonné leur réouverture. »*

M. F.

Incidents au concert d'Ibrahim Tatlisés à Paris

Le chanteur turc aux prises avec le Parti des travailleurs du Kurdistan

Le premier récital que donnait en France le grand chanteur turc Ibrahim Tatlisés (*le Monde* du 5 avril), à l'issue d'une tournée sans histoires dans cinq autres pays européens, a dû être interrompu, dimanche 10 avril, au Zénith à Paris, à la suite d'une manifestation de membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Au moment où commençait la deuxième partie du concert devant trois mille spectateurs, une cinquantaine d'hommes ont pris d'assaut la scène où, après avoir repoussé le chanteur, *« valet des fascistes d'Ankara »*, ils ont, au milieu de la confusion générale, violemment attaqué le régime « dictatorial » turc.

Alors que les femmes et les enfants prenaient la fuite et que quelqu'un lançait des grenades lacrymogènes, d'autres spectateurs manifestaient bruyamment leur attachement à un « Kurdistan libre ».

Pour calmer les esprits, Ibrahim Tatlisés, qui est lui-même – on l'ignorait en France – de souche kurde, accepta de chanter dans sa langue maternelle, ce qui est interdit en public dans son pays. Ce n'était pas suffisant pour le PKK, mouvement actuellement le plus engagé dans des actions violentes contre le pouvoir en Turquie même : il fallut que l'artiste brandisse en chantant une publication kurde puis une affiche proclamant : *« Vive le PKK ! »*

Revenant ensuite à la langue turque, le chanteur attaqua un morceau séditieux : *« Nous sommes des hommes et non des animaux ! »* La protestation se transforma alors en une manifestation de joie si bruyante que Tatlisés, ne pouvant plus se faire entendre, mit de lui-même fin à la matinée en s'éclipsant.

Il reste à savoir comment il sera accueilli à son retour au pays, où il n'était déjà pas en odeur de sainteté. A la suite d'une bagarre *« d'ordre privé »* avec la police, il a déjà dû faire de la prison. En outre, bien que chantant en turc, il est banni de la radiotélévision d'Etat sous prétexte que sa musique *« n'appartient pas à la culture nationale »*.

« Ibo », comme on le surnomme, est en effet le champion de la musique *« arabesque »*, autrement dit arabe et plus précisément égyptianisante. Avant l'intrusion du PKK, il avait eu le temps de montrer à la fois sa maestria vocale et musicale et son immense popularité auprès de ses compatriotes : couvert de roses et de billets doux lancés dès le lever de rideau, Tatlisés se voit même demander de *« bénir »* les nourrissons...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ Ibrahim Tatlisés doit en principe *encore se produire à la halle du Tivoli de* Strasbourg le 12 avril à 18 heures. Renseignements au (1) 42-03-89-19 et 20.

Afrique

TUNISIE

La dette militaire envers les Etats-Unis sera « restructurée »

TUNIS
de notre correspondant

La dette militaire tunisienne à l'égard des Etats-Unis, qui s'élève à environ 500 millions de dollars (dont 100 millions d'intérêts), va faire l'objet *« d'un refinancement ou d'une restructuration »*, qui reste à apprécier, a annoncé, le 9 avril à Tunis, M. Franck Carlucii, secrétaire américain à la défense. Cette dette, dont les Tunisiens souhaitaient la rémission, porte principalement sur l'achat, au cours de ces derniers années, d'avions *F 5* et de chars M 60.

M. Carlucci, qui a passé vingt-quatre heures à Tunis, où il a présidé, avec son collègue tunisien, l'ouverture des travaux de la 8e session de la commission mixte militaire tuniso-américaine (1), a précisé que les Etats-Unis maintiennent, pour l'exercice actuel, un crédit de 30 millions de dollars *« non remboursable »*. Cet argent sera utilisé pour l'achat de nouveaux équipements et la maintenance de ceux déjà acquis.

Le secrétaire à la défense a indiqué que, lors de ses entretiens, il avait évoqué le récent renforcement des rapports tuniso-lybiens. *« Les Etats-Unis – qui respectent la politique étrangère tunisienne – demeurent méfiants à l'égard du colonel Khadafi et de ses intentions,* a-t-il dit. *Les Tunisiens sont soucieux d'entretenir de bonnes relations avec la Libye, mais ils le font les yeux grands ouverts. Ils sont conscients des avantages de ce dialogue, mais aussi des problèmes qui existent toujours dans la région. »*

Au moment où la coopération tuniso-libyenne se développe tous azimuts, ces propos, lourds de sous-entendus, que la presse locale s'est abstenue de rapporter, risquent d'avoir quelque peu embarrassé les autorités tunisiennes. Ils auront sûrement irrité Tripoli, qui a toujours suivi avec autant de dépit que de méfiance l'évolution des bons rapports tuniso-américains. M. Carlucci a d'ailleurs tenu à réaffirmer le *« soutien total »* de son gouvernement au nouveau pouvoir tunisien.

MICHEL DEURÉ.

(1) Cette commission a plus spécialement pour objet d'étudier les divers aspects de l'acquisition du matériel américain.

● **Le début du Ramadan.** – La Tunisie se basera cette année sur l'observation du croissant de Lune et non plus, comme par le passé, sur le calendrier lunaire pré-établi pour fixer le début du mois de Ramadan, qui devrait, en principe, se situer vers le 16 ou le 17 avril. Un communiqué officiel, publié le jeudi 7 avril, précise que des postes d'observation seront désignés à cet effet et que l'opération se déroulera en présence d'un membre du Conseil supérieur islamique, d'un météorologue et de toute personne qui le souhaitera. Les tenants de l'intégrisme, qui refusaient de se plier aux règles du calendrier, seront désormais satisfaits. – *(Corresp.)*

ALGÉRIE

La Ligue des droits de l'homme a organisé un colloque sur la censure

ALGER
de notre correspondant

Pour le premier anniversaire de sa reconnaissance officielle, la Ligue algérienne des droits de l'homme, présidée par un avocat algérois, Me Miloud Brahimi, a organisé jeudi 7 et vendredi 8 avril un colloque sur la liberté d'expression artistique et intellectuelle. Une première en Algérie, car il y fut surtout question de censure et d'autocensure.

De nombreux écrivains, poètes, architectes, peintres, musiciens, cinéastes, juristes et sociologues, ont pris part à ce colloque et demandé de plus larges espaces de liberté de création, d'expression et de critique.

La presse critique, quant à elle, est restée très discrète. L'agence officielle Algérie Presse Service (APF) s'est contenté par deux brèves dépêches d'annoncer l'ouverture, puis la clôture de ce colloque. Seul l'hebdomadaire *Algérie Actualité*, le plus libre de ton des journaux algériens, a consacré un dossier de huit pages aux droits de l'homme, titrant en couverture : « Ligue algérienne des droits de l'homme : un petit pas... de géant ».

F. F.

● **SÉNÉGAL : les avocats protestent.** – Dans une lettre au président Abdou Diouf, le barreau des avocats du Sénégal proteste contre *« les conditions illégales et arbitraires »* de l'arrestation de Me Abdoulaye Wade, secrétaire général du Parti démocratique sénégalais, et de Me Ousmane NGom, secrétaire aux relations extérieures de la même formation politique. *« Le barreau n'est pas près d'accepter la violation des protections légales accordées à ses membres »*, indique la lettre au chef de l'Etat. – *(Reuter.)*

● **ZAIRE : M. Tshisekedi à nouveau arrêté.** – Le secrétaire national de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, mouvement d'opposition zaïrois non autorisé), M. Tshisekedi Wa Mulumba, a été arrêté, le vendredi 8 avril, à Kinshasa, a annoncé à Paris son avocate, Me Anne Greco. Selon l'avocate, M. Tshisckedi, equi avait été précédemment interné dans un hôpital psychiatrique, a été entendu par la Cour de sûreté de l'Etat, avant d'être remis au commandant militaire de la capitale, le général Bolozi. Plusieurs personnes de l'entourage de M. Tshisekedi ont également été arrêtées et l'on est sans nouvelles du président national de l'UDPS, M. Kibassa Maliba, a ajouté l'avocate. Me Greco a rappelé que M. Tshisekedi, ancien ministre de l'intérieur, avait recommandé il y a quelques jours le boycottage des élections législatives partielles qui ont eu lieu, le dimanche 10 avril, à Kinshasa. – *(AFP.)*

Diplomatie

L'accord de Genève sur le retrait soviétique d'Afghanistan

Washington « étudie » la réponse de Moscou sur la poursuite des aides aux deux camps en présence

Après M. Gorbatchev, qui a confirmé que le retrait soviétique d'Afghanistan s'amorcerait le 15 mai, le président Reagan s'est déclaré, le dimanche 10 avril à Las Vegas, *« très optimiste »* à propos de l'Afghanistan. Le chef de la Maison Blanche a notamment déclaré : *« Nous prévoyons dans un proche avenir la signature à Genève d'un accord dont le résultat sera le retrait total des forces soviétiques d'Afghanistan. Si cet accord est respecté et si les Soviétiques se retirent de façon irrévocable de ce pays qui a tant souffert, cela sera une grande victoire pour son peuple héroïque que nous continuerons de soutenir. Ce sera aussi une contribution majeure à l'amélioration des relations Est-Ouest. »*

Tout en avalisant l'annoncé, vendredi, par le médiateur de l'ONU, d'un accord à Genève, le gouvernement américain avait déclaré qu'il attendait une réponse de Moscou à sa proposition de *« symétrie positive »* des aides militaires à chaque camp en présence. Cette réponse a été reçue à Washington samedi après-midi. Elle est *« à l'étude »*, a alors déclaré un porte-parole du département d'Etat américain, sans donner d'autre précision.

Dans un discours connu seulement pendant le week-end, mais qu'il avait prononcé vendredi à Tachkent, le numéro un soviétique avait suscité une certaine inquiétude en déclarant que des *« difficultés dans la dernière étape »* des négociations de Genève *« menaçaient de faire échouer les accords »*. Mais il avait ajouté que le Kremlin avait trouvé *« des approches offrant la possibilité d'achever le processus »* et que, de toute façon, la date du 15 mai avait été retenue pour le premier retrait de troupes soviétiques.

Les Soviétiques refusant de négocier la poursuite de leur aide militaire au régime actuel de Kaboul, les Américains veulent garder la liberté de ravitailler, si nécessaire, la résistance en armes. Les modalités de cette *« symétrie positive »* semblent être l'objet des denriers échanges diplomatiques entre Moscou et Washington. Cette question pourrait retarder une signature annoncée à Genève pour le 14 avril au plus tard.

M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, n'en a pas moins estimé, dans un toast prononcé samedi, lors d'un dîner à Moscou en l'honneur de M. Yasser Arafat, qu'un accord interviendra *« très bientôt »*. De son côté, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a fait savoir qu'il pourrait se rendre à Genève pour la signature de l'accord.

Entre-temps, le président Zia Ul Haq, du Pakistan, a demandé à la résistance afghane de *« prêter davantage d'attention aux aspects positifs de l'accord de paix de Genève »*, plutôt que de le rejeter globalement, ce qu'elle fait de façon catégorique. Les résistants *« ont un point de vue auquel nous adhérons dans une certaine mesure »*, a également dit, samedi soir, le général Zia.

Un avion de transport abattu

Entre-temps, la guerre continue et, selon l'agence Tass, un avion de transport du type Antonov-26 a été abattu dimanche par un missile. Les vingt-neuf passagers et membres de l'équipage ont été tués. L'appareil effectuait une liaison entre deux villes afghanes proches de la frontière soviétique. Tass ne précise pas s'il s'agissait d'un appareil afghan ou soviétique. Le précédent appareil de transport – également un Antonov-26 – touché par un missile s'était écrasé le 13 août 1987.

Deux nominations d'ambassadeurs

Le ministère des affaires étrangères a annoncé, le vendredi 8 avril, la nomination de deux nouveaux ambassadeurs : M. Philippe Bernard au Venezuela, en remplacement de M. Jean-Claude Prevel, et M. Xavier du Cauzé de Nazelle en Belgique, en remplacement de M. Jacques Lecompt.

● **M. Philippe Bernard au Venezuela**

[Né en 1931, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Bernard a été en poste à Tananarive (1961-1962), à l'administration centrale (1962-1967), à Khartoum (1967-1969) et à Amman (1969-1974). Nommé à l'administration centrale (affaires politiques) en 1975, il a ensuite été premier conseiller à Ankara (1975-1980) et à Rabat (1980-1983). Il était directeur adjoint d'Amérique depuis 1983.]

● **M. Xavier du Cauzé de Nazelle en Belgique**

[Né en 1926, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. du Cauzé de Nazelle a été successivement en poste à Londres (1952-1954), à Berne (1954-1956), à l'administration centrale (1956-1958), à la division politique du gouvernement militaire de Berlin (1958-1963) et à la représentation permanente auprès des Communautés européennes (1963-1965). Il a été nommé à Bonn (1965-1969), puis conseiller à la présidence de la République avant d'être nommé à Moscou (1971-1974). Il retourne ensuite à l'administration centrale, où il est nommé directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques (1974-1980). Il est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Berlin en 1981 ; en septembre de la même année, il renonce à ses fonctions, ne voulant pas servir un gouvernement comprenant des ministres communistres. Il occupait depuis 1986 le poste de chargé de mission à la Croix-Rouge française pour les relations internationales.]



Amériques

PANAMA : un entretien avec le chef de l'armée

« J'aimerais être ailleurs ! »

nous déclare le général Noriega

PANAMA
de notre correspondant en Amérique centrale

« Ah ! Si j'avais une boule de cristal, je pourrais vous dire ce qui va se passer ici. » Cela fait près d'une heure que l'interview a commencé et, pour la première fois, le général Manuel-Antonio Noriega esquisse un sourire en prononçant ces mots. Le sourire se transforme en éclat de rire quand on lui demande s'il préférerait vivre une retraite paisible plutôt que d'être au milieu de la tourmente qui agite Panama depuis dix mois. *« Ah ! ça, oui,* dit-il, *j'aimerais être ailleurs ! »*

Le général Noriega est prêt à partir, mais il ne veut pas être poussé dehors. *« Les étrangers,* dit-il, *ont de la peine à comprendre notre mentalité. C'est une lutte que nous menons depuis longtemps contre la présence américaine chez nous. Ce n'est pas un combat personnel, mais celui d'un peuple et d'une nation. C'est le destin d'un pays qui est en jeu. »*

Le général Noriega, qui entretenait d'excellentes relations avec les Etats-Unis jusqu'à l'an dernier (ses adversaires affirment qu'il fut pendant vingt ans un collaborateur assidu de la CIA), s'est transformé, au cours des derniers mois, en champion d'un nationalisme exacerbé. Il est convaincu que le président Reagan, qui a toujours été hostile au traité de 1977, cherche à remettre en cause les accords sur le canal et à maintenir les bases américaines.

« L'attitude des Etats-Unis, dit le général Noriega, *est très suspecte. Nous avons commencé à avoir des problèmes avec eux à partir du moment où nous avons dénoncé les violations des traités, quand nous avons défendu, sur la scène internationale, une politique indépendante, tiers-mondiste et non-alignée et, surtout, quand nous avons refusé de participer à une intervention militaire au Nicaragua pour renverser le régime sandiniste. Les Etats-Unis veulent refaire l'histoire, en annulant les traités, en imposant un gouvernement contrôlé par eux et en remettant en question les conquêtes sociales depuis 1968 »*, date à laquelle des militaires populistes s'étaient emparés du pouvoir, sous la direction du général Omar Torrijos.

Le général Noriega, en tenue de combat, nous reçoit dans la Maison du souvenir, entouré de photos du général Torrijos, mort dans un accident d'avion en 1981. La résidence est relativement modeste par rapport à la richesse insolente des quartiers huppés de la capitale, où le général Noriega possède aussi une maison très confortable. Près de la piscine, des femmes trient des vêtements empilés dans des dizaines de cartons : non, le général Noriega ne fait pas ses valises; ces vêtements sont destinés aux familles des quartiers pauvres, qui sont durement touchées par la crise économique déclenchée début mars par les sanctions financières de Washington contre Panama.

« Si votre départ pouvait mettre fin à la crise et aux souffrances de la population, seriez-vous disposé à partir ? » La question fait bondir le général Noriega. *« Je refuse de répondre à cette question »*, dit-il d'abord. Puis, visiblement irrité, il ajoute : *« Si le peuple souffre, c'est à cause des Etats-Unis, pas de moi. »*

Il paraît parfois déprimé, mais redevient combatif quand on lui pose des questions qui l'agacent, en particulier sur son rôle dans le trafic de drogue : *« Le problème,* dit-il, *n'est pas ici ; il est aux Etats-Unis, le pays consommateur. C'est là-bas que la drogue est payée. Il y a les pays producteurs de drogue et les pays consommateurs. Les autres pays, comme Panama, sont des voies de passage. »*

Des armes distribuées aux civils

Le général Noriega reconnaît que la législation très libérale du centre financier international de Panama — le plus important d'Amérique latine — a facilité les transactions, mais, ajoute-t-il, *« l'argent n'était pas investi ici (...). Donc on ne peut pas dire que le lavage de l'argent de la drogue se faisait ici. Nous n'étions qu'une étape dans un processus contrôlé par les Etats-Unis »*.

A propos de « Panama, place financière », le général Noriega affirme : *« Nous devrions nous inspirer de Hongkong et autoriser la circulation de plusieurs monnaies fortes pour faciliter les échanges commerciaux, qui sont la base de notre économie. De toutes les façons, le centre financier international a fait son temps et la crise actuelle l'a achevé. Les Etats-Unis étaient à l'origine d'un centre bancaire, et ce sont eux qui ont décidé de le démanteler. Cette opération entre dans le cadre de la politique d'une puissance économique, qui fait bouger ses pions en fonction de ses intérêts. »*

Quand on lui fait remarquer que le Panama est bien isolé actuellement sur la scène internationale et que les seuls appuis sont venus de Cuba et du Nicaragua, le général Noriega répond qu'il ne faut pas voir là un glissement vers un régime communiste, comme le dénonce l'opposition, c'est-à-dire essentiellement les milieux d'affaires. *« Les Panaméens,* dit-il, *ont suffisamment de raisons d'être nationalistes sans devoir compter sur le Nicaragua, Cuba ou l'Union soviétique. Ce n'est pas une lutte idéologique, mais un combat contre la présence étrangère chez nous. Notre seul recours, comme pour tous les petits pays, ce sont les organisations internationales comme les Nations unies ou l'Organisation des Etats américains. Nous n'avons malheureusement pas d'autres moyens de nous défendre contre la plus grande puissance mondiale. »*

Le général Noriega met cependant en garde les Etats-Unis contre la tentation d'une intervention militaire en rappelant les affrontements de janvier 1964. Les risques d'une confrontation sont d'autant plus élevés aujourd'hui que les autorités ont commencé à distribuer des armes aux civils et à leur donner un entraînement militaire dans plusieurs régions du pays.

BERTRAND DE LA GRANGE.

ÉTATS-UNIS

La grande détresse des « télévangélistes »

Les temps sont durs pour les « télévangélistes » américains. Après des débuts prometteurs, dans les caucus de l'Iowa, où il avait pris la seconde place derrière George Bush, l'ex-prédicateur, mais toujours très conservateur, Pat Robertson, a dû se résoudre, le vendredi 8 avril, à arrêter sa campagne pour l'investiture du Parti républicain. Conscient de ce que les dix-sept délégués qu'il a réussi à glaner jusqu'ici seraient d'un bien piètre soutien à sa cause, M. Robertson s'est résolu à affronter son purgatoire politique. Toutefois, à l'instar du candidat démocrate Paul Simon, il ne retire pas officiellement sa candidature, et compte même faire encore quelques discours importants pour *« enflammer les cœurs »*.

Le cœur et ses égarements, c'est précisément le point faible d'un ex-confrère de M. Robertson, le prédicateur Jimmy Swaggart. Sept semaines après avoir avoué, les larmes aux yeux, s'être rendu coupable d'une *« faute morale »* avec une prostituée, le « télévangéliste » coupable et repentant (mais pas au point d'accepter l'interdiction de prêcher qui lui avait été faite à titre de pénitence) a été destitué vendredi. Les dirigeants de son Eglise, Les assemblées de Dieu, ont estimé qu'il n'y avait pas d'autre solution. Cruelle ironie pour Jimmy Swaggart, c'était lui qui, un an auparavant, avait fait chuter de son piedestal, le très populaire révérend Bakker, en révélant ses turpitudes et son goût effréné du luxe.

● **Rafles massives dans les milieux de la drogue à Los Angeles.** — Pour la deuxième nuit consécutive, le samedi 9 avril, de très importantes forces de police ont procédé à de vastes rafles dans les quartiers du centre de Los Angeles (Californie), où sévissent de nombreux gangs de trafiquants de drogue. Les quelque mille policiers, membres d'une brigade spécialement mise sur pied pour cette opération, ont interpellé quatre cent quatre-vingt-une personnes, parmi elles de nombreux membres de ces gangs, dont les rivalités meurtrières sont à l'origine de trois cent quatre-vingt-sept meurtres en 1987 et de quatre-vingt-cinq depuis le début de cette année. Dans la nuit de vendredi à samedi plus d'un demi-millier d'arrestations avaient déjà été opérées. Jamais depuis les Jeux olympiques de 1984 un tel déploiement de force n'avait été constaté dans les rues du centre déshérité de Los Angeles. — *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

Saisie des biens du frère d'Anouar El Sadate

Le gouvernement égyptien a obtenu, le samedi 9 avril, une décision de justice confisquant les propriétés du frère de l'ancien président Anouar El Sadate, alors que dix autres membres de sa famille étaient reconnus coupables d'acquisitions par le biais de la corruption. Le tribunal a autorisé chacun des membres de la famille visés — dont trois fils de l'ex-chef de l'Etat — à conserver une voiture, un appartement et des bijoux. Certains biens immobiliers et deux sociétés ont également été exemptés.

M. Esmat Sadate, frère de l'ancien président assassiné, a déclaré qu'il ferait appel de cette décision portant sur des comptes en banque et des biens d'une valeur de plusieurs millions de dollars. Il a ajouté qu'il s'agissait d'une tentative politique visant à ternir l'image de son frère.

Lors du procès, il fut toutefois souligné que rien ne prouvait que l'ancien chef de l'Etat était impliqué dans les pratiques frauduleuses de son frère. — *(AP.)*

Nicaragua

Rupture des négociations techniques entre le gouvernement et la Contra

Le gouvernement sandiniste et la Contra ont rompu, le vendredi 8 avril, les négociations *« techniques »* commencées quatre jours plus tôt dans la localité de Sapoa, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale nicaraguayenne. Au cours des premières réunions, les deux parties avaient défini la taille et la localisation des enclaves prévues pour le regroupement des rebelles. C'est le mode de ravitaillement dans ces zones et le choix de l'organisation devant assurer l'approvisionnement de la Contra qui ont provoqué la rupture des discussions.

La reprise du dialogue est toutefois toujours prévue à Managua, le 15 avril prochain, avec des entretiens au plus haut niveau entre membres du gouvernement sandiniste et du directoire de la résistance nicaraguayenne. L'organisation de cette *« rencontre historique »* dans la capitale nicaraguayenne fait cependant toujours l'objet d'âpres discussions entre les deux parties, et aucun accord n'est encore officiellement intervenu sur les modalités d'organisation de la journée. — *(AFP.)*

Asie

PAKISTAN : explosion d'un dépôt de munitions

Feu d'artifice d'enfer

(Suite de la première page.)

Le président pakistanais, M. Zia Ul Haq, qui se trouvaient à Koweït pour une conférence islamique, a abrégé son séjour et regagné Islamabad, où il devait tenir, le lundi matin, une conférence de presse. Un deuil national de trois jours a, d'ores et déjà, été décrété. Le premier ministre, M. Mohammad Khan Junejo, a ordonné une enquête sur les circonstances de cette catastrophe, les autorités pakistanaises n'excluant pas une origine criminelle ou terroriste. Cette affaire, souligne-t-on à Islamabad, survient peu après l'accord qui est intervenu à Genève sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Un concours de circonstances peut-être fortuit, mais il est vrai que les attentats au Pakistan n'ont pas cessé et se sont même accrus depuis que les négociations semblent en passe d'aboutir. Outre les actes terroristes généralement attribués aux services secrets afghans — le Khâd, — les Pakistanais doivent compter avec la déception d'une partie de la résistance afhane, qui rejette un accord qu'Islamabad accepte de signer.

LAURENT ZECCHINI.

● **Attentat à Karachi.** — Sept personnes au moins ont été blessées, le dimanche 10 avril dans la soirée, par l'explosion d'une bombe de forte puissance dans un bureau de la compagnie aérienne Saudi Airlines à Karachi. D'autre part, deux missiles ont été tirés, samedi, à proximité de Peshawar, contre la résidence d'un ministre provincial pakistanais et contre un dépôt d'essence voisin. Aucune victime n'a été signalée. — *(AFP., Reuter.)*

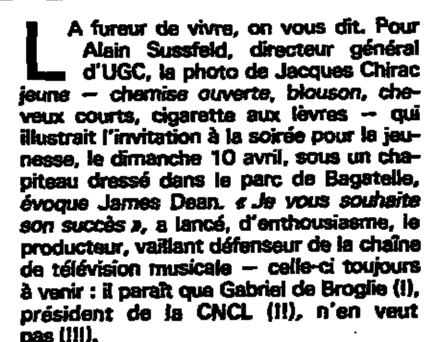
● **PHILIPPINES : alerte militaire à Manille.** — L'alerte maximum a été décrétée, le dimanche 10 avril à Manille, à la suite de l'évasion, vendredi, d'un ancien officier putschiste, l'ex-colonel Eduardo Matillano, qui a rejoint dans la clandestinité l'ex-colonel Gregorio Honasan, évadé le 2 avril. Les deux hommes avaient tenté de prendre le pouvoir le 28 août 1987. Dans une interview radiodiffusée, M. Honasan a appelé la présidente Aquino à se séparer de M. Fidel Ramos, ministre de la défense, et du général de Villa, chef d'état-major général. — *(AFP, Reuter.)*

● **SRI-LANKA : la guerre contre les séparatistes.** — Quatre rebelles tamouls ont été tués, le samedi 9 avril, par les troupes indiennes et trois autres se sont suicidés pour éviter d'être capturés. D'autre part, quatorze villageois ont été massacrés par des rebelles tamouls, le même jour, à 220 kilomètres à l'est de Colombo. Enfin, l'auteur présumé de l'attentat manqué du 18 août 1987 contre le président Jayewardene a été arrêté. Il travaillait, à l'époque, comme balayeur au Parlement, où l'attentat avait été perpétré. Un ministre avait été tué et six autres grièvement blessés. — *(AFP, Reuter.)*

● **THAILANDE : attaque de séparatistes musulmans.** — Cinq personnes ont été tuées, le samedi 9 avril, au cours d'une attaque de séparatistes musulmans dans la province de Naratiwat (sud du pays). Les agresseurs réclamaient un *« impôt de protection »*, a annoncé la police. En huit ans, six mille séparatistes musulmans se sont rendus à l'armée dans le cadre d'un programme d'amnistie. — *(AFP)*.

● **Quarante-cinq morts dans un accident.** — Au moins quarante-cinq personnes ont été tuées, le samedi 9 avril, lorsque l'autobus à bord duquel elles se trouvaient a plongé dans un canal à 200 kilomètres au nord de Bangkok. — *(Reuter)*

هكذا من الأصل



Politique

La campagne de M. Jacques Chirac

Ça déménage

LA fureur de vivre, on vous dit. Pour Alain Sussfeld, directeur général d'UGC, la photo de Jacques Chirac *jeune – chemise ouverte, blouson, cheveux courts, cigarette aux lèvres* – qui illustrait l'invitation à la soirée pour la jeunesse, le dimanche 10 avril, sous un chapiteau dressé dans le parc de Bagatelle, *évoque* James Dean. *« Je vous souhaite son succès »,* a lancé, d'enthousiasme, le producteur, vaillant défenseur de la chaîne de télévision musicale – celle-ci toujours à venir : il paraît que Gabriel de Broglie (!), *président de la CNCL (!!),* n'en veut pas (!!!).

Alain Sussfeld avait oublié, sans doute, que James Dean s'est tué en voiture à vingt-quatre ans, mais il n'est pas *nécessaire de connaître son* histoire du cinéma sur le bout des doigts pour faire partie du *fan club* du premier ministre. Encore que... Pour présenter *le cinéaste Henri Verneuil,* Nicolas Sarkozy, le maire de Neuilly, qui animait la soirée avec son collègue de Grenoble, Alain Carignon, a « lancé » un montage d'images des films les plus connus d'Achod Malakian (le nom d'état civil d'Henri Verneuil, d'origine arménienne). Invités à jouer aux devinettes, les *six mille à sept mille jeunes ont préféré* le tir forain.

Il est vrai que, dans le cinéma de Verneuil, ça dessoude sec. Pauvre Alain Delon, qui soutient Raymond Barre ! Sa *fin brutale, dans le Clan des Siciliens,* a été cruellement applaudie. Pour Yves Montand, descendu lentement dans *I comme Icare, les sentiments étaient plus* partagés. Serait-il ambigu ? Gabin a fait un tabac *(« Les valeurs, mon pote ! »).* L'insécurité dans le métro, illustrée par une fiesta de poinçonneuses dans *Peur sur la ville,* a incité le public à interrompre la sieste du ministre de l'*intérieur : « Pasqua ! Pasqua ! »,* a-t-on exigé.

Selon un sondage commandé à la SOFRES pour la circonstance, l'insécurité vient au premier rang des préoccupations des jeunes pour *37 %* d'entre eux, devant le chômage (35 %). Logiquement, Charles Pasqua a été plus applaudi que Philippe Séguin. Message politique du premier : *« Vous voulez gagner ? Vous allez gagner ! »* Du second : *« Vous ne voulez pas vivre en pantoufles ? Bravo ! »* Troisième ministre invité sur l'estrade : Alain Juppé, en jeans. Manquait-on de femmes ? Non ! Michèle Barzach est arrivée. Débats divers, dont la rubrique politi*que s'interdit de rendre compte.*

Bon, voilà ! ça déménageait. Sarkozy et Carignon pourront, le cas échéant, se reconvertir sur la Cinq : leur pastiche d'un journal télévisé tenait la route. Elle était peut-être un peu longue *pour* cette belle jeunesse qui attendait Desireless, Philippe Lavil, etc., et parmi laquelle certains avaient un peu arrosé leur *« dîner européen »,* mais, à quelques exceptions près, on a été *patient. On a applaudi le « chef d'entreprise »* Paul-Loup Sulitzer, qui a affirmé tout de go que Jacques Chirac est le premier homme politique pour lequel il s'engage. *C'était peut-être son...* double qui avait donné sa *signature* au comité de soutien de Raymond Barre, il y a peu.

Autres chefs d'entreprise venus apporter à Chirac l'hommage de leur créativité : l'avisé Jean-Louis Partente, président-directeur général des caleçons Arthur, qui en avait envoyé un – à la bonne taille – à chaque *ministre lors de la formation du* gouvernement ; l'affolant Alain Afflelou, le *wonder boy* des opticiens. Il y avait aussi André Giron, l'inventeur de la photocopieuse portative, qui en a offert une au premier ministre, et Christophe de Brichambeau, *qui a mis au point* un avion à faible consommation. Et puis la culture, autour de Claude Chirac, la... bon, vous savez. Des comédiens : Michel Le Royer, Jean-Pierre Darras, Jean Lefèvre ; un altiste : Pierre Lener ; un danseur-étoile de l'Opéra de Paris : Laurent Hilaire.

Jacques Chirac en est sûr : *« Les jeunes ne peuvent pas se contenter d'un discours neutre, immobiliste et anesthésiant [...]. La dissimulation, l'escamotage des débats ou l'absence d'idées fortes ne sont que des ersatz du mensonge et, donc, un détournement de la démocratie à laquelle nous avons, vous avez droit. »*

A qui, à quoi, pensait-il donc ? Mais voyons : *la Fureur de vivre,* on vous dit. Le jeu de la course à la mort, vous vous rappelez ? *Imaginez-le à deux dans la voiture* nouvelle Cohabitation 1988. Lequel des deux saute avant le ravin ?

Récit du service politique.

Quand le racisme devient une « extrémité regrettable »

M. Chirac a réuni quelque six mille jeunes, le dimanche 10 avril, au parc de Bagatelle à Neuilly-sur-Seine, à l'initiative de MM. Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly, et Alain Carignon, maire de Grenoble. A cette occasion, le premier ministre-candidat est revenu sur ses déclarations de Marseille à propos du racisme, qu'il a qualifié d'*« extrémité regrettable »*.

Laisser sa main droite ignorer ce que fait sa main gauche n'est pas toujours aisé. Brandir, d'un côté, une pancarte *« Non au racisme ! »* et, de l'*autre, signifier* aux *électeurs* du Front national qu'on les comprend, la virtuosité de feu Edgar Faure n'y aurait pas suffi. Comme il s'agit avant tout, en campagne électorale, de *se faire entendre,* la subtilité n'est d'aucun secours. Il reste l'aplomb. M. Jacques Chirac n'en manque pas.

Lors de la soirée organisée pour les jeunes autour de M. Chirac, M. Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly-sur-Seine – l'un des deux animateurs de la réunion avec M. Alain Carignon, ministre délégué à l'*environnement,* maire de Grenoble, – a présenté à l'assistance un immigré célèbre, M. Achod Malakian, plus connu sous son nom de cinéaste : Henri Verneuil.

Ce dernier, après *avoir évoqué* le génocide des Arméniens en Turquie, au début du siècle, et l'exil de ses parents en France, a demandé à M. Chirac la *« version originale »* des propos – *sûrement* déformés par la rumeur, estimait-il – que le premier ministre avait tenus à Marseille, le 10 mars dernier, sur le racisme.

M. Chirac a déclaré que la *« lutte contre le racisme »* est un de ses *« premiers engagements »* et qu'il la mène *« depuis* [son] *plus jeune âge »*. Le racisme, a-t-il dit, est, dans le cœur des hommes, *« une petite graine qu'on doit tout faire pour ne jamais arroser »,* et, *« si elle commence à pousser, il faut tout faire pour sectionner la pousse ».* Le racisme, a-t-il souligné, *« conduit toujours aux drames les plus absurdes, aux injustices les plus flagrantes ».* Tel est, selon lui, sur ce sujet, *« le sentiment de l'immense majorité de la jeunesse et de l'immense majorité des Français ».*

Parallélisme avec M. Barre

Mais voilà, quand on *« laisse se développer les éléments qui peuvent conduire au racisme »,* c'est-à-dire le *« chômage »,* l'*« insécurité »,* l'*« immigration clandestine »,* alors, estime M. Chirac, *« il ne faut pas s'étonner que les Gaulois que nous sommes, les Francs que nous sommes, et tous ceux qui les ont rejoints et qui ont fait la richesse de la France, aient un sentiment de ras-le-bol, qui peut conduire à des extrémités regrettables, devant une situation non maîtrisée ».*

A Marseille, M. Chirac avait déclaré ne pas pouvoir *« admettre »,* mais pouvoir *« comprendre »* les réactions racistes ou xénophobes. Henri Verneuil a *bien entendu,* à Bagatelle, en plus développé, la *« version originale »* qu'il demandait.

Le racisme, abominable lorsqu'il est *envisagé dans son principe,* devient, considéré dans sa réalité présente, une *« extrémité regrettable ».* Les racistes ont tort, mais ceux qui *votent* pour eux sont excusables. Que les électeurs du Front national sachent que M. Chirac ne condamne pas la motivation principale de leur vote : il lui suffit de la débaptiser, selon une démarche familière à beaucoup d'entre eux et qui épouse leur propre dénégation. A ne pas voir *le racisme là où il est,* le premier ministre donne à penser qu'il tient à peu de prix l'honneur de le combattre.

Le parallélisme des déclarations de M. Chirac avec certains propos de M. Raymond Barre (1) n'est pas rassurant pour ceux qui aimeraient croire à un front commun des démocrates contre le Front national, ce qu'il est et ce *qu'il représente.* Naguère, le RPR et l'UDF mettaient en cause, pour expliquer la montée de l'extrême droite, le comportement de la gauche au pouvoir et l'instauration de *la représentation* proportionnelle pour les élections législatives de 1986. S'ils préfèrent, aujourd'hui, laisser à d'autres – à un autre – le bénéfice de l'intransi*geance, après tout,* c'est *leur affaire.*

La présence de M. Léopold Sédar Senghor, l'ancien président de la République sénégalaise, qui a donné, pour la réunion de Bagatelle, une *interview dans laquelle il a parlé* de la francophonie, n'y change rien. Et les réactions d'une partie du public à un reportage sur les réactions des jeunes face au problème de *la nationalité montrent* que la *« petite graine »* qu'exècre M. Chirac a poussé des racines parmi ses propres partisans. Où est le sécateur ?

PATRICK JARREAU.

(1) *« Cette tendance* [le racisme] *n'est pas nouvelle et me paraît être, dans une certaine mesure, liée à l'individualisme français.* [NDLR : les *« Gaulois »* de M. Chirac]. [...] *Le racisme peut parfois prendre des formes excessives, en ce qui concerne notamment l'antisémitisme, mais il est plus latent que virulent* [...]. » *(Questions de confiance,* éditions Flammarion, 1988).

● **RECTIFICATIF.** – Dans l'article consacré à la visite de M. Rocard en Corse (*le Monde* daté 10-11 avril), l'omission d'un pronom relatif a déformé le sens d'une phrase. Il fallait lire que, de la part des nationalistes corses, *« M. Michel Rocard a reçu un accueil* classique et *qui est presque passé inaperçu ».*

La stratégie de l'aspirateur et ses limites

Ce n'est peut-être pas un modèle dernier cri. Il n'est pas vraiment discret, et il avale parfois les bibelots avec la poussière. Mais quel appétit ! *« L'aspirateur »* du RPR, selon la formule offusquée des barristes, est en démonstration permanente depuis plus de deux mois. *Et nul n'y* résiste. Ni les notables UDF, happés par les comités de soutien chiraquiens, ni les murs des villes, hantés par le portrait balnéaire du candidat. A *l'image de leur chef, à l'appé*tit proverbial, les chiraquiens font campagne à grands coups de fourchette.

Sous réserve, bien sûr, que la Tor*tue ne parvienne* pas à *« remonter »* le Lièvre, avant le 24 avril, la primaire Barre-Chirac, permet déjà de tirer une leçon : partir en campagne n'est pas une partie de campagne. C'est un métier, comme la guerre. Il vaut mieux s'y lancer en treillis qu'en pantalons garance. Et pour fournir l'infanterie, on n'a pas encore trouvé mieux qu'un parti politique. *« Depuis le début de la Vᵉ République,* rappelle M. Patrick Devedjian, secrétaire aux fédérations RPR, *nul n'a jamais gagné une élection présidentielle sans disposer d'un parti puissant. Sauf Giscard en 1974, mais c'était une élection surprise, due à la mort de Pompidou. »*

Fabriquer et distribuer des affiches dans le plus grand secret, et les faire coller sur tous les murs de France quarante-huit heures après la déclaration de candidature ; savoir déchiffrer, en guetteur sioux, les signaux de fumée de la mobilisation : combien de cars *telle fédération* a-t-elle envoyé au meeting national ? Deux ? La bataille est perdue. Quatre ? Un corps à corps se prépare. Six ? La victoire est proche. *Les militants provinciaux se* mobilisent-ils ? Le message passe en profondeur. Les Parisiens bougent ? A coup sûr, le terme approche.

S'il est bien une croyance partagée au RPR, *des maréchaux* aux capitaines, c'est que le professionnalisme paye. Jusqu'au moindre détail. Providence des journalistes, Mᵐᵉ Lydie Gerbaud veille à ce que pas un minibus, une ligne téléphonique ou un script de discours ne manque pour la presse.

Avant chaque meeting de M. Chirac, M. Franck Borotra, porte-parole du mouvement, prend sa musette et s'en va choisir lui-même parmi les sympathisants chiraquiens les cinq « grands témoins », trouvaille de la campagne, qui interrogeront le candidat sur les quotas laitiers ou le code de la nationalité. *Une sélection rigoureuse :* dans l'échantillon doivent, si possible, figurer deux femmes, *« dont une jolie, dans les trente-quarante ans, pas trop bourgeoise ni trop comme il faut »,* édicte M. Devedjian.

Jusqu'au cardinal en personne, le très digne ministre d'Etat, M. Edouard Balladur, qui *« mouille sa chemise »,* comme un secrétaire d'Etat débutant et s'en va haranguer les socioprofessionnels, de Vannes à Châlons-sur-Marne, en n'omettant pas de remercier de sa présence le plus humble vice-président de chambre de commerce. Pro-fes-sion-nel !

Et il n'est pas le seul. A la demande des fédérations, l'état-major dépêche dans les provinces ses meilleurs officiers généraux pour y tenir meeting. Très demandée : Mᵐᵉ Michèle Barzach, ministre de la santé. On se l'arrache. Bien moins réclamé : M. François Guillaume, ministre de l'agriculture, dont personne ne veut, et surtout pas les agriculteurs.

Faire campagne, c'est aussi puiser dans un stock inépuisable de thèmes à consommer. A tous ses légats, l'appareil RPR fournit clés en main un bilan, un programme, des argumentaires, *des formules.* Et des épouvantails : à la hausse, le *« retour à la IVᵉ République »* si M. Mitterrand est réélu. Coté stable : Joxe, Quilès, Laignel, valeurs sûres. A la baisse : les ministres communistes. Si M. Balladur, imperturbable, continue à interpeller M. Mitterrand sur d'éventuels ministres communistes, *« c'est pour entretenir le débat »,* admet-il lui-même.

Tout cela ne s'improvise pas. Depuis deux ans, M. *Devedjian* bichonne ses fédérations, qu'on maintient sur le pied de guerre, à coups de collages, de meetings et de briefings. Depuis deux ans, M. Alain Marleix, grand architecte des comités de soutien locaux, va cueillir dans les cantons les notables UDF déçus du barrisme, avec autant de scrupules qu'un VRP en encyclopédies.

Il faut le voir, dans son bureau du quartier général de campagne, jongler avec *les listes de maires* et les listings de conseillers généraux, les noms déjà publiés et ceux qu'on garde au frais. Cet Auvergnat, qui a appris le sentimentalisme politique à l'école de M. Charles Pasqua, a notamment moissonné l'exaspération suscitée chez les notables UDF par les réseaux REEL *organisés par* les stratèges barristes pour court-circuiter les partis traditionnels.

« Monginet de sauvetage »

Il fallait bien que le dédain des partis *affiché* par la Tortue se payât un jour ou l'autre. Même si les spécialistes de l'image chiraquienne classent leur candidat dans l'univers du « mouvement » – à l'inverse de *MM. Barre et Mitterrand, censés* incarner la « permanence » le succès de la campagne Chirac est la réhabilitation de structures politiques jugées archaïques. *« L'importance des relais d'opinion va en déclinant, mais elle est encore considérable,* estime M. Marleix. *Un prof de médecine qui prend position pour Chirac, c'est attractif. L'opinion les place beaucoup plus haut que les hommes politiques. »*

Ne parlez pourtant pas de « guerre » aux hommes du RPR, ils se récrient d'une seule voix, comme désireux de s'excuser de cette campagne si parfaite qu'elle en apparaît presque inhumaine. Un acte de guere, l'OPA tonitruante de M. Balladur sur l'UDF, le jour même d'une émission télévisée de M. Barre ? Pas du tout, proteste le principal intéressé, qui disserte d'un ton détaché : *« Il est fascinant de voir comme les choses vous échappent. Le seul objectif de ce texte était de ne pas laisser le CDS à l'écart d'un éventuel rapprochement entre le RPR et le PR. »*

« Avec une machine de guerre comme le RPR, proteste le directeur de campagne, M. Bernard Monginet, se voulant rassurant, *on ne doit pas gagner beaucoup de batailles. »* Et chacun d'insister sur les tiraillements secrets de la grande armée. *« Quand on voit ça de l'intérieur... »,* souffle M. Balladur, avec trois points de suspension qui en disent long.

« Les gens sont comme sourds »

Pas davantage que l'UDF, à en croire les chiraquiens, le RPR ne serait épargné par les états d'âme, les bouderies, les disgrâces. Les couloirs bruissent des humeurs de M. Philippe Séguin, qui a préféré honorer de sa présence le festival de la caricature politique d'Epinal plutôt que le « grand rassemblement » de Vincennes, parce que son nom ne *figurait pas sur les programmes.* On murmure que M. Jacques Toubon, coupable de retards chroniques, même aux déjeûners de la majorité à Matignon, et d'être toujours injoignable – *« Je lui ai conseillé de s'acheter un bip-bip »,* glisse M. Denis Baudouin, – est tenu en lisière. Il paraît que MM. Pasqua et Balladur, comaréchaux du chiraquisme, s'observent en chiens de faïence.

D'ailleurs, où bat vraiment le cœur de la campagne ? Rue de Rivoli, sous les lambris du ministère des finances ? Place Beauvau, au grand quartier des képis et des uniformes ? Ou, encore, dans le bureau du maire de Paris, où se retrouvent le dimanche matin, dans le grand ôtel de Ville déserté, des *carbonari* qui ressemblent à MM. Balladur, Pasqua, Juppé et Chirac ?

Un peu partout, sans doute, sauf au QG officiel de la campagne : un charmant immeuble de la rue du Général-Foy, volontairement éloigné du siège du RPR, aux murs nus et aux étagères vides. M. Juppé y assure, chaque jeudi matin, un point de presse courtois, suivi de la dégustation de petits fours. La noria d'attachés de presse des différents ministères vient y visiter en coup de vent le directeur de campagne, M. Monginet – *« Monginet de sauvetage »,* dit-on à Matignon – qui admet, lui-même, jouer *« un rôle d'exécution ».*

Il n'en reste pas moins que *« c'est la première fois depuis 1969 que le mouvement gaulliste part en ordre à la bataille »,* insiste M. Marleix. Oubliée la *« trahison »* chiraquienne de 1974 au *profit de* M. Giscard d'Estaing ou les candidatures crypto-gaullistes de Mᵐᵉ *Marie-France* Garaud et de M. Michel Debré en 1981. Et même sujette aux états d'âme, la grande armée chiraquienne est un fantastique antidote contre le doute et la *moralité. On va gagner.* C'est sûr, puisqu'on ne cesse de se le répéter, de meeting en briefing, de voyage en conférence de presse, puisque les militants qui remplissent les salles scandent *« Chirac, président »,* puisque tout le claironne : les affiches, les brochures, les briquets, les sondages-Pasqua, la presse amie, puisque le bon sens l'exige.

Comme tous les grands partis, le RPR est une machine à créer l'illusion, sur laquelle la réalité – les sondages obstinément favorables à l'adversaire – est censée venir se fracasser. Une machine à entretenir l'auto-intoxication des *troupes,* indispensable à la conduite d'une campagne électorale. Même si on sait, dans un coin de sa tête, que l'on risque fort de perdre, on mimera jusqu'au bout tous les *comportements* de la victoire.

« Notre grand meeting de Vincennes visait à donner aux gens l'impression d'une dynamique, que ça bouge », explique M. Monginet. *« Le vote utile,* analyse M. Devedjian, *est déterminé par l'idée que se font les électeurs de la pugnacité du candidat. Et grâce à notre organisation, Jacques Chirac apparaît plus pugnace que Raymond Barre. »*

Le postulat ainsi posé de la *« vague irrésistible »* qui porte M. Chirac, il suffit de trouver, ensuite, les arguments qui renforcent l'hypothèse. *« Mitterrand ne peut pas gagner, et il le sait,* explique, très sérieusement, M. Devedjian. *Il a compris que le meilleur moyen pour lui d'entrer dans l'histoire est de perdre les élections. Il a étudié les destins de de Gaulle ou de Clemenceau : l'ingratitude des Français a contribué à façonner leur personnage historique. »*

La morosité persistante des sondages ? Elle ne peut que se dissiper. *« De Gaulle,* répète M. Juppé, *n'a-t-il pas perdu dix-huit points en trois semaines, avant le premier tour de 1965 ? »* Après sa déclaration de candidature, M. Mitterrand ne pouvait que trébucher. Il ne trébuche pas ? Attendons Pâques. Ou la Trinité. Le doute, on ne se l'autorise consciemment qu'au sommet, là ou la vue porte loin, où se dissipent les vapeurs de l'illusion.

Anticiper l'inimaginable

Seul, ou presque, M. Balladur, le stratège, anticipe déjà, froidement, l'inimaginable : la réélection de M. Mitterrand. Et il se répète mentalement les coups de la partie d'échecs qui, dans cette hypothèse, *s'ensuivra. Les pièges qui guetteront,* alors, la majorité le hantent déjà. *« Si nous n'avons rien de plus pressé que de censurer le gouvernement formé par M. Mitterrand, il dissoudra, et nous risquons de perdre les élections législatives »,* lui arrive-t-il de glisser, dans une saisissante communion de pensée avec M. Barre.

« Il se passe quelque chose de très curieux, constate, encore, M. Balladur. *Les gens sont comme sourds. On peut dénoncer les socialistes, ils n'entendent pas. Nous devons, désormais, argumenter autour du flou, du vague, de Mitterrand. Mais si les Français, justement, avaient davantage envie de flou et de vague que de projets trop ambitieux ? »*

Voilà bien la question centrale – si c'est encore une question de la campagne. C'est au second tour, à supposer, bien sûr, que M. Chirac y parvienne, que risquent d'éclater les effets pervers de la stratégie de l'aspirateur. Et si les Français, après tout, étaient saoulés de promesses et de projets ? S'ils n'étaient pas si avides que cela d'avancer à marches *forcées vers l'an 2000,* encadrés par les tambours chiraquiens ? S'ils ne détestaient pas se laisser bercer par le style « Joyeuses Pâques » du président-candidat ?

Et si l'alliage de l'argent et du pouvoir, dont chacun voit bien qu'il forme l'armature de la machine chiraquienne, scintillait de reflets métalliques vaguement effrayants ? Si les affiches torrides de M. Chirac finissaient par cogner comme une insolation sur le crâne de l'électeur moyen ? En un mot, si l'aspirateur était, décidément, trop glouton ?

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Selon un sondage IPSOS-*le Point*

L'écart se réduit au second tour entre M. Mitterrand et M. Chirac

M. Mitterrand reste en tête de la consultation *présidentielle* tandis que M. Chirac consolide ses positions et que M. Barre est distancé : tels sont les principaux enseignements du sondage d'intentions de vote réalisé par IPSOS et publié, le lundi 11 avril, dans *le Point* (1). Devancé par le président de la République, crédité de 37,5 % des suffrages (au lieu de 38 % fin mars), le premier ministre recueille *24,5 % des voix (au lieu de 22 %).* Le chef du gouvernement accroît son avance sur le candidat de l'UDF qui obtient 16 % des intentions de vote (au lieu de 17 %). Au total, les deux représentants de la majorité rassemblent 40,5 % des suffrages (au lieu de 39 %), tandis que ceux de la gauche sont crédités de 46,5 % des voix et M. Jean-Marie Le Pen de 11 % (au lieu de 10 %).

Au second tour, *M. Chirac* obtiendrait face à M. Mitterrand un meilleur résultat que M. Barre. M. Mitterrand serait réélu face au premier ministre avec 52 % des voix et *face au second avec 54 % des suf*frages. L'écart entre M. Mitterrand et M. Chirac se resserre de manière spectaculaire. Il était de dix points (55-45) fin mars et n'est plus aujourd'hui que de quatre points.

En dépit de sa baisse dans les sondages d'intentions de vote, M. Raymond Barre demeure la personnalité la plus populaire, selon l'enquête réalisée par l'IFOP et publiée, le 10 avril, dans le *Journal du dimanche* (2). 58 % des personnes interrogées (*au lieu* de 59 % en mars) expriment une opinion positive à l'égard du candidat de l'UDF à l'élection présidentielle, seuls 30 % (au lieu de 29 %) ne partageant pas cet avis. Il devance le président de la République qui obtient 54 % de jugements positifs (au lieu de 55 %) tandis que 33 % des interviewés se déclarent, comme le mois dernier, mécontents de lui. 33 % des sympa*thisants de l'UDF et 27 % de ceux* du RPR expriment toujours une opinion positive à l'égard du chef de l'Etat.

En troisième position, avec 53 % d'avis favorables, M. Michel Rocard enregistre son meilleur résultat depuis décembre 1986. Il devance *Mᵐᵉ Simone Veil (52 % de bonnes* opinions) qui abandonne trois points, tout comme M. Chirac *(45 %)* et *M. Laurent* Fabius (36 %). Ce dernier obtient, ce mois-ci, son plus mauvais résultat depuis son introduction au baromètre en avril 1986.

Vingt-deux pour cent des consultés se déclarent, en outre, satisfaits de l'action de M. Le Pen, soit une hausse de quatre points en un mois.

(1) Sondage effectué les 5 et 6 avril, auprès de mille deux cent deux personnes.

(2) Sondage réalisé du 29 mars au 6 avril auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent dix-huit personnes.



Politique

Les interrogations sur l'après-8 mai

M. Barre laisse prévoir « des remous dans la majorité » en cas de victoire de M. Chirac

Le drame personnel de M. Valéry Giscard d'Estaing avait été d'ignorer, jusqu'à sa défaite de mai 1981, que *« l'histoire est tragique »*, selon l'expression employée à l'époque par Raymond Aron.

Le drame de M. Raymond Barre est peut-être d'avoir négligé que le jeu politique est cruel, surtout en campagne électorale.

Il y a une naïveté touchante dans les protestations de l'ancien premier ministre contre ce qu'il appelle *« le déferlement des moyens »* déployés par ses rivaux et ses adversaires pour *« mettre en condition »* les électeurs. A qui la faute si l'UDF, qui le soutient, se révèle moins performante, dans la compétition, que le RPR et si, jusqu'à présent, le discours du premier ministre candidat suscite plus d'intentions de vote ?

M. Barre n'a pourtant pas tort d'affirmer qu'il n'est *« pas encore complètement enterré »*. Tant que les électeurs ne sont pas entrés dans les isoloirs, en effet, le résultat du scrutin reste ouvert. Et comme le comportement du corps électoral dans son ensemble n'échappe pas complètement à l'emprise de l'irrationnel, M. Barre peut toujours espérer renverser spectaculairement la tendance à son profit au cours de la campagne officielle. Le haut niveau de son potentiel de confiance, manifesté encore dans le sondage publié le 10 avril par le *Journal du dimanche*, lui autorise cet espoir... désespéré.

Malheureusement pour lui, les précédents rendent assez illusoire la perspective d'un tel miracle, sauf à considérer que tous les observateurs et tous les instituts de sondages se sont ligués pour miser sur M. Chirac contre M. Barre.

Emporté par son zèle, le président des comités de soutien à M. Barre, M. Charles Millon, évoquait, le dimanche 10 avril au « Grand Jury RTL-*le Monde* », le précédent de l'élection présidentielle de 1969, en affirmant que, *« dix jours avant les élections »*, tout le monde avait placé M. Alain Poher en tête du premier tour de scrutin et que tout le monde s'était trompé puisque le président du Sénat avait été nettement distancée, le soir du 1er juin 1969, par Georges Pompidou.

La vérité oblige à dire que M. Millon, en la circonstance, s'est sans doute « autoconditionné ». Il est vrai qu'en 1969 M. Poher avait eu, au début de la campagne électorale, les faveurs des observateurs parce que sa cote avait tendance à monter dans les sondages, puis qu'au soir du premier tour il avait été nettement distancé après n'avoir recueilli que 23,42 % des suffrages contre 43,95 % pour Georges Pompidou.

Mais bien avant ce premier tour, M. Poher, comme M. Barre aujourd'hui, avait été lâché par Georges Pompidou et, quoi qu'en dise aujourd'hui M. Millon, ce résultat n'avait fait que confirmer les sondages. Dans les trois semaines qui avaient précédé le premier tour de scrutin, les principaux instituts de sondage — la SOFRES et l'IFOP en particulier — avaient souligné le décrochage de M. Poher par Georges Pompidou. Deux semaines avant le premier tour, la SOFRES donnait ainsi un avantage de 3 points en faveur du futur président de la République (42 % contre 39 %) et, une semaine avant, l'IFOP créditait Georges Pompidou de 41 % contre 27 % à M. Poher.

Paradoxe au parfum de IVe

Aujourd'hui, M. Barre se montre d'ailleurs plus lucide que ses lieutenant. L'après-8 mai semble le préoccuper davantage que le premier tour. Dans l'entretien qu'il vient d'accorder à l'AFP, l'ancien premier ministre passe même de la critique voilée à la menace ouverte quand il affirme que, en cas d'élection de M. Chirac, *« des remous sont possibles au sein de la majorité »*.

Au cas où le premier ministre-candidat voudrait afficher une surdité de circonstance, l'ancien premier ministre met les points sur les « i » : *« Ce qui était acceptable pendant deux ans, car il y avait un ciment, la présence de M. Mitterrand à l'Elysée, cette situation-là ne se poursuivra pas. »* M. Millon a enfoncé le clou, en évoquant, dans la même hypothèse, la perspective d'une *« discordance »* entre le RPR et l'UDF.

Voilà qui donne un contenu transparent à l'énigmatique *« Rira bien qui rira le dernier »* lâché la semaine dernière par M. Barre lors de son « Heure de vérité », sur Antenne 2. Cet avertissement augure mal du climat qui prévaudra à l'intérieur de la majorité gouvernementale entre les deux tours au moment des désistements.

Du coup, les efforts unitaires déployés par M. Edouard Balladur au « Club de la presse » d'Europe 1 tombent à plat. A quoi bon admettre que M. Barre n'a pas tort — quoi qu'en pense M. Charles Pasqua — de ne pas vouloir censurer automatiquement le gouvernement qui pourrait être formé sous l'autorité de M. Mitterrand si la cohésion de la courte majorité actuelle est d'ores et déjà battue en brèche par le candidat de l'UDF ?

Les états d'âme de M. Barre dégagent ainsi — et c'est paradoxal venant d'un candidat qui se veut plus gaullien que les héritiers politiques du gaullisme — un étrange parfum de IVe République...

ALAIN ROLLAT.

Les barristes à la recherche d'une argumentation efficace

A moins de deux semaines du premier tour, la notion de « vote utile » devient à proprement parler une valeur refuge pour tous les barristes. Même si leur analyse se trouve contredite par le dernier sondage IPSOS-*le Point*, ils vont désormais s'employer à rappeler sur tous les tons et aussi par voie d'affiches que leur candidat est en mesure de mieux résister à M. François Mitterrand que M. Jacques Chirac. Le dernier sondage IFOP-*Journal du dimanche* montrant que M. Barre reste le meilleur au baromètre de la confiance est pour eux un encouragement.

Tous ces barristes ne vont évidemment pas jusqu'à affirmer, comme l'a fait le samedi 9 avril sur Fréquence-Nord M. Bruno Durieux, que *« si Raymond Barre ne passe pas le premier tour de l'élection présidentielle, François Mitterrand sera réélu »* ; mais à lire les déclarations des uns et des autres, cet argument massue constitue bien la trame de toute la thématique barriste.

Invité dimanche du Grand Jury RTL-*le Monde*, M. Charles Millon a ainsi, une fois de plus, insisté sur les capacités de rassembleur de M. Barre : *« Je crois*, a-t-il relevé, *que Jacques Chirac est un chef de parti, un président de parti et qu'il a durant la première partie de la campagne cristallisé son électorat, que M. Barre a préparé les éléments d'un rassemblement et que ces éléments de rassemblement apparaîtront dans l'opinin publique d'abord, dans les sondages ensuite et, enfin, dans le résultat du 24 avril. »* M. Millon dénonce même une sorte de collusion objective entre M. Mitterrand et M. Chirac : *« M. Mitterrand* explique-t-il, *veut la lutte camp contre camp (...) Il sait très bien ce qu'il fait car il sait que son concurrent majeur, c'est celui qui refuse ce manichéisme et cette tactique de bloc contre bloc. M. Mitterrand est en train de pousser Jacques Chirac à être le symbole du candidat de droite. Et lui s'habille dans les vêtements du candidat de gauche. »*

Vote utile ! Le député de l'Ain emploie carrément l'expression en s'adressant aux électeurs du Front national auprès de qui les barristes multiplient depuis quelques jours les appels pressants. Samedi dernier, dans le *Figaro Magazine*, M. Barre les exhortait *« ne pas se fourvoyer. »* M. Millon a été plus direct : *« Les électeurs de Jean-Marie Le Pen ne veulent pas du retour du système socialiste. Ils savent que Jean-Marie Le Pen ne pourra pas battre François Mitterrand. Ils savent que le meilleur entre Jacques Chirac et Raymond Barre pour battre François Mitterrand c'est Raymond Barre. Je leur dis : vous pouvez faire un vote protestataire au premier tour, mais faites surtout un vote utile si vous voulez que demain François Mitterrand ne soit plus président de la République. »*

« Moi ou le chaos »

Dans un entretien avec l'AFP, M. Barre, qui ne veut *« pas encore être totalement enterré »*, soulève un autre argument de poids consistant à insinuer que l'hypothèse d'une victoire de M. Chirac ne serait point, contrairement à ses dires, synonyme de... force tranquille. *« Nous aurons l'occasion de reparler de ce qui s'est passé durant le mois de janvier »*, note d'abord l'ancien premier ministre, refusant de dire *« pour l'instant »* si cet avertissement s'adresse au RPR, à l'UDF ou aux deux. Battu dès le premier tour, M. Barre refuse ensuite de *« dire à l'avance »* quel sera son comportement entre les deux tours envers vis-à-vis de M. Chirac.

Mais, surtout, M. Barre fait remarquer avec insistance qu'une non-dissolution de l'Assemblée nationale au lendemain d'une victoire de M. Chirac pourrait entraîner quelques tensions au sein de la majorité : *« La majorité est étroite*, juge-t-il, *ce qui était acceptable pendant deux ans, car il y avait un ciment — la présence de M. Mitterrand à l'Elysée — Cette situation-là ne se poursuivra pas. Des manœuvres sont possibles au sein de la majorité. »*

Pas davantage il ne pense que la discipline de vote qui a prévalu durant ces deux dernières années pour l'UDF puisse être assurée de la même automaticité : *« Il peut y avoir des tensions*, prédit-il, *au sein de la majorité et des difficultés assez grandes pour le gouvernement. »* Bref, M. Barre semble de plus en plus enclin à agiter un autre argument qui, à défaut d'être neuf, porte toujours : *« Moi ou le chaos... »*

DANIEL CARTON.

Dans une interview aux « Echos »

L'ancien premier ministre dénonce « la campagne d'aveuglement collectif qui se déroule en ce moment »

« M. Mitterrand porte une lourde responsabilité dans le recul que la France a subi dans le monde durant son septennat » déclare M. Raymond Barre dans l'interview que publie notre confrère *Les Echos* du lundi 13 avril.

« Je suis plus encore préoccupé par l'indifférence ou la résignation dans lesquelles certains responsables politiques maintiennent l'opinion sur cette situation. J'ai souvent l'impression que la France suit la pente de la Grande-Bretagne travailliste au cours des années 70. L'absence d'un débat de fond sur la situation exacte du pays durant cette campagne électorale m'inquiète beaucoup ».

Répondant à une question sur l'embellie actuelle et notamment sur la réduction du déficit budgétaire, l'ancien premier ministre fait remarquer que celle-ci s'explique par de fortes rentrées de TVA dûes à une consommation élevée qui a entraîné une consommation élevée qui a entraîné un déficit de commerce extérieur. M. Barre ajoute : Je voudrais faire remarquer que, sans les ressources des privatisations, le déficit budgétaire se serait accrubu en 1987 de 6 milliards de francs, toutes choses égales par ailleurs.

Un système fiscal à bout de souffle

» L'endettement de l'Etat continue de s'accroître à un rythme soutenu, même s'il est moins rapide qu'en 1985 et 1986. Il a atteint 1 300 milliards de francs en 1987. »

Je tiens à ce que les Français soient bien informés même si je dois jeter une lumière crue sur la campagne d'aveuglement collectif qui se déroule en ce moment. »

Après avoir redit que la France souffrait *« d'un grave défaut d'investissement »*, M. Barre déclare : *« Des innombrables contacts que j'ai eus avec les respnsables d'entreprise et les responsables socio-professionnels, je tire la conclusion que notre système fiscal est à bout de souffle. D'une complexité rédhibitoire et décourageante, il constitue un obstacle au dynamisme et à l'esprit d'entreprise.*

» De plus, la perspective du grand marché intérieur nous fait obligation de revoir notre fiscalité indirecte, notre fiscalité de l'épargne et le poids global de la fiscalité des entreprises, faute de quoi nous subirions une concurrence insupportable de la part de nos partenaires européens et nous continuerions de perdre du terrain. »

Abordant le thème des privatisations, l'ancien premier ministre déclare : *« J'en suis partisan (...). Le seul vœu que je forme, c'est que notre processus de privatisation reprenne le plus rapidement possible, notamment en ce qui concerne le système bancaire qui est la priorité. Je souhaite que le grand marché intérieur y introduise la concurrence qui sera seule capable de donner à nos structures financières la souplesse, la capacité d'adaptation et le dynamisme nécessaires.*

Jugement les noyaux durs, M. Barre les estime *« trop fractionnées entre des participants disposant de pourcentages limités. Je crois qu'il est préférable d'avoir des participants au capital qui détiennent des parts plus importantes et qui, de ce fait, sont plus profondément attachés à la dynamique et aux succès de ces entreprises. Je pense, par ailleurs, que la constitution du capital des privatisées nous donnait la possibilité de développer des participations croisées avec des entreprises européennes dans la perspective d'une imbrication plus étroite de nos économies. »*

» Ce n'est pas le libéralisme social qui ne s'est pas imposé. Ce sont, hélas ! les idées, quelles qu'elles soient. Trop de personnes estiment de leur intérêt de bander les yeux des Français durant cette campagne. Je le déplore. »

● **RECTIFICATIF.** — Une erreur de transmission a déformé le titre de l'article consacré à la campagne de M. Barre dans nos éditions datées 10-11 avril. Il fallait lire : M. Barre imperturbable *« parce qu'il n'y a pas moyen de faire autrement »*.

هكذا من الاصل

Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Les (petites) mésaventures du « clip » Mitterrand

A d'autres le lourd souci de la démonstration, de l'exemple, de la preuve. François Mitterrand est au-delà de ces contingences ordinaires des candidats novices. Il lui fallait un clip de campagne à son image : priorité au symbole.

Il en est résulté, conçu par le publicitaire Jacques Séguéla et réalisé par Claude Copin, un document peu ordinaire. Un niagara de plans fixes se succèdent à une vitesse époustouflante pour embrasser – *tel est le vœu des auteurs* – *« deux siècles de la vie des Français » :* 1789-1988.

De la Bastille à prendre au *visage grave et tourné vers l'avenir* de François Mitterrand, de la devise républicaine au slogan *« La France unie »*, ce fleuve pressé charrie un musée imaginaire de la mémoire française où chacun pêchera l'image reconnue, la référence retrouvée, la connotation familière.

Pourvu que l'œil et la mémoire parviennent à s'adapter à ce rythme d'enfer. A moins que l'un et l'autre n'acceptent de se laisser submerger par une longue impression colorée, *sûrs, d'avoir capté*, sans les identifier tous formelle*ment, quelques signes de reconnaissance de ce passé, de ce présent.*

La Déclaration des droits de l'*homme, la Carmagnole,* Napoléon Bonaparte puis l'Empereur, Chateaubriand, l'abolition de l'esclavage, Mme Récamier, Rimbaud, Hugo, Pasteur, la tour Eiffel, le *J'accuse* de Zola, Proust, le cinéma, Josephine Baker, Maurice Chevalier, 1914-1918, 1939-1945, Pétain, de Gaulle, Edith Piaf, Boris Vian, Jean Cocteau, Picasso, la 2 CV, Gérard Philipe, Georges *Pompidou, Valéry Giscard* d'Estaing, quelques héros de la *gauche en situation,* Dalida, Coluche, Salan, le TGV et *in fine,* François Mitterrand – pardon pour les oubliés qui ne le sont pas dans ce clip de campagne : chacun devrait saisir au passage quelques-uns et quelques objets qui lui rappelleront... mille souvenirs, une conviction, un sentiment de la vie...

Mais la Commission nationale de la communication et des libertés et la commission nationale de contrôle de l'élection, qui veillent au respect d'innombrables règles, ne se sont pas laissé submerger par ce flux.

Parmi les huit cents plans que faisait défiler le clip en quatre-vingt-dix secondes, elles ont entr'aperçu les couleurs nationales qui n'auraient pas du y être, pas *plus que le Palais de l'Elysée.*

Quant à de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, avaient-ils donné (ou leurs ayants-droit) leur autorisation de figurer dans ce mitraillage d'images ? Priés de courir après des autorisations *qu'ils n'avaient* pas, que les de Gaulle auraient *refusées, que Valéry Giscard* d'Estaing aurait données si tout le *monde avait été d'accord, etc.,* les réalisateurs du clip ont préféré ôter *les images du litige.*

Tel quel, amputé d'une quin*zaine de secondes et d'un lot non* négligeable de fortes références, le *clip mitterrandien n'en perdra pas* pour autant sa finalité unique et *variée à l'infini des pensées,* des convictions et des facultés d'association : évoquer.

MICHEL KAJMAN.

La CNCL surveille les temps de parole des candidats

La Commission national de la communication et des libertés vient de dresser un deuxième bilan sur les temps de parole accordés par les chaînes aux candidats à l'élection présidentielle. Pour la période allant du 14 mars au 7 avril, ce décompte fait apparaitre un léger avantage de *M. François Mitterrand sur* MM. Jacques Chirac et Raymond *Barre, lié sans doute à l'entrée en* campagne du président de la République.

Alertée par la Commission, les *chaînes ont mis un point d'honneur* à accorder une importance à peu près équivalente aux déclarations de MM. Jean-Marie Le Pen, André Lajoinie et Pierre Juquin. Seule exception : M 6 semble avoir boudé les déclarations de M. Juquin, seul candidat a être radicalement absent de son antenne pendant trois semaines.

Les autres candidats (Mme Arlette Laguiller, MM. Antoine Waechter et Pierre Boussel) ont vu aussi leur présence sur les chaînes s'améliorer même si le temps qui leur est consacré reste encore *sensiblement inféfieur* à celui des autres candidats. Cette discrimi*nation de fait* entre « grands » et « petits » candidats devait prendre fin à partir du 8 avril, ouverture de la campagne officielle. La CNCL a en effet demandé aux chaînes de maintenir pendant cette période une rigoureuse égalité de traitement entre tous les candidats.

La campagne officielle à la radio et à la télévision

LUNDI 11 AVRIL

A2, 19 heures-19 h 45 : MM. Jacques Chirac, Pierre Boussel, Pierre Juquin, Mme Arlette Laguiller, MM. Jean-Marie Le Pen, Raymond Barre, Antoine Waechter, *André Lajoinie, François* Mitterrand.

FR3, *à partir de 22 h 15 :* rediffusion du premier message des neuf candidats.

France-Inter, 20 heures-20 h 45 : MM. Waechter, Chirac, Barre, Le Pen, Juquin, Lajoinie, Mitterrand, Boussel, *Mme Laguiller.*

MARDI 12 AVRIL

***FR3**, 7 h 30-8 h 15 ;* rediffusion du premier message des neuf candidats.

A2, 13 h 30-14 h 15 : M. Chirac, Mme Laguiller, M. Lajoinie.

FR3, *17 heures-17 h 45 : M. Chirac,* Mme Laguiller, M. Lajoinie (rediffusion).

A2, 19 heures-19 h 30 : MM. Waechter, *Mitterrand.*

FR3, à partir de 22 h 15 : *MM. Waechter, Mitterrand* (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 h 15 : MM. Waechter, Le Pen, Boussel, *20 heures-20 h 30 : M. Mitterrand,* Mme Laguiller.

Le Pen ou le vote exutoire

(Suite de la première page.)

Trois éléments paraissent expliquer cette progression de M. Le Pen.

En premier lieu, il capte à son profit un vote critique à l'égard de la classe politique. L'électorat français est, par rapport à la présidentielle, dans une curieuse situation : il souhaite très nettement *« un changement politique profond »* (à 64 % contre 25 %) mais dans des proportions similaires pense que le résultat de l'élection *« ne changera pas grand-chose »* (à 63 % contre 32 %). Les électeurs de M. Le Pen sont les plus nombreux à regretter l'atténuation des clivages entre droite et gauche ou à estimer que les candidats n'ont pas de véritable programme. En outre, les électeurs lepénistes se montrent fort critiques à l'égard de la cohabitation : une minorité d'entre eux juge qu'elle a été une période positive pour la France, alors que la proportion chez les barristes atteint 60 %. Enfin, les partisans du Front national se montrent les plus réservés sur la décision de M. Chirac de jouer le jeu de la cohabitation. Tout se passe comme si M. Le Pen avait tiré bénéfice du recul de M. Barre et de certains thèmes lancés par le député du Rhône, alors qu'en les utilisant ce dernier avait heurté une partie importante de ses électeurs potentiels.

En deuxième lieu, M. Le Pen continue de recueillir un écho réel dans la fraction de l'électorat qui se montre la plus inquiète de l'avenir et la plus déçue par les alternances de 1981 et de 1986. Parmi ses électeurs, la proportion de « pessimistes » sur la situation du pays s'élève à 59 %, contre 31 % dans l'électorat de M. Chirac, 37 % dans celui de M. Barre et 47 % dans celui de M. Mitterrand. Le sentiment que le rôle de la France dans le monde diminue est beaucoup plus élevé dans son électorat que dans l'ensemble de la population française (58 % contre 39 %). Dans ce contexte, M. Le Pen capte à son profit le phénomène de double déception qu'éprouve une partie de l'électorat depuis 1981. A l'égard du gouvernement Chirac, 36 % de ses électeurs se déclarent satisfaits de son action depuis mars 1986, et 46 % déçus. A l'égard du bilan de M. Mitterrand entre 1981 et 1986, 19 % le jugent positif et 62 % négatif. Les électeurs de M. Le Pen sont aujourd'hui les seuls à se placer dans cette situation de double opposition : les électeurs communistes approuvent, en effet, le bilan de M. Mitterrand et les électeurs barristes jugent positif celui de M. Chirac.

Une fixation sur l'immigration

Il reste que l'élément essentiel réside dans un vote de fixation sur l'immigration. Cette attitude est d'autant plus frappante que, depuis 1986, l'importance de ce thème a reculé dans la conscience collective. Dans la liste des priorités des Français, l'immigration est passée de la septième à la onzième place, et n'est plus citée que par 19 % des interviewés, au lieu de 25 %. Parmi les mesures de lutte contre le chômage, le renvoi des travailleurs immigrés dans leur pays recule fortement, passant de 34 % en 1981 à 20 % en 1988.

Rien de tel dans l'électorat lepéniste, où l'immigration vient en seconde position dans la liste des priorités, juste après le chômage. A l'égard du gouvernement Chirac, les électeurs de M. Le Pen approuvent son bilan sur la sécurité (57 % contre 33 %), mais condamnent massivement son action sur l'immigration (12 % d'approbation, 78 % de désapprobation). A leurs yeux, la mesure prioritaire de lutte contre le chômage est le renvoi des travailleurs immigrés – cité par 67 % de ses électeurs, soit quarante-sept points de plus que la moyenne nationale ! Cette relation chômage-immigration paraît aujourd'hui plus forte que la relation traditionnelle insécurité-immigration. Elle explique aussi qu'une partie de l'électorat de M. Le Pen reste composée de personnes de condition modeste ou ayant voté à gauche en 1981 (28 % des électeurs de M. Le Pen se sont prononcés pour M. Mitterrand le 10 mai 1981).

Toutefois, le choix en faveur du président du Front national recèle une incohérence. Les électeurs qui apportent leurs suffrages à M. Le Pen ne sont nullement convaincus de son aptitude à exercer la fonction présidentielle et, « au fond d'eux-mêmes », ils ne sont qu'une petite minorité à souhaiter sa victoire *(voir tableau)*. 17 % seulement de ses propres électeurs pensent qu'il est le plus apte de tous les candidats à exercer la fonction de président de la République, et à peine plus du quart (28 %) souhaitent sa victoire. Cette attitude ne saurait s'expliquer seulement par son absence de chance de succès final, puisque, à l'autre extrémité, le plus grand nombre des partisans de M. Lajoinie souhaitent la victoire de leur candidat. Près des trois cinquièmes des électeurs lepénistes préfèrent la victoire de M. Chirac (26 %), de M. Barre (16 %) ou de M. Mitterrand (17 %) à celle de leur champion.

Le vote Le Pen apparaît ainsi différent des autres votes. Il s'agit moins d'un comportement visant à l'exercice du pouvoir que d'une utilisation du bulletin de vote pour exprimer son mécontentement ou crier son inquiétude. Ce phénomène est à rebours de l'axiome traditionnel – *« au premier tour, on choisit ; au second, on élimine ».* Tout se passe ici comme si les électeurs « Le Pen » sélectionnaient au premier tour leur candidat par élimination de tous les autres, puis choisissaient au second entre les deux candidats restant en lice selon leurs fidélités antérieures.

Le niveau actuel de M. Le Pen s'accompagne donc d'une vraie fragilité, puisqu'il s'agit avant tout d'un vote exutoire. Il signifie aussi qu'au second tour ces électeurs se sentiront libres de toute attache, sans accorder trop d'importance aux consignes de vote qui pourront leur être données.

JÉROME JAFFRÉ.

Les souhaits profonds de victoire, par type d'électorat

Question : Au fond de vous-même, qui souhaitez-vous voir élu président de la République ?

	Electeurs A. Lajoinie	Electeurs F. Mitterrand	Electeurs R. Barre	Electeurs J. Chirac	Electeurs J.-M. Le Pen
Souhaite voir élu	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
A. Lajoinie	49	1	–	–	1
F Mitterrand	37	91	1	3	17
R. Barre	2	1	81	5	16
J. Chirac	–	1	10	84	26
J.-M. Le Pen	–	–	–	–	28
Cite un autre nom	–	1	1	1	–
Sans opinion	12	5	7	7	12
	100	100	100	100	100

Enquête SOFRES réalisée les 1er et 2 avril 1988 pour les Dernières Nouvelles d'Alsace, la Dépêche du Midi, Le Provençal *et* la Nouvelle République.

PROPOS ET DÉBATS

M. Balladur

Chauve-souris

M. Mitterrand *« est un président chauve-souris »,* a affirmé, le dimanche 10 avril au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Edouard Balladur, qui *résume ainsi le discours du* président-candidat : *« Je suis rassembleur, voyez mes ailes ; je suis socialiste, voyez mon poil. » « Aussitôt son élection acquise, nous reverrions les socialistes avec leur socialisme »,* a-t-il ajouté. Le ministre d'Etat a aussi considéré que l'actuelle majorité parlementaire ne censurerait pas automatiquement un gouvernement formé après une éventuelle victoire de M. Mitterrand, mais qu' *« il faudra voir comment les choses se passent ».*

Si M. Chirac est élu à la présidence de la Républoique, M. Balladur souhaite que le nouveau premier *ministre forme un gouvernement* dans lequel il y aurait *« des personnalités venues d'horizons non politiques, les plus divers possibles ; la politique est trop une affaire de spécialistes en France, on doit faire l'effort de faire appel, notamment, à davantage de femmes, à des responsables d'associations, d'entreprises et d'organisations diverses ».*

M. Durieux

Sondages

Il faut garantir *« la qualité technique des sondages »,* a expliqué M. Bruno Durieux, député CDS du Nord et proche de M. Barre, le dimanche 10 avril à Radio-France Fréquence-Nord. Il a précisé qu'il fallait mettre en place *« un dispositif de certification des interviews »,* assurer la publication *« des résultats bruts en plus des résultats redressés »* et obliger les instituts à *« publier les marges d'erreur ».*

M. Fabius

Etrangers

Les immigrés qui vivent en France *« ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que nous »,* a expliqué M. Laurent Fabius, le samedi 9 avril à Inzinzac-Lochrist (Morbihan). Il a affirmé : *« Pour la droite et l'extrême droite, ils sont des expulsés en devenir ; pour nous, ils sont des Français en devenir. »*

M. Juppé

Incertitude

« Comment M. Mitterrand va-t-il gouverner, avec qui, avec quelle majorité ? », a demandé M. Alain Juppé dans une interview publiée, le lundi 11 avril, dans *le Quotidien de Paris.* Il a ajouté : *« Ne va-t-on pas rentrer dans une période d'instabilité politique, parce qu'il y aurait contradiction entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire ? »*

M. Juquin

Immigrés

« Parce que le vote des immigrés a une signification fondamentale pour le progrès de la société française, j'ai décidé personnellement de refuser toute participation à un gouvernement qui ne s'engagerait pas à présenter au Parlement un projet de loi accordant aux immigrés au moins le droit de vote aux élections municipales », a déclaré M. Pierre Juquin, le samedi 9 avril à Quimper (Finistère).

M. Lajoinie

Conseil

Aux *« milliers d'électrices et d'électeurs socialistes [...] qui sont inquiets, troublés par le projet de François Mitterrand et les alliances qu'il veut faire avec la droite »,* M. André Lajoinie a conseillé, le samedi 9 avril à Bordeaux, de *« voter pour le candidat du Parti communiste, quel que soit le choix que vous ferez au second tour, car c'est la seule occasion qui vous sera donnée de dire votre opposition à cette politique ».*

M. Le Pen

Tiercé

« Lajoinie est tombé dans la rivière ; on a dépassé Barre ; on a l'épaule sur le fessier de Chirac ; c'est nous qui allons passer au premier tour », a affirmé M. Jean-Marie Le Pen, le samedi 9 avril à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne).

M. Mauroy

Gauche

« La droite et la gauche, ce n'est pas la même chose », a déclaré, le dimanche 10 avril, au cours d'une Fête de la rose à Chambéry (Savoie), M. Pierre Mauroy. Il a ajouté : *« Dans cette période où on parle beaucoup de recentrage, il est bon de rappeler et d'insister sur les principes de toujours de la gauche. Certes, la gauche a changé à l'épreuve du pouvoir parce qu'il a fallu faire la politique de rigueur pour montrer sa capacité de gestion, mais elle n'a pas perdu en route ses valeurs fondamentales, qui demeurent intactes. »*

M. Méhaignerie

A droite

Un grand rassemblement au centre comporterait deux risques, *« la paralysie, à l'exemple de ce qui se passe en Italie, et la montée des extrêmes, comme en Israël »,* a affirmé, le samedi 9 avril à Brest, M. Pierre Méhaignerie. Il a ajouté : *« François Mitterrand ne peut à la fois séduire les centristes et des hommes comme Poperen, Mauroy ou Joxe, sans que certains soient trompés [...]. Je ne souhaite pas que les électeurs du centre soient trompés. »* Le président du CDS a rappelé que, *« quand il avait eu besoin des voix communistes pour accéder au pouvoir, M. Mitterrand a éliminé des hommes comme Max Lejeune parce qu'il voulait travailler avec des centristes et des indépendants ».*

M. Pasqua

Kim Il Sung

« M. Mitterrand souffre du syndrome de Kim Il Sung (dictateur de la Corée du Nord), *qui a voulu réécrire l'histoire à son profit par de longues lettres que personnes n'a lues »,* a prétendu M. Charles Pasqua, le samedi 9 avril à Saint-Raphaël (Var).

La succession d'Edgar Faure à la présidence du conseil régional de Franche-Comté

La solidarité RPR-UDF à l'épreuve

BESANÇON
de notre correspondant

En pleine campagne présidentielle, l'élection du successeur d'Edgar Faure à la présidence du conseil régional de Franche-Comté revêt l'aspect de test national. Avec trois élus, le *Front national* fait figure d'arbitre, l'ancienne majorité d'Edgar Faure (UDF, RPR et div. dr.) disposant du même nombre de sièges que la gauche (vingt de chaque côté). Barristes et chiraquiens accepteront-ils de composer avec *les amis* de M. Le Pen pour assurer l'élection de l'un d'eux ? Dans ce cas, de quel prix seraient-ils disposés à payer ce soutien ?

M. René Mars, l'un des trois conseillers généraux d'extrême droite a d'ores et déjà fait savoir que, dans l'immédiat, une vice-présidence ne lui déplairait pas. En fait, et pour autant qu'on exclue un vote du Front national en faveur du candidat socialiste, la droite traditionnelle ne courrait que peu de risques à se *passer de ces trois voix* embarrassantes. Une abstention du Front national ne profiterait *en effet* à la gauche que pour le cas où celle-ci déciderait, à seule fin de l'emporter à tout prix, de présenter M. Jacques Maroselli (MRG), lequel, en sa qualité de doyen d'âge, disposerait d'un avantage absolu en cas d'égalité de voix au troisième tour de scrutin.

Les deux élus communistes, les dix-sept socialistes et leur candidat naturel, M. Jean-Pierre Chevènement, joueront-ils cette carte ? C'est peu probable, car la position d'un président ne disposant pas de la majorité serait des plus inconfortables. *Mais il est vrai aussi* que la gauche et M. Chevènement, sinon M. Maroselli, pourraient à leur corps défendant gagner le fauteuil laissé vacant par Edgar Faure, si d'aventure plusieurs candidatures se manifestaient à droite.

Selon le journal *l'Est républicain*, M. Pasqua aurait fait savoir qu'il souhaitait voir l'élection du nouveau président du conseil régional de Franche-Comté se dérouler entre les deux tours de l'élection présiden*tielle, plutôt qu'avant* le premier tour (1). On peut imaginer que le RPR, *tablant sur l'avantage obtenu* par M. Chirac au premier tour, aurait pu profiter de sa position de force pour, en s'effaçant devant l'UDF, M. Pierre Chantelat, député, maire de Vesoul et premier vice-président du conseil général, exprimer – avec un certain éclat – sa capacité à réaliser l'union de la droite. Avec l'espoir, bien entendu, de voir cette solidarité s'exprimer en retour le 8 mai de *la part des barristes.*

Cette « cuisine » a-t-elle paru un peu lourde ? En tout cas, en sa qualité de président par intérim, M. Chantelat a fixé la date de l'élection régionale au 14 avril. Le scrutin devrait donc rester relativement ouvert... du moins pendant les deux premiers tours, où la majorité absolue étant requise, la pluralité des candidatures renverrait à un troisième tour l'irritante question de la solidarité RPR-UDF.

CLAUDE FABERT.

(1) La loi *impose un délai maximal* d'un mois pour procéder à l'élection d'un nouveau président, laquelle ne pourrait avoir lieu au-delà du 30 avril.



Les obsèques de Dulcie September

Le Parti communiste justifie son « monopole » sur la cérémonie

Plusieurs milliers de personnes ont assisté, samedi 9 avril, aux obsèques de Dulcie September, représentante de l'African National Congress (ANC), assassinée le 29 mars à Paris.

La cérémonie, organisée de bout en bout par le PCF, est l'occasion de polémiques nouvelles entre ce parti et le Parti socialiste, ainsi que les diverses composantes du mouvement antiapartheid, qui reprochent aux amis de M. Marchais leur « mainmise » sur les obsèques et leur refus de leur laisser prendre la parole durant la cérémonie. C'est pourquoi le Parti socialiste n'a pas appelé aux funérailles et n'a envoyé qu'une délégation, conduite par M. Pierre Mauroy, se recueillir samedi matin devant la dépouille mortelle à la maison de la métallurgie CGT.

Trois collaborateurs du président de la République, MM. Edgard Pisani, Jean Audibert et Régis Debray ont fait de même. Seuls SOS-Racisme, les comités Pierre-Juquin et la Ligue communiste révolutionnaire, sans se soucier de l'ostracisme du PCF avaient appelé à se joindre aux obsèques.

Lundi matin, *l'Humanité*, dans un article intitulé *« Mainmise sur l'information »*, justifie le monopole accordé à Georges Marchais, qui a *été le seul orateur français à s'exprimer : « La réponse est dans une question : qui, en France, demande [...] la rupture des relations politiques, diplomatiques, économiques, militaires, culturelles, universitaires, sportives avec Pretoria ? Les dirigeants de l'ANC venus à Paris voient clair. Ils ne se contentent pas seulement de paroles. Ils préfèrent des actes. »*

Dans un autre article intitulé « Complices », *l'Humanité* justifie à nouveau l'accusation portée par M. Marchais déclarant, quelques heures après l'assassinat de la représentante de l'ANC : *« Le président de la République et le premier ministre ont le sang de Dulcie September sur les mains. »*

Quelques heures avant les obsèques de Dulcie September, la 23ᵉ chambre correctionnelle avait condamné à un mois de prison Pytho Assesso, citoyen angolais, pour infraction à la législation sur les étrangers. M. Assesso, dont le titre de séjour en France était périmé depuis un mois, avait été interrogé durant quarante-huit heures par la brigade criminelle sur la foi d'un renseignement qui le présentait comme l'un des organisateurs possibles du meurtre de la responsable de l'ANC. Rien n'est venu confirmer ces soupçons (*le Monde* du 9 avril).

Selon un journal local

L'Afrique du Sud disposerait d'escadrons spéciaux anti-ANC

Pretoria dispose d'une équipe de professionnels de la guerre de haut niveau, les Escadrons-Z, formés au combat contre les militants du Congrès national africain (ANC, interdit), a rapporté, dimanche 10 avril, le *Sunday Star* de Johannesburg.

Le journal, qui cite une source des services de renseignement occidentaux, précise que Pretoria dispose d'une *« arme top-secret connue sous le nom de Société des escadrons-Z Z-Squads Incorporated »*. Selon cette source, les Escadrons Z » sont une version sud-africaine de la société du crime de la Mafia (Murder Incorporated), mais ils seraient beaucoup plus meurtriers et disposeraient d'un immense champ d'activité potentiel et de fonds illimités, sous la tutelle du puissant service de renseignement sud-africain, le NIS (National Intelligence Service).

Le ministère sud-africain des affaires étrangères a démenti énergiquement le fait que des escadrons de choc soient utilisés pour attaquer des représentants de l'ANC à travers le monde, alors que, le 29 mars dernier, un des représentants en Europe de l'ANC, Mᵐᵉ Dulcie September, a été assassinée à Paris et qu'un autre membre de l'ANC, en exil au Mozambique, est dans un état critique après une tentative de meurtre perpétrée le 7 avril à Maputo.

A la suite de ces événements et dans le cadre de la campagne anti-apartheid qui se développe en Europe, les partis écologistes européens ont décidé de se mettre en campagne pour obtenir un boycottage des produits sud-africains dans les ports européens.

Un groupe de travail, composé de Verts venus des ports de la Méditerranée jusqu'à la Baltique, a été constitué pour cet objectif dans le cadre du quatrième congrès européen des Verts, qui s'est terminé dimanche à Anvers, en Belgique.

D'autre part, en Afrique du Sud même, 29 organisations et 133 personnalités japonaises ont fait paraître, dimanche dans la presse locale, un encart publicitaire demandant aux sociétés japonaises établies en Afrique du Sud, de s'opposer à la politique de ségrégation raciale du régime de Pretoria.

Le Japon est devenu l'an dernier le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud et, sous la pression de l'opinion japonaise et internationale et du gouvernement américain, a dû prendre quelques mesures restrictives à l'encontre du régime de Pretoria. Signé par 133 syndicalistes, membres du Parlement, hommes d'Eglise, organisations de défense des droits de l'homme ainsi que par 500 citoyens Japonais, l'encart publicitaire demande notamment aux employeurs japonais de *« protéger les droits de leurs travailleurs locaux et d'augmenter leurs salaires et moyens d'existence »*.

Enfin, à Canberra, en Australie, la voiture d'un diplomate sud-africain a été incendiée dimanche lors d'un attentat à la bombe qui n'a pas fait de victime. – *(AFP, Reuter)*.

Des militants basques ont observé un jeûne à la cathédrale de Bayonne

Des militants basques ont observé un jeûne du samedi soir 9 avril au dimanche soir 10 avril, dans la cathédrale de Bayonne, pour protester contre les conditions de détention de prisonniers basques en France. D'abord à une dizaine, les militants se trouvaient au nombre d'une trentaine dimanche matin dans une chapelle du déambulatoire, expliquant aux curieux et aux fidèles le sens de leur démarche.

Mgr Pierre Molères, évêque de Bayonne, a fait lire à chaque office un texte dans lequel il explique que *« la cathédrale n'est pas un lieu de revendication politique : on y va chercher Dieu dans la prière et non la caution de ses engagements »*.

« Cependant, poursuit Mgr Molères, *nous jugeons inopportun, en cette circonstance, de prendre des mesures d'interdiction puisque, d'une part, promesse nous a été faite de ne pas entraver l'exercice du culte ni la paix en ce lieu, parce que, d'autre part, nous savons que tout chrétien doit se soucier des conditions de vie des personnes et donc des prisonniers. »*

« Nous n'apportons évidemment aucune caution aux thèses et aux activités qui ont été à l'origine de la mise en détention des prisonniers », conclut l'évêque de Bayonne.

EN BREF

● **Evasion à la prison de Privas.** – Un détenu inculpé de meurtre, William Seybor, vingt-cinq ans, s'est évadé dimanche 10 avril de la maison d'arrêt de Privas (Ardèche). Seybor avait été arrêté pour meurtre, dans la nuit du 3 au 4 janvier, d'une personne âgée découverte à son domicile à Pont-de-Labeaume (Ardèche). Deux autres jeunes gens sont impliqués dans cette affaire.

● **Saisie d'or près de Cambrai.** – Trente-cinq lingots d'or d'une valeur totale de 2,863 millions de francs, dissimulés dans une voiture BMW immatriculée en Belgique, ont été saisis, vendredi 8 avril, par la brigade des douanes de Cambrai (Nord), au péage de Thun l'Evêque, près de Cambrai, sur l'autoroute A2. Les passeurs, deux chômeurs de nationalité marocaine, résidant en Belgique, dont les identités n'ont pas été révélées, étaient toujours interrogés dimanche, a indiqué la direction des douanes.

● **Attentat près de Bastia.** – Une résidence secondaire située à Brando, au nord de Bastia (Haute-Corse), a été sérieusement endommagée, samedi soir 9 avril, par un engin explosif. La villa, appartenant à une habitante de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), était inoccupée. Il n'y a pas eu de victime. D'autre part, dix-neuf bouteilles de gaz ont été volées, au cours de la semaine dernière, dans une station-service au sud de Bastia.

Des funérailles en trois couleurs

Funérailles en noir, vert et jaune, aux couleurs de l'ANC (Congrès national africain). Noir, vert et jaune, les drapeaux recouvrant le catafalque et le cercueil. Noir, vert et jaune, les rubans noués dans les cheveux, la boutonnière ou autour du bras par les nombreux jeunes venus rendre hommage à Dulcie September. Noir, vert et jaune, les vêtements portés par les chanteurs de la chorale de l'ANC, rythmant de leurs mélodies et de leurs danses la cérémonie. Noir, vert et jaune encore les oriflammes et les badges réclamant le « boycottage à 100 % de l'Afrique du Sud » ; noir, vert et jaune enfin la tristesse, avec, parfois, le rouge d'une banderole stigmatisant l'apartheid, ou celui de quelques drapeaux vierges de tout emblème.

Le convoi mortuaire, parti quelques minutes plus tôt de la Maison de la métallurgie, où le corps reposait depuis la veille (*le Monde* daté 10-11 avril), arrive vers 15 heures devant l'entrée du cimetière du Père-Lachaise. Seuls les proches l'accompagnent, les ambassadeurs des pays du tiers-monde suivent à pied. La foule, elle, n'a été conviée qu'à l'entrée du cimetière, où elle attend, silencieuse, baignée par la musique funèbre que diffuse une batterie de haut-parleurs.

Protégée par le service d'ordre du PCF, une tribune a été dressée où prennent place les personnalités, au premier rang desquelles la sœur de Dulcie September, des responsables de l'ANC venus du monde entier, des représentants du FLNKS et de l'OLP, l'écrivain sud-africain Breyten Breytenbach, plusieurs membres du PCF et de la CGT, dont MM. Georges Marchais et Henri Krasucki, le responsable du MRAP. A quelques mètres, un catafalque sur lequel sera placé le cercueil entouré de gerbes innombrables et, juste derrière, un podium d'où parleront les orateurs.

Les chants de la chorale, traversés de cris stridents semblables aux you-yous ont remplacé les marches funèbres. Paroles insaisissables où l'on reconnaît les noms de Mendela, celui de *« Ma September »* et, parfois, quelques bribes d'anglais où il est question de *« freedom »* (liberté) ou de *« side by side »* (au coude à coude). Les chanteurs s'échauffent, amorcent quelques pas de danse. Leurs visages s'illuminent, comme s'ils en avaient chassé toute tristesse pour ne manifester que la détermination du combat.

Lorsque apparaît la dépouille *mortelle de Dulcie September* portée à dos d'homme, la chorale entame le chant de l'ANC, repris par les réfugiés sud-africains, Noirs et Blancs, poing levé. Dans la tribune, l'assistance, debout, fait de même. M. Georges Marchais semble hésiter quelques brefs instants, mais reste figé, les mains jointes, visiblement ému.

Il est le premier à prendre la parole pour rendre hommage à Dulcie September, *« notre amie, notre camarade »*. Il évitera soigneusement toute parole polémique, notamment à propos de l'identité des assassins de Dulcie September, assurant que *« le peuple noir d'Afrique du Sud peut compter sur notre solidarité, sur celle de toutes les forces d'avenir du peuple français, sur sa classe ouvrière, sur sa jeunesse »*. M. Marchais appelle aussi à la rupture de toutes les relations politiques et économiques avec l'Afrique du Sud. Ni M. Mitterrand, qui s'est déclaré opposé à toute rupture totale, ni le Parti socialiste ne sont nommés, mais, à l'évidence, ce sont eux qui sont visés par le secrétaire général du PCF. La foule, d'où n'émerge aucune banderole du Parti socialiste, approuve.

Brefs heurts avec SOS-Racisme

Un représentant de la SWAPO, Idi Amon Konga, succède à M. Marchais, précédant le représentant de *l'archevêque de Londres*, président du mouvement anti-apartheid dans son pays, et la responsable des femmes de l'ANC, Gertrude Shope, qui retrace la vie de Dulcie September. *« Qui se souvient encore des noms des assassins de Che Guevarra ou de Martin Luther King ?* demande-t-elle. *Personne, en revanche, n'a oublié le nom de leurs victimes. »* Comme tous les autres orateurs, elle *dépose une fleur sur le cercueil,* puis, en un geste émouvant et suranné, ébauche une petite révérence avant de regagner sa place. Le beau-père de Dulcie September prend alors la parole, invitant la foule à prier avec lui : *« Nous te remercions, mon Dieu, de soutenir la cause pour laquelle elle a combattu. »*

Un dernier chant, un dernier salut poing levé, et l'assistance est invitée à signer les registres de condoléances puis à se disperser. *C'est à cet instant que de brefs* heurts se produisent entre le service d'ordre du PC et des militants de SOS-Racisme, les premiers empêchant les seconds d'approcher du catafalque pour y déposer leur gerbe. Pendant ce temps, un cortège réduit, emmené par la famille, ainsi que par M. Marchais et son épouse, remonte à pied l'allée du Père-Lachaise qui mène au crématorium. Quelques mètres plus haut, la chorale, joyeuse, chante et danse. Une dernière messe est dite avant l'incinération. *N'y assistent que la famille et les* diplomates. Dehors, les amis sont restés à discuter. Martijn Van Geems, réfugié politique sud-africain blanc, à peine sorti des locaux de la brigade criminelle où il a été interrogé à propos de l'assassinat, est parmi eux, serrant des mains, rubans aux couleurs de l'ANC dans les cheveux.

GEORGES MARION.

Société

RELIGIONS

Sans céder sur les principes

Jean-Paul II montre sa bonne volonté dans l'affaire Lefebvre

La lettre adressée par le pape, le jeudi 7 avril, au cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi (*le Monde* daté 10-11 avril) et un bref entretien accordé au *Monde* par Jean-Paul II, le samedi 9 avril, montrent que le Saint-Siège veut prendre l'opinion catholique à *témoin* de sa bonne volonté dans l'affaire Lefebvre.

CITÉ DU VATICAN
de notre envoyé spécial

« Il faut espérer » : en près de quinze minutes de conversation avec l'envoyé spécial du *Monde*, Jean-*Paul II a employé trois fois* l'expression. Il a le visage détendu par cinq jours de semi-repos à Castelgandolfo. A 13 heures, il sort d'une audience, salle Clémentine, accordée à cinq cents religieuses italiennes, supérieures générales de leur congrégation.

Son espoir vise les conversations engagées par le Vatican, depuis maintenant plus de huit mois, avec la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X – deux cent cinquante prêtres, plusieurs centres de formation en France, en Suisse, en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis, au Canada, en Argentine, etc., – fondée en 1971 par Mgr Marcel Lefebvre. Une sorte de compte à rebours a commencé. L'ancien supérieur du séminaire traditionaliste d'Ecône (Suisse) se dit prêt à ordonner, le 29 juin prochain, trois évêques issus de la Fraternité, ce qui signifierait son excommunication immédiate et la formation d'un schisme.

En rendant publique, en sept langues, une lettre au cardinal Ratzinger, chargé de cet épineux dossier, Jean-Paul II a voulu prendre l'opinion à témoin de sa bonne volonté personnelle. Elle exprime le souhait d'une poursuite du dialogue, joint cependant à un rappel ferme de la discipline de l'Eglise catholique. *Le* corps épiscopal tout entier doit rester uni autour du pape et fidèle au dernier concile Vatican II.

« Je voulais que l'on sache ce que pense personnellement le pape de ce problème », a affirmé, devant nous, Jean-Paul II. Mgr Lefebvre et ses collaborateurs ont souvent et publiquement regretté de n'avoir jamais eu affaire, dans leurs relations romaines, qu'à des intermédiaires. Le pape n'a rencontré qu'une fois Mgr Lefebvre, peu de temps après son élection, en 1978. Un nouveau face-à-face, dans les conditions actuelles, semble exclu.

Un nouveau statut pour Ecône

« J'ai une totale confiance dans mes collaborateurs, le cardinal Ratzinger et le cardinal Gagnon », a ajouté le pape, couvrant ainsi de son autorité les efforts de médiation menés par ces deux personnalités, dans un climat parfois teinté de méfiance. Dans les milieux les plus attachés à l'œuvre du dernier concile, la crainte grandit en effet que l'unité de l'Eglise ne soit préservée qu'au prix d'importantes concessions aux intégristes. Le pape en appelle à la confiance de tous les évêques. Des observateurs à Rome font remarquer que ce message s'adresse spécifiquement à l'épiscopat français.

Sur quoi pourrait alors porter l'accord espéré et quelles solutions pratiques imaginer pour sa mise en œuvre et pour la régularisation de la situation de Mgr Lefebvre, suspendu *a divinis* par Paul VI en 1976 ? Faute de toute publicité sur le contenu des conversations actuelles – la consigne de silence n'a été enfreinte que par Mgr Lefebvre, remarque-t-on au Vatican – les hypothèses vont bon train.

Plusieurs options restent ouvertes, à moins de trois mois de l'échéance fixée par le fondateur d'Ecône. Interrogé sur le futur statut de la Fraternité Saint-Pie X, Jean-Paul II nous a répondu : *« Ce n'est pas une question juridique, mais un problème humain et spirituel. La solution passe par la conversion des cœurs. »*

En d'autres termes, le fond – c'est-à-dire la *« ligne » du concile* – ne sera pas sacrifié à la forme d'un éventuel compromis. Dans sa lettre au cardinal Ratzinger, le pape évoque les *« déviations »* issues de Vatican II, renvoyant même dos à dos, comme il l'avait déjà fait lors de sa première visite en France en 1980, ceux qu'il nomme lui-même les *« progressistes »* et les *« intégristes »*. Mais la *« grande tradition de l'Eglise »*, dont se prévaut sans arrêt Mgr Lefebvre, n'est pas immobile, *ajoute-t-il. Elle ne s'arrête pas* au concile de Trente (XVI[e] siècle), dont est issue, par exemple, la messe de Saint-Pie V. Elle n'est pas *« une chape de plomb »* et doit intégrer le passé, mais aussi les mises à jour nécessaires de la vie de l'Eglise.

« Conversion », dit le pape et non ralliement. Si Mgr Lefebvre cesse de considérer les réformes du dernier concile Vatican II comme *« hérétiques »* (ses critiques portent principalement sur l'œcuménisme, la liberté religieuse, la liturgie, etc.), tout le reste relèvera de simples *« procédures administratives »*, *commente-t-on dans l'entourage du* pape.

Plusieurs formules sont à l'étude : *la Fraternité Saint-Pie X* pourrait ainsi recevoir un statut d'association d'un type *nouveau « ad nutum sanctae Sedis » (1)* – plus souple que celui d'une congrégation religieuse ou d'un institut séculier, qui la placerait cependant directement sous la tutelle ou d'une congrégation de la curie romaine, ou d'un évêque. Un moment envisagé, le statut de *« prélature nullius »* (une sorte de diocèse sans territoire), accordé en 1982 par le pape à l'Opus Dei, semble abandonné, par crainte d'une trop grande autonomie, de même que la reconnaissance d'*« un rite vieux latin »* particulier, original, comme le sont les rites des Eglises d'Orient.

Aller au-delà dans les spéculations serait *« pure fantaisie »*, ajoute-t-on au Vatican. *« Les obligations qui s'imposent au Saint-Siège*, affirme Jean-Paul II dans sa lettre au cardinal Ratzinger, *requièrent une perspicacité, une prudence, une largeur de vues particulières. »* Le parti pris semble être celui de la générosité, mais il révèle aussi un sens aigu de la prospective. Le Vatican cherche à gagner du temps pour empêcher l'éclatement. Les évêques nommés par Mgr Lefebvre, âgé de quatre-vingt-trois ans, risquent d'être encore beaucoup moins conciliants que lui.

« Nous sommes devant un homme dont on sait qu'il court au « suicide », dit un observateur du Vatican. *S'il va jusqu'au bout, nous en souffrirons tous, mais, au moins, personne ne pourra nous reprocher de n'avoir pas tout fait pour éviter le drame. »*

HENRI TINCQ.

(1) Une association *« à la discrétion du Saint-Siège »*, c'est-à-dire dotée d'un statut provisoire.

Naître au « pays de la soif »

Ce devait être une balade sans histoire. Un peu longue, 1500 kilomètres. Mais, pour ces Algérois, à bord de leur Range Rover, le voyage de Reggane n'est pas une expédition. Le « pays de la soif » au cœur du Sahara, est relié à la capitale par une route goudronnée.

Quand les Kaazaoui s'embarquent avec leurs cinq enfants et un ami enseignant, M[me] Kaazaoui est enceinte mais ils ne prennent pas de précautions particulières. *L'aller* se passe sans encombre.

Au retour, le 30 mars, le ciel *pèse d'un poids de plomb et, le* vent de sable est plus épais que le plus épais des brouillards. M. Kaazaoui cherche un raccourci pour atteindre Aoulef, à 100 kilomètres seulement de Reggane. Une erreur : la voiture tourne en rond ; ils sont perdus. Le vent ne faiblit pas. Le deuxième jour, deux fillettes, huit et dix ans, agonisent. Elles meurent d'épuisement et de soif, le 3 avril, tandis que leur mère, plus tôt que prévu, ressent les premières douleurs. Son nouveau-né crie dans cet enfer de feu. Elle le protège, le couvre, lui donne le sein, l'isole de la pluie de sable brûlant. Le 5 avril, le vent s'apaise enfin. L'absence dans son école de l'ami enseignant a déclenché l'alerte. Un pilote d'avion qui lutte contre les criquets pèlerins aperçoit la voiture. Le bébé vivra.

C. V.

ÉDUCATION

Selon des chercheurs réunis à Brest

L'Europe de 1992 est une chance pour les écoles bilingues

Un colloque sur le bilinguisme en Europe a rassemblé, à Brest, du 7 au 10 avril, des chercheurs et des universitaires venus de quinze régions d'Europe de l'Ouest. Cette manifestation était organisée par les écoles en langue bretonne de l'association Diwan qui *ont obtenu*, le vendredi 1[er] avril, des crédits publics.

BREST
de notre correspondant

L'Europe de 1992 est une chance pour l'éducation bilingue. C'est la *conviction des spécialistes présents* au rassemblement Euroskol (« Europe des écoles »), de Brest. C'est aussi, semble-t-il, la conviction du conseil régional de Bretagne qui a fait référence à ce type d'enseignement dans son projet de planification pour l'expansion, encourageant ainsi la politique suivie par les écoles Diwan qui comptent 450 élèves dans les départements bretons.

« L'Europe de 1992 donnera la possibilité aux minorités linguistiques de s'exprimer. Elle va faire éclater la rigidité des Etats nationaux », a affirmé M. Ettore Gelpi, haut *fonctionnaire* à *l'UNESCO*. Autrement dit, les régions vont retrouver leur identité, aidant les Basques, les Catalans ou les Bretons et les populations immigrées à ne pas souffrir de leur situation minoritaire. *« Deux millions de personnes s'expriment en arabe à l'intérieur de l'Europe, et c'est positif »*, souligne M. Gelpi pour qui *« aujourd'hui l'Europe et demain le monde seront le cadre de la coexistence et du respect de tout patrimoine artistique, linguistique et technologique »*.

Le professeur William Mackey, enseignant-chercheur au Centre international de recherche sur le bilinguisme au Québec, a fait un constat identique : *« Toute la tendance en faveur de la décentralisation et de la restructuration de la société favorise la survie des langues minoritaires. Il n'y a pas de raison pour que ces mêmes tendances ne favorisent pas également la survie et l'épanouissement de la langue bretonne. »*

Certains Etats ont déjà une longue expérience en la matière, puisque la Belgique, la Suisse ou la Finlande sont officiellement bilingues. D'autres pays, comme la Grande-Bretagne ou l'Espagne, ont des positions assez avancées dans ce domaine ; des régions comme la Catalogne, les provinces basques et la Gallice ont deux langues reconnues. La référence demeure tout de même le Canada où un million d'élèves ont choisi *« l'enseignement immersif »* dans une langue qui n'est pas celle de leur famille.

Deux principaux types d'écoles bilingues existent : *celles qui* assurent le maintien des deux langues et celles qui dispensent l'enseignement dans la langue de la famille pour apprendre graduellement à l'élève la langue nationale. Ces établissements créés pour les immigrés et qui fonctionnent actuellement aux Etats-Unis pour les populations espagnole, vietnamienne ou italienne, et en Allemagne fédérale pour les Turcs, permettent de lutter efficacement contre l'échec scolaire.

GABRIEL SIMON.

JUSTICE

Dans le Loiret

La mère d'un handicapé mort de malnutrition est inculpée et écrouée

Après le décès d'un jeune handicapé de douze ans, la mère de l'enfant, M[me] Michèle Luccioni, trente-trois ans, a été inculpée samedi 9 avril, de *« privation de soins et d'alimentation imputable à une mère légitime, ayant entraîné la mort d'un enfant »* et écrouée à la maison d'arrêt d'Orléans. Deux assistantes sociales de la DDASS du Loiret qui suivaient la famille ont été entendues plusieurs heures par les policiers du SRPJ d'Orléans, mais aucune charge n'a été retenue contre elles.

ORLÉANS
de notre correspondant

Sébastien est mort de faim, à l'insu de tous. Dans la soirée du jeudi 7 avril, M[me] Luccioni, accompagnée d'une assistante sociale de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS), se présentait à l'hôpital de La Source, à Orléans, portant le corps de son enfant, enroulé dans une couverture. Quelques heures plus tôt, jugeant, disait-elle, l'état de Sébastien *« alarmant »*, elle avait alerté l'assistante sociale. En réalité, les médecins constataient que l'enfant, dans une situation de maigreur extrême, était mort depuis quarante-huit heures. Selon les premiers examens médicaux, il n'aurait pas reçu de nourriture depuis quinze jours.

Issue elle-même d'une famille de handicapés, Michèle Luccioni élevait seule, d'une façon précaire, dans un lotissement à Jouy-le-Potier (Loiret) ses cinq enfants, dont une petite fille de cinq mois, depuis le départ de son mari. Aux policiers, elle a indiqué qu'elle était *« dépassée »* par la situation depuis la naissance de son dernier enfant. Pourtant, fin 1987, elle avait décidé de retirer Sébastien du centre hospitalier spécialisé de Fleury-les-Aubrais où l'enfant était conduit chaque jour.

Depuis, dans le lotissement du Tourniquet, Sébastien ne sortait pratiquement plus du pavillon de sa mère. Suivie par la DDASS, M[me] Luccioni recevait de temps à autre la visite d'une travailleuse familiale, mais sa détresse ne semble pas avoir été perçue.

Deux assistantes sociales de la DDASS du Loiret ont été entendues par les policiers du SRPJ d'Orléans. Le parquet, jugeant que *« rien ne permet de penser que l'une ou l'autre aient pu avoir conscience de l'état de malnutrition dans lequel se trouvait l'enfant »*, n'a prononcé aucune inculpation à leur encontre.

RÉGIS GUYOTAT.

REPÈRES

Ecole privée

La CFTC plaide pour plus de solidarité

Les prochaines échéances politiques n'inquiètent pas les responsables du Syndicat national de l'enseignement catholique (SNEC-CFTC), première organisation de personnels de l'école privée, qui a tenu son conseil national à Nantes, du 6 au 9 avril. *« La liberté scolaire n'est pas directement menacée, comme par le passé*, a expliqué M. Claude Tardy, son président. M. Tardy a décoché aussi des flèches en direction des responsables de l'enseignement catholique.

« Le climat social, a-t-il dit, *continue de se dégrader par manque d'une politique contractuelle d'ensemble. [...] L'enseignement catholique tout entier s'appauvrit et se condamne à terme, quand le développement de certains établissements se fait aux dépens d'autres, moins importants*, dit son président.

Environnement

Les criquets se déploient en Algérie et au Sénégal

L'invasion des criquets pèlerins s'étend, implacable, vers les franges nord et sud du sahara. En Algérie, où près de 1 million d'hectares ont été la proie des insectes ravageurs, des essaims ont été signalés à une vingtaine de kilomètres de la côte, près d'Aïn-Temouchent. Le « front » de l'invasion s'étend aujourd'hui de Tlemcen, à l'ouest, jusqu'à Tebessa, à l'est. Quarante-deux avions et de nombreux véhicules tout-terrain sont mobilisés pour épandre des insecticides. Quelque 600 000 hectares ont déjà été traités.

Au sud du Sahara, les criquets ont fait leur apparition le 10 avril dans la vallée du fleuve Sénégal, qui fait frontière avec la Mauritanie. Les experts sénégalais s'attendent à l'arrivée de nouveaux essaims en provenance des îles du Cap-Vert et de Mauritanie.

MÉDECINE

Le rapport sur le fonctionnement de l'ARC

La toute-puissance de M. Crozemarie

La rapport de l'inspection générale des affaires sociales mettant en cause le fonctionnement de l'Institut Gustave-Roussy (IGR) et la toute-puissance de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) (*le Monde* daté 10-11 avril) a provoqué de nombreuses réactions. Le vice-président de l'ARC, M. Ivan Ledoux, nous a déclaré que son association doit impérativement modifier son fonctionnement si elle veut continuer à remplir correctement sa mission.

La dénonciation par l'IGAS du pouvoir « quasi théocratique » exercé par M. Jacques Crozemarie, le président de l'ARC, a rompu le silence qui s'était établi autour de l'association ; sa cause était si importante qu'on fermait les yeux sur la façon dont elle était présidée.

Le « quasi » est sans doute de trop, déclarent aujourd'hui certains chercheurs ou collaborateurs de l'ARC. Les mêmes font référence aux déclarations intempestives de M. Crozemarie sur le SIDA – il demandait la mise en œuvre d'un dépistage *« systématique et obligatoire »* de la population française, rejoignant en cela les positions de M. Jean-Marie Le Pen – et espèrent que ce rapport aura au moins pour conséquence d'inciter le président de l'ARC à ne plus s'exprimer, comme il le fait parfois, au nom de toute la recherche française sur le cancer.

Au-delà, c'est le fonctionnement même de l'ARC qui est mis en cause. Pour M. Ledoux, *vice-président* de l'ARC depuis sa fondation, la solution du problème est simple : *« Il existe un statut et un règlement intérieur qui, théoriquement, devraient permettre à l'ARC de fonctionner correctement. Il suffirait simplement que le conseil d'administration de l'association le fasse respecter. »* A l'entendre, ce n'est pas le cas : les membres du conseil d'administration, et parmi eux quelques-uns des plus célèbres cancérologues français, se satisfont apparemment de ce fonctionnement.

« L'ARC leur procure un tel soutien, explique M. Ledoux, *tant du point de vue de leur notoriété que du point de vue financier, qu'en définitive ce que certains peuvent percevoir comme des abus les arrangent. »*

« A cet égard, explique M. Ledoux, *il est certain que l'Institut Gustave-Roussy aurait dû nous présenter, comme le réclame le rapport de l'IGAS, une liste d'investissements classés par ordre décroissant de priorité. Il n'en a rien été. Du même coup, plusieurs patrons, membres du conseil d'administration, agissant de même, le conseil est devenu une chambre d'enregistrement, et plus rien n'est discuté. Tout se règle dans les couloirs. Résultat : l'évaluation des besoins réels de chaque équipe de recherche se fait mal. Tout est joué d'avance. »*

M. Ledoux ne fait cependant pas le procès de l'aide privée à la recherche. *« Pour la bonne et simple raison que, si nous n'étions pas là, les pouvoirs publics ne nous remplaceraient pas. Pour autant, nous ne devons pas nous considérer comme des « boucheurs de trou » des crédits public. Bien que ce soit souvent le cas, en pratique. L'INSERM ou le CNRS, par exemple, ne financent que le tiers de l'achat d'un appareil. Que voulez-vous qu'un chercheur fasse avec un tiers de centrifugeuse ? Rien, il doit s'adresser à une association telle que la nôtre. C'est malheureux, mais c'est souvent ainsi que ça se passe. »*

« Or, poursuit M. Ledoux, *nous n'avons pas des rapports tout à fait normaux avec les chercheurs : d'un côté n conseil d'administration qui ne remplit pas son rôle en faisant respecter nos statuts de l'autre, des pouvoirs publics qui comptent sur nous pour pallier leurs carences. »*

M. Ledoux ne dit pas, mais d'autres le disent à sa place, que la forte personnalité du président de l'ARC est en cause. Dans chaque numéro de la revue *Fondamental*, M. Crozemarie est photographié en compagnie des *« grands de ce monde »* en cancérologie, traitant d'égal à égal avec les ministres des plus grands pays. Le professeur Mathé a fait les frais de cette médiatisation à tout crin : quand il a voulu critiquer le projet de centre de dépistage anticancéreux, il a disparu du jour au lendemain des affiches de l'ARC appelant le public à verser des fonds.

FRANCK NOUCHI.

● **La réglementation de la procréation artificielle.** – Le *Journal officiel* du samedi 9 avril publie les décrets réglementant la procréation artificielle (insémination, fécondation *in vitro*, conservation d'embryons congelés) et le diagnostic prénatal, avec, notamment, la création d'une Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction (*le Monde* des 26 et 30 mars). Selon cette réglementation, les centres de diagnostic prénatal et de « procréation médicalement assistée » existants ou en voie de création devront obtenir un agrément et subir un contrôle de qualité.

CAMPUS

Des khâgneux à l'ESSEC

L'ESSEC (*Ecole supérieure des sciences économiques et* commerciales) a décidé de s'ouvrir aux littéraires en créant cinq places supplémentaires au prochain concours pour les *admissibles à l'Ecole normale supérieure (ENS), section lettres S.* Ces candidats seront sélectionnés en passant les mêmes épreuves que les admissibles venant des classes préparatoires aux écoles de *commerce : une série de tests d'aptitude à la logique ; une épreuve* de première langue et une de seconde langue ; un entretien avec trois personnes. Une liste d'attente sera constituée pour pallier *d'éventuelles démissions. Pour les responsables de cet* établissement, cette expérience devrait être un premier pas vers un accès plus larges des khâgneux aux grandes écoles de gestion, en *concertation avec les autres établissements de même niveau,* comme HEC.

Rappelons qu'une réforme du concours d'entrée aux écoles de *commerce, mise en place cette année,* devrait permettre de donner davantage de chances aux littéraires : les candidats ont désormais le choix entre deux options (G et G'), la première axée sur les *mathématiques, la seconde sur les langues et une synthèse de* textes (*le Monde* du 21 janvier).

Signalons d'autre part une initiative originale à Amiens, où *l'université et l'école supérieure de commerce ont décidé de* préparer en commun l'option communication du DESS. Langues étrangères appliquées : les huit étudiants concernés suivent les *cours de communication à l'université et ceux de gestion et de* marketing à l'ESCAE.

F. G.

● « Le Grand Chemin » primé

Le film *le Grand Chemin* a obtenu le Grand Prix de la jeunesse 1988, organisé *par les* étudiants de l'Institut supérieur du commerce, après un vote auquel ont participé plus de trente-deux mille jeunes. Le prix était allé l'an dernier à *37°2 le matin.*

● Ingénieur-chimiste

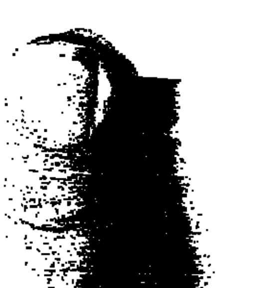
L'Ecole nationale supérieure de chimie de Mulhouse vient de créer une filière qui conduit à la délivrance du diplôme d'ingénieur-chimiste par la voie de la *formation continue. Les* candidats doivent être titulaires d'un BTS ou d'un DUT et justifier d'une activité professionnelle de trente mois. Les candidatures sont reçues jusqu'au 31 juillet.

(Ecole *nationale supérieure* de chimie, 3, rue Alfred-Werner, 68093 Mulhouse Cedex. Tél. : 89-42-70-20.)

● Cryptographie

L'Institut d'expertise et de prospective de l'Ecole normale supérieure organise, mardi 10 mai, un séminaire sur le thème : *« Méthodes mathématiques récentes en cryptographie »*.

(Institut de l'Ecole normale supérieure, 46, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : 43-54-11-00.)



CYCLISME : Paris-Roubaix

De Mol, le robuste

Le quatre-vigt-sixième Paris-Roubaix qui constituait l'objectif de Kelly, de Fignon et de Vanderarden, vainqueur l'an passé, est revenu, dimanche 10 avril, à Dirk de Mol, un Belge de vingt-huit ans aux performances jusqu'alors modestes. Contre-attaquant trop tard, Fignon s'est classé troisième après une fin de course brillante. Sur près de 200 partants, 75 coureurs seulement ont terminé l'épreuve.

ROUBAIX
de notre envoyé spécial

Gagner Paris-Roubaix en attaquant de loin. C'est une tactique à laquelle les plus grands champions ont pensé et depuis fort longtemps. Elle avait été expérimentée en 1948 – il y a tout juste quarante ans – par Louis Caput qui s'était détaché dès le départ en compagnie de son ami Robert Chapatte et de quelques autres dont l'Italien Fiorenzo Magni... pour être rejoint à proximité de l'arrivée après avoir roulé pendant 230 kilomètres à 44 km à l'heure de moyenne.

Ce plan réaliste mais audacieux qui rebuta des générations de coureurs semblait abandonné, la force du muscle se révélant généralement plus efficace que l'imagination sur les chemins défoncés du Nord. Or, voici qu'un routier de seconde zone, presque un inconnu, Dirk de Mol, reprend à son compte la stratégie oubliée de la longue échappée... et réussit dans son entreprise. Pour un gag c'en est un ; le plus inattendu, le plus cocasse, le plus énorme du début de saison. Mais tout à fait en situation puisque de Mol est Belge et que Paris-Roubaix, nul ne l'ignore, demeure une spécialité flamande.

Rescapé d'une fugue de 220 kilomètres animée par Van Rijnen, Joho et le jeune Français Franck Boucanville – vainqueur de Paris-Roubaix amateurs l'an passé – de Mol s'est finalement imposé en battant au sprint le Suisse Wegmuller, un outsider lui aussi. Laurent Fignon, auteur d'un retour énergique malheureusement trop tardif, franchissait la ligne d'arrivée en troisième position, avec un retard proche des deux minutes.

Tel est le résultat surprenant d'une course qui, malgré ses nombreux pièges, prétend à une rigoureuse sélection de l'élite. Il pourrait illustrer *le Lièvre et la Tortue*, une fable d'actualité, encore que le vainqueur de ce Paris-Roubaix ensoleillé et insolite ne se soit jamais hâté avec lenteur. La moyenne supérieure à 40 km à l'heure en témoigne. Au vrai, Dirk de Mol, qui n'avait rien gagné ou presque et qui figure désormais au livre d'or de la classique la plus convoitée du monde, a bien mérité sa victoire. Il a tiré profit d'une manœuvre habile, l'avance de neuf minutes qu'il possédait sur le groupe des favoris à l'entrée du secteur pavé lui assurant à la fois une marge de sécurité substantielle et une liberté d'action interdite au sein d'un peloton grégaire. En procédant de la sorte, il a désamorcé les pétards que les vedettes, Fignon, Kelly ou Eddy Planckaert, s'apprêtaient à allumer.

S'il est vrai que l'épreuve la plus impitoyable du calendrier préserve une certaine logique tout en cautionnant les pires injustices consécutives aux chutes et aux crevaisons, toujours inopportunes, Dirk de Mol n'est pas un vainqueur de hasard. Sa robustesse le destine aux tracés durs, son style s'adapte aux routes cahoteuses et à défaut d'un palmarès digne de ce nom, on lui découvre des références. Il s'était classé deuxième de Paris-Roubaix amateurs en 1980 derrière... Stéphen Roche.

L'exploit imprévu qu'il vient de réaliser lui rapportera un premier prix de 150 000 francs et sera perçu même aux Etats-Unis. La chaîne de télévision CBS, qui consacrait une émission d'une heure à l'événement, disposait d'un arsenal impressionnant – deux voitures, deux motos, un hélicoptère, sept véhicules d'assistance, trente personnes au total. Un effectif sans commune mesure avec les performances des meilleurs américains, Roll, vingt-cinquième à cinq minutes, et Knickman, soixante-cinquième à quatorze minutes. Ce qui n'est pas mal néanmoins, d'autant que Knickman participait à l'offensive initiale.

On ne saurait parler d'une course décevante... sauf pour les battus, car elle a donné dimanche regret à ceux qui ont subi la loi du Belge de Mol. À Laurent Fignon surtout. Le chef de file de Cyrille Guimard, qui avait confirmé sa bonne condition mardi dernier en gagnant Paris-Vimoutiers était encore l'un des hommes forts du peloton. Le plus fort peut-être. La contre-attaque qu'il porta à 10 kilomètres du but et qui devait être à l'origine d'une brillante remontée, est significative d'une forme constante. Dommage que le routier parisien, retardé par une crevaison du côté de Wallers-Aremberg, c'est-à-dire à l'endroit où il fallait impérativement intervenir, ait réagi avec un temps de retard. Reste qu'il s'est montré supérieur à Kelly, à Eddy Planckaert, à Van der Poel, à Vanderarden.

JACQUES AUGENDRE.

FOOTBALL : championnat de France

De petits espoirs pour l'avenir

La trente et unième journée du championnat de France a été marquée, le samedi 9 avril, par l'écrasante victoire de Montpellier sur Saint-Etienne (5 à 0) et la déroute à domicile de Cannes devant Lille (1 à 5). En tête du classement, Monaco, victorieux de Brest (2 à 0), maintient son avance de 5 points sur Bordeaux, facile vainqueur de Toulon (3 à 0). Matra Racing de Paris a conforté sa troisième place grâce au match nul (1 à 1) obtenu vendredi 8 avril face à Paris-Saint-Germain, toujours en position de barragiste.

Sur la pelouse du Parc, l'une des deux équipes luttait pour éviter la relégation en deuxième division, l'autre pour gagner sa place en Coupe d'Europe. Bien malin cependant celui qui aurait pu les distinguer à la seule vue du football pratiqué. Paris-S.G. et Matra-RP. ont fait étalage, vendredi soir, de la même pauvreté technique et se sont séparés sur un score logiquement nul. Ce nivellement des valeurs – par la base – entre le dix-huitième et le troisième du championnat explique-t-il à lui seul que le Parc des Princes soit resté aux deux tiers vide pour le derby parisien ?

Même l'année de son titre, le PSG, n'avait pas attiré plus de 25 000 spectateurs en moyenne. Quant au Matra-RP., il cherche encore son public. En quinze années marquées de quelques triomphes mais aussi de nombreuses désillusions, le PSG n'a pas réussi à rallumer dans la capitale la passion du football disparue avec feu le Racing. Devenus des « matraciens », les nouveaux racingmen n'ont pas vocation à entretenir la légende des Pingouins d'antan. Matra RP est un club neuf où tout est à construire, y compris l'assise populaire sans laquelle une équipe ne peut prospérer.

Les dirigeants en ont conscience. Parallèlement aux considérables moyens financiers mis en œuvre pour arriver très vite au plus haut niveau, le club de Jean-Luc Lagardère se lance dans une véritable politique régionale. Avec ses 170 000 licenciés, ses 1 600 clubs, ses 5000 matches par semaine, la Ligue de Paris-Ile-de-France est un formidable réservoir de talents. Matra-Racing vient d'en avoir confirmation à ses dépens avec l'humiliante élimination en Coupe de France face à l'US Créteil.

« Nous partons du constat que la région parisienne est plus peuplée que la Belgique, dit Jean-Louis Piette, le directeur général du Matra RP. *Il est donc possible de faire une équipe de niveau mondial avec un recrutement intérieur à la région. »* Pour découvrir ces trésors cachés, le club professionnel souhaite nouer un tissu de relations avec les clubs amateurs de la Ligue de Paris et développer avec eux une politique de formation inédite. *« J'ai écrit à tous les présidents de club de la région pour leur exposer nos objectifs,* explique Jean-Louis Piette. *Nous préconisons une idée de formation moderne, de l'enfant footballeur à l'adulte footballeur, qui élimine pour les plus jeunes le stress du déracinement, de l'internat et de la championnite aiguë. »*

Matra-Racing caresse le projet d'une école de football regroupant une centaine de licenciés de moins de quinze ans. Créée en accord avec l'éducation nationale pour les aménagements d'horaires, les collectivités locales et les clubs préformateurs, l'école accueillerait pour moitié des jeunes du Matra-Racing et pour moitié des footballeurs des clubs voisins.

Les champions en herbe qui fréquenteront l'école Matra continueront à vivre avec leur famille et, le week-end, à défendre les couleurs de leur club d'origine. Consulté par les dirigeants de Matra-RP, Georges Aleyaume, le président de la Ligue de Paris, a beaucoup insisté sur la nécessaire concertation avec les clubs formateurs, mais l'idée de faire profiter en priorité le ou les clubs professionnels parisiens des richesses locales le séduit : *« J'ai vu avec amertume disparaître tant d'éléments de valeur de la région,* dit-il, en citant notamment les frères Boli. *Je préférerais les savoir à Colombes ou à Saint-Germain. »*

Sacré premier club français en 1987 pour le résultat de ses jeunes, vainqueur l'an dernier de la coupe Gambardella (juniors), Matra-Racing compte déjà 80 % de jeunes originaires de la région parisienne dans son centre de formation. *« Toutefois,* reconnaît Jean-Louis Piette, *notre projet d'école ne sera pas mis en place avant un an ou deux et les effets ne seront sensibles que dans six ou sept ans. »* A cette époque, ce sont peut-être des stars de La Garenne-Colombes ou du Vésinet qui embraseront les derbies parisiens. Elles, au moins, n'auront aucune difficulté à s'acclimater, contrairement à Enzo Francescoli, parisien malgré lui, qui, tout en jouant à contrecœur, fut encore le meilleur de son équipe contre le Paris-Saint-Germain.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

GOLF : Masters d'Augusta

Sandy Lyle d'un coup



L'Écossais Sandy Lyle, âgé de trente ans, a remporté le 10 avril à Augusta (Georgie) le cinquante-deuxième Masters de golf, comptant pour le circuit PGA et doté de 1 million de dollars, dont 185 000 au vainqueur.

A l'issue du quatrième tour, qu'il a entamé en tête avec trois coups d'avance, il a ramené une carte de 71 lui permettant de totaliser 281, soit un coup de moins que l'Américain Mark Calcavecchia, et deux coups de moins que l'ancien tenant du titre, Greg Stadler.

Lyle est le premier Britannique qui inscrit son nom au palmarès du Masters, et le quatrième « non-Américain » après Gary Player, Severiano Ballesteros et Bernhard Langer. C'est la troisième victoire de la saison pour Lyle sur le circuit PGA. En 1985, il avait remporté l'open de Grande-Bretagne.

SPORTS ÉQUESTRES : La Coupe du monde

L'heure de Big Ben

Le Canadien Ian Millar sur *Big Ben* a remporté, dimanche 10 avril à Göteborg, la finale de la Coupe du monde de saut d'obstacles devant Pierre Durand sur *Jappeloup de Luze* et le Belge Philippe Le Jeune sur *Nistria*.

En dépit d'un double sans-faute dans la troisième épreuve, le cavalier français n'a pas réussi à rattraper tout son retard sur Millar. Dès le premier jour, une faute d'inattention sur le parcours de chasse avait relégué *Jappeloup* dans les profondeurs du classement, de même que les Britanniques, pourtant favoris de la compétition.

Quatrièmes de la deuxième épreuve, puis victorieux dimanche sur le difficile parcours du Grand Prix, Pierre Durand et *Jappeloup de Luze* ont néanmoins affirmé leurs prétentions en cette année olympique, même si, grâce à l'inattendu Millar, la Coupe du monde a pris, pour la neuvième année consécutive, le chemin du continent nord-américain.

Les résultats

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(31e journée)

*Monaco b. Brest	2-0
*Bordeaux b. Toulon	3-0
*Paris-SG et Matra Racing	1-1
*Lens b. Auxerre	2-1
*Montpellier b. Saint-Etienne	5-0
*Marseille b. Laval	2-1
*Le Havre et Metz	1-1
Lille b. *Cannes	5-1
Nantes b. *Toulouse	1-0
*Niort et Nice	0-0

Classement. – 1. Monaco, 44 pts ; 2. Bordeaux, 39 ; 3. Matra Racing, 37 ; 4. Marseille, 35 ; 5. Montpellier, Auxerre, St-Etienne, 34.

Deuxième division
Groupe A
(29e journée)

*Sochaux b. Martigues	4-3
*Montceau et Grenoble	1-1
*Lyon b. Orléans	2-1
*Alès b. Ajaccio	1-0
*Tours b. Nîmes	1-0
*Bastia b. Cuiseaux-L.	2-0
Gueugnon b. *Istres	1-0
*Dijon b. Sète	1-0
*Le Puy b. Châtellerault	3-1

Classement. – 1. Sochaux, 53 ; 2. Lyon, Montceau, 37 ; 4. Alès, 34.

Groupe B

Guingamp b. *Strasbourg	2-1
*Caen b. Mulhouse	2-0
*Nancy b. Rouen	3-1
*Angers b. Valenciennes	1-0
*Beauvais et Reims	2-2
*Dunkerque b. La Roche	1-0
*Rennes b. Lorient	1-0
*Quimper b. Entente MF 77	1-0
*Abbeville b. Saint-Dizier	1-0

Classement. – 1. Strasbourg, 43 ; 2. Caen, 40 ; 3. Rouen, Nancy, Mulhouse, 34.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(14e journée)

Poule 1

Grenoble b. *Saint-Jean-de-Luz	17-9
Agen b. *Lourdes	22-13
*Toulon b. Pau	40-9
Tarbes b. *Béziers	15-9

Classement. – 1. Toulon, 38 ; 2. Agen, 34 ; 3. Grenoble, 32 ; 4. Tarbes, 32.

Poule 2

*Bègles-Bordeaux et Dax	21-21
*Graulhet b. Aurillac	24-19
Perpignan-R b. *Tulle	39-9
*Auch b. Valence	14-6

Classement. – 1. Dax, 34 ; 2. Bègles-Bordeaux, 33 ; 3. Graulhet, 33 ; 4. Perpignan-R., 31.

Poule 3

*Bayonne b. Montferrand	21-3
*Bourgoin-J. b. Montchanin	24-4
Biarritz b. *Romans	22-12
*Toulouse et Racing-CF	18-18

Classement. – 1. Racing-CF, 35 ; 2. Toulouse, 33 ; 3. Montferrand, 32 ; 4. Bayonne, 31.

Poule 4

Narbonne bat *Nice	32-15
Brive bat *Marmande	26-10
*Tyrosse bat Bagnères	10- 3
*Mont-de-Marsan bat Hyères	31-12

Classement. – 1. Narbonne, 37 ; 2. Brive, 33 ; 3. Mont-de-Marsan, 30 ; 4. Tyrosse, 28.

Motocyclisme

GRAND PRIX DE VITESSE DES ÉTATS-UNIS
(500 centimètres cubes)

1. Eddie Lawson (E-U, Yamaha-Marlboro) ; 2. Wayne Gardner (Austr., Honda-Rothmans), à 7 s 539 ; 3. Niall McKenzie (G-B, Honda-HB), à 8 s 480 ; 4. Wayne Rainey (E-U, Yamaha-Lucky Strike), à 14 s 612. 5. Kevin Schwantz (E-U, Suzuki-Pepsi), à 26 s 876 ; 6. Christian Sarron (Fr., Yamaha-Gauloises), à 1 min 19 s 231.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Huitièmes de finale retour

* Orthez bat Lorient	97-81
*Villeurbanne bat Tours	112-80
*Antibes bat Mulhouse	110-82
*Nantes bat Caen	92-72

Les quarts de finale opposeront Limoges à Mulhouse, le RCF Paris à Ortez, Monaco à Caen et Cholet à Villeurbanne.

TENNIS : Coupe Davis

Deux as dans le jeu français

L'équipe de France de tennis s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe Davis en battant l'Australie – privée de Pat Cash – par cinq à zéro du 8 au 10 avril à Clermont-Ferrand. Les Français qui n'avaient plus battu les Australiens depuis 1925 ont assuré leur qualification à l'issue du double gagné par Yannick Noah et Guy Forget, face à John Fitzgerald et Willy Masur (6-3 ; 7-5 ; 6-4).

Les Australiens, vingt-six fois vainqueurs de la Coupe, se trouvent écartés des demi-finales pour la première fois depuis treize ans. Les Français qui n'avaient plus accédé à ce niveau de l'épreuve depuis 1983, rencontreront, du 22 au 24 juillet, les Suédois détenteurs du trophée mais difficiles vainqueurs des Tchécoslovaques.

CLERMONT-FERRAND
de notre envoyé spécial

« Que disiez-vous, avec Yannick Noah avant chaque échange ? Vous parliez de choix tactique ? » En questionnant Guy Forget à la réception d'après match Valéry Giscard d'Estaing a obtenu une réponse un peu plus édulcorée que celle faite aux journalistes quelques instants plus tôt : *« Des conneries. Parfois des conseils tactiques. Mais c'est plutôt un rituel. Une manière de se motiver et de se concentrer ».*

Après avoir assez laborieusement remporté les deux premiers simples contre deux débutants dans cette épreuve, Darren Cahill et Mark Woodforde, les Français se sont imposés sans discussion en double, face à Willy Masur et John Fitzgerald, un spécialiste de cette discipline vainqueur aux internationaux d'Australie (1982) et à Flushing Meadow (1984). Une preuve supplémentaire qu'après avoir été longtemps le point noir des Français en Coupe Davis le double est devenu leur meilleur atout !

Il faut remonter en 1984 à Hradec Kralov contre la Tchécoslovaquie pour trouver trace de la dernière défaite d'une équipe française composée ce jour d'Henri Leconte et de Pascal Portes. Malgré les absences répétées de Yannick Noah, les tricolores enregistraient depuis neuf victoires consécutives. Mais leur meilleure équipe est sans conteste celle composée par Yannick Noah et Guy Forget qui viennent d'accumuler cinquante victoires en cinquante-trois matches sur le circuit professionnel au cours des douze derniers mois.

Pour Patrice Hagelauer, entraîneur de Yannick Noah, mais aussi de l'équipe de Coupe Davis, la présence des deux Français parmi les tout meilleurs doubles du monde est logique, tant ils disposent d'atouts physiques, techniques et psychologiques pour s'imposer dans cette discipline. *« Par leur taille et leur détente,* dit-il, *Yannick (1,93 m) et Guy (1,90 m) ont une envergure qui laisse peu de place pour les passer lorsqu'ils sont au filet où ils sont d'autant plus dangereux qu'ils sont de redoutables smasheurs. »*

« En double, poursuit Patrice Hagelauer, *ce n'est pas la régularité qui compte. Il faut des coups percutants. Le point se joue la plupart du temps sur le service, le retour de service ou la première volée. Chacun connaît la qualité du service et de la volée de Yannick. C'est vrai que lorsqu'il n'est pas en confiance – par exemple contre Cahill dans le premier set – il a encore quelquefois des problèmes en retour de service. Il doit se libérer. Or, le double oblige presque à lâcher ses coups. »*

Avec son gros service de gaucher, ses volées placées et ses retours de service rasant dans les pieds du serveur, Guy Forget est peut-être potentiellement meilleur joueur de double que Noah, mais l'influence de ce dernier reste prépondérante. *« Yannick Noah a un effet dynamisant,* explique l'entraîneur. *En simple, Guy perd parfois confiance dans son jeu d'attaque et peut alors s'effondrer. En double, Yannick est là pour le secouer, le remonter, car Guy a énormément de respect et d'estime pour son aîné. »*

Cette confiance réciproque est peut-être l'atout majeur des deux Français aux yeux de leur entraîneur. *« La cohésion, l'esprit de groupe, le désir de jouer ensemble sont des éléments déterminants pour la réussite d'une équipe de double,* explique-t-il. *La confiance du partenaire est indispensable car il faut oser prendre des risques. L'interception fait partie du jeu de double. C'est son esprit. Même après une faute du partenaire, il faut l'encourager, à persévérer. »*

Tout au long de cette semaine à Clermont-Ferrand, les Français n'ont cessé de répéter leur plaisir à se retrouver, après quelques brouilles, pour disputer une épreuve par équipe comme la Coupe Davis. Leurs discours diffèrent certes de celui de Philippe Chatrier, le président des fédérations française et internationale de tennis qui parle encore de la *« vive émotion »* et du *« grand honneur d'être choisi pour représenter son pays ».* Yannick Noah évoque plutôt le désir de vivre *« une belle aventure avec ses potes ».*

Leur désir d'indépendance s'était manifesté en début de saison par l'éviction de Jean-Paul Loth, le directeur technique national du poste de capitaine, et le rappel de Patrice Hagelauer comme entraîneur (*le Monde* du 9 février). En Auvergne, ils ont affiché une attitude pour le moins désinvolte pour toute la partie protocolaire de l'épreuve. Absence de Yannick Noah au tirage au sort ; retard d'une bonne heure à la réception donnée à l'issue du double ; absence remarquée et d'ailleurs relevée dans son intervention par Neale Fraser, le capitaine australien au dîner offert par le conseil général présidé par M. Valéry Giscard d'Estaing. Manifesteront-ils le même désintéressement au moment de partager les bénéfices de l'épreuve (165 000 dollars assurés au demi-finalistes et recette des matches en France après déduction des frais d'organisation ?)

Depuis la finale de Grenoble en 1982 contre les Etats-Unis, point d'orgue d'une première aventure avortée, jamais le contexte n'avait été aussi favorable aux nouvelles ambitions des joueurs français. Si on excepte la Suède qui dispose de deux des trois meilleurs tenismen mondiaux, les espoirs des meilleures équipes reposent à l'heure actuelle sur un grand joueur de simple. C'est le cas de la RFA avec Boris Becker, de la Tchécoslovaquie avec Miroslav Mecir, de l'Australie avec Pat Cash.

Dans ce contexte, le double susceptible d'apporter la troisième victoire indispensable peu se révéler déterminant. C'est peut-être la France qui dispose désormais de deux as dans ce jeu.

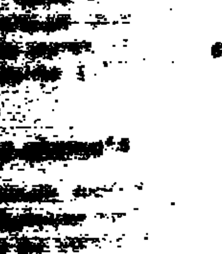
GÉRARD ALBOUY.

Edberg sauve la Suède

La Suède, tenante du trophée, a été paradoxalement la seule des quatre nations qualifiées pour les demi-finales de la Coupe Davis à véritablement souffir ce week-end. Elle a même frôlé l'élimination sur son terrain de Norrkœping devant la Tchécoslovaquie qu'elle a battue 3-2 grâce à la victoire, dans le dernier simple, de Stefan Edberg sur Miloslav Mecir 9-7 au cinquième set !

Il est vrai que l'équipe suédoise a été complètement « trahie » par son leader Mats Wilander, le joueur le plus performant de ce début d'année, qui a perdu ses deux simples contre Mecir, le premier jour, et, de façon incroyable, contre Milan Srejber, dimanche. Celui-ci avait remplacé en dernière minute Tomas Smid qui s'était blessé à l'entraînement. Une blessure dont le sérieux ne devait pas paraître évident aux yeux des Suédois...

Heureusement pour la Suède, Edberg a montré que sa réputation de joueur fragile nerveusement n'était plus qu'un souvenir lointain. Le numéro trois mondial a montré sa vraie dimension de champion en arrachant la victoire face à Mecir après avoir renversé une situation bien compromise dans le cinquième set.









Culture

MUSIQUES

« A corps et à cris », de Marc Monnet, à Nice

Trio des abysses

Aux MANCA, festival niçois, se consomment images énormes et sons immenses. Mais vint Marc Monnet, l'économe.

Que de son, que de son ! On revient des MANCA, festival du Centre international de recherche musicale niçois, plein de confiance dans les machines et dans leur puissance. Dans leur pérennité aussi. Penser qu'il existe encore des musiciens bruiteurs, *officiant sur* hululeurs, crépiteurs froufrouteurs et glouglouteurs, membres de la Fondation Russolo et Pratella de Varèse, pour faire revivre les facéties du futurisme italien des années 20 ! Michel Redolfi, directeur du CIRM, en avait convoqué quelques-uns au Théâtre du Vieux Nice. Musique d'une laideur infinie, interprètes sortis d'un film très nostalgique de Fellini, public hésitant entre le rire et la fuite.

Plaisant contrepoint à Syter, l'ordinateur construit par le Groupe de recherche musicale de François Bayle. Capable, pour un prix très inférieur à celui de la 4X, de transformer, orner, démultiplier, enrichir à l'infini et en simultané ce que des micros bien placés font parvenir à ses poumons d'acier. Vraie boîte d'épinards pour des musiciens-Popeye, Syter met toute une chorale dans la voix d'un unique chanteur, tout un orchestre dans les cordes ou le pavillon d'un instrument soliste. En découle, à l'évidence, une nouvelle manière de composer : sans inertie, sans relation d'altérité entre le *live* et son fantaisiste reflet. Avec néanmoins des possibilités de suspense et de décalages très particuliers. Dans *Démons des mots*, de Bernard Parmegiani (une création), Frank Royon le Mée, chanteur insolite, acteur inénarrable, en fit à Nice l'incontestable démonstration.

Puis ce furent trois journées de rencontres et de colloques sur les rapports du cinéma et du son. Les grands noms de la *spatialisation, en spirale* ou en trois dimensions, étaient là, réunis par Michel Fano : Steven Katz (*Au-delà du réel*, de Ken Russel), Jean Schwartz (*Providence*, d'Alain Resnais), Walter Murch, « sound-designer » de Lucas et de Coppola...

Légers chuintements, lente et douce respiration : lorsque commence *A corps et à cris*, de Marc Monnet, on pourrait se croire dans la cabine d'un sous-marin à l'arrêt. Pour l'œil, un pâle visage apparaît dans un filet de lumière. Pour l'oreille, une vague rumeur sort d'un sémaphore dans un coin. Climat de fureur rentrée, de puissance retenue, de pesanteur impassible. Reproduction en négatif des déchaînements machiniques : « chambriste » dans l'âme, Monnet mesure ici encore (*le Monde* du 26 mai 1987) son effectif et ses effets.

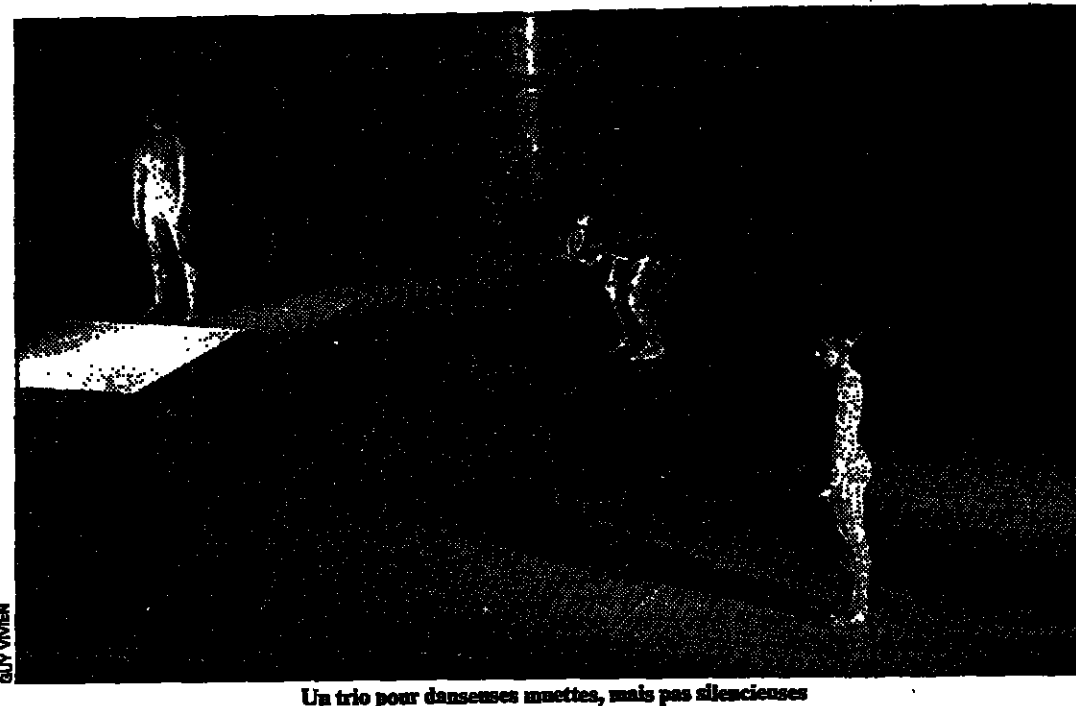
A corps et à cris est donc un trio. Pour trois danseuses. Muettes ? Silencieuses ? Non : elles tapent de leurs pieds sur des plaques de contreplaqué, tambours secs semés sur le sol plastifié ; elles s'y laissent tomber, les font trembler de leurs membres tétanisés, puis glissent alentour de la semelle, rampent, trépignent : à chaque instant, elles sont sources de sons, instruments totaux.

Leur geste aussi est vocal. Elle n'utilise pas les sons de la gamme mais toutes les consonnes, couinantes ou gutturales, que la langue française ne connaît pas. Sonate abyssale en plusieurs mouvements doublée par ces mêmes cris filtrés, enregistrés sur bande, et réinjectés depuis des haut-parleurs cachés sur les côtés. Pour l'andante, seuls, sont modulés l'octave et la quinte, mais dans un feulement à peine articulé.

Le costume rayé des trois solistes (Marie Haumier, Caroline Guignard, Nadine Remy (1) suggère une réalité, que chacun décline à sa façon : internement, incarcération et, peut-être, plus symboliquement, coexistence de l'animalité et d'une discipline hautement civilisée, marque de cet extraordinaire et angoissant spectacle.

ANNE REY.

(1) Membres de la compagnie Caput mortuum que Monnet anime à Macon. Tél. : (16) 85-39-11-74.



GUY VIVIEN

Un trio pour danseuses muettes, mais pas silencieuses

« Le Roi d'Ys », d'Edouard Lalo, à Pleyel

Le monarque n'abdique pas

A l'issue de son enregistrement en studio, pour Erato, le Roi d'Ys *a été donné, salle Pleyel, dans le cadre de la saison lyrique de Radio-France.*

Depuis sa création, en 1888, jusqu'au début des années 60, l'opéra d'Edouard Lalo fut l'une des pièces maîtresses du répertoire des théâtres lyriques. Personne ne s'en étonnait. Certes, le livret, imité tant bien que mal d'une légende bretonne, n'est pas de ceux qui résistent à un examen, mais il a du moins suscité une partition où voisinent des pages orchestrées avec une rare puissance et des moments de l'intimité la plus délicate. Cela suffit à expliquer l'attachement qu'éprouvent pour *le Roy d'Ys* ceux qui ne vont pas seulement à l'opéra pour entendre chanter très fort et très haut, mais pour écouter les voix et les instruments mis au service de l'invention musicale (1).

Consciente sans doute du rôle qu'elle peut jouer pour assurer la pérennité des ouvrages menacés par l'opportunisme ou la routine des théâtres, Radio-France a continué de programmer régulièrement *le Roi d'Ys*. Le seul enregistrement, dirigé par André Cluytens en 1957, faisait d'ailleurs appel à son Orchestre national et à ses chœurs. La relative ancienneté de ce témoignage d'une époque où le répertoire français ne manquait pas de grandes voix (Janine Micheau, Jean Borthayre et Rita Gorr, notamment) laissait la place pour une nouvelle version, plus conforme aux exigences actuelles.

Poursuivant une collaboration fructueuse, qui a déjà produit *Ariane et Barbe-Bleue* de Dukas, *le Roi Arthus* de Chausson, *les Béatitudes* de Franck et *le Roi malgré lui* de Chabrier, pour ne citer que les réalisations les plus ambitieuses, la firme Erato et le Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France nous offre un nouveau *Roi d'Ys*, à paraître à la rentrée. D'ici là, les auditeurs de France-Musique auront, le 23 avril, un avant-goût de ce qu'ils trouveront sur le disque.

Un avant-goût seulement, car le ténor Eduardo Villa, souffrant, a fait dire qu'il n'était pas en pleine possession de ses moyens. Cela ne l'a pas empêché de chanter fort bien le rôle de Mylio, qui exige tour à tour l'éclat héroïque et la délicatesse de la mélodie intime. Barbara Hendricks trouve dans le personnage de Rozenn, délicat sans mièvrerie, un emploi qui convient exactement à ses qualités. En outre, on la comprend parfaitement. Le caractère tourmenté de Margared appelle peut-être une voix plus sombre que celle de Dolorès Ziegler, mais son timbre, rond et chaleureux suffit à captiver l'attention. Marcel Vanaud est un Karnak aussi rude qu'on pouvait le souhaiter, Jean-Philippe Courtis possède toute la noblesse d'un roi breton légendaire et, par la voix tonnante de Michel Piquemal, saint Corentin fait trembler les méchants en une trentaine de mesures bien senties. Le rôle de Jahel n'est pas plus long, mais tout aussi exposé : intervenant le premier, il donne le ton de la soirée et Philippe Bohée était de bon augure.

Bientôt « Gwendoline »

L'orchestre occupe une place éminente dans cet opéra : signalons la prestation remarquable du NOP, sous la direction d'Armin Jordan, depuis le solo de violoncelle (Michel Strauss) dans l'ouverture jusqu'au tutti, où les timbres doivent s'équilibrer et se mettre naturellement en valeur, sans oublier les nombreuses interventions individuelles des différents pupitres.

La partition est magistralement écrite pour que tout sonne, comme chez Berlioz ou Bizet ; cela ne diminue pas pour autant la part du chef, qui a su soigner les détails sans perdre de vue les grandes lignes. Les chœurs, préparés par Michel Tranchant, ont accompli eux aussi un travail impressionnant, notamment dans « la Noce bretonne », où il faut autant de précision que de verve ; la prononciation est toujours nette. Après une réussite comme celle-là, on souhaite que le même sort soit réservé bientôt à *Gwendoline* de Chabrier, toujours inédite et que Radio-France avait déjà eu la bonne idée de faire redécouvrir il y a dix ans.

GÉRARD CONDÉ.

(1) On lira avec intérêt le numéro 65 que *l'Avant-Scène opéra* consacré au *Roi d'Ys* en 1984, où les contributions de Joël-Marie Fouquet, André Lischke et Roland Mancini sont particulièrement remarquables.

CALENDRIER

Découvertes et ateliers à Pompidou. – Grande brassée de nouveautés, en trois concerts, par l'Intercontemporain. Créations dirigées par Kent Nagano, de Joji Yuasa, Yves-Marie Pasquet et Aaron Kernis (lundi) ; lecture de partitions, au préalable décortiquées par l'auteur et le chef (Arturo Tamayo), d'Alessandro Melchiorre et Asbörn Schaatun (mercredi) ; de Michaël Barkl, Dario Maggi et Eugen Mihai Marton (jeudi). Cinq œuvres sélectionnées par le comité de lecture de l'IRCAM.

★ Lundi 11, mercredi 13 et jeudi 14, à 20 h 30, grande salle. Tél. : 42-77-12-33.

Régis Pasquier et Anne Queffelec à Grévin. – La *Seconde Sonate* de Fauré, la *Première* de Prokofiev, la *Vingt-Cinquième* de Mozart, *Thème et Variations* de Messiaen : autant de raisons d'aller écouter le violoniste Régis Pasquier et la pianiste Anne Queffelec, dans la série des « Entractes » de musique de chambre au Palais de la cire.

★ *Lundi 11, à 20 h 30. Tél. : 42-86-84-47.*

Le premier « Boris » à l'Opéra-Comique. – Moussorgski achève *Boris Godounov* le 15 juillet 1869. En automne de l'année suivante, l'opéra passe devant un comité de lecture, qui le refuse par six voix contre une. Le musicien remet son œuvre sur le chantier, développe cinq scènes sur sept, supprime la sixième, en ajoute trois (l'« acte polonais », l'ultime tableau de la forêt de Kromy) et ne sauve que la seconde, celle du couronnement. Plus tard, Rimski-Korsakov « corrige » l'orchestration. C'est le *Boris* de 1869, en sept tableaux et trois heures de musique, qu'accueille Favart, dans une production du Théâtre Estonia de Tallin, peu de temps après que Garnier a présenté la version B.

★ Les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 19 et 20, à 19 h 30. Tél. : 42-66-50-22.

« La Belle Maguelone » au Théâtre 14. – *Sur les thèmes imbriqués* du romantisme et de la chevalerie, un spectacle écrit par Michel Vittoz, monté par Michel Rostain, où l'on croise Brahms (et ses *Maguelone Lieder*, opus 33), Ludwig Tieck (auteur du roman d'où sortit ce cycle de mélodies) et un anonyme du haut Moyen Age français.

★ Du 12 au 16, à 20 h 45. Le 17, à 17 heures. Tél. : 45-45-49-77.

« Zaïde » à Corbeil. – La turquerie de Mozart, trop vite éclipsée par *l'Enlèvement au sérail*, part en tournée dans une production de l'Atelier lyrique de Tourcoing, dirigée par Jean-Claude Malgoire, mise en scène par Daniel Ogier.

★ Les 12 et 13, au Théâtre Pablo-Neruda de Corbeil-Essonnes, à 20 h 45. Tél. : 60-89-00-72. Puis à Tourcoing (du 19 au 24), Douai et Boulogne-sur-Mer.

Bangladesh et Syrie à la Maison des cultures du monde. – Les poèmes d'amour sont, au Bangladesh comme ailleurs, la forme d'expression où se rencontrent musique savante et chanson populaire. A la découverte de ces galantes « Thoumries » (une première en France), succèdent trois concerts de musique traditionnelle syrienne.

★ Les 12, 13 et 14 (Bangladesh). Les 15 et 16, à 20 h 30, le 17, à 17 heures (Syrie). Tél. : *45-44-72-30.*

Rufus Harley, au New Morning. – C'est au spectacle des obsèques de Kennedy que, saxophoniste et flûtiste, Rufus Harley s'était épris de cornemuse. Sa vie n'avait pas été particulièrement *facile*. A cinquante-deux ans, il collectionne toutes sortes de rencontres, de petits métiers, *une réputation* gagnée auprès de Sonny Rollins et une carrière à éclipses. Son jeu (à découvrir) *est* un peu plus qu'une curiosité.

★ Du 13 au 15, à 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Martial Solal, au Châtelet. – Pour son Dodécaband, Martial Solal a convoqué ce que l'on connaît de mieux chez des solistes qui consentent pour lui à redevenir musiciens de pupitre, et son répertoire met l'accent sur le piano.

★ Mercredi 13, à 18 h 30. Tél. : 42-21-00-86.

Philippe Cassard à Gaveau. – Des *Valses nobles et sentimentales* de Ravel à la *Sonate en do mineur* opus posthume de Schubert, en passant par des lieder du même Schubert transcrit par Liszt : un récital de géant entre les *mains d'un pianiste* de vingt-cinq ans.

★ Jeudi 14, à 20 h 30. Tél. : 45-63-20-30.

Ensemble Vienne-Berlin au Théâtre de la Ville. – Il y a là le hautbois et la clarinette solo de la Philarmonie de Berlin, le premier corniste et la flûte solo des Wiener Philarmoniker et un professeur de basson au Mozarteum, soit un quintette à vent d'exception, cueilli dans les rangs de deux immenses orchestres. Dans un programme Haydn, Rossini, Mozart, un événement.

★ Samedi 16, à 18 h 30. Tél. : 48-87-54-42.

Maazel et l'ONF à Pleyel. – Un programme russe, marqué par la première apparition française du jeune Mikhaïl Pletnjov (dans le *Premier Concerto* de Tchaïkovski), que le directeur musical de l'Orchestre national dirige au profit de l'association Perce-Neige.

★ *Samedi 16, à 20 h 30. Tél. : 42-30-22-22.*

Ashley et Oliveros à Marseille. – *El Aficionado*, création de Robert Ashley, constitue le coup d'envoi de Musique 88, le festival et la vitrine du Groupe de musique expérimentale de Marseille. En clôture : Pauline Oliveros, encore une Américaine, et son accordéon électronique.

★ Les 14, 15 et 16, au Théâtre de la Criée. Tél. : 91-91-10-16.

COULISSES

Opéra en Europe

Quelques maisons d'opéra, prévoyantes ou bien organisées, publient déjà le programme de leur saison 88-89.

A Amsterdam, l'Opéra néerlandais affiche cinq nouvelles productions *le Château de Barbe-Bleue*, de Bartok, direction Haenchen/Reynolds, mis en scène de Wernicke (septembre). *En* décembre, *la Flûte enchantée*, de Mozart, direction Runnicles, mise en scène Hytner (coproduction English National Opera) ; *Ariane à Naxos*, de Strauss, *avec Jeanne Piland, direction* Barlow, mise en scène Stephen Lawless (janvier). *Faust*, de Gounod, *direction Haenchen, mise en scène* Kupfer (février). *Simon Boccanegra*, de Verdi, direction Jenkins, mise en scène Wadsworth (mai) ; enfin, en coproduction avec le Holland Festival, une création de Louis Andriessen et Bob Wilson (juin). Renseignements : 20-20-41-59.

L'Opéra de Cologne, que dirige Michael Hampe, ouvre quant à lui sur la création de *Das Gauklermärchen* (les Contes du saltimbanque), d'après la pièce de Michael Ende, dans une mise en scène de Florian Leibrecht (septembre). Suivront *Faust*, de Gounod, sous la baguette de Sir John Pritchard, *dans une nouvelle présentation* de Willy Decker (septembre). *La Femme sans ombre*, de Strauss, par le duo Zagrosek/Ponnelle (novembre). *Lady Macbeth*, de Chostakovitch, autre nouvelle production signée Conlon-Kupfer (décembre). Avant le retour de Pritchard dans la *Travieta* mise en scène par Ponnelle (mars). Enfin, un spectacle Rossini verra la collaboration de Gelmetti et de de Hampe (mai). Renseignements : 0221/207.6201.

Festivals printaniers à Paris...

« Une ambitieuse aventure artistique ouverte sur le monde, à l'heure où l'Europe devient réalité » (Jacques Chirac) ; *« Un ensemble de spectacles lyriques, musicaux et chorégraphiques de premier plan »* (Françoise de Panafieu). Le maire de Paris et son adjointe chargée de la culture préfacent en ces termes le programme du premier Festival de Paris qui, du 3 mai au 1er juillet, aura un invité d'honneur : l'Italie, et dont le générique s'enorgueillit d'un nombre impressionnant de mécènes, d'Yves Saint Laurent à la RATP.

La programmation de ces festivités parisiennes a été confiée à Albert Cartier avant que celui-ci ait été nommé responsable de la danse à Garnier. Sans préjuger la prochaine édition de ces manifestations, reconnaissons-en, pour 1988, la diversité, de l'*Iphigénie en Tauride* de Piccinni monté pour le Théâtre Petruzzelli de Bari par Ronconi (*le Monde* du 13 décembre 1986) au *Chapeau de paille d'Italie* de Nino Rota, le musicien de Fellini. En passant par une *Fête pastorale* d'Albinoni, une *Adelaïde de Bourgogne* de Rossini, et, plus classiquement, par le *Requiem* de Verdi, dirigé par Riccardo Muti.

Sans oublier Mehta au pupitre de l'Orchestre du Mai florentin, I Musici, un récital Milva, ni, pour quitter l'Italie, la venue du Concentus Musicus de Vienne avec Harnoncourt, de la Chapelle royale avec Herreweghe, de l'Ensemble Schoenberg de La Haye, de l'*Academy of Saint-Martin-in-the-fields*... Deux programmes du Dance Theatre of Harlem. Cours d'interprétation d'Elisabeth Schwarzkopf et de Gabriel Bacquier.

★ Renseignements : 40-26-05-03.

...et à Rennes

Les arts électroniques, qu'est-ce que c'est ? Une rivière de lumière liquide, un écran humain, des robots *peintres et musiciens, des holographes*, des images téléphonées... Le Festival des arts électroniques de Rennes, placé cette année sous la responsabilité de Bernard Mounier (ancien dé Royan, de La Rochelle et de la Trois), ce sont, en tout cas, quarante manifestations du 28 mai au 5 juin, vingt commandes présentées en premières mondiales, la délégation de huit pays avec, en tête, le Québec. Vedettes : les automatophones de Jacques Remus et Pierre Fournier, la tunique sonore du Néerlandais Harry De Wit, l'Oiseau provisoire de Jean-François Prigent, des cyclistes musiciens venus de la République fédérale d'Allemagne : pléthore de surprises, sonores et visuelles.

★ Renseignements : (16) 99-30-70-60.

Un nouveau chef pour Leningrad

*Youri Temikanov vient d'être dési*gné pour prendre la tête de l'Orchestre symphonique de Leningrad. Ce Soviétique, *âgé de quarante-neuf ans*, qui dirigeait jusqu'alors le Théâtre Kirov dans cette même ville, succède à Evgueni Mravinski, *mort en janvier* dernier.

DESIGN

Le salon « Habiter 88 »

La douceur retrouvée

Rendez-vous des chineurs du contemporain, Habiter 88, « le salon grand public de la création dans la maison », *investit pour la troisième fois la grande halle de La Villette.*

Au diable l'anti-confort, la fadeur du high-tech et des tubulures métalliques. Le bois et les rondeurs sont de retour, nous entrons dans l'ère de la déco-soft des meubles, aussi agréables à utiliser qu'à voir. C'est ce que révèle (après les magazines spécialisés) le salon Habiter 88, où soixante mille visiteurs sont attendus.

Le décor de la grande halle lui sied à merveille : une nef de verre de 6 000 m2 ; ici et là, des lattes de bois rose qu'on aperçoit en levant les yeux et, surtout, de l'espace.

On respire d'autant plus que tout a été fait pour simplifier le parcours (sept micro-ordinateurs répartis dans tout le salon) et ne pas transformer la promenade en errance, voire en voyage para-fantastique. En 1987, la maison du futur ressemblait à un foyer expérimental, avec son évier à ultra-sons, sa chambre d'enfant surveillée par une baby-sitter électronique. En 1988, si l'extérieur paraît plus froid (les baraques de chantier au lieu d'une façade haussmanienne), l'intérieur se prête à des mises en scène plus crédibles, plus chaleureuses. En seize décors, on nous parle de moments de vie, de travail et de détente, de solitude à deux et de convivialité, *de jeux et de vacances*. On a l'impression de passer d'une ambiance de clip à une pub de Ralph Lauren. Ce futur n'a rien de futuriste ; il se contente de prolonger le présent et apaise nos angoisses en les unifiant en *système* (les cinq jours de stress, le week-end bol d'air, les vacances vitamines).

Visions harmonieuses *pour* familles idéales et organisées. Chez VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement), les *créateurs* ne rêvent plus à des formes pointues et se réconcilient avec le fonctionnel ou le confortable.

Mais le nouveau paradis urbain est celui qui allie le dépouillement d'un Philippe Starck à la sensualité d'une chaise de repos d'Eilen Grey (rééditée par ECART International) et la douceur des éclairages mobiles de la pièce à vivre à demi-ouverte, juste séparée par une paroi de verre, à la dureté quasi carcérale du bureau équipé d'un mobilier à barreaux chromés.

Si beaucoup de choses sont plaisantes, peu d'entre elles arrivent à émouvoir. Au Salon Habiter 88, il y a, heureusement, des formes qui ressemblent à des cris, des mouvements de colère ou de joie, des baisers trop forts. Notamment les éditions d'En attendant les barbares, fabriquées par des artisans comme le ferronnier de Giacometti et conçues par neuf artistes, dont Elisabeth Garouste et Mattia Bonetti (la lampe-masque, le tabouret Râ), d'Eric Schmitt (l'étonnant lampadaire Nostradamus), de Patrick Retif (le miroir *carolingien à gros cabochons*). Le fer battu se mêle au bronze, le primitif au baroque, la couleur claque et s'apaise. *Chaque objet* raconte une histoire.

A Habiter 88, la collection a *obtenu une mention spéciale* du jury. Pour les deux jeunes associés, c'est la gloire ou presque : une exposition à New-York en mai, *deux* autres à Paris cet automne, un prochain Salon à Milan. *« Les industriels ne nous prennent pas encore au sérieux »*, disent-ils.

LAURENCE BENAÏM.

★ Habiter 88, du 9 au 17 avril. Grande Halle de La Villette, métro Porte-de-Pantin. Ouvert tous les jours de 11 heures à 20 heures. Nocturnes les mardi et vendredi jusqu'à 22 heures. Tarif : 30 F.



Culture

La « Tétralogie » mise en scène par Daniel Mesguich à Paris

L'imagination créatrice

Les Parisiens renouent au Théâtre des Champs-Elysées avec la Tétralogie *de Richard Wagner, dont ils étaient privés, sous forme scénique, depuis 1957, dans la production dirigée par Berislav Klobucar et mise en scène par Daniel Mesguich.*

L'Or du Rhin a provoqué jeudi plus d'enthousiasme encore qu'à Nice et le huées ont eu quelque mal à se frayer passage dans les acclamations. Nous avons retrouvé avec plaisir ces superbes visions dont la nouveauté ne s'est donc pas éventée (*le Monde* du 15 mars).

On s'inquiétait de la transposition aux Champs-Elysées d'un spectacle conçu pour l'immense scène de l'Acropolis (27 mètres de large), presque aussi grande que celle de Salzbourg. Peut-être perd-il en effet une certaine dimension, un certain souffle cosmique, mais l'adaptation, fort bien réalisée par Mesguich, gagne en proximité, en familiarité, et l'on perçoit des détails, des intentions, un peu noyés à Nice par la distance.

Les exégètes ont déjà beaucoup *glosé sur ce Ring assez déroutant* par la variété et le fourmillement de ses idées. On est tenté de faire un catalogue des décors, des accessoires, de tout ce qui arrive aux héros, pour essayer, à partir de là, d'en saisir l'unité problématique... L'effort serait sans nul doute inutile : même si l'on arrivait à une conception centrale, elle serait infiniment moins riche que l'abondance de ces images lancées à la volée ; c'est à cela qu'on mesure la fécondité du génie wagnérien et non à la découverte d'une pierre philosophale qui expliquerait le monde.

Ces dieux allant « avec leurs valises » d'un épisode à l'autre de la *Tétralogie*, nous indiquent simplement qu'il n'est pas question de s'installer dans la vie, même au Walhalla, une illusion qui coûte cher à Wotan puisqu'elle rend inéluctable, par l'enchaînement des causes, le crépuscule de son pouvoir. Les vieux héros wagnériens, qui cheminent lentement, comme une caravane poussive, dans le lit du Rhin, montrent que les mythes passent et doivent se dépouiller de leurs oripeaux pour continuer leur existence.

On exagérerait à peine en disant que Mesguich devient le sauveur de ce Wotan-Wagner, *« directeur de troupe, chef d'une famille qui se meurt, d'une institution qui s'éteint »*, en imposant de tout nouveaux vêtements aux personnages nés il y a plus d'un siècle.

Les dieux en costumes blancs, qui adorent se déguiser avec des robes du dix-septième siècle ; les géants-clowns, leur roulotte, leur éléphant, leurs gymnastes et jongleurs ; les Nibelungen, artisans sortis des planches de l'*Encyclopédie*, qui fabriquent avec l'or du Rhin des cors, des trompettes et des tuben wagnériens pour constituer le trésor d'Alberich, puis de Wotan, puis de Fafner ; Loge, en chapeau melon, demi-dieu un peuclochard avec son foulard et sa pochette rouge, aux mains et aux livres d'où jaillit le feu qui finira par embraser le monde entier – ce sont là quelques-uns des personnages projetés par Daniel Mesguich et Louis Bercut, son merveilleux décorateur, dans la grande itinérance des dieux entre l'Opéra italien à demi-englouti et la tente étoilée, à travers laquelle ils montent glorieusement par un sentier (cinématographique) sans fin vers le Walhalla.

Sans oublier le mystérieux *« petit Siegfried 1930 »* (Carole Larruy), sans cesse présent, participant ou non à l'action, qui symbolise peut-être le regard même du metteur en scène, neuf, ingénu, ironique, et son souhait de toujours mettre en branle l'imagination créatrice du spectateur.

Tout cela ne serait rien sans la musique, ou si les images contredisaient la musique de Wagner. Les sous-titres si précieux d'Eve-Marie Lund permettent d'apprécier pas à pas la cohérence ou la divergence de la gestique avec le livret, mais le flot symphonique supporte et transporte sans cesse le flux lyrique de la mise en scène, si paradoxale qu'elle soit par moments, grâce à la très belle interprétation, puissante et authentique, de Berislav Klobucar, à la tête de l'Orchestre philharmonique de Nice.

De quel sens s'écarter ?

La distribution est restée quasiment la même, sans grands noms à part la somptueuse Erda d'Ortrun Wenkel, mais avec de très bons chanteurs-comédiens, en particulier le Loge étincelant de Graham Clark, l'Alberich maléfique, gorgé de désespoir, de Tom Fox, le Wotan de James Johnson, qui gagnera en prestance et en voix dans *la Walkyrie*, les géants (Gabor Andrasy et Harry Peeters) et trois mélodieuses Filles du Rhin, personne n'ayant démérité d'ailleurs.

Daniel Mesguich a élaboré une liste de « Cinquante-neuf questions à poser au public, extraites au hasard parmi le chiffre indécidable du nombre infini de questions à lui poser » ; il en est deux qui me semblent parfaitement résumer sa *Tétralogie* et le sens qu'il veut lui donner : *« 48. – Pensez-vous que la musique soit ce qu'on entend quand on écoute* activement *le temps ? 59. – Connaissiez-vous cette phrase de Kafka :* la vie est une perpétuelle déviation qui ne nous permet même pas de prendre conscience du sens dont elle s'écarte ? »

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochains spectacles : *la Walkyrie* (11 et 13 avril), *Siegfried* (16 et 18), *le Crépuscule des dieux* (22 et 25), à 18 heures. Coproduction de l'Opéra de Nice, du Théâtre des Champs-Elysées et de la Fondation Total pour la musique.

CINÉMA

« Jaune revolver », d'Olivier Langlois

Femmes ennemies

Un garçon et une fille dont on ne sait rien, mais qui semblent avoir de curieux rapports, sont seuls dans une caravane de camping, à proximité d'une autoroute. La fille attire le garçon pour faire l'amour et l'abat froidement avec son revolver peint en jaune. C'est une employée de banque, Angèle Dubreuil (Sandrine Bonnaire), qui a été prise en otage par un voleur, au cours d'un hold-up. Froidement, toujours, elle part avec le butin et le cache. Pour la police, elle est une victime qui a tué son ravisseur en se défendant. Elle ne sait rien de l'argent. Elle joue parfaitement son rôle, fragile et têtue derrière ses lunettes. Mais Wielzky, l'inspecteur des assurances, (François Cluzet) se méfie, la surveille. Et Leslie (Laura Favali), qui aimait Marc le voleur, veut venger ce dernier.

Le scénario de Pierre Fabre part bien très bien, même. Et puis, assez vite, il s'effiloche, il va dans tous les sens – c'est décidément une maladie du cinéma français que ces histoires mal construites. Et la réalisation épouse les défauts du scénario : elle se veut originale (elle l'est par l'utilisation des plans rapprochés), branchée, sophistiquée ; elle devient chichiteuse dans la peinture de personnages dont les ambiguïtés se perdent souvent dans les invraisemblances de l'intrigue.

En fait, *Jaune revolver* est une histoire de femmes ennemies et fascinées l'une par l'autre, entre lesquelles l'inspecteur pervers est inutile. François Cluzet arrive toujours comme un chien dans un jeu de quilles. Sandrine Bonnaire est superbe de mystère, de duplicité ; elle bascule dans l'extraordinaire comme si elle se découvrait intérieurement monstrueuse. C'est l'atout d'Olivier Langlois. On ira voir le film pour Bonnaire, transformée une fois de plus. Et on remarquera, du même coup, l'étrange Laura Favali, en regrettant qu'elle ne soit pas mieux dirigée.

JACQUES SICLIER.

« Un zoo la nuit » interdit aux mineurs

Une décision contestée

M. François Léotard, ministre de la culture, suivant l'avis de la commission de contrôle des films cinématographiques, a décidé d'interdire aux moins de dix-huit ans le film canadien *Un zoo la nuit*, de Jean-Claude Lauzon. Cette décision, contestée par le distributeur français du film, Capital Cinéma, pourrait entraver la carrière commerciale d'une œuvre présentée lors du dernier Festival de Cannes et qui connaît depuis lors un succès certain, public et critique, dans plusieurs pays.

L'interdiction aux mineurs est une décision rare. Selon le secrétaire général de la commission de contrôle, pour les cent cinquante-cinq longs métrages français et les trois cent sept longs métrages étrangers diffusés en France en 1987, respectivement treize et douze interdictions aux moins de dix-huit ans ont été délivrées, dont la plupart concernent des films érotiques « soft » – et souvent imbéciles. Ce n'est pas du tout le cas d'*Un zoo la nuit*, qui relate l'histoire d'un jeune homme qui, à sa sortie de prison, tente de couper les ponts avec le monde de la drogue à Montréal, tandis qu'il redécouvre son père et les vertus de l'amour filial (*le Monde* publiera mercredi, dans ses éditions datées jeudi 14 avril, le compte rendu du film de Jean-Claude Lauzon et une interview du metteur en scène).

Comme au Canada, où le film est interdit aux moins de quatorze ans, le ministre aurait pu s'en tenir à une interdiction aux moins de treize ans, assortie d'un avertissement de la commission de contrôle. Un avertissement que le président de cette commission, M. Jean-François Théry, conseiller d'Etat, répugne à employer : *« L'interdiction aux moins de treize ans avec avertissement est une sorte de publicité et cela n'est pas notre mission. Les jeunes qui se baladent sur les boulevards ou en banlieue, en bande de cinq, sept ou dix, se précipitent dans les salles à la lecture de tels avertissements. On préfère le réserver à des films qui ne paraissent pas dangereux mais qui comportent une ou plusieurs scènes choquantes sur le plan de la sensibilité, comme les scènes réalistes d'opérations chirurgicales, par exemple. Nous avons estimé que deux scènes du film canadien ne devaient pas arriver jusqu'aux yeux des adolescents. Nous ne redoutons pas tant le passage aux actes des jeunes, mais leur embarquement dans la banalisation de la violence et de la drogue. »*

Ces explications n'ont pas satisfait M. André Lazare, président de Capital Cinéma, qui constate avec amertume qu'une telle décision, compte tenu de l'âge moyen des spectateurs français, compromet un succès commercial que la sortie canadienne laissait espérer.

OLIVIER SCHMITT

Communication

Les difficultés du dessin animé français

Philippe Druillet veut sauver « Bleu, l'enfant de la Terre »

Le dessin animé français ne veut pas mourir. Même si les pouvoirs publics semblent se désintéresser du « plan images » lancé en 1983, même si les chaînes préfèrent acheter américain ou japonais, Initial Group a repris France Animation vendue par le holding d'Etat SOFIRAD. Après la liquidation de Belokapi, l'équipe de *Ys la magnifique* cherche des producteurs et des sponsors pour éviter que la série soit achevée au Japon et au Canada.

Philippe Druillet, l'un des grands noms de la bande dessinée française (*les Voyages de Lone Sloane, Delirius*), tente depuis un an et demi de faire survivre une série ambitieuse de cinquante-deux fois vingt-six minutes pour la télévision. Mais *Bleu, l'enfant de la Terre* s'est enlisé dans un imbroglio juridico-financier. Dessaisi de son propre travail, Philippe Druillet est bien décidé à défendre le point de vue des créateurs et l'avenir de l'animation nationale.

Tout avait pourtant bien commencé. Lorsqu'en 1983 Antenne 2 avait proposé à Philippe Druillet, le maître incontesté de la bande dessinée de science-fiction, une série de cinquante-deux épisodes, on s'était mis à croire à la résurrection du dessin animé français, aux efforts de M. Jack Lang, alors ministre de la culture, pour mobiliser graphistes et producteurs autour d'un projet industriel. L'univers féerique et démesuré de *Bleu, l'enfant de la Terre* allait remplacer sur le petit écran le dessin bâclé, les histoires rudimentaires des *Goldorak* et autres feuilletons japonais. Le renom international de l'auteur pouvait aider l'animation nationale à sortir des frontières, à gagner des marchés.

Certes, il avait fallu du temps pour boucler financièrement ce projet ambitieux. Mais, en 1986, le financement est enfin trouvé. Antenne 2 a reçu le secours de Canal Plus, du Centre national de la cinématographie et de la ville d'Angoulême, siège du festival de la bande dessinée, qui entend attirer vers elle les industries de l'image. M. Bruno Huchez (IDDH), importateur des séries japonaises qui vient de faire ses premiers pas dans la production avec *Clémentine*, complète le montage, assure la bonne fin de la production, installe une partie de la fabrication à Angoulême et sous-traite l'animation en Corée.

Très vite, pourtant, l'affaire se gâte. *« Nous nous sommes heurtés*, déclare Philippe Druillet, *à une incompréhension totale du producteur délégué, Bruno Huchez, qui refuse d'emblée d'appliquer les normes professionnelles en usage dans le monde du cinéma et du dessin animé. Dès le début du travail, il nous est impossible d'avoir un véritable directeur de production. Il nous est également interdit de faire des* lay-out *(animation et décors), qui sont la base de l'écriture de la mise en scène du dessin animé, que les Coréens nous demandaient expressément. Il nous est défendu également d'utiliser le téléfax, ce que nous ne comprenons toujours pas aujourd'hui. Bruno Huchez refuse la musique originale, m'interdit de me rendre en Corée pour superviser l'animation, m'empêche d'assister au montage et à l'enregistrement des voix. Il m'oblige à intégrer dans l'histoire les jouets d'un constructeur japonais, Bandaï, pour mieux financer la série. Quelques mois plus tard, Bandaï sort ses jouets sur le marché français et nous nous apercevons que M. Huchez n'est pas titulaire des droits. »*

L'équipe d'Angoulême met ces incidents sur le compte du manque d'expérience du producteur et pooursuit son travail. *« Six mois plus tard, douze épisodes ont atteint le stade du* storyboard, *deux sont en tournage*, raconte Philippe Druillet. *Plus de mille documents couleur définissent tous les personnages et tous les décors de la série. Un univers fantastique imaginé dans ses moindres détails avec une qualité proche de celle de Walt Disney. Les élèves de l'école des beaux-arts d'Angoulême ont eu le coup de foudre pour* Bleu *et ils ont réalisé un travail remarquable. »*

Incompréhension totale

Brusquement, M. Huchez décide de licencier les trois quarts de l'équipe et le réalisateur technique, M. Gianni Corvi. Quelques semaines plus tard, c'est le tour du scénariste, Benjamin Legrand, et de Philippe Druillet lui-même. *Bleu* est stoppé net. Antenne 2, le CNC, Canal Plus et la ville d'Angoulême interviennent mais demeurent impuissants : le producteur exécutif est le seul maître à bord. Au terme d'une longue guérilla juridique, créateurs et producteur acceptent une médiation judiciaire. Soucieux de voir la série menée à son terme, Philippe Druillet abandonne ses droits et s'engage à livrer le reste des scénarios. M. Huchez, lui, doit impérativement terminer la réalisation de *Bleu*.

Aujourd'hui, l'accord vient à échéance et pas une image n'a été tournée. *« Pour des raisons encore inexplicables – ou inexpliquées, – Bruno Huchez n'a pas fait le travail dont il était responsable*, ajoute Philippe Druillet. *Comme tous les autres coproducteurs, je m'interroge encore sur ses mobiles. Mon autre projet avec Antenne 2,* l'Enéide, *est bloqué par la direction de la chaîne à cause du contentieux avec M. Huchez. Il faut maintenant sortir de cet imbroglio, sauver cette série pour prouver que l'animation française est viable. J'ai créé une maison de production pour accueillir les projets de nombreux auteurs de bandes dessinées : Loeb, Mandryka, Pétillon, Fred. Une société française, Label 35, a mis au point un logiciel capable de rivaliser en efficacité et en coût avec l'animation étrangère.*

« Cette société s'est immédiatement intéressée à Bleu, l'enfant de la Terre. *Mais, encore une fois, nous nous sommes trouvés en face d'une incompréhension totale de la part de Bruno Huchez. Il serait temps que la création, dans le domaine du dessin animé français, passe entre les mains de véritables professionnels responsables. Aujourd'hui, nous nous posons la question : que va devenir* Bleu, l'enfant de la Terre ? »

Bruno Sanchez, qui critique *« le travail irrégulier et les dépassements budgétaires »* de l'équipe de Philippe Drruillet, affirme qu'il n'a pu continuer la série, faute d'un accord écrit des autres coproducteurs. A Antenne 2, on réplique que M. Huchez n'avait pas donné de garanties suffisantes pour l'achèvement de *Bleu*. Pour sortir de cette impasse, la chaîne publique accepte aujourd'hui d'investir 1 million de francs supplémentaires à condition d'obtenir les garanties qu'elle réclame. Une petite chance peut-être de voir un jour *Bleu, l'enfant de la Terre*.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

EN BREF

● **L'affaire Michel Droit : le parquet « vérifie ».** – Dans un communiqué transmis à l'AFP, M. Roger Gaunet, procureur de la République adjoint, précise que le procureur de la République de Paris *« a pris connaissance des informations récemment publiées sur une procédure en cours et concernant les relations financières ayant existé entre M. Michel Droit et le groupe de presse* le Figaro. *La chambre d'accusation étant actuellement saisie de l'examen de la régularité de cette procédure*, poursuit le communiqué, *le parquet se doit de respecter à ce sujet la plus complète réserve. Quoi qu'il en soit, saisi des explications de l'avocat de M. Michel Droit, le procureur de la République fait procéder aux vérifications nécessaires. »*

● **Le groupe Hersant rachète « la Dépêche de Tahiti ».** – Le groupe de communication de M. Robert Hersant a pris le contrôle, le 1er avril, de la Société polynésienne de presse qui édite *la Dépêche de Tahiti*. Créé en 1964, ce quotidien local diffuse environ 12 000 exemplaires. *« Aucun changement n'a été prévu dans le contenu, l'esprit et la gestion de* la Dépêche », a assuré M. Philippe Mazellier, ancien directeur-gérant qui en devient le directeur général. Le groupe Hersant avait déjà racheté, en décembre 1986, le seul quotidien de Nouvelle-Calédonie, *les Nouvelles calédoniennes* (18 000 exemplaires). Le groupe renforce donc son assise outre-mer : il possède aussi en Martinique et en Guadeloupe l'unique quotidien qui y est diffusé : *France-Antilles*, que dirige le fils du patron de presse, M. Philippe Hersant. Celui-ci avait été désigné en outre il y a deux ans comme repreneur de *l'Union* de Reims.

● **Le personnel de Springer hostile à la prise de contrôle du groupe.** – Trois mille cinq cents des douze mille salariés des éditions Axel Springer AG ont participé, le vendredi 8 avril, à un grand rassemblement organisé au centre des congrès de Hambourg (RFA). Ils manifestaient ainsi leur opposition à la tentative de prise de contrôle du groupe par deux de ses principaux actionnaires, les frères Franz et Frieder Burda, et le distributeur munichois de films Léo Kirch. Le directeur exécutif de Springer, M. Peter Tamm, a affirmé, à cette occasion, que le contrat d'alliance passé entre MM. Burda et Kirch était considéré comme *« illégal »* par les héritiers du fondateur du groupe, Axel Springer, décédé en septembre 1985.

● **FR 3 interrompt l'émission-jeu « le sphinx ».** – La présidence de FR 3 a décidé d'interrompre la diffusion de l'émission-jeu « Le sphinx » après les anomalies constatées dans la production des premiers numéros, ainsi qu'en raison *« de son audience insuffisante »* malgré son récent renouvellement par une formule entièrement nouvelle. Yves Rénier, animateur de l'émission produite par la société privée Télé-Union, avait démissionné début avril, estimant que celle-ci était « truquée ».

● **La 5, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.** – Dès le 24 avril, la 5 sera la première chaîne française à garder l'antenne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. Cette initiative, annoncée par le directeur délégué de la chaîne, M. Philippe Ramond, sera rendue possible grâce à un système *« sophistiqué »* de multidiffusions *« conformes aux demandes du public »*. Une nouvelle formule du journal de 20 heures présenté par Guillaume Durand sera d'autre part inaugurée le 18 avril, le journal commençant à 19 58 par des titres en images et se terminant par une page sportive.

● **Mme Veil : l'Europe doit gagner la bataille de la télévision haute définition.** – Il est indispensable que les Européens gagnent la bataille de la télévision haute définition (TVHD), sujet sur lequel Européens et Japonais s'affrontent depuis plusieurs années pour imposer leurs normes respectives, a estimé, le vendredi 8 avril, Mme Simone Veil, président du comité directeur de l'année européenne du cinéma et de la télévision. Inaugurant le Salon internationale son et vidéo, qui se tient à la porte de Versailles à Paris jusqu'au 12 avril, Mme Veil a souligné que ce programme TVHD avait le soutien de Bruxelles et que 2 milliards de francs avaient déjà été dépensés pour mettre au point ces nouvelles normes de télévision. Le système européen, contrairement à son concurrent japonais, sera compatible avec les téléviseurs existants.

● **Un nouveau président pour l'Association des journalistes de l'information sociale.** – L'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) a élu son nouveau bureau et son comité directeur lors d'une récente assemblée générale. Daniel Marchand *(Semaine sociale Lamy)* a été élu président, il succède à François Charpentier *(la Tribune de l'Expansion)*. Le bureau se compose d'une secrétaire générale : Annette Ardisson (France-culture), d'un secrétaire général adjoint : Denis Boissard *(Liaisons sociales)*, d'un trésorier : Jean-Michel Carpentier (TF 1), et d'un trésorier adjoint : Frédéric Lemaître *(CFDT-Magazine)*.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LE PUBLIC. Odéon/Th. de l'Europe (43-25-70-32), 20 h 30.

VOLTAIRE'S FOLIES. Comédie de Paris (42-81-00-11), 21 h.

QUAND ON A PEUR DU LOUP, *DU VENT, DE LA TEMPÊTE.* Cartoucherie. Th. de l'Aquarium (43-74-72-74), 20 h 30.

Les autres salles

ARCANE (43-38-19-70). ◇ Quatre chantiers : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-72-74). ◇ Quand on a peur du loup, du vent, de la *tempête : 20 h 30.*

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire' Folies : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ La guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ◇ Psyché : 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Elysée....moi : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice *chauve : 19 h 30. La Leçon :* 20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles : 20 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, *Théo* et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 20 h 15. La Ronde : 21 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). Rosel, suivi de Douce Nuit : 20 h 30.

MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE *NATURELLE (45-35-75-23). Buffon* côté jardin : 18 h.

ODÉON-THÉÂTRE DE L'EUROPE (43-25-70-32). ◇ El Publico (Paris à l'heure espagnole) : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Mesplé...comme musique : Rencontres du Pa*lais royal : 20 h 30.*

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). ◇ Salomé : 20 h 30.

THÉÂTRE DES DEUX PORTES (43-61-24-51). Vol au-dessus d'un nid de coucou : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COL*LINE* (43-66-43-60). Grande salle. La Traversée de l'empire : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Il était temps que j'arrive : 20 h 15. Smain : 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). El Secundo (Bill Baxter) : 20 h 30.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

Les concerts

ATHÉNÉE LOUIS-JOUVET (47-42-67-27). Paata Bourchouladze, 20 h 30. *Dans le cadre des lundis musicaux de* l'Athénée. Récital.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Lucia Meeuwsen-Teo Joling. 20 h. Une cantatrice et un clown. Œuvres de Janssen, Mozart, De Falla, Ives. Combat acharné avec un piano révolté.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Ensemble Intercontemporain. 20 h 30, lun. Grande salle, premier sous-sol. Dirigé par K. Nagano, Œuvres de Yuasa, Pasquet, Kemis.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Marcella Crudelli, 20 h 30. Récital de piano. Œuvres de Mozart, Beethoven, Prokofiev, Calligaris, Chopin.

THÉÂTRE MARIGNY (42-56-04-41). *Les Exilés, 20 h 30.* Avec F. Laurent (soprano). S. Gazeau, G. Prouvost (violon), P. Lenert (alto), P. Muller (cello), F. Deslogeres (ondes Martenot), Y. Rault (piano). Œuvres de Lourie, *Medter, Rachmaninov, Obouhov,* Tcherepnine. Cinq concerts rares. Au Petit Marigny.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-21-00-86). Luigi Alva, Miao Qing, *18 h 30. Ténor et mezzo-soprano.* Avec Elizabeth Cooper au piano. Airs de Haendel, Rossini, Mozart, Massenet, Donizetti, Verdi.

Teresa Berganza, 20 h 30. Avec Juan *Antonio Alvarez Parejo au piano. Récital.*

Les opéras

OPÉRA-COMIQUE, salle Favart (42-96-06-11). Boris Godounov. 19 h 30, (Version de 1869). Opéra en trois actes, un prologue et sept tableaux de Moussorgski. Mise en scène d'Arne Mikk, *direction musicale d'Eri Klas.* Avec Jevgeni Nesterenko-Mati Palm-Teo Maistre (Boris Godounov), Marika Eensalu-Leelo Talvik-Ulle Tundla (Fiodor), Ann Kaal-Elvi Raamat-Margarita Voites (Xenia). Avec les solistes et les chœurs du théâtre Estonia de Tallinn (2 h 30).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20.36.37). L'Anneau des Niebelungen. Pour la tétralogie, 18 h lun. Musique et livret de Richard Wagner. « L'Or du Rhin » (jeu.), prologue en quatre scènes. « La Walkyrie » (lun.) drame musical en trois actes, mise en scène de Daniel Mesguich, dir. musicale Berislav, décors et costumes Louis Berislav Klobucar, décors et costumes Louis Bercut. Avec l'Orchestre philharmonique de Nice et les chœurs de l'Opéra de Paris. Avec *Amy Burton, Sylvie Brunet, Anne Evans,* Linda Finnie, Ada Geschuni, Kathryn Harries, Kararina Ikonomu, Cecilia Norik, Hélène Perraguin, Brigitta Sveden.

Lundi 11 avril

Music-hall

CAFÉ DE LA DANSE (48-05-57-22). France Léa, 22 h. Musique de Stéphane Scott.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-*94-97). Cabaret de la chanson française.*

LUCERNAIRE (45-44-57-34). Philippe *Revel, 18 h 30. « Piaf toujours ».*

OLYMPIA (42-61-82-25). Soirée au profit de la Fondation D.-Balavoine, 20 h 30. Avec Manu Dibango, M.-P. Belle, Brual, C. Lara, Zabou, Ph. Laville, P. Vassiliu., D. Tell, les Contrebasses.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-35-57)

Vive le sport ! (1925), de Sam Taylor et Fred Newmeyer, 15 h ; la Blonde explosive (1957, v.o.s.t.f.), de Frank Tashlin, 17 h ; le Grand hold-up des films (v.o.), de *Oldrich Lipsky et Zdenek Podskalsky, 19 h.*

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : Pascual Duarte (1975, v.o.), de Ricardo Franco, 14 h 30 ; la Guerre des fous (1987, v.o.), de Manolo Matji, 17 h 30 ; Casas Viejas (1984, v.o.), de José Luis Lopez del Rio, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Relâche.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

AUX QUATRE COIN-COIN DU CANARD (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

BENJI LA MALICE (A., v.f.) : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA BOHÈME (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40).

BRÈVES RENCONTRES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

BROADCAST NEWS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40)* ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can.-Suis., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CHOUANS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC *Montparnasse, 6e (45-74-94-94)* ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e *(42-06-79-79)* ; *Le Gambetta, 20e* (46-36-10-96).

CINGLÉE (A., v.f.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LA COMÉDIE DU TRAVAIL (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Gaumont *Les Halles, 1er (40-26-12-12)* ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis *Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23)* ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., *v.o.) : Forum Orient Express, 1er* (42-33-42-26) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

DEUX MINUTES DE SOLEIL EN PLUS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.) : Gaumont *Les Halles, 1er* (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Max Linder Panorama, 9e *(48-24-88-88)* ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, *12e (43-43-04-67)* ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e *(48-28-42-27)* ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ENGRENAGES (A., v.o.) : *UGC Biarritz,* 8e (45-62-20-40).

LE FESTIN DE BABETTE (*Dan., v.o.*) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

LES FOURMIS TISSERANDES (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-06-07).

FRANTIC (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; *Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08)* ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; *v.f. : Rex, 2e* (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e *(45-22-46-01)* ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FRÉQUENCE MEURTRE (*Fr.*) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e *(43-43-01-59)* ; Fauvette, *13e* (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

GANDAHAR (Fr.) : *Ciné Beaubourg, 3e* (42-71-52-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, *14e* (43-20-32-20).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

HIDDEN (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *v.f.* : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; *Convention Saint-Charles, 15e* (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HISTOIRE DE LA VITESSE (A.) : La *Géode, 19e* (40-05-06-07).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : *Gaumont Les* Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; *Gaumont Alésia, 14e* (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; *v.f.* : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

JANE B. PAR AGNÈS V. (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE JUSTICIER BRAQUE LES DEALERS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : *Pathé Français, 9e* (47-70-33-88) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

KUNG FU MASTER (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Para*mount Opéra, 9e (47-42-56-31)* ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LES LONGS ADIEUX (Sov., *v.o.*) : *Le* Triomphe, 8e (45-62-45-76).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MADE IN HEAVEN (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e *(47-42-60-33)* ; *Gaumont* Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LA MAISON DE JEANNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE MARIN DES MERS DE CHINE (Hong Kong, v.o.) : UGC Ermitage, 8e *(45-63-16-16)* ; *v.f.* : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MAURICE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MIRACLE SUR LA 8e RUE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES P'TITS SCHTROUMPFS (Bel.) : *George V, 8e (45-62-41-46)* ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PICASSO BY NIGHT BY SOLLERS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., *v.o.*) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, *6e* (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

RUNNING MAN (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e *(42-36-83-93)* ; *UGC Montparnasse,* 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

SAIGON, *L'ENFER POUR DEUX* FLICS (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; *Mistral, 14e (45-39-52-43)* ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

THE WOMEN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TOMMY (Brit., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

Les grandes reprises

AMARCORD (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

L'ARME FATALE (*) (A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

ATOMIC CYBORG (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES AVENTURES *DE BERNARD ET* BIANCA (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BAMBA (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., *v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).*

BRITANNIA HOSPITAL (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LES DAMNÉS (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LES DAMNÉS (*) (It.-A., v.o.) : Accatone (ex Studio-Cujas), 5e (46-33-86-86).

DARK CRYSTAL (A., *v.f.*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE DERNIER DRAGON (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

FANNY ET ALEXANDRE (Su., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

FUNNY FACE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : *Reflet Logos II, 5e* (43-54-42-34).

ILS ÉTAIENT NEUF CÉLIBATAIRES (Fr.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (43-25-72-07).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; v.f. : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LES LIAISONS DANGEREUSES 1960 *(Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5e* (43-54-42-34).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; *UGC Danton, 6e* (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins, 13e* (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-*79-79)* ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MOBY *DICK* (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MOLIÈRE (Fr.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97).

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PETER PAN (A., *v.f.*) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

RENEGADE (It.-A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SANS PITIÉ (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA SCANDALEUSE DE BERLIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

Les séances spéciales

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 14 h, jeu. 19 h 15, mar. 15 h 30.

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven., dim. 19 h 30.

ANNE TRISTER (Can.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., mar. 18 h 45.

ANNIE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., ven., sam. 14 h.

ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h, sam. 15 h 30.

LES AVENTURES DE ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) mer., jeu., ven., sam. 14 h.

AVENTURES SUR LES ILES (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) séances mer., jeu., ven., sam., dim. à 14 h, 16 h, film 25 mn après. ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) mer., jeu., ven., sam., dim., séances à 14 h, 15 h 45 film 15 mn après.

BEAU TEMPS MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Reflet *Logos II, 5e* (43-54-42-34) mer., sam., lun., mar. 12 h.

CENDRILLON (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 13 h 45, jeu., ven., dim. 15 h 30.

LA COMÉDIE DU TRAVAIL (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) mer., jeu., ven., lun., mar. à 11 h 45, sam. 0 h 45.

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven. 22 h 15, sam. 20 h, mar. 17 h 15.

DE SANG FROID (A., v.o.) : *Les Trois Luxembourg,* 6e (46-33-97-77) t.l.j. à 12 h.

LE DÉSERT ET L'ENFANT (Sov., v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) t.l.j. à 15 h.

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) t.l.j. à 18 h 30 + sam. 0 h 20.

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., dim. 20 h.

E.T. *L'EXTRATERRESTRE* (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 45, jeu. 16 h, sam. 17 h, dim. 14 h, lun. 15 h 15.

EL SUR (Esp., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) mer., jeu. à 19 h et 21 h.

L'ENFANCE D'YVAN (Sov., v.o.) : *Républic Cinémas,* 11e (48-05-51-33) mer., avec.

FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) mer., jeu., ven., sam., dim. 14 h 20 film 10 mn après.

KUNG FU MASTER (Fr.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) mer., ven., dim., mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après.

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) t.l.j. à 12 h.

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu., ven., lun., mar. 20 h, sam. 21 h 15, dim. 15 h 45.

PARIS VU PAR... (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 20 h, sam. 12 h.

PEAU D'ANE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 16 h 20, dim. 14 h.

PRINCESS ACADEMY (Fr.-Youg., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) mer., jeu., ven. 14 h, 16 h, sam., dim. 16 h.

PRIX DE BEAUTÉ (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 22 h, lun. 20 h 20.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 14 h, sam. 13 h 40.

LE ROULEAU COMPRESSEUR ET LE VIOLON (Sov., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 17 h 30.

SOIGNE TA DROITE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) t.l.j. à 12 h 40.

LE TESTAMENT D'UN POÈTE JUIF ASSASSINÉ (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) mer., jeu., sam., lun., mar. 12 h 40.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., ven. 17 h.

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 13 h 45, dim. 17 h.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam. 18 h.

LES FILMS NOUVEAUX

L'AFFAIRE DU CANON NOIR. Film chinois de Huang Jianxin, v.o. : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

JAUNE REVOLVER. Film français d'Olivier Langlois : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LONGUE VIE A LA SIGNORA. Film italien d'Ermanno Olmi, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Mistral, 14e (45-39-52-43).

MARAVILLAS. Film espagnol de Manuel Gutierrez Aragon, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LES MENDIANTS. Film français de Benoît Jacquot : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

PARLE A MON PSY, MA TÊTE EST MALADE. Film américain de Michael Ritchie, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 11 avril

TF 1

20.40 Cinéma : Le gagnant. □ Film français de Christian Gion (1979). Avec Philippe Ruggieri, Odile Michel, Michel Galabru, Stéphane Audran, Henri Guybet. **22.15 Magazine : L'enjeu.** De François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weiller. Thème : Les mécomptes de la santé. **23.30 Journal et la Bourse. 23.45 Livres en tête. 23.55 Magazine : Minuit sport. 1.10 Documentaire : Bon anniversaire 007.** James Bond, vingt-cinq ans de carrière. **2.00 Variétés : Concert Cindy Lauper. 3.00 Les oscars de Hollywood.** Emission présentée par Léon Zitrone, en direct de Hollywood.

A 2

▶ **20.35 Téléfilm : Un cœur de marbre.** De Stéphane Kurc, scénario et dialogues de Philippe Madral. Avec Patrick Chesnais, Fanny Cottençon, Judith Magre, Josiane Stoléru. **22.05 Magazine : Haute curiosité.** Magazine de l'actualité et de l'art de Maurice Rheims, présenté par Claude Sérillon. Toute la vérité à propos du David de Michel-Ange ; L'événement du mois : Sasseta, le polyptyque du Louvre ; Le livre du mois : Cités d'islam ; La Bourse ; Le portrait chinois ; Suivez le guide ; Le musée-clip. **23.05 Magazine : Strophes. 23.20 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

20.30 Cinéma : Jo. ■ Film français de Jean Girault (1971). Avec Louis de Funès, Claude Gensac, Christiane Muller, Carlo Nell. **22.00 Campagne officielle pour l'élection du président de la République. 23.00 Journal. 23.20 Info 3 Plus.** *Reportages sur le SIDA au Zaïre, et le RAID (forces de sécurité).* **0.10 Musiques, musique.** Le Clavier bien tempéré de Bach, par Pascal Rogé, piano (prélude et fugue en mi bémol majeur).

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Le nouvel amour de Coccinelle. □ Film américain de Robert Stevenson (1974). Avec Keenan Wynn, Helen Hayes, Ken Berry. **21.55 Flash d'informations. 22.00 Magazine : Canal foot. 22.30 Les K.O. de Canal +. 23.30 Basket professionnel américain. 1.00 Cinéma : Adieu, je reste.** ■ Film américain de Herbert Ross (1977). Avec Richard Dreyfus, Marsha Mason, Quinn Cummings (v.o.).

LA 5

20.35 Les accords du diable : Vendredi 13 n° 2. □ Film américain de Steve Miner (1981). Avec Adrienne King, Kristen Baker, Amy Steel, John Furey. **22.15 Les accords du diable** (suite). Les rubriques du magazine présentées par Sangria. **22.45 Série : Arabesque.** Quinze ans après. **23.35 Mission impossible** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.40 Série : Kojak** (rediff.). **1.45 La grande vallée** (rediff.). **2.55 Aria de rêve.** Sonate pour piano, K457, de Mozart, par Aldo Ciccolini, piano.

M 6

20.00 Série : L'homme de fer. Message de l'au-delà. **20.50 Cinéma : Spécial police.** ■ *Film français de Michel Vianey (1985).* Avec Richard Berry, Carole Bouquet, Fanny Cottençon. **22.30 Série : Hawaï police d'Etat.** Le grand Kahuna. **23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.15 Magazine : Charmes** (rediff.). **0.45 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. 1945 : La fin des camps (2e partie). **21.30 Dramatique :** De quels yeux je me chauffe, de Colette Fayard. **22.40 La nuit sur un plateau.** Qu'en est-il du déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse ? **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 25 mars 1988 salle Pleyel : Sinfonia da requiem, op. 20, de Britten ; Messe en ré mineur de Haydn, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. Hans Graf, sol. : Margaret Marshall, soprano ; Hanna Schaer, alto ; Keith Lewis, ténor ; John Tomlinson, basse ; à 22.30, Feuilleton : De l'opus 1 à l'opus 145 ; à 23.07, Une surprise de taille... : *Polymorphies pour 18 cordes*, de Penderecki ; *Jessonda*, acte I, de Spohr. **0.00 Musique de chambre.**

Mardi 12 avril

TF 1

20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Cinéma : Cinq jours ce printemps-là. ■■ Film américain de Fred Zinnemann (1982). Avec Sean Connery, Betsy Brantley, Lambert Wilson, Jennifer Hilary. *En 1932, un médecin anglais emmène sa jeune maîtresse dans un village des Alpes suisses. Le guide qui les accompagne tombe amoureux d'elle. Le réalisateur, qui, à soixante-quinze ans, s'est souvenu de sa jeunesse autrichienne et de sa fascination pour la montagne, a traité avec finesse un conflit psychologique et fait du décor alpin froid et mystérieux le miroir de ce conflit. L'interprétation est excellente.* **22.30 Les oscars de Hollywood.** Rediffusion des meilleurs moments de la soirée de lundi. **23.30 Journal et la Bourse. 23.45 Magazine : Minuit sport. 0.45 Documentaire : Voyages intérieurs.** La psychanalyse côté fauteuil.

A 2

19.00 Campagne officielle pour l'élection du président de la République. 19.30 Où est donc cachée la caméra invisible ? 20.00 Journal et Météo. 20.35 Les dossiers de l'écran : L'empire du Grec. □ Film américain de J. Lee Thompson (1977). Avec Anthony Quinn, Jacqueline Bisset, Ralf Vallone, Marilu Tolo. *Un riche armateur grec a des ennuis avec sa famille, une liaison avec une actrice. Il épouse en secondes noces la veuve d'un président des Etats-Unis assassiné. La ressemblance avec des personnages réels ne peut être fortuite. On voit bien dans quoi patauge cet exécrable roman-photos.* **22.25 Débat : Il était une fois un armateur grec.** Avec José-Luis de Vilallonga (journaliste écrivain), Jacques Harvey (ancien journaliste), Michel Glotz (ami de Maria Callas et d'Aristote Onassis), Hélène Rochas, Anthony Montague Brown (secrétaire particulier de Winston Churchill), Jacques Politis (ancien ministre plénipotentiaire, ancien délégué général du gouvernement grec pour la recherche scientifique), Nagal Nilson (chargé des relations publiques d'Aristote Onassis), Hélène Ahrweiler (recteur de l'Académie et chancelier des universités de Paris). **23.40 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

20.02 Jeux : La classe. Présentés par Fabrice. **20.25 INC.** Hausse des loyers. **20.30 Cinéma : Rocky.** ■ Film américain de John G. Avildsen (1976). Avec Sylvester Stallone, Talia Shire, Burt Young. *A Philadelphie, un boxeur sans envergure, fils d'émigrés italiens, va trouver sa chance. Illustration exemplaire du mythe de la réussite individuelle. Film efficace jusque dans ses conventions, et il y en a ! Sylvester Stallone est devenu vedette avec cette production aux trois oscars, qui a fait des petits.* **22.35 Campagne officielle pour l'élection du président de la République. 23.35 Journal. 23.55 Magazine : Golfimage.** Le magazine du golf. Résumé de l'Open AGF de Biarritz, Alliance Triconfort de Cannes-Mandelieu, présentation de l'Open de Cannes-Mougin, etc.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Le clochard de Beverly Hills. ■ Film américain de Paul Mazursky (1985). Avec Nick Nolte, Richard Dreyfuss, Bette Midler, Little Richard. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Blade runner.** ■■■ Film américain de Ridley Scott (1982). Avec Harrison Ford, Rutger Hauer, Sean Young, Edward James (v.o.). **0.05 Cinéma :** *Une belle prise.* Film français classé X de Francis Leroi (1978). Avec Patrick Bruno, Brigitte Lahaie, Karine Stephen. **1.10 Cinéma : Le septième juré.** ■ Film français de Georges Lautner (1962). Avec Bernard Blier, Danièle Delorme, Francis Blanche.

LA 5

20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Les ringards. □ Film français de Robert Pouret (1978). Avec Aldo Maccione, Mireille Darc, Julien Guiomar, Charles Gérard, Georges Wilson. *La femme d'un commissaire de police (ancienne voleuse) protège trois truands, minables, et devient leur chef pour l'attaque d'un fourgon blindé. Cette comédie policière est une ineptie, une catastrophe. Canal Plus l'a présentée le 13 février dernier...* **22.10 Série : Spenser.** L'arme à l'œil. **23.05 Série : Mission impossible** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.10 Série : Kojak** (rediff.). **1.20 Série : La grande vallée** (rediff.). **2.30 Aria de rêve.** Sonate pour piano K331 de Mozart, par Aldo Ciccolini, piano.

M 6

▶ **18.20 Cinéma : Nick Carter va tout casser.** □ Film français d'Henri Decoin (1964). Avec Eddy Constantine, Paul Frankeur, Charles Belmont. *Le fils du grand détective américain, portant le même nom que lui, est appelé sur la Côte d'Azur par un savant que menacent des espions. Une vaine tentative pour faire d'Eddie Constantine un James Bond français. Un feuilleton indigent.* **19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les routes du paradis.** Changement de vie. **20.50 Cinéma : Litan ou la cité des spectres verts** □ Film français de Jean-Pierre Mocky (1981). Avec Marie-José Nat, Nino Ferrer, Jean-Pierre Mocky. **22.25 Série : Hawaï, police d'Etat.** Le cocon (1re partie). **23.15 Six minutes d'informations. 23.25 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.10 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Dossier : une médecine de l'adolescence ? **21.30 Spécial présidentielle.** Le jury des experts : La défense, un consensus d'apparence. **22.40 Nuits magnétiques.** Enfants du désir. Les nouvelles filiations. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Louis Vierne, l'organiste de Paris (4) Gmeeoorh de Xenakis ; Sonate pour orgue n° 5 en ré majeur, op. 65, de Mendelssohn ; A la recherche du sacré, de Chaynes ; Pièces de fantaisie, de Vierne, par Françoise Rieunier, orgue. **22.30 Récital.** Kurt Ollmann, baryton et Mary Dibbern, piano : œuvres de Liszt, Chausson, Debussy, Ives, Musto, Gordon, Leguerney. **0.00 Club d'archives.** Concerto pour violon et orchestre en mi mineur, op. 64, de Mendelssohn ; Légende, op. 17, de Wieniawski.

Audience TV du 10 avril 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

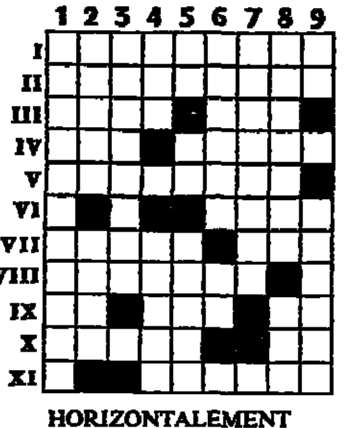
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	45.8	7/7 14.7	Stade 2 10.0	Mia. casse-cou 10.5	Escroc macho 3.2	Dallas 7.4	Ile fantastique 0.5
19 h 45	53.2	7/7 17.9	Maguy 18.8	Mia. casse-cou 10.5	Ça cartoon 1.1	Dallas 6.3	Ile fantastique 1.1
20 h 16	57.9	Journal 20.0	Journal 18.9	Benny Hill 13.2	Ça cartoon 1.6	Journal 2.6	MASH 2.1
20 h 55	63.2	Inter. Delta 25.3	5 der. minutes 17.4	Le sphinx 3.7	Hannah sœurs 3.2	Fureur vaincre 13.7	Alligators 2.6
22 h 08	55.5	Inter. Delta 28.4	Ciné en coulisses 5.8	Journal 1.6	Hannah sœurs 2.6	Fureur vaincre 17.4	Drôles de dames 2.5
22 h 44	32.1	Sport soir 5.3	Ciné en coulisses 3.7	Au-delà Missouri 9.5	Woody Allen 0.5	Vengeance 5.8	Drôles de dames 7.4

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4719



HORIZONTALEMENT

I. Une femme dans le bâtiment. – II. Deviennent très lourdes quand on a beaucoup d'effets. – III. Capitale pour les ducs. Unité. – IV. Pièce dure. Comme des coqs, des paons ou des poux. – V. Une tendance du cubisme. – VI. Au pied du mont Saint-Clair. – VII. Le doyen du corps diplomatique. Endroit où l'on voit le jour. – VIII. Ne manquaient pas de *rire* en se regardant. – IX. Divinité. Coule à l'étranger. Pour la troisième personne. – X. Dont on peut prendre connaissance. Mobilise des troupes. – XI. Sa mort fut en quelque sorte une réunion de famille.

VERTICALEMENT

1. Quand ils sont hauts, sont assimilés aux légumes. – 2. Est plus sec quand il est bien trempé. S'arrête parfois de courir. – 3. Flânerie dans les magasins. – 4. Tige. Peut être prise à coups de canon. – 5. Eau. Cri d'horreur. On y fabrique des chaussures. – 6. Est parfois glanduleux. Mot d'une parabole. – 7. Où l'on a pris le meilleur. – 8. Plus ils sont grands et plus ils sont amers. Déesse marine. – 9. En espèces. Doit être mis à la retraite quand il ne peut plus monter.

Solution du problème n° 4718

Horizontalement

I. Rhétorique. Page. – II. Oisives. Ecorner. – III. Ne. Rase. Lanière. – IV. Nettoyer. Me. – V. Elie. Tue. An. – VI. Nu. Io. Célé. Unit. – VII. Ornières. Rose. – VIII. Esse. Si. Lices. – IX. Mues. Enter. Ses. – X. Ers. Artère. Tu. – XI. Ni. Emeute. Terre. – XII. Trêve. Remue. Sac. – XIII. Marée. Este. Si. – XIV. Ruser. Ane. Plat. – XV. Case. Ganterie.

Verticalement

1. Ronronnements. – 2. Hie. Surir. Ra. – 3. Es. Ne. Osés. Emus. – 4. Tirelires. Evasé. – 5. Ovation. Amère. – 6. Reste. Isère. Erg. – 7. Iseo. Ceinture. – 8. Yser. Tête. An. – 9. Uélé. Légèrement. – 10. Ecartés. Ré. Usée. – 11. On. Têt. – 12. Primeuriste. Epi. – 13 Anée. Noceurs. Le. – 14. Ger. Aisés. Rasa. – 15. Ereintés. récits.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 9 avril :

DES DÉCRETS

● N° 88-327 du 8 avril 1988 relatif aux activités de procréation médicalement assistée.

● N° 88-328 du 8 avril 1988 portant création de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction.

UN ARRÊTÉ

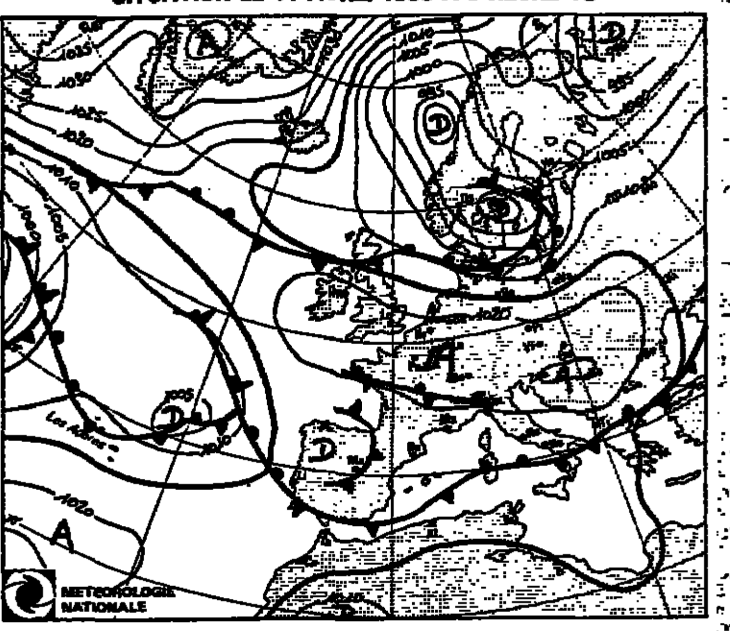
● Du 19 janvier 1988 fixant la liste des élèves ayant obtenu le diplôme de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

Est publiée au *Journal officiel* du dimanche 10 avril :



MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 AVRIL 1988 A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France *entre le lundi 11 avril à 0 heure et le mardi 12 avril à 24 heures.*

Après un épisode anticyclonique, le champ de pression baissera à nouveau sur le pays, favorisant l'entrée d'une perturbation avec une évolution orageuse.

Mardi : nuages, éclaircies et orages.

De la Bretagne aux Charentes, le ciel sera nuageux avec quelques ondées, parfois orageuses, en particulier le matin. Les éclaircies seront plus développées l'après-midi.

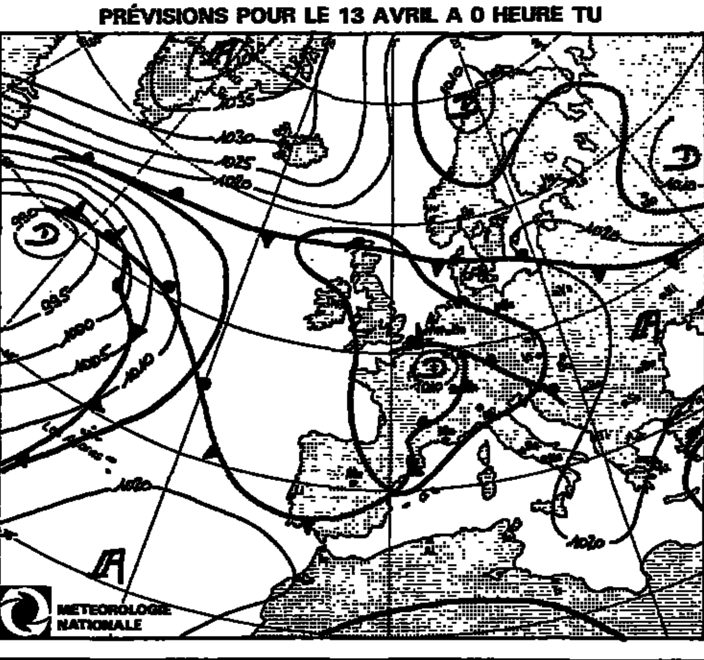
De la Basse-Normandie à la Touraine, les nuages seront plus abondants en milieu de journée, donnant des averses isolées. En début et en fin de journée, les éclaircies prédomineront. Sur le littoral méditerranéen, le ciel sera très nuageux, voire couvert, par entrées maritimes le matin, nuages de la perturbation ensuite. Mais le risque d'averses orageuses en soirée sera faible.

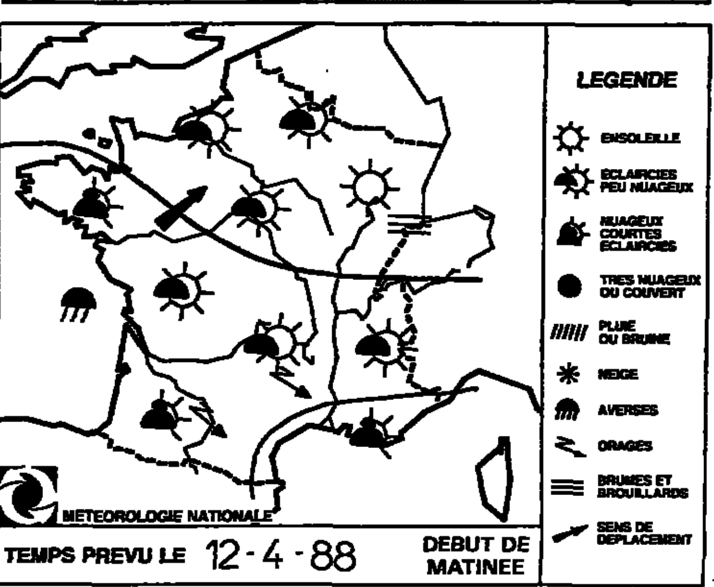
Les autres régions seront directement concernées par la perturbation : le matin, elle donnera un ciel très chargé *sur la région Sud-Ouest* avec des ondées orageuses. On y observera même quelques bancs de brouillard. Du Centre aux Alpes, le ciel sera provisoirement nuageux avec seulement des orages isolés sur le relief tandis que plus au nord les éclaircies seront encore prédominantes avec des brouillards locaux dans le Nord-Est. Puis, au fil de la journée, toutes ces régions seront affectées par un ciel très nuageux à couvert avec des pluies d'orage, localement fortes du Sud-Ouest au Centre.

Les températures minimales atteindront 8 à 12 degrés sur le pourtour méditerranéen, –1 à +3 degrés du Nord à la Normandie, à la Bourgogne, au Nord-Est et au Bassin parisien, 7 à 10 degrés dans le Sud-Ouest, 4 à 8 degrés ailleurs.

Les températures maximales seront de 13 à 16 degrés dans le Nord-Ouest, 15 à 18 degrés sur les autres régions.

PRÉVISIONS POUR LE 13 AVRIL A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 10-4-1988 à 6 heures TU et le 11-4-1988 à 6 heures TU — le 11-4-1988

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	17	5	D
BIARRITZ	18	9	A
BORDEAUX	18	7	D
BOURGES	14	3	D
BREST	12	2	D
CAEN	11	–1	D
CHERBOURG	8	1	D
CLERMONT-FERR.	13	2	D
DIJON	11	1	D
GRENOBLE St-M-H	18	5	N
LILLE	11	–1	D
LIMOGES	14	6	D
LYON	14	3	D
MARSEILLE-MAR.	19	7	D
NANCY	10	–2	D
NANTES	13	5	D
NICE	17	10	D
PARIS-MONTS.	13	4	D
PAU	17	6	C
PERPIGNAN	20	10	C
RENNES	14	1	D
ST-ÉTIENNE	13	1	B
STRASBOURG	11	–1	B
TOURS	12	3	D
TOULOUSE	18	7	D
POINTE-A-PITRE	30	21	D

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	20	11	C
AMSTERDAM	8	7	C
ATHÈNES	21	12	D
BANGKOK	35	26	C
BARCELONE	16	10	C
BELGRADE	17	0	B
BERLIN	9	6	N
BRUXELLES	10	1	D
LE CAIRE	34	18	D
COPENHAGUE	6	4	N
DAKAR	24	19	D
DELHI	39	23	D
DJERBA	23	16	N
GENÈVE	11	1	N
HONGKONG	19	17	P
ISTANBUL	21	9	C
JÉRUSALEM	27	14	D
LISBONNE	18	13	P
LONDRES	13	2	D
LOS ANGELES	28	14	C
LUXEMBOURG	9	0	D
MADRID	18	1	P
MARRAKECH	24	9	D
MEXICO	24	10	B
MILAN	20	10	N
MONTRÉAL	13	–2	N
MOSCOU	8	–1	N
NAIROBI	24	16	N
NEW-YORK	16	6	D
OSLO	5	0	N
PALMA-DE-MAL.	21	8	N
PÉKIN	19	12	P
RIO-DE-JANEIRO	27	21	C
ROME	17	7	B
SINGAPOUR	26	25	N
STOCKHOLM	5	–1	*
SYDNEY	18	16	A
TOKYO	15	7	D
TUNIS	27	10	N
VARSOVIE	7	2	C
VENISE	17	5	N
VIENNE	10	2	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

GRANDE BANQUE PRIVÉE

recherche, pour sa Direction des Grandes Entreprises, son

RESPONSABLE DES RELATIONS GRANDES ENTREPRISES BTP

Diplômé d'une des premières grandes écoles françaises, le professionnel retenu dirigera une équipe commerciale chargée de proposer l'ensemble des produits de crédit, de haut de bilan et de marché aux entreprises importantes du BÂTIMENT, des *TRAVAUX PUBLICS*, des *MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION* et *d'INGÉNIERIE* ; *il* s'appuiera sur les différentes Directions spécialisées du Siège.

Le DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL sera sa première priorité.

Ce poste, à pourvoir rapidement à Paris, conviendra soit à un candidat ayant déjà une expérience bancaire réussie dans les relations avec les grandes entreprises de ce secteur de l'Économie, soit à un professionnel du BTP qui possède une très bonne technique financière.

Bonne maîtrise de l'anglais nécessaire.

Les candidatures seront reçues et étudiées avec une *garantie d'absolue confidentialité* (merci de préciser le nom des banques auxquelles vous ne souhaitez pas répondre).

Elles sont à adresser sous la référence RGE/6319 à
AD'COM 32, rue Pierret - 92200 Neuilly/Seine

Jura

Directeur Général

Une situation financière solide, un marché international, des outils industriels performants ont permis à cette *PME de 130* personnes d'obtenir depuis plusieurs années un taux de progression et de rentabilité particulièrement satisfaisant.

Le manager que nous recherchons, de formation ingénieur mécanique ou micro-mécanique offre une expérience d'au moins 10 ans dans une industrie de production.

Excellent technicien, il est capable de faire évoluer l'outil dans toute sa diversité et de répondre aux besoins quantitatifs et qualitatifs exprimés par une clientèle exigeante. Il a la dimension et le comportement d'un véritable patron, meneur d'hommes, mais aussi stratège capable d'intégrer un état-major restreint et soudé dans une entreprise performante. Il règle bien sûr les problèmes d'intendance de la Société : administration, gestion, finance, organisation, informatique. Il supervise également le Bureau d'Études, la fabrication et le développement commercial.

Vos responsabilités seront donc celles d'un généraliste et, vous exercerez également vos talents d'animateur pour *développer les* politiques sociales, d'information et de communication.

Jacques VUARIER étudie confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la référence 4232/M à

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
89, rue de la Villette
69003 LYON - Tél : 72.34.59.39
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

PARIS — ENTREPRISE SECTEUR TERTIAIRE

DIRECTEUR

Vous avez environ 35 ans, un diplôme grande école **(CENTRALE, MINES, SUP AERO, SUPELEC...)**, complété d'une formation en gestion **(CPA, ISA, IAE...)**.

Vos premières expériences professionnelles réussies vous ont donné la volonté d'assumer *rapidement une responsabilité totale.*

Nous vous offrons un poste de directeur.

Vous aurez à diriger, après une formation intensive, notre centre de Paris.

Vous serez responsable, dans le cadre de votre budget, de vos objectifs commerciaux et de gestion.

Vos connaissances en organisation et en informatique sont le garant de votre réussite dans ce poste ainsi que d'une évolution vers des fonctions à plus hautes responsabilités.

La rémunération ne sera pas inférieure à 420 KF et sera fonction de votre expérience.

Merci de prendre contact avec nous : - par téléphone (1) 42.61.82.81, de 8 h 30 à *18 h 30 (le samedi de 10 h à 13 h) - par* minitel, 3616 CVCOM ou adressez votre *candidature sous référence 2623 à* ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 PARIS,
qui transmettra.

CONTACT-TELEPHONE 16 (1) 42 61 82 81

● L'INFORMATIQUE ●

Le Monde consacrera une partie de son numéro du lundi 25 daté 26 avril à l'informatique avec :

- **un dossier complet sur le SICOB**
- **un rendez-vous emploi pour les informaticiens**

Le Monde CADRES

BANQUE DE MARCHÉS
filiale d'un important Groupe Financier
recherche

jeune diplômé

Mission : en liaison avec la Direction Commerciale développe à partir de la Table des Marchés, les opérations sur les *nouveaux produits monétaires* avec les trésoriers d'entreprises et d'investisseurs institutionnels.

Profil : - École supérieure de commerce (option finances).
- *Stages Banque, Agents de change.*
- Esprit d'équipe et qualités de communication.
- Bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 31989 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

Consultant en ressources humaines

Créé en 1973, CDPA bénéficie d'une structure, d'un savoir-faire et d'une *notoriété nationale qui favorisent sa mission de Conseil en Ressources* Humaines - Recrutement, Formation, Audit social - auprès des PME et PMI régionales.

Notre fort développement axé sur les régions (+250 % en 5 ans), repose sur nos exigences de qualité, d'efficacité pragmatique et sur notre respect de la déontologie.

La réussite de nos Équipes tient à la valeur de chacun : ainsi, nous serons exigeants puisque vous serez porteur de notre image de marque auprès de nos clients.

Vous possédez une formation supérieure niveau 3e cycle et une expérience de 3 ans minimum en entreprise ou en Cabinet : vous recherchez la structure au sein de laquelle vous pourrez valoriser vos ambitions et vos capacités d'autonomie.

Merci d'envoyer une lettre de motivation et de projet personnel (accompagnée de CV, photo et dernière rémunération annuelle) sous référence R 23 LM, Françoise PETIT, 62 rue de miromesnil, 75008 Paris.

Paris
Dijon
Besançon

CDPA

Schindler

RECRUTEMENT COMMUNICATION SUIVI

RCS : *10 Etablissements - 2 500 personnes - CA 1 Milliard*

Votre profil : 32 ans environ - DUT de gestion du personnel ou formation en cabinet conseil, 4 à 5 ans d'expérience réussie du recrutement et une pratique prouvée de la communication.

Notre offre : Intégrer la Direction du Personnel et assurer sur Paris les Recrutements à tous niveaux ; apporter appuis aux Chefs d'Etablissements de Province (procédures, description de fonction, tris, conduite des entretiens, aide à la décision,...).

S'impliquer dans la Communication interne et notamment dans la réalisation du journal d'Entreprise, en être le moteur, rechercher et recueillir les articles constitutifs. Assurer le Suivi du vécu du droit d'expression des salariés, cercles de qualité, etc...

Cette opportunité doit retenir votre attention si vous impliquer est dans votre nature et réussir votre objectif.

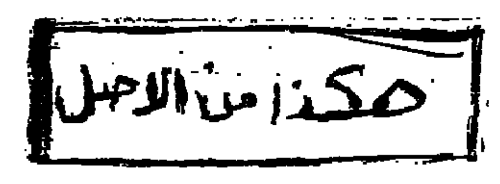
Votre candidature sous référence 603.PA.059 M sera examinée par notre Conseil Michel BARBEY, qui vous documentera avant de vous rencontrer.



26, rue Henri Monnier
75009 PARIS

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



leader européen de l'industrie aéronautique et spatiale recherche

Un jeune opérateur de change

pour l'intégrer au département trésorerie et au sein d'une petite équipe performante.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une école de gestion, ayant un an d'expérience acquise dans une banque ou dans une entreprise et ayant déjà éprouvé dans cette activité ses qualités de décision et de fiabilité.
Il pourra progresser dans ce métier et avoir ensuite, s'il le souhaite, la possibilité d'évoluer vers d'autres fonctions.
Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.
Ecrire sous réf. 14 A 990-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris — etap

PUBLIPANEL

Importante société partenaire des collectivités locales, prestataire de services auprès du grand public et en constant développement recherche le

Chef comptable
de sa filiale de Chartres

Rattaché au Directeur de la société, il aura pour missions:
- l'entière responsabilité de la réalisation des bilans, de la comptabilité générale et analytique, du reporting vis à vis du siège,
- l'animation et l'encadrement d'une équipe de 3 personnes travaillant dans un environnement informatisé (IBM 36),
- la prise en charge de la gestion de trésorerie, du contrôle de gestion, l'élaboration et le suivi des budgets.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un professionnel de la comptabilité, titulaire au minimum du DECS et justifiant d'une expérience réussie d'environ 5 ans en entreprise ou en cabinet. Il devra en outre avoir de réelles qualités de dialogue, de réflexion et d'organisation et montrer une ouverture sur les problèmes liés à la gestion d'une entreprise.
Larges perspectives d'évolution au sein du groupe pour candidat de valeur.

Ecrire (lettre + CV + rémunération souhaitée)
sous réf. 14 C 887-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris — etap

PUBLIPANEL

BANQUE PRIVÉE À TAILLE HUMAINE
FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE FINANCIER — PARIS

En fort développement avec des moyens adaptés (activités de marchés...) recherche un

Chargé de relations avec les entreprises *HF*
confirmé Classe VII -VIII

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure, vous possédez les qualités d'un négociateur de tempérament.
Votre activité s'exercera auprès d'une clientèle d'entreprises moyennes - importantes du **secteur agro-alimentaire**.
Dans l'esprit d'une ouverture européenne, la pratique de l'anglais est souhaitée, une seconde langue (espagnol - allemand) serait un plus.
La rémunération sera motivante pour un candidat animé par l'esprit de challenge.
Adressez CV et lettre de candidature motivée à C.S.I.A., 15 rue du Louvre 75001 Paris.





L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'Industrie Française, présent dans le monde entier, 20.000 personnes – CA 19 milliards, le groupe LAFARGE COPPÉE est organisé en "groupes opérationnels," gérés en centres de profits et dotés de l'ensemble des fonctions du management.

Parmi ces fonctions, une importance toute particulière est accordée à la fonction personnel dans le cadre d'une politique d'entreprise résolument fondée sur la décentralisation, la responsabilisation et la motivation.

CIMENTS LAFARGE, *l'un des plus importants de ses groupes opérationnels (4.500 personnes dont 450 cadres)* recherche son

Directeur de l'encadrement

Il assumera d'emblée des responsabilités opérationnelles : gestion prévisionnelle, optimisation des ressources humaines, recrutement, développement des carrières...
Il pourra ainsi se familiariser avec l'éthique, la culture et les projets de l'entreprise et se préparer à assumer à moyen terme une responsabilité complète de la fonction "personnel," en tant que Directeur des Relations Humaines d'un groupe opérationnel avec toute l'ampleur que lui accorde la société.

Ce parcours conviendrait à un candidat de premier plan, HEC, ESSEC, Sciences Po, Droit... ayant au minimum 5 ans d'expérience réussie dans la fonction personnel, au sein d'une entreprise pratiquant des méthodes modernes de management.
Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 14 A 987-8 M - Discrétion absolue

Membre de Syntec


etap

PUBLIPANEL

Responsable de l'emploi et de la formation 350 KF+

Ce groupe de services, parmi les plus importants de sa branche et qui *comprend plus de 5000 personnes réparties en plusieurs unités* renforce ses structures centrales de ressources humaines et recherche un Responsable de l'Emploi et de la Formation.

Gestion préventive de l'emploi, définition et application d'une politique de formation, tels sont les grands axes des actions qu'il mènera à bien avec une équipe compétente, composée d'une dizaine de personnes qu'il animera.

Son profil ? 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, ingénieur ou gestionnaire, une dizaine d'années d'expérience de la fonction personnel, dont une partie en position fonctionnelle, expérience acquise idéalement dans le secteur des services (banque par exemple). Ses principales qualités ? Une excellente capacité de communication, une autorité naturelle et beaucoup de «diplomatie».

Si vous vous êtes reconnu, adressez votre CV, accompagné d'une photo et précisant votre rémunération actuelle à Marie-Christine Bourgeois
73 rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris

Consultant Senior

Avec une croissance de plus de 40 % par an depuis 1982, nous nous sommes engagés sur la voie de la maîtrise des évolutions du marché européen du Conseil en Recherche de Cadres et Dirigeants.

Nous proposons à un Consultant Senior d'allier sa réussite à la nôtre en rejoignant EQUIPES ET CARRIERES, structure spécialisée dans la recherche de cadres par voie d'annonces/approche multiple, les bilans professionnels. Vous gérerez au démarrage une clientèle confiée, la développerez en synergie avec nos équipes.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, parlant anglais et si possible une autre langue, vous êtes soit un professionnel confirmé de la recherche de cadres, soit un homme d'entreprise, ayant impérativement au moins 10 ans d'expérience, de préférence dans la filière *industrie / nouvelles technologies* ou *marketing / commercial*.

Intéressé aux résultats, vous aurez la possibilité au bout de deux ans d'être associé au capital, et d'entreprendre avec nous.

François CORNEVIN traite confidentiellement votre candidature. Il vous remercie de lui écrire sous la référence 18 6908 M.

EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS - Tél. (1) 42.94.14.99 +



devenu leader dans le domaine des systèmes électroniques de protection de biens et de personnes grâce à une progression forte et régulière depuis plusieurs années (CA x 2 en 5 ans) recherche pour sa Direction Régionale Paris-Ile-de-France

• Ingénieur technico-commercial senior

pour prendre la responsabilité du développement d'une clientèle acquise importante et exigeante, représentant pour la société des enjeux techniques et économiques majeurs.
Ce poste sera confié, à la suite du départ en retraite du titulaire actuel, à un ingénieur de formation électronique (ESME... par exemple) disposant d'une expérience technique et commerciale d'au-minimum 5 ans dans un domaine équivalent (système électronique et informatique).
Poste basé à Ville d'Avray — réf. 14 A 979-8 M

• Ingénieur technico-commercial junior

Il aura pour mission de prospecter et de développer le chiffre d'affaires *auprès d'une clientèle potentielle importante et très diversifiée (industries,* hôpitaux, bâtiments publics, électriciens...) située a l'est de Paris (94, 93, 77...).
Il bénéficiera pour cela de l'excellente notoriété des produits et de la forte image de la société ainsi que de l'appui des services techniques et logistiques éprouvés.
En fonction de l'importante technicité des produits, ce poste conviendrait à un candidat de formation électronique (BAC + 4 par exemple) possédant si possible une expérience de vente ou de support technique à la vente.
Poste basé à *Marne-la-Vallée* — réf. 14 A 980-8 M

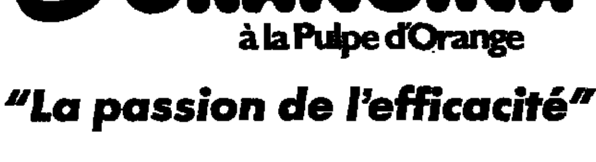
Rémunération pour ces deux postes : fixe selon expérience + intéressement sur CA + voiture fournie.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec


PUBLIPANEL





"La passion de l'efficacité"

Une grande marque mondiale, le souci de la performance et du développement, plusieurs sites industriels, le rattachement à un groupe français de premier plan, tels sont quelques atouts de la société ORANGINA qui propose pour son implantation de La Courneuve (banlieue nord Paris), le poste de

Directeur d'usine

Il assumera une responsabilité complète : production, *qualité, maintenance, investissements,* gestion, relations sociales.
Son premier objectif sera de développer une vaste politique de qualité, ce qui impliquera, en particulier, une action importante de formation et de mobilisation du personnel.
Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant déjà assumé la responsabilité d'une direction d'usine ou de production, dans le secteur alimentaire (ou dans un domaine proche : pharmacie, chimie fine...).
Il aura d'évidentes qualités de Manager et il aura déjà conduit des changements importants d'organisation industrielle (expérience qu'il serait intéressant de voir détaillée dans sa lettre de candidature).
Réelles possibilités d'évolution de carrière pour candidat de premier plan.
Poste basé : La Courneuve (banlieue nord Paris).

Ecrire sous réf. 14 B 963-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris — etap

PUBLIPANEL



N°1 Mondial, N°1 Français de l'ascenseur avec 5400 personnes et 2,4 milliards de chiffre d'affaires. Pour notre Direction Juridique, nous recherchons un

Adjoint au Directeur Juridique

Votre expérience dans le domaine juridique au sein d'une entreprise industrielle (si possible bâtiment ou T.P.) ou d'un cabinet spécialisé, vous a *permis de faire preuve de vos qualités à la fois techni*ques et de communication et vous souhaitez seconder le Directeur Juridique au sein d'une petite équipe motivée par la mission de Conseil qui lui est dévolue.
Il vous faut intervenir dans les domaines suivants : contrats commerciaux, mais aussi litiges techniques, droit de la concurrence, marques et brevets...
Vos taches sont polyvalentes et l'anglais vous est indispensable pour évoluer.
Pour cela, vous êtes de formation supérieure (maîtrise, une formation complémentaire serait un plus), à la fois homme de réflexion et d'action.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. M/815 à Véronique PARAGES, OTIS,
141 rue de Saussure, 75017 Paris.

OTIS DESTINATION FUTUR

MEDIA-SYSTEM

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



leader européen de l'industrie aéronautique et spatiale recherche

Jeune financier fort potentiel

Au sein de la Direction Financière et intégré à une équipe créative, il collaborera :
- à l'étude, au montage et au suivi des financements associés aux grands programmes de la société,
- aux études financières et à la préparation des choix stratégiques en matière de financement.

Ce poste d'ingénierie financière est particulièrement attractif, il concerne des activités de grande envergure et il implique des contacts à haut niveau.

La réussite dans ce poste implique :
- une formation supérieure : HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO...
- une première expérience financière acquise dans une banque ou une grande entreprise (la candidature d'un débutant, ayant effectué des stages intéressants peut être envisagée),
- des qualités particulièrement marquées à la fois d'autonomie et d'esprit d'équipe, d'imagination et de rigueur.

Poste à Paris.
Ecrire sous réf. 14 A 991-8 M *Discrétion absolue*

PUBLIPANEL

etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Du dynamisme et de l'efficacité face à nos enjeux commerciaux

Un groupe financier de tout premier plan, qui commercialise une large gamme de produits auprès du grand public, recherche son

Responsable du service développement commercial

Ce cadre de haut niveau jouera un rôle clef dans la croissance du groupe.

Sa mission : à la tête d'une équipe d'animateurs commerciaux, il sera chargé d'accroître l'efficacité d'un réseau de plus de 200 bureaux de vente par la conception et la mise en œuvre d'actions multiples : audit des méthodes de vente, formation, sélection des cibles commerciales, optimisation de l'utilisation des budgets promotionnels, développement de l'émulation, mise en place de campagnes spécifiques...

Son profil : ce poste conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, ESCP... ayant un tempérament marqué d'opérationnel, imaginatif, capable de s'engager sur des performances et pouvant s'appuyer sur une réelle expérience de l'animation de points de vente nombreux (banque, franchising, grande distribution...).

Poste à Paris
Ecrire sous réf. 14 A 988-8 M
Discrétion absolue

Ordre de grandeur de rémunération : **400 000 F.**

PUBLIPANEL

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Société performante CA 1 milliard.
Filiale d'un tout premier groupe industriel recherche son

Chef service comptabilité *HF*

Il aura la direction d'un service étoffé et sera responsable de l'ensemble des opérations comptables bilan compris.
Pour la société mère et ses filiales étrangères, il fera de la comptabilité, véritable outil de gestion répondant aux impératifs légaux et fiscaux.
Il participera au développement des applications informatiques et il pourra bénéficier d'une plus large ouverture en Trésorerie.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide formation de base (DECS ou niveau expertise) et environ 8 ans d'expérience acquise en entreprise.
Il témoignera d'une réelle qualité d'animateur et d'organisation.

Poste à Paris — Rémunération **270 000 F +**

Ecrire sous réf. 14 C 767-7 M
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Ingénieur développement
alliant l'innovation à la rigueur

PPG BOUSSOIS

Boussois, filiale de PPG, premier groupe verrier mondial, offre au sein de ses services Développement, un poste ouvert et évolutif à un **Ingénieur Matériaux** (ECAM, INSA, IDN, ESEM...) désireux de valoriser une première expérience de 4 à 5 ans acquise si possible dans l'étude et la mise en œuvre de matériaux de second-œuvre bâtiment.

Pour une gamme de produits de pointe, il assumera des responsabilités complètes :
- développement des produits et des procédés de fabrication,
- contacts clients et fournisseurs,
- assistance technique à la fabrication,
- représentation de la société auprès des organismes extérieurs.

Ces fonctions impliqueront des relations avec les différents sites de la société. Elles offrent de réelles opportunités de carrière à un candidat dynamique, créatif et de bon contact. La connaissance de l'anglais est nécessaire et celle de l'allemand serait appréciée.

Poste à Boussois-sur-Sambre.

Ecrire sous réf. 14 B 922-8 M
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PARIS

Société appartenant à un groupe international et réalisant un CA de 350 millions de francs recherche son

Chef comptable

Le candidat retenu assurera la supervision complète des services comptables, il sera directement rattaché à la Direction Administrative et Financière.

Nous recherchons une personnalité dynamique et entreprenante susceptible, avec l'aide d'un bon soutien informatique de faire de la comptabilité un véritable outil de gestion tout en répondant aux impératifs légaux et fiscaux.

Les candidats devront faire montre :
- d'une excellente formation de base en comptabilité (DECS),
- d'une bonne connaissance des questions légales et fiscales,
- d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un poste équivalent.

Connaissances en langues étrangères (anglais-allemand) appréciées.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 14 B 934-8M
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

KENNAMETAL®

DIRECTEUR GENERAL
ingénieur AM (ou équivalent)

A la suite de la mutation de notre directeur général à l'étranger, nous sommes à la recherche de son remplaçant.

Notre société (CA 60 MF) est la filiale française de KENNAMETAL Inc., leader sur le marché des outils de coupe et des systèmes d'outillage en Amérique du Nord.

Pour maintenir notre croissance soutenue, nous cherchons un candidat au profil commercial, pouvant prouver ses résultats dans le domaine de la **MACHINE OUTIL ET/OU DES OUTILS DE COUPE.**

Bon communicateur, il sera créatif et aura un sens aigu de la vente. Il devra être motivé par les résultats pour réussir dans un marché compétitif *à la limite entre le service et le technique.*

Le candidat retenu aura 35 ans minimum, diplômé d'une école d'ingénieur (arts et métiers ou équivalent) parlant et écrivant couramment l'anglais, ayant suffisamment de maturité et d'expérience pour s'intégrer rapidement à notre équipe française et internationale.

Ecrivez-nous en joignant votre CV ainsi que les aspects importants de votre carrière, ou téléphonez directement à notre Directeur Général M. J. PIRLET au 60.77.82.81 - KENNAMETAL FRANCE - BP 201
ZI du Bois de l'Epine - 91007 EVRY CEDEX.

Organisation et Publicité

Dans la Banque, vous êtes un spécialiste de l'international.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 25-30 ans et vous avez une expérience minimum de 2 années dans le secteur **crédit** d'une banque.

En tant qu'**EXPLOITANT**, vous aurez à gérer et développer un fonds de clientèle d'un très bon niveau.

Le poste est à pourvoir au sein du département italien de notre filiale française. L'implantation géographique de notre groupe international et la composition de notre clientèle impliquent que vous parliez l'italien, si possible l'anglais et que vous soyez très mobile.

Seule une personnalité très dynamique et très volontaire pourra répondre à nos attentes et trouver dans notre groupe l'évolution souhaitée.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. 3315 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

Notre activité est en constante évolution et pour assurer le Développement des Ressources Humaines, nous renforçons notre équipe par un jeune

INGENIEUR
RESSOURCES HUMAINES

Vous êtes Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (Centrale, Mines, Ponts, Sup Aéro...) et avez acquis une expérience de 2 ans minimum dans un secteur opérationnel ou Ressources Humaines.

Vous prendrez en charge des opérations de recrutement et d'orientation, participerez à des études sur les fonctions, les carrières et mettrez en place des outils de gestion prévisionnelle.

Votre ambition : connaître toutes les activités de l'entreprise pour accéder, à terme, à des responsabilités élargies d'encadrement ou d'études.

Le poste est basé à Orly.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. IDR, à **AIR INTER** - Département Carrières et Emploi - 91551 PARAY-VIEILLE-POSTE Cedex.



MEDIA PA

Notre **mairie**, située en Savoie (74) est une station dynamique de sports d'hiver. Nous renforçons nos services administratifs par l'arrivée d'un

Attaché territorial

Profil : 30-35 ans environ, une maîtrise de droit public minimum, une connaissance de la comptabilité publique des marchés...

Mission : animer un service de 10 personnes pour tout ce qui concerne les services administratifs, comptabilité générale, affaires juridiques, gestion des équipements, marchés...

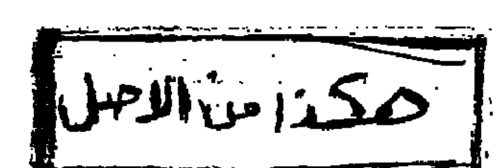
Rigoureux, net, discret, ce poste doit vous intéresser par la multiplicité des tâches, les jeux olympiques qui arrivent, le site... et son potentiel évolutif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 88404 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU
56, avenue de Suffren
75015 PARIS

Organisation et Publicité



مكنز من الأهل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

R & D - production - marketing...
3 Directeurs attendent leur partenaire

JEUNE PATRON DES ACHATS

La logistique achats est chez nous une fonction clef. C'est pourquoi la gestion au jour le jour et la négociation ne sont que des aspects d'un tout plus large : déterminer une politique adaptée aux besoins de vos interlocuteurs (diversification européenne des sources d'appros, technologies nouvelles, produits de substitution, etc.), développer les études macro à moyen et long termes, établir les coûts standards..., voici quelques exemples de ce que nous attendons également.

Filiale Chimie d'un Groupe international, nous sommes 400 en France et développons un C.A. de 300 MF avec un budget achats de 110 MF.

Diplômé d'Etudes Supérieures, votre concours nous sera précieux si votre expérience commence à être probante dans le monde de la Chimie, de la Pharmacie ou de l'Agro-alimentaire. La connaissance de l'anglais sera un atout très important pour vos contacts européens. Poste basé en Région Parisienne (banlieue Est).

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous référence O/ACH/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantit une totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Place Sophie-Lafitte - 06560 SOPHIA ANTIPOLIS-VALBONNE

MEDIA PA

Responsable marketing

Notre réseau bancaire est le leader de sa région.

Pour accroître notre dynamique, nous recrutons pour le **département Développement de** *notre Etablissement* Financier.

Votre parcours dans le monde bancaire, financier ou des assurances, vous a permis de maîtriser parfaitement les études marketing ainsi que les produits financiers.

Homme de chiffres, vous savez les utiliser pour animer et optimaliser notre pénétration par les outils et méthodologies statistiques habituelles (études de positionnement, segmentations de marchés, scoring...) ainsi que par les outils techniques et **infocentre.**

Vous savez aussi les dépasser pour participer à la définition de notre stratégie et être un homme de conseil auprès des Directeurs du réseau.

De formation supérieure ENSAE, ESCAE, *vous avez la trentaine dynamique*, des qualités relationnelles importantes qui vous permettent d'être un homme d'études et de terrain.

Poste à pourvoir à **TOULOUSE.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. C 1754 ou transmettez-le à **CVCADRE** en composant le **36-15 code JCM** sur votre minitel.

MINITEL 36 15 JCM

Jean-Claude Maurice Conseil 12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

PARIS - LYON - BARCELONE.

Mesures. Essais. Contrôles.
Chef du service "Essais de matériels électrotechniques"

Nous sommes dans notre domaine "la" référence.

Nos ingénieurs, nos techniciens, c'est une fameuse équipe ! Ils ont donné à la maison un renom de compétence technique et d'intégrité qui en fait un interlocuteur privilégié pour tous ses partenaires : constructeurs, administrations, utilisateurs, consommateurs.

A la veille de 1992, il faut faire encore mieux. Assurer bien sûr des prestations techniques d'une même rigueur et d'une même qualité mais *s'intéresser davantage aux aspects commerciaux de notre mission, à la gestion budgétaire de nos travaux, à la formation continue de nos* spécialistes. Bref, nous préparer à entrer de plain pied dans un univers concurrentiel plus sévère.

Votre compétence en électrotechnique industrielle reste notre première exigence. Vous l'avez acquise par votre formation d'ingénieur d'abord : ECL, IDN, ESME..., en entreprise ensuite, au labo sur une plateforme d'essais ou en B.E. Mais vous avez aussi appris à compter, à calculer votre rentabilité, vous savez ce qu'il faut faire pour fidéliser des clients surtout quand on vend des services. Vous avez l'expérience des hommes, de la rigueur technique, des exigences commerciales. Vous animerez chez nous une équipe de 40 collaborateurs réalisant un chiffre d'affaires de 14 MF. Et vous vous préparez à tenir à moyen terme les responsabilités élargies qui vous attendent.

Merci de nous dire votre intérêt pour ce poste à pourvoir en proche banlieue Sud, en adressant votre dossier à notre Conseil, SEFOP, sous réf. MEC 446 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



BOURGOGNE
RHONE-ALPES



Le Groupe VICAT, c'est plus de 2 000 collaborateurs, un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards de francs, un développement constant de ses activités :
- cimentière en France et aux Etats-Unis,
- béton et granulats,
- mortiers industriels et chimie du bâtiment,
- papetière.

C'est dans ce contexte dynamique de croissance que nous recherchons 2 directeurs régionaux.

A 28-40 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce, de gestion ou de formation génie civil, bâtiment.., aujourd'hui, riche de votre expérience professionnelle, vous êtes familiarisé au management des hommes, aux contacts clients ainsi qu'à la gestion.

Aujourd'hui, vous recherchez l'entreprise qui vous permettra de concrétiser vos ambitions.

Après une période de formation et d'intégration, vous mettrez en œuvre vos talents de négociateur, de gestionnaire et d'animateur en prenant une direction régionale. Une mission à double challenge car vous assurerez avec votre équipe de vente la commercialisation de nos produits ainsi que le conseil et l'assistance auprès d'une clientèle variée de grandes entreprises.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), s/réf.5334/LM, à **MEDIA P.A.** - 53, av Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

Nous sommes un important Groupe Agro-Alimentaire français, leader dans notre spécialité, avec des implantations étrangères.
Nous recherchons pour notre Siège Social situé dans l'Essonne une

ASSISTANTE JURIDIQUE

MISSION :
Prise en charge pour l'ensemble des Sociétés du Groupe de:
- la préparation des Conseils d'Administration et des Assemblées,
- la rédaction des procès-verbaux
- les formalités juridiques inhérentes à la vie des Sociétés.

PROFIL :
De formation juridique supérieure (DESS Droit des Affaires, Institut de Droit des Affaires...), vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 ou 4 ans dans cette fonction au sein d'une société holding de préférence.

Organisation, rigueur et sens des contacts vous permettront de réussir et d'évoluer dans notre Groupe performant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. 2589 à ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

Organisation et Publicité

Au carrefour de l'IMMOBILIER et des Sociétés Industrielles et Commerciales

Trois Sociétés ou Groupes, de grande notoriété nationale dans leur marché respectif (Immobilier et logistique du Bâtiment) ont créé ensemble une Holding Financière en vue de promouvoir, à travers 3 filiales une gamme de produits originaux et nouveaux. Elles recherchent *le :*

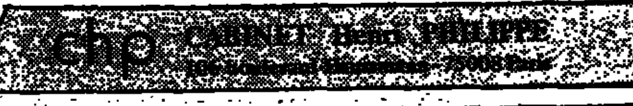
DIRECTEUR GENERAL
à la fois de la Holding, et de l'une des filiales

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce et vous avez 7 à 10 ans d'expérience professionnelle, si possible dans le monde Immobilier.

Vous aurez à créer et animer des *structures destinées à promouvoir* des nouveaux produits immobiliers à mettre au service des Sociétés Industrielles et Commerciales. Cette fonction exige un excellent niveau général, des qualités commerciales et de gestionnaire aiguisées, pour un challenge particulièrement exaltant.

Merci d'adresser C.V., lettre de motivation, rémunération actuelle sous référence M/3110/Q (portée sur la lettre et l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

PARFRANCE ANNONCES





IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

recherche

ADJOINT
CHEF·DU·PERSONNEL

Participant à la gestion d'une *population d'environ* 1300 personnes, il sera plus spécifiquement chargé :
- de la coordination des services administratifs du service du Personnel
- de la conduite du développement d'un projet informatique
- de développer le rôle de prestataire de service vis à vis de structures filiales.

Pour ce poste nécessitant rigueur et sens des relations nous recherchons un professionnel de la fonction personnel, diplômé de l'enseignement supérieur et ayant environ 5 ans d'expérience si possible dans le secteur tertiaire.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 38003 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Groupe multinational agro-alimentaire

nous recherchons pour notre

CENTRE DE RECHERCHE deux

INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT

Vous êtes diplômé AGRO, ENSIA, ENSBANA, DEA Compiègne, vous possédez une première expérience et une bonne maîtrise de l'anglais.

Au sein de notre centre pilote, vous serez responsable de projets de développement de nouveaux produits petfoods, de la mise au point de nouveaux procédés, du suivi des essais.

Passionné par votre métier, vous avez de la créativité et les qualités relationnelles qui vous permettront de mener à bien votre mission et de vous intégrer au sein d'une équipe dynamique.

Ce poste, basé à 100 km au nord de Paris, près d'une ville universitaire, vous permettra de mettre en œuvre votre savoir-faire et de saisir de réelles opportunités de carrière au sein d'un groupe en pleine expansion.

Lettre manuscrite et C.V. à DOMRECO, 58, avenue d'Iéna, 75116 PARIS.

Notre groupe fabrique et commercialise une gamme de boissons à forte notoriété.
La diversité et la qualité de nos produits assurent leur grande réussite à l'exportation.

Area manager

MOYEN ORIENT OU AFRIQUE DOM/TOM

30 ans environ, de formation supérieure, vous avez une expérience *réussie de l'exportation* de produits de grande consommation.

Rattaché à la direction internationale, vous serez responsable du développement de votre zone et de *l'application de la politique commerciale* : gestion et négociation des conditions de collaboration (produits, volume, prix, publicité), animation des importateurs et distributeurs locaux en leur apportant un appui *juridique, financier*, technique..., application du plan marketing du groupe et analyse du marché.

Multicompétent, vous possédez une grande capacité d'adaptation au terrain et de réels talents d'animateur *et de négociateur.*

Accrocheur et persévérant, vous prouverez votre valeur par vos résultats.

Pour ces deux postes, la pratique courante de *l'anglais est* indispensable et de nombreux déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. LM 82 A à *notre* Conseil : ARCO 25, rue Cambon 75001 PARIS.

NOTRE METIER : LA FIABILITE

ARCO

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Alliez votre énergie à la nôtre

DIRECTEUR DE CENTRE DE PROFIT

350.000 +

Nous sommes une filiale du secteur ENERGIE d'un des tout premiers Groupes français, aux activités diversifiées dans les services.

Notre développement, auprès d'une clientèle publique et privée, nous amène à rechercher, en région parisienne, un patron qui assure le management technique, commercial et de gestion d'un centre de profit (100 personnes - 100 MF).

Ingénieur grande école, 10 ans de réussite professionnelle, une première expérience d'animation sur le terrain d'une unité (BTP, électricité, chauffage, génie urbain), vous recherchez une responsabilité globale où vous démontrez votre talent d'animateur, votre capacité à vous imposer et à décider.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 25/2094 D, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA UNITED KINGDOM ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Bâtiment et travaux publics

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Paris - 350 KF +

Filiale d'un important groupe du BTP, cette société est spécialisée dans l'Equipement et l'Installation Electrique. Pour faire face au développement de son Agence Parisienne (370 personnes, 130 millions de CA), elle crée la fonction de Directeur d'Exploitation.

Rattaché à la Direction Générale, le titulaire du poste prend en charge en toute autonomie la partie Exploitation de l'Agence. Assisté de trois directeurs de travaux, il assure l'animation et la coordination des équipes, la planification des travaux, la gestion et l'équilibre économique de l'ensemble des activités de l'entité.

Pour ce poste à responsabilités nous souhaitons rencontrer un professionnel d'environ 40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur. Il doit justifier d'une solide expérience de l'exploitation dans le BTP, et de préférence dans le domaine de l'Equipement Electrique. Dynamique et disponible, c'est un entrepreneur et un homme de communication.

Les conditions offertes et la diversité de la fonction sont susceptibles d'intéresser un professionnel reconnu.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 50/2626 A à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA UNITED KINGDOM ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Appareillages Electriques

ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL

Cette Société, en forte expansion, réalise un chiffre d'affaires de près de 450 Millions de francs ; elle est le leader dans sa spécialité. Son Siège Social est situé dans le Sud-Ouest. Pour faire face à cette expansion, elle recherche un Adjoint du Directeur Commercial.

Dépendant du Directeur Commercial de la Société, le candidat aura pour mission principale le suivi de la mise au point et le lancement de matériel, l'analyse de la concurrence, la mise au point des enquêtes, la recherche de nouveaux clients, l'aide au réseau commercial : il a des contacts aussi bien avec le bureau d'études, le service promotion, la fabrication que le réseau commercial.

Agé d'environ 28 ans, le candidat sera de formation commerciale supérieure, type SUP de CO, il aura acquis une expérience de la vente de produits techniques, si possible dans le domaine de l'appareillage électrique.

Qualités requises : esprit d'équipe, disponible, sens des contacts, dynamisme, débrouillardise. Les conditions offertes, le taux de croissance du Groupe, de la Société, la position de cette Société sur son marché, la cohésion d'esprit de l'équipe dirigeante sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 20/670 N à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA UNITED KINGDOM ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Chambre de Commerce

DIRECTEUR DE LA FORMATION

Perpignan

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Perpignan est une Chambre Départementale qui possède une antenne à Barcelone. Elle gère un certain nombre d'Organismes (Aéroports,Ports), et de Services : depuis de nombreuses années, la Formation occupe une place importante dans le budget de cette Chambre de Commerce. Suite à un départ à la retraite, elle recherche aujourd'hui son Directeur de la Formation.

Directement rattaché au Secrétaire Général de la CCIP, la mission générale du candidat retenu sera d'assurer un bon fonctionnement de l'activité enseignement (plusieurs Ecoles et Centres de Formation permanents), et d'établir des liens étroits avec les partenaires de la CCIP en matière de formation et d'emploi.

Il gère un budget de 18 Millions de Francs.

Agé d'environ 40 ans, de formation supérieure, le candidat retenu aura acquis une partie de son expérience professionnelle en entreprise à des postes de responsabilités, expérience qu'il aura complétée si possible par une expérience dans le domaine de la formation en Chambre de Commerce. Il aura de bonnes connaissances gestion, finances, juridiques et administratives. Qualités requises : organisation rigoureuse, sens de la communication, connaissances pédagogiques, esprit d'équipe, relationnel.

Les conditions offertes, le dynamisme de la CCIP, le rôle majeur qu'elle joue dans les relations entre la France et l'Espagne, la cohésion de l'équipe dirigeante sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 20/2625 A à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA UNITED KINGDOM ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Un cabinet d'architecte parisien de petite taille, mais bien implanté, avec une clientèle diversifiée, franchit une nouvelle étape... Il lui faut renforcer ses structures en intégrant plusieurs collaborateurs

Ingénieur grande école

avec une expérience dans le domaine du bâtiment, ouvert à l'informatique. (Réf. 88408)

Economiste nouvelles méthodes

avec une expérience grand B.E. Technique, une pratique de l'informatique. (Réf. 88409)

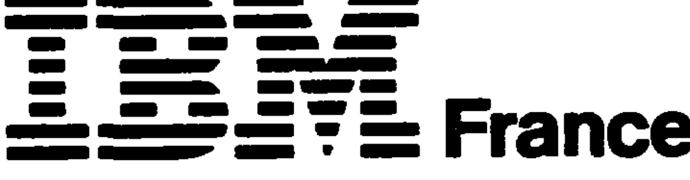
Architecte projeteur compositeur

apte à l'expression dessinée, ayant un esprit ouvert, rapide. (Réf. 88410)

Si vous vous sentez concerné par ce challenge et l'ouverture de ces différents postes, merci d'adresser sous la réf. choisie lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU
56, avenue de Suffren
75015 - PARIS

Organisation et Publicité



France

recherche

Jeunes diplômé(e)s grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce (Bac + 4 minimum)

qui deviendront après une formation normalement rémunérée

INGENIEURS COMMERCIAUX

Réf. L 71

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Réf. L 81

Leur mission ? Evaluer les besoins de leurs clients et prospects, imaginer des solutions techniques et financières, négocier les contrats, participer à la mise en œuvre des systèmes et applications, former les utilisateurs, suivre leur évolution.

Merci de nous adresser votre candidature sous référence appropriée à :
IBM France — Département Recrutement — 5, place Vendôme — 75001 PARIS.

CONSENSUS

ORGANISME INTERNATIONAL
recherche pour une mission de 3 mois au SENEGAL
(15 Mai - 15 Août)

UN(E) EXPERT(E)

EN FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES

Chargé de déterminer des filières de recyclage et de reconversion, il coordonnera l'orientation des agents à recycler et la mise en place d'une évaluation périodique.

Formation psycho/socio et expérience similaires appréciées.

Adresser CV détaillé + photo sous référence 2784/A à :
A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS *(qui trans.)*



Ecole Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers

BAC + 4 reconnue par l'État. Étudiants admis sur concours national. (3862 candidats pour 130 places en 1987).
Dans le cadre de notre développement : - augmentation du nombre de professeurs ; - accroissement de l'effectif élèves ; - extension des bâtiments ; Nous recrutons pour des postes permanents (service de 3 à 4 jours/semaine) :

PROFESSEURS ASSISTANTS pour les départements suivants :

MARKETING/VENTE (2 postes)
1 poste orienté vers les études de Marché (réf. MKG 1)
1 poste orienté vers les Techniques de vente et le commercial (réf. MKG 2)

FINANCE/COMPTABILITÉ (1 poste)
Poste pouvant évoluer vers la responsabilité du département. (réf. FIC)

De formation 3e cycle, vous possédez de réelles qualités pédagogiques et une expérience en entreprise.

Adressez lettre manuscrite, CV. et photo en précisant la référence choisie à : E.S.S.C.A. Direction des Programmes, 1, rue Lakanal - BP. 2007 - 49016 Angers cedex

مكرر من الاجل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LUCAS CAV Roto Diesel

Fabrication de matériel d'injection diesel - 1800 personnes
recherche pour son usine de
BLOIS

. INGENIEUR LABO-MOTEURS DEBUTANT

FORMATION : A.M. ou équivalent + ENSPM option moteurs. **Anglais** *indispensable. Allemand apprécié.*

MISSION : Il participera au sein de l'équipe en place aux développements de matériel d'injection diesel destiné au marché de l'automobile.

. INGENIEUR LABO-MOTEURS EXPERIMENTE

FORMATION : A.M. ou équivalent + ENSPM option moteurs, justifiant *d'une première expérience de 3 à 5 ans*, si possible dans le domaine des moteurs automobiles. **Anglais** indispensable.
MISSION : Rattaché au chef de service, il animera une équipe d'une dizaine de personnes (ingénieurs, A.T., professionnels) chargée du développement de matériel d'injection diesel destiné aux constructeurs automobiles etrangers.

. INGENIEUR ELECTRONICIEN

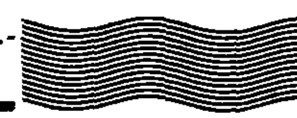
FORMATION : Ingénieur diplômé en électronique (ENSEEIHT, ESEO, INSA Rennes, ENIB). **Anglais** *indispensable. Une première expérience* serait appréciée.
MISSION : Au sein du département méthodes, devra développer, animer, coordonner dans le domaine de l'électronique, les projets tels que :
● automatisation des moyens de production, ● développement des cellules flexibles d'usinage, ● pilotage informatisé de lignes de produits.

. INGENIEUR ORGANISATION

FORMATION : Diplômé ENI, INSA, ENSM... ou équivalent. **Anglais** indispensable.
MISSION : Participation aux études d'organisation, mise à jour des procédures existantes, élaboration et mise en place de nouvelles procédures.

Adressez C.V. et pretentions (en indiquant le poste choisi) à ***LUCAS CAV ROTO DIESEL*** -
Service du Personnel - 9, bd de l'Industrie - B.P. 849 - 41008 BLOIS

Organisation et Publicité



LA LOGISTIQUE, C'EST VOTRE AFFAIRE

Soit par goût si vous débutez, soit en toute connaissance de cause si vous avez une première expérience. Dans l'un et l'autre cas, il serait dommage de passer à côté de l'opportunité d'intégrer un grand groupe : SOLVAY, leader européen de la chimie et produits dérivés.

ETUDES D'OPTIMISATION (PARIS)

Vous mettez en place et exploitez un système d'optimisation des coûts de production et de transports... vous réalisez également toutes les études indispensables et travaillez dans un contexte hautement informatisé qui exige, pour le moins, la pratique de la micro.
Il s'agit là d'un poste très fonctionnel dont la composante relationnelle n'est pas à négliger : usines et équipes de vente vous seront d'importantes sources d'information. Pour être efficace vous devez être diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce (spécialisation logistique souhaitée).
Pour le reste, nous faisons confiance à votre «carrure» et votre potentiel d'évolution. (Réf. EOP).

EXPEDITION-TRANSIT

• Exécution des commandes. • suivi de leur acheminement et des affrètements, • supervision contrôle des documents douaniers, • nombreux contacts internes et externes, seront vos premières missions.
Vous les mènerez dans notre unité de production lorraine (près de Nancy) pendant environ 2 ans.
Ce poste vous permettra de connaître nos produits et le contexte usine avant d'élargir vos responsabilités dans d'autres unités du groupe.
Cette «fonction expédition» est à vous, si vous êtes jeune diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, particulièrement intéressé par ce type de travail et suffisamment ambitieux pour accepter le principe de mobilité comme un facteur déterminant de votre évolution de carrière. (Réf. ETN).

Nous vous remercions de préciser la référence du poste qui vous intéresse dans la candidature que vous adressarez à la Direction du Personnel de SOLVAY, 12 Cours Albert 1er 75008 PARIS.

DESSEIN



ARJOMARI

recherche pour son entité ARJOMARI DECOR, un

responsable ligne de produits "décoratifs"

- Papiers stratifiés prescrits par les décorateurs et utilisés par les fabricants de meubles -

Rattaché au Directeur Commercial, il a pour mission de définir les qualités, coloris et graphismes des produits répondant aux spécificités des marchés internationaux de l'Ameublement et de la Décoration, et à leur sensibilité esthétique. Il entretient des relations privilégiées avec les prescripteurs et designers. Il procède aux études de marchés et de concurrence, met en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer la promotion des produits, et participe aux expositions internationales professionnelles. Il joue un rôle d'interface actif auprès des responsables de zone (France et Export) et des responsables opérationnels en usine.

Basé à Paris, ce nouveau poste s'adresse à un DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES COMMERCIALES ou ARTS PLASTIQUES âgé de 30 ans environ. Il possède - outre une bonne maîtrise des Techniques Marketing et un sens esthétique développé - des qualités éprouvées de réalisme et de persuasion. Grande disponibilité, Anglais et Espagnol courants nécessaires.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3472 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris



GROUPE DATAID

Recherche

REDACTEURS TECHNIQUES
EN LANGUE ANGLAISE

Profil recherché : 4 à 5 ans d'expérience en rédaction technique.
Conditions offertes : poste de travail moderne, rémunération en rapport avec expérience.
Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à :
DATAID TRADUCTION - 10 bd de Strasbourg - 75010 PARIS.

GEO Ca prima Femme Actuelle Télé Loisirs Voici

Prisma Presse, 3e groupe de presse magazine en France (6 publications, 5,5 millions d'exemplaires diffusés, 1,4 milliard de francs de CA en 1986/87).

Dans le cadre du développement de nos structures commerciales, nous recherchons :

Chef de publicité H/F

Pour commercialiser les différents titres du groupe auprès des agences et annonceurs.

Sous l'autorité du Directeur de Publicité, le candidat sera amené à :

- analyser le marché publicitaire de l'un des titres,
- participer à la définition de la stratégie et à sa mise en œuvre,
- contacter et rencontrer les agences et annonceurs
- assurer le suivi commercial.

Formation supérieure (université, école de commerce...).

La capacité de travailler en équipe est un élément de la réussite.

PRISMA PRESSE
Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence CP a
PRISMA PRESSE
Direction du Personnel
6, rue Daru - 75008 PARIS



Pour le Centre Recherche et Développement d'ISOVER SAINT GOBAIN, situé dans l'OISE (60), nous recherchons des

Ingénieurs grandes écoles

CENTRALE, MINES, ESPCI, A.M...

Dans une structure légère mais possédant des moyens techniques importants (ligne pilote), vous participerez à la mise au point et au développement de procédés, au *lancement de nouveaux produits ; vous réaliserez des missions d'assistance technique...* Vous parlez anglais.

Notre Groupe (100 filiales implantées dans 17 pays), est plein de perspectives d'évolution pour des jeunes de valeur...
Nous vous offrons cette opportunité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 88405 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 56, Avenue de Suffren - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

ASSISTANTE DE RECHERCHE



Département spécialisé de EGOR Ressources Humaines, nous assistons les directions commerciales pour la recherche et la sélection de cadres des fonctions Vente, Marketing, Export,...

Intégrée à une équipe jeune et motivée, l'assistante de recherche intervient pour définir et mettre en œuvre les stratégies d'analyse de marché, d'identification et de contact. Elle entretient des *relations privilégiées avec les écoles, associations et organismes* sources de candidatures et d'informations. Elle assiste, à part entière, les consultants dans leur activité de conseil.

Nous souhaitons rencontrer une candidate de formation supérieure, titulaire d'une première expérience même courte dans le domaine de la gestion d'informations et de banques de données ou de la vente par téléphone.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et *rémunération actuelle sous réf.* M EP/88 à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA UNITED KINGDOM ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

La ville de Strasbourg

RECRUTE PAR VOIE DE CONCOURS

LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE MUNICIPALE DES ARTS DÉCORATIFS

Ce concours aura lieu le 27 juin 1988 à l'Ecole des Arts Décoratifs 1, rue de l'Académie, 67000 Strasbourg.
Date limite de dépôt des candidatures : 16 mai 1988.

Pour tout renseignement, s'adresser au Service des Affaires Culturelles Centre Administratif, 1, place de l'Etoile, B.P. 1049/1050F, 67070 Strasbourg Cedex. Tél. : 88-60-90-90, poste 73-39.

Banque importante du département de la Haute-Garonne

RECHERCHE

SON DIRECTEUR DU MARCHÉ DES PROFESSIONNELS

de formation supérieure, il a réussi dans les fonctions d'exploitant bancaire à haut niveau, portant à la fois sur la maîtrise du risque crédit, la mise en place des produits de collecte et services, et les contacts avec les prescripteurs.
Dynamique, excellent contact commercial.
Homme de communication.
Expérience souhaitée minimum 6 ans.

Env lettre manus., c.v., photo, s/nº 8 516, **LE MONDE PUBLICITÉ,** 5, rue Monttessuy, 75007 Paris.

MARKETING INTERNATIONAL

Filiale d'un grand groupe industriel, *notre société* (2 milliards de CA, 3 000 personnes) est leader mondial des **produits sidérurgiques spéciaux** de haute qualité.

Intéressant les grands marchés de la chimie, du pétrole, de l'énergie, de la construction, elle s'est dotée de services marketing et commerciaux structurés.

Nous souhaitons aujourd'hui intégrer un :

Responsable produits

Répondant au Directeur du marketing, vous gérez une large gamme de produits et prenez en compte les aspects techniques, R et D, *économique*, de marché et de communication. Vous animez une cellule " Produits " réunissant les divers services intéressés.

Diplômé de l'enseignement supérieur, à 30/40 ans, vous avez une bonne expérience du marketing industriel international. Mobile vous savez nouer des contacts à haut niveau et tisser un réseau relationnel important.

L'anglais est évidemment indispensable, une autre langue serait appréciée.

Le poste, basé au *Creusot (71) à 1 h 30 de Paris* par T.G.V., suppose de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. B 1850 ou transmettez-le à CVCADRE en composant *le 36.15 code JCM sur* votre minitel.



Jean-Claude Maurice Conseil
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

PARIS - LYON - BARCELONE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BOSSARD CONSULTANTS

CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

RECHERCHE

pour participer au développement de son département Banque et Institutions Financières :

DES INGÉNIEURS CONSEIL

Attirés par le métier du conseil et par le monde de la Banque et de la Finance. De formation grandes écoles (X, Mines, Centrale, Ponts, HEC, ESSEC...). Agés d'environ trente ans, 4 ans minimum d'expérience professionnelle, de préférence acquise dans une Direction organisation d'un établissement bancaire ou financier.

Adressez votre candidature avec C.V., lettre manuscrite et photo à :
Ph. QUEME ou J.P. FAURET
Département Banque et Institutions Financières
BOSSARD CONSULTANTS.
12 bis, rue Jean Jaurès
92807 PUTEAUX Cedex.

BOSSARD CONSULTANTS

CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

RECHERCHE

dans le cadre du développement de ses activités :

DES INGÉNIEURS MAINTENANCE/PRODUCTION

Agés d'environ 30 ans, les candidats de formation grandes écoles (Centrale, AM, INSA, CESTI,...) auront 2 à 4 ans d'expérience de la fonction avec mise en place MAO/GPAO.

Adressez votre candidature avec C.V., lettre manuscrite et photo, sous référence BCI, 4, à :
A. BRULE
BOSSARD CONSULTANTS
12 bis, rue Jean Jaurès
92807 PUTEAUX Cedex.

L'immobilier : un bon placement pour votre carrière

AGF

La Direction Immobilière propriétaire d'un parc immobilier de 1 200 000 m² (600 immeubles) fait évoluer sa politique commerciale afin de s'adapter au développement du marché.

Pour atteindre cet objectif, le département Investissements immobiliers recherche un

Responsable de programmes immobiliers

De formation Droit ou Ecole de Commerce, vous avez acquis une bonne connaissance du secteur immobilier par une expérience de 2 à 5 ans chez un promoteur, une banque ou un investisseur.

Vous serez chargé de l'étude des dossiers d'investissements et de leur suivi. Votre fonction comprendra en particulier l'enquête de marché, les études financières, la participation à la définition du produit, la préparation des actes d'acquisition avec les notaires...

Pour mener à bien votre mission, vous devrez faire preuve de sens de l'analyse, de curiosité intellectuelle, d'esprit de concertation, ainsi que d'une facilité de contacts. **Réf. : M 20 P**

Le département Gérance du patrimoine recherche 2 chargés d'Etudes.

Chargé d'Etudes Commerciales

De formation supérieure, vous avez environ 3 ans d'expérience dans l'immobilier. Nous vous proposons d'effectuer des études de marché afin de déterminer les besoins de la clientèle et d'orienter la politique d'investissements. Vous conduirez également des études commerciales sur les valeurs locatives des immeubles existants, en cours d'acquisition ou de construction.

Votre dynamisme, votre disponiblité, votre sens commercial vous permettront d'évoluer vers des responsabilites élargies.
Réf. : M 21 C

Chargé d'Etudes Informatiques

Jeune titulaire d'une maîtrise de gestion ou d'informatique, vos réelles capacités d'adaptation, votre dynamisme ainsi que votre sens du contact vous permettront de proposer des solutions nouvelles et d'obtenir l'adhésion de vos interlocuteurs.

Vous réaliserez des études de gestion concernant les besoins informatiques et les procédures administratives du département. Vous élaborerez des systèmes de traitements plus performants basés sur l'informatique et la bureautique. **Réf. : M 22 I**

Saisissez l'une de ces opportunités en adressant votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation, prétentions, photo) sous la référence du poste de votre choix, aux ASSURANCES GENERALES DE FRANCE - Département Emploi - 33, rue Lafayette - 75009 Paris.

LA CAISSE REGIONALE
DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET,
première banque de son département (850 p. dont 370 au siège à Orléans, 100 points de vente), accueille

un jeune organisateur, H/F

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, venez participer à l'amélioration des performances de nos agences et des services centraux : création de circuits, procédures, conception de nouveaux moyens (informatique, bureautique), mise en place de méthodes de travail plus adaptées, etc., en liaison notamment avec les services marketing, communication, informatique et les agences.

Jeune diplômé, débutant ou ayant une première expérience en organisation dans la banque, l'assurance, la distribution... Vous souhaitez construire votre carrière avec nous (votre réussite à ce poste en est la condition).

Merci d'écrire à Mme M.C. TESSIER (réf. 5062 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Juristes... oui, mais chez Henkel

Avec plus de 4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires et 3 500 personnes, HENKEL France est la 1re filiale du groupe dans le monde. Nos produits : chimiques et industriels, détergents (SUPER CROIX, MIR...), cosmétiques (FA, DIADERMINE...), d'entretiens (BREF, REX...), colles et adhésifs (PATTEX, PRITT...). Notre politique d'acquisition et de diversification nous amène à renforcer notre structure juridique.

Juriste confirmé en droit des affaires

Vous intervenez comme conseil auprès des unités industrielles et collectivités.

Titulaire d'un DEA, d'un DJCE ou d'un DESS en Droit des affaires et, si possible, d'une formation complémentaire en gestion, vous avez la trentaine et environ 5 ans d'expérience. Vous êtes un généraliste et vous avez développé une spécialisation en droit des sociétés. Vous avez été confronté à de multiples problèmes juridiques : droit immobilier, droit de la distribution, propriété industrielle, procédures judiciaires,...

Juriste junior en droit des affaires

Vous assistez dans un premier temps le juriste en charge des produits grande consommation sur les problèmes de droit de propriété industrielle. Vous intervenez progressivement sur des questions de droit des affaires et de droit social.

Titulaire d'un DEA, d'un DJCE ou d'un DESS en Droit des Affaires, vous avez 25/27 ans et, si possible, une première expérience acquise en cabinet ou en entreprise.

Vous avez aussi des qualités de contact, le sens de la rigueur et de l'organisation ; vous maîtrisez l'anglais et, si possible, l'allemand. Vous souhaitez intégrer un groupe dynamique, une équipe jeune et très professionnelle, alors adressez vite lettre manuscrite et C.V., sous référence J/192.01/M aux Conseils en Recrutement Associés, 58, avenue Kléber, 75784 Paris cedex 16

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES



MEDIA-SYSTEM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

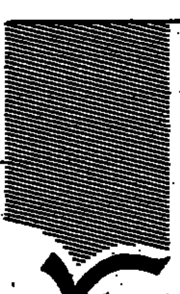
recherche

futur adjoint au responsable des refinancements

Le candidat retenu sera chargé de l'ingeneering financier, des prévisions, du suivi des refinancements, de la comptabilité analytique et du tableau de bord.

Il est demandé une formation supérieure (grandes écoles d'ingénieur ou commerciales, ICG, IAE). Des connaissances en mathématiques financières et en informatique seraient des atouts supplémentaires.

Veuillez adresser obligatoirement une lettre manuscrite de candidature, un curriculum vitae chronologique, une photo et prétentions à :
AUXIFIP à l'attention de Mme Gagliardo
12, rue Chauchat - 75009 PARIS



Bleu Publicité

Consultant

Vous avez la trentaine, et vous voulez devenir Consultant.

Attiré par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguisée. Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntec, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comprenant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon. Votre domicile est en France.

La rémunération que nous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXIAL, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, s/réf. 7166, en adressant lettre manuscrite, c.v. et photo. Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour sa

DIRECTION DU PERSONNEL

au siège social à Paris

CHARGÉ D'ÉTUDES SOCIALES

MISSION :

- Participer aux différentes études qui permettent de définir la **POLITIQUE DU GROUPE EN MATIÈRE SOCIALE,**

notamment :

- étude et application de la réglementation,
- conseils aux établissements du groupe,
- participation à l'élaboration des stratégies sociales...

PROFIL :

- Formation générale de haut niveau : **SCIENCES-PO, HEC, ESSEC + MAITRISE DE DROIT**
- **PREMIÈRE EXPÉRIENCE OU DÉBUTANT.**

Outre les aptitudes générales pour la fonction Personnel, le poste requiert des qualités particulières de contact et d'expression.

CE POSTE PRÉPARE UNE ÉVOLUTION TRÈS LARGE DANS LA FONCTION PERSONNEL AU SEIN DU GROUPE.

Ecrire s/nº 7080, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

GROUPE TAT

2000 salariés
C.A. : 1215 Millions de F.

VOUS AVEZ LE GOUT DES RESPONSABILITES
LE SENS DES INITIATIVES, L'AMBITION DE REUSSIR

Nous vous offrons l'opportunité d'intégrer une équipe à l'image de notre groupe, nous recherchons :

ATTACHE DIRECTION H/F

Au sein de la direction des affaires sociales, vous aurez un rôle d'études et de conseil et animerez une petite équipe. De formation supérieure juridique, vous avez une expérience minimum de 3 ans et possédez une réelle aptitude à la communication.

Pour sa filiale TAT EXPRESS

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. ADE Marie GASPARINI, TAT, B.P. 0257, 37002 TOURS CEDEX.

Important organisme de recouvrement

RECHERCHE

POUR SON SECTEUR CONTENTIEUX

MAITRISES EN DROIT

(OPTION DROIT PRIVÉ)

dans le cadre des formations en alternance (âge maximum : 25 ans). Horaire hebdomadaire : 39 heures. Avantages sociaux.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un c.v. détaillé devront être adressées avant le 25 avril (délai de rigueur) à

l'URSSAF DE PARIS
3, rue Franklin, 93518 Montreuil Cedex

هكذا من الاصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Banque à dimension humaine filiale d'un grand groupe bancaire français

Paris. Pour renforcer ses équipes, cette banque parisienne en fort développement recherche des *collaborateurs de formation supérieure (économie-finance) disposant impérativement* d'une **première expérience bancaire dans le financement des entreprises** ainsi que de réelles aptitudes relationnelles.

Jeunes attachés de clientèle "entreprises"

Au sein d'une équipe, ils participent au développement de relations commerciales avec une clientèle de moyennes entreprises, en liaison avec le réseau national ; ils sont chargés d'évaluer les risques et d'optimiser l'exploitation des comptes. Ce poste exige une *expérience d'au moins trois ans de* l'analyse financière. Une première approche de l'exploitation ainsi que le goût des contacts, du conseil et de la démarche commerciale sont des atouts pour réussir dans ce poste pouvant évoluer vers la responsabilité directe d'une clientèle. De fréquents déplacements en province sont à prévoir. Réf. G 042/M.

Analystes de crédit

Sous l'autorité du responsable d'un portefeuille de moyennes entreprises, ils constituent les dossiers de crédit et participent à la surveillance des engagements en relation avec le *réseau. Ce poste conviendrait* à des candidats ayant un à deux ans d'expérience dans un poste équivalent. Un sens critique de l'analyse du risque est indispensable pour réussir dans ce poste évolutif pour des candidats de valeur. Réf. G 046/M.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manus. et prét., s/réf. choisie, à Danièle FOSSAT,

SEMA•SELECTION 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



GERLAND Etanchéité

Un DAF de développement

En arrivant dans votre poste, vous trouverez une Société qui réalisera en 1988 un CA de 190 MF sur deux sites de production, qui est la troisième marque française dans sa spécialité, qui fait 30% de son chiffre à l'export, qui ouvrira dans les prochains mois une deuxième filiale commerciale à l'étranger et qui a un ambitieux programme de recherche et de qualité.

Le tout, dans le cadre plus vaste d'un groupe aux belles performances : GERLAND, 3 MMF de CA, *4 500* personnes, *qui nous* apporte *tout son appui mais respecte toute* notre autonomie.

Vous trouverez également, dans votre fonction, une équipe soudée, efficace et compétente, des procédures en place et une situation claire.

C'est donc pour l'avenir, pour réaliser nos objectifs de développement que nous comptons sur vous. Faire progresser notre organisation administrative et l'informatique en particulier. Concevoir un système fiable de gestion du risque client. Organiser une fonction personnel adaptée *à nos défis*. Et, bien sûr, apporter à l'équipe en charge du contrôle de gestion et de la comptabilité, votre compétence *et* votre imagination.

Aujourd'hui, vous avez bien la trentaine, car il faut une réelle expérience pour maîtriser tous les aspects de cette fonction. Vous êtes HEC, ESSEC, Sup de Co... vous pouvez tout de suite tenir chez nous des responsabilités de direction et demain évoluer dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil, SEFOP, sous réf. GD 448 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC



JEUNE PROFESSIONNEL DE LA COMMUNICATION

Notre réussite : leader mondial dans une technologie de pointe du cycle du combustible nucléaire.

Notre ambition : développer une politique de communication interne et régionale.

Dans le cadre de ce projet nous souhaitons accueillir dans notre équipe un jeune professionnel de la communication. Vous avez acquis, dans l'entreprise ou directement à son contact, une première et solide expérience des techniques de communication. Vous avez participé à la mise en place de groupes de progrès, cercles de qualité,... et vous avez commencé à vous familiariser avec les relations extérieures.

Vous avez " de la plume", vous êtes créatif, novateur et vous êtes avant tout un homme de dialogue. Vous aurez un rôle de Conseil auprès de notre Direction Générale et participerez au sein de notre équipe à la mise en œuvre des actions de communication. Quant à notre spécialité ? Vous ne tarderez pas à vous passionner pour cette technologie étonnante.



Prenez contact avec notre Conseil, C.E. Kœhrer qui vous parlera de notre Projet et de notre Entreprise. Merci de lui adresser votre dossier, sous référence 48.066, au CPA, 3, rue de Liège, 75009 PARIS.

GROUPE VOCATION

jeune secrétaire général H/F

d'une P.M.E. du secteur boursier

Notre entreprise, filiale d'une société de Bourse, est spécialisée dans les opérations de marché. Avec un effectif d'une trentaine de personnes, nous entrons dans un nouvelle phase de développement. Celle-ci doit s'accompagner d'une évolution de nos structures administratives et d'un perfectionnement de nos méthodes de gestion. *Nous vous proposons d'en être le maître d'œuvre* : supervision de la comptabilité, mise en place et suivi du contrôle de gestion, organisation et prise en charge des opérations de contrôle informatisées, gestion des contrats, administration du personnel, préparation des dossiers présentant un caractère juridique, réalisation d'études...

Vous êtes âgé de 30 ans minimum, de préférence titulaire d'un diplôme d'HEC, ESSEC, ESCP ... et/ou du DECS. Pendant au moins quatre ans, vous avez confirmé vos *compétences dans les domaines comptables et financiers* et, si possible aussi, dans ceux qui concernent le droit et la fiscalité des sociétés. Une expérience d'Auditeur "opérationnel" ou encore d'Adjoint de Direction dans une société financière pourrait convenir.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4112, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



UNANIME



GERLAND Routes

Une route sûre vers votre avenir en Provence - Côte d'Azur

D'abord vous informer. Vous familiariser avec notre approche technique, qualitative, humaine. Compléter vos connaissances. "Apprendre" GERLAND ROUTES.
(GERLAND ROUTES, 7ème *entreprise routière française. Division* performante d'un groupe en belle santé. Le vent en poupe : des hommes sûrs, des résultats, des ambitions).
Puis, tout de suite, prendre votre part de responsabilités dans notre projet : rejoindre le Directeur Régional Provence - Côte d'Azur et, auprès de lui, participer à la vie de la région. Vous charger spécialement de la Communication, de la Formation (nous pilotons d'ici le plan pour l'ensemble du groupe). *Aider* les Chefs d'Agences à gérer une importante expansion. Vous préparer.
Etre prêt alors, à terme rapproché, à diriger un centre de profit. Une délégation très étendue : commerciale, technique, de gestion. Des *hommes, un chiffre d'affaires et des marges, un territoire* et des clients : l'occasion d'être entrepreneur.
Continuer ensuite de grandir avec nous : il y a un grand espace à conquérir.
Chez nous réussissent, vous l'avez compris, ceux qui aiment la vie, l'autonomie, le commandement et qui veulent en donner la preuve. Des ingénieurs Grande Ecole issus déjà de la route ou du BTP. Des gens *qui ont choisi une route sûre et sympathique* vers *leur* avenir.
Merci de nous écrire rapidement sous réf. IFC 445 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

BLOHORN S.A.

BLOHORN S.A. *recherche pour Abidjan un jeune*

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Débutant ou première expérience de Nationalité Ivoirienne

Sous l'autorité directe du Directeur Qualité et Développement, vous participerez à la préparation des programmes annuels de développement, animerez l'équipe chargée de la réalisation de ces programmes et serez responsable du personnel et du matériel placé sous votre contrôle.

Diplômé d'une Ecole d'Agronomie (INA, ENSA, ENSIA, ...) ou de Chimie, option génie chimique (ENSCP, ENSIC, UTC, ...), vous possédez des qualités d'organisation et d'animateur, le goût de l'initiative et, si possible, une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 09/88 à ***UNILEVER FRANCE SERVICES*** *- Recrutement et Sélection des Cadres - 157, boulevard Haussmann - 75382 PARIS Cedex 08.*

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

MARKETING DIRECT ET PRESSE

BAYARD PRESSE est un Groupe de communication multimédias *(25 publications, 1 milliard de C.A.) qui se situe* parmi les leaders en matière de V.P.C. (2 millions d'abonnés).
Nous recherchons *un* ***CHEF DE MARCHE*** *qui sera* chargé, au sein de l'équipe, de conduire et de suivre toutes les opérations de Marketing Direct pour le compte de nos publications (publipostage, couponning, auto-promotion, réabonnements).
Vous avez une formation ESC ou équivalente, une première expérience du Marketing Direct (Presse Edition, VPC ou Agence). Ce poste vous permettra d'élargir vos compétences dans une structure en plein développement.

Merci d'adresser votre lettre de candidature *ainsi qu'un C.V., sous réf* MLA 462, à BAYARD PRESSE, Direction des Affaires Sociales, 3, rue Bayard 75008 Paris.



BAYARD PRESSE

Responsable — Personnel

SUD-OUEST

Elément moteur de notre développement, vous concevez, proposez et mettez en *œuvre* ***la politique de relations humaines et sociales*** de l'entreprise. Nous sommes la filiale (effectif 400 personnes) d'un groupe diversifié leader dans son domaine d'activité (CA 50 milliards F).

Membre du comité de direction, rattaché au Directeur Général, vous assumez la responsabilité de l'animation et de la gestion des hommes, conseillez les hiérarchies, développez la communication interne, définissez la politique de recrutement et de formation, organisez et animez les relations sociales.

Nous recherchons donc un professionnel de la fonction, âgé de 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur. Qualités de rigueur et de négociation, souci d'innovation et sens du *dialogue* vous ouvriront des *possibilités de carrière importantes dans un groupe particulièrement* soucieux du développement du potentiel humain.

Rémunération ouverte et attractive.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 2790 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

MARKETING INTERNATIONAL

Filiale d'un grand groupe industriel, notre société (2 milliards de CA, 3 000 personnes) est leader mondial des produits sidérurgiques spéciaux de haute qualité.

Intéressant les grands marchés de la chimie, du pétrole, de l'énergie, de la construction, elle s'est dotée de services marketing et commerciaux structurés.

Nous recherchons actuellement un

Chef de produit junior H/F

Assistant le responsable d'une large gamme de produits, vous participez à l'ensemble du plan marketing et avez en charge diverses actions (études marketing, concurrence, identification, nouveaux produits et marchés, propositions de stratégies, communication externe...).

Diplômé de l'enseignement supérieur, à 25/30 ans, vous avez, dans l'idéal, une première expérience du marketing industriel international que vous souhaitez appliquer à des produits de haute technologie.

L'anglais est évidemment indispensable, une seconde langue serait appréciée.

Le poste, basé au Creusot (71) à 1 h 30 de Paris par T.G.V., suppose de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Merci de nous adresser votre dossier sous *réf.* B 1851 ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice Conseil
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

PARIS - LYON - BARCELONE

Plâtres Lafarge

CA : 2 milliards, 1500 personnes, 21 sites industriels, importante branche de LAFARGE COPPEE, recherche pour sa Direction des Plâtres Industriels, dont l'activité en fort développement et réalisant déjà 30 % de son CA à l'exportation, commercialise sous la marque PRESTIA, une gamme complète de plâtres pour charges, de plâtres de moulage, dentaires, chirurgicaux et de revêtements pour fonderie un

Ingenieur Chimiste Formulation Produits Nouveaux

Rattaché hiérarchiquement au Directeur des Plâtres Industriels, vous aurez pour mission, à partir des informations fournies par notre Service Commercial, de concevoir, formuler et mettre en état d'industrialisation nos nouveaux produits en réponse aux besoins exprimés par les utilisateurs. Vous travaillerez en étroite collaboration avec le Laboratoire et la Fabrication de notre usine de Meriel (proximité de Pontoise), où vous serez basé et où sont réalisés ces produits. Vous disposerez de l'assistance du Laboratoire Central de Recherche de notre Groupe.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé (ESPCI, ESCOM...) âgé d'au moins 30 ans, ayant acquis une solide expérience de recherche appliquée en rapport avec le poste à pourvoir chez un industriel mettant en œuvre chimie minérale et/ou organique. Ce poste-clé, dans le développement de notre activité nécessite la pratique courante de la langue anglaise et comporte de nombreux déplacements. Compte tenu de l'importance de notre Groupe, un candidat de valeur, disponible et mobile, peut être assuré d'une évolution de carrière à la mesure de ses compétences.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous référence 420 M à :

jlp j.l parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. 45.63.03.10

Beecham Products France

Aquafresh3
williams
SAVANE
UHU

Pour Organiser la Maintenance.
Réaliser les Travaux Neufs.
Mettre en œuvre la politique d'industrialisation.
Concrétiser nos projets d'investissement.
Nous recherchons pour notre usine de PONT-AUDEMER (27), 200 personnes, notre

Ingénieur maintenance et travaux neufs

Filiale du groupe BEECHAM (CA de plus de 25 milliards de francs, 40 000 personnes dans le monde), nous vous donnerons les moyens de votre réussite.

A la tête d'une équipe de 15 personnes et d'un budget en forte croissance, vous contribuerez à l'optimisation et à la rationalisation de notre outil industriel.

Notre projet : être une des usine leader du Groupe en Europe. C'est dire si nous attendons un gestionnaire-réalisateur efficace.

De formation ingénieur, vous avez environ 30 ans et une expérience similaire. Le packaging vous connaissez pour l'avoir pratiqué dans une industrie de biens de consommation (pharmacie, parfumerie, agro-alimentaire...).
Vous parlez l'anglais.
Vous êtes intéressé ? Alors envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. B/IMT/LM, à notre Conseil Martine RENET, qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

PROLIFIX S.A.

LAFARGE NOUVEAUX MATÉRIAUX

Organiser et produire

Notre groupe d'appartenance, bien que classé dans les 30 premières entreprises françaises a su respecter notre culture et notre originalité.
Notre culture est faite d'une confrontation permanente à une concurrence de qualité, d'un souci aigu du service rendu au Client, d'une nécéssité de réaction rapide à la demande du marché.
Notre originalité c'est d'avoir une production en croissance rapide (+ 30 % par an en moyenne depuis 10 ans), d'être capable d'innover pour répondre aux besoins, de posséder 3 sites de production dont bientôt un tout nouveau, en bref d'être performant et exigeant.
Nous voulons améliorer encore notre capacité à réagir à la demande des clients, d'avoir une gestion des stocks optimale, de mettre en œuvre une logistique pointue.
Et nous avons besoin d'un jeune ingénieur (ECP, AM...) qui s'occupera au sens large de l'exploitation des 3 sites en étant basé dans l'un de ceux-ci, non loin de Fontainebleau. Nous attendons de lui une expérience confirmée en production, en gestion de production dans une entreprise de taille moyenne. Il serait parfait qu'il ait une pratique de la micro-informatique et qu'il parle anglais.
Si vous vous reconnaissez dans ce profil, merci de nous adresser votre dossier sous réf. LNM 444.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

1er groupe français en optique lunetterie, nous sommes leader dans ce domaine en Europe et en progression constante sur le plan international. Si nous devons ces résultats à la qualité et à l'évolution de notre production nous savons qu'ils sont aussi le fruit d'une politique interne basée sur la communication, la formation et l'optimisation des ressources humaines.

Responsable formation

En étroite collaboration avec la DRH, vous interviendrez auprès du siège et de nos agences régionales en tant que
• responsable de formation opérationnel, de l'analyse des besoins à la gestion du plan
• animateur de formation auprès de formateurs internes.
Votre analyse prospective sur l'évolution des structures et des technologies vous permettra, auprès des responsables et opérationnels, de créer l'adéquation entre leurs besoins spécifiques et les solutions-formation telles que animation, motivation, participation... Dans le cadre de notre projet "Excellence" vous participerez également à l'animation de nos groupes de progrès, groupes de résolution de problèmes... De formation supérieure, à environ 30 ans, vous avez su prouver, lors d'une expérience de ce type, de préférence en milieu industriel, votre maturité, votre ouverture d'esprit, et bien sûr, votre grand sens de la communication.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et prét. s/réf. 165 à ESSILOR INTERNATIONAL, Service Emploi Formation - 1, rue Thomas Edison - Echat 902 - 94028 Créteil Cedex.

LEM-TOURNAY/ASSCOM

Communiquer, animer, motiver...



ESSILOR

Multinationale leader sur son marché

pour faire face à son développement

RECHERCHE

1) JURISTE D'ENTREPRISE CONFIRMÉ

30 ans, parfaitement bilingue anglais.

Vous pouvez faire état d'une expérience réussie dans certains des domaines ci-après :
- Contrats et accords internationaux relatifs à la vente de produits et services ;
- Protection de la propriété industrielle ;
- Constitution de filiales étrangères et suivi juridique des relations avec les partenaires étrangers ;
- Analyse des risques et leur couverture par l'assurance.

Poste à PARIS.

Déplacements courte durée à prévoir. (Réf. 8518.)

2) JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDE

De formation ingénieur généraliste (ENSAM, ECP, ECL...).

Vous pouvez faire état d'une première expérience réussie de 3 ans dans des services techniques ou de recherche-développement.

Vous intégrerez une équipe dans laquelle vous serez chargé d'assurer les études de développement de nouveaux produits :
- Conception et calculs de structures (connaissances en Fortran et calculs scientifiques souhaitées) ;
- Mise en œuvre de programmes d'expérimentation ;
- Qualification de produits ;
- Contacts avec instituts de recherche français et étrangers ;
- Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste grande banlieue de Rouen. (Réf. 8519.)

Adresser C.V. détaillé et prétentions avec référence du poste,

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

New Dehli, Tokyo, Hong-Kong... et Douarnenez

Situés à Douarnenez nous sommes spécialisés dans l'étirage à froid de produits métallurgiques. Performante et innovante, nous connaissons une croissance annuelle de 20 %. Après l'Europe, notre développement passe par la Grande Exportation :

DIRECTEUR GRAND EXPORT

Vous définirez la politique Grand Export en accord avec le PDG auquel vous êtes directement rattaché. Vous aurez pour mission d'assurer la présence de l'entreprise aux Salons, Foires, Expositions que vous aurez sélectionnés, d'intensifier les relations avec le réseau existant et de le soutenir commercialement, de trouver de nouveaux marchés, d'en choisir les partenaires et d'en négocier les contrats.
Ingénieur de formation, vous avez une bonne connaissance de la métallurgie et une expérience confirmée de la création et de l'animation de réseaux export. A 35 ans ou un peu plus, vous êtes désireux de vous investir sur le long terme dans un poste évolutif au sein d'une PME dynamique. La pratique courante de l'anglais est bien sûr absolument indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manus., C.V., + prét. s/réf. 73005/M à D. DUCAMP, Sélé-CEGOS, Tour Vendôme 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

CURRICULUM — MEMBRE DE SYNTEC

sélé CEGOS

CANSON

Filiale du GROUPE ARJOMARI-PRIOUX
C.A. consolidé : 500 millions de F - 650 Personnes 6 Filiales - Exporte dans plus de 100 pays.
Société fabriquant et commercialisant des PAPIERS BEAUX-ARTS, ARTS GRAPHIQUES, DESSIN TECHNIQUE et SCOLAIRE, de très large notoriété au niveau mondial, recherche un

export area manager

Sur les différents pays dont il aura la charge (éclatés sur les quatre continents : Asie, Amérique du Nord, Afrique et Europe dans un premier temps), il aura - tout en bénéficiant assez rapidement d'une large autonomie - une mission de réflexion Marketing, de Ventes aux Distributeurs et d'Animation d'Agents.

Dépendant du Directeur Marketing et des Opérations Internationales, ce poste vient renforcer une équipe qui a prouvé sa réussite, et représente une excellente opportunité pour un candidat HEC, ESSEC, ESCP... ayant une première expérience de 3/4 ans acquise au sein d'une Société de Produits de Marque. Chef de Produit dans une optique marché, il possèdera également une expérience VENTE, si possible dans le cadre EXPORTATION. L'ANGLAIS et l'ESPAGNOL courants sont indispensables.

Les dossiers de candidature - sous réf. 3473 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

RECRUTEMENT ET GESTION DES CADRES

Notre société, qui emploie plusieurs milliers de personnes, développe une politique de personnel qui met l'accent sur la gestion des ressources humaines. Pour renforcer notre Département Personnel et assister le Responsable du Recrutement et de la Gestion des Cadres, nous recherchons un Adjoint.

28/30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, il a nécessairement une expérience de 3 ans de recrutement de cadres, plus particulièrement dans le secteur tertiaire. Son évolution pourra être motivante au sein de l'équipe.

Merci d'adresser, CV, photo et un courrier mentionnant votre rémunération actuelle à

D FOURNIER,
9 rue Tesson
75010 PARIS

SERVICES

CHEF DE MARCHÉ AFRIQUE

Notre société est leader sur le marché de l'équipement du fournil. Dans le cadre de notre développement, nous avons besoin très rapidement d'un chef de marché pour l'Afrique et le Moyen-Orient.

Agé d'environ 28 ans, de formation supérieure, le candidat sera bilingue (français-anglais) et aura déjà acquis une expérience de la vente de biens d'équipements ainsi qu'une bonne connaissance des techniques de financement export.

Le salaire tiendra compte de l'acquis et l'évolution sera directement liée à la performance.

Le poste est basé à STRASBOURG.

Ecrire sous nº 8521 - LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Société financière - SICOMI

cherche

CADRE SUPÉRIEUR

SCIENCES PO OU GRANDE ÉCOLE

Pour participer à son expansion et son développement.

Expérience financière et immobilière appréciée (10 ans environ).

Ecrire sous nº 8520,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

مكتز من الاجل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes Sup. de Co, placez votre dynamisme dans la finance

Nous sommes un établissement financier français spécialisé dans le crédit court terme aux entreprises. Nous occupons une position de leader sur notre marché, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 40 milliards de francs. Pour faire face à notre développement, nous souhaitons intégrer un

Chargé de clientèle

qui aura pour mission en pleine autonomie à l'intérieur de très larges délégations : d'apprécier le risque des opérations avec les entreprises, de les prendre en charge, d'entretenir le fonds de clientèle existant par des visites suivies et fréquentes sur le terrain.

Nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur avec une première expérience professionnelle, ayant démontré dans des postes opérationnels, soit en banque, soit à l'intérieur d'une PME, de réelles qualités d'entrepreneurs, une bonne résistance au stress, et un sens commercial développé.

Outre une rémunération motivante, notre Société est capable d'offrir au candidat à potentiel des opportunités de carrière intéressantes tant dans sa propre structure que dans ses filiales. Le lieu de travail est à Paris.

Nous avons confié le premier contact à notre Conseil, Denis SESBOÜÉ, à qui vous voudrez bien adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., *photo, prétentions), sous la réf.* B/CC/LM, et qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

---

130 à 150 KF.

La CRCAM du Sud-Ouest implantée à Aires-sur-Adour, recherche pour son service financier-comptable, un

ASSISTANT CHEF COMPTABLE

Diplômé de l'enseignement supérieur (DECS ou expert-comptable stagiaire) réellement compétent dans le domaine fiscal, vous avez déjà une expérience de la fonction.

Vous serez capable d'animer l'équipe du service comptabilité, de contrôler les comptabilités divisionnaires, de gérer le système comptable de La C.R. Vos qualités humaines doivent vous permettre de prendre rapidement des responsabilités plus importantes.

Rémunération de départ... fonction de l'expérience + avantages sociaux.

Merci d'écrire avec C.V. + photo à KRENO AQUITAINE S.A. - 4 bis, quai de la Paludate - 33800 BORDEAUX.

MEDIA PA

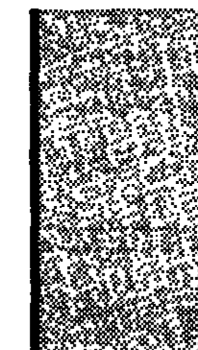
KC KRENO Consultants

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

recherche

pour sa Direction des marchés, un

JEUNE ECONOMISTE



Au sein d'une petite équipe, il réalisera des analyses de conjoncture et des études ponctuelles. Il participera aussi à la réalisation du bulletin mensuel de conjoncture, avec le responsable de la publication.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (DEA d'économie, sciences Po) spécialiste d'économie financière et monétaire, maîtrisant bien la langue anglaise et doté de réelles qualités rédactionnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 38011 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Métropole Lilloise

Analyser, synthétiser, simplifier

Analyser en profondeur les réalités complexes de l'entreprise et de son environnement.
Synthétiser de façon claire et structurée les données économiques à diffuser.
Imaginer des outils de gestion simples et souples pour répondre aux besoins des opérationnels.

Avant de se retirer, le Président fondateur d'un Groupe de Distribution spécialisé, organisé et prospère (150 points de vente animés par 5 directions régionales fortement autonomes) souhaite consolider sa structure en intégrant à l'équipe actuelle de cadres dirigeants opérationnels un **Assistant de haut niveau** qu'il formera à la fonction ci-dessus.

Cette création de poste offre un vaste terrain de réflexion : procédures de comptabilité et d'approvisionnement, tableaux de bord, finances, outils pédagogiques, évolution de progiciels "maison" déjà très efficients (15 ans d'expérience).

Organiser en responsabilisant : telle pourrait être la synthèse de cette mission passionnante qui va bien au-delà de l'*audit interne*.

Une formation supérieure élevée ou une bonne culture économique complétée par une expérience probante dans l'analyse, la conception ou l'audit, est indispensable. Dans tous les cas, nous privilégierons les facultés intellectuelles, le sens concret, l'imagination, la rigueur du raisonnement, la précision et la persévérance dans l'action.

Le travail de fond à accomplir inscrit cette fonction dans une perspective de long terme : la jeunesse et le désir de découvrir, d'être utile, de créer seront déterminants.

Les possibilités de rémunération sont à la mesure de l'efficience attendue.

Nicole GEILER traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf. 2050/LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
1001, avenue de la République - BP 319
59701 MARCQ-EN-BARŒUL - Tél. : 20.98.83.83.

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

BANQUE PRIVEE Filiale d'un groupe financier et industriel recherche son

RESPONSABLE SECRETARIAT/SICAV

pour prendre en charge l'organisation du service, l'animation de l'équipe (6 personnes), le suivi de la réalisation des travaux à mener.

Il assurera l'aspect juridique et administratif des conseils, ainsi que les relations extérieures qui en découlent. L'utilisation de la micro-informatique (Vectra) est généralisée.

Le candidat(e) sera par exemple :
- ☐ de formation supérieure,
- ☐ avec une expérience d'environ deux ans dans un poste similaire, au sein d'une banque, d'un établissement financier.

La rémunération est attractive pour un candidat de qualité.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la réf. 4024
à **PUBLIVAL** - 27 route des Gardes 92190 MEUDON.

Important organisme privé
MÉDICO-SANITAIRE

PARIS

Contrôleur de Gestion H/F

Rattaché à la Direction Financière, son rôle consistera à prendre en charge les travaux opérationnels de contrôle de gestion : plans, budgets, études, reporting tableaux de bord, études à caractère économique, dossiers d'investissements et nouveaux projets pour l'ensemble de l'organisme.

Expérience opérationnelle et confirmée de 5 ans minimum en entreprise ou en cabinet. La connaissance du secteur médico-sanitaire serait un plus.

Formation supérieure en gestion et DECS ou équivalent. Bonne maîtrise de l'informatique exigée. Anglais souhaité.

Le candidat devra justifier de ses capacités d'analyse et de synthèse et de son goût des relations humaines. La rémunération attractive sera liée à son acquis professionnel.

Ecrire avec C.V., prétentions et téléphone privé sous la référence 28010/M à Danièle Chapuis

MRI conseil
13, rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.
Paris - Francfort - Genève - Hong-Kong - Toronto

CURRICULUM

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION (H ou F)

Paris Est

Une Société française (420 personnes - CA 170 MF) spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation d'équipements de manutention, leader sur son marché, recherche un JEUNE CONTROLEUR DE GESTION. Rattaché au Président et en liaison avec les Services Comptables, il préparera les budgets annuels, en suivra l'exécution avec les Responsables Opérationnels. Il sera chargé de contrôler et d'améliorer la gestion des stocks. Il participera à l'élaboration des prix de revient. Il gérera l'ensemble des procédures utilisées dans la Société et veillera à leur application. Ce poste, qui nécessite des qualités d'organisateur, de gestionnaire et d'animateur, s'adresse à un jeune diplômé *de l'enseignement supérieur (ESC option Finance Gestion, IUT* Gestion...), possédant deux années d'expérience du contrôle de gestion acquise au sein d'une entreprise du secteur industriel.
Ecrire sous référence 1011 M à:

GRH Conseils
3 avenue de Ségur - 75007 PARIS - Discrétion assurée.

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
recrute

- **jeunes diplômé(es) experts-comptables**
- **experts-comptables stagiaires expérimenté(es)**

(Régimes 1963 et 1981)

- **assistant(es)** (MÊME DEBUTANT(ES))

Formation assurée.

Envoyer Curriculum-Vitae avec prétentions et photo à :
Société Européenne de Contrôle Comptable et Financier
S.E.C.C.F. - Service du Personnel - 21, rue Fortuny - 75017 Paris

P.R.Bley

Proche Banlieue Ouest **300 KF +**

Jeune PME en fort développement dans le secteur de la distribution, filiale d'une multinationale anglo-saxonne recherche son

Directeur financier

Rattaché au Directeur Général et responsable d'une équipe de 5 personnes, vous coordonnerez l'ensemble des aspects financiers, comptables et administratifs de la société, et aurez pour mission d'optimiser les systèmes et procédures existants, de constituer et mettre en place des outils de gestion performants.

Agé d'environ 35 ans, titulaire du DECS, vous avez déjà mené à bien l'organisation d'un système comptable et financier intégré à une gestion commerciale, dans un milieu fortement informatisé. Vous avez l'expérience de la comptabilité et du reporting anglo-saxons. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel) sous réf. 804.02-M à Monique Herbet, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

BANQUE PRIVEE
Filiale d'un groupe financier et industriel
recherche pour son

service Organisation et Inspection, un

AUDITEUR INTERNE

diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, Ecole Supérieure de Commerce, ESCAE...)

Il a une première expérience de 2 à 4 ans, acquise soit dans une Banque en qualité d'Inspecteur, soit en Cabinet.

Le candidat aura pour mission :
- de s'assurer du respect des procédures,
- de vérifier leur application dans la Banque,
- de proposer après diagnostic des améliorations à la Direction Générale.

Le candidat, outre un esprit d'analyse et de synthèse, a de *bonnes qualités d'animation.*

La rémunération est motivante pour un candidat de valeur.

Adresser lettre man., CV et prétentions sous réf. 4023
à **PUBLIVAL** - 27 Route des Gardes 92190 MEUDON.



SOCIETE FINANCIERE
PARIS 8EME
recherche



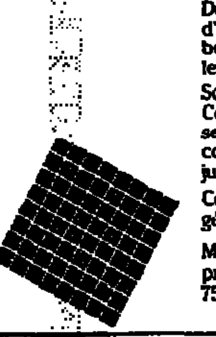
SERVICE CONTENTIEUX

De formation juridique Bac + 4, vous avez 8 à 10 ans d'expérience vous ayant permis d'acquérir une très bonne pratique des affaires immobilières et de leurs négociations.

Sous la responsabilité directe du chef de service Contentieux, vous serez amené à optimiser l'aboutissement du recouvrement amiable de créances contentieuses sur prêts immobiliers dont le montant justifie une intervention dynamique et personnalisée.

Ce poste évolutif nécessite en outre une mobilité géographique fréquente de courte durée.

Merci d'adresser lettre de candidature, c.v., photo et prétentions à AXIAL (réf. LM/7157) 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.



SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES et FORMATION recherche

RESPONSABLE DE FORMATION
SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER
Niveau ITB requis, CESB apprécié.

Le poste comprend l'élaboration de plans de formation, l'animation de cycles pédagogiques courts et longs, la rédaction de supports, etc...

Une grande mobilité est nécessaire ; l'essentiel des missions se déroulera Outre-Mer.

Adresser CV détaillé + photo sous référence 2786/A à :
A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS *(qui trans.)*

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Filiale d'un important groupe industriel américain, nous recherchons pour notre siège européen un

Chef de Projet

Paris **250/320 KF**

Cette personne sera chargée de toutes les questions informatiques propres à la fonction finance.
Dans ce cadre, il sera l'interlocuteur privilégié des directions financières européennes et sera responsable de l'adaptation ou de la refonte de l'ensemble des applications de gestion et de finance.
Il évoluera dans un environnement IBM (3090 et réseau) et animera une équipe de huit personnes.

De formation supérieure, le candidat justifie d'une expérience réussie de 2 à 5 ans dans le secteur informatique, acquise en SSII ou en milieu industriel, et possède une solide connaissance des logiciels financiers et de gestion. La maîtrise de "General Ledger" et du langage APL serait un atout. Anglais courant exigé.
Un collaborateur motivé et à fort potentiel trouvera dans notre groupe de réelles perspectives d'évolution.

Contacter Ivor Alex au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page France**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. IA 1382 MO.

L.B.W.

MP
Michael Page France
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

La filiale française d'un important groupe bancaire international recherche son

Directeur Clientèle Privée

Paris **Réf. AK 153 MO**

Rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous aurez sous votre responsabilité la gestion, l'animation et le développement du fonds de commerce "Clientèle Privée" de la Banque.
Votre tâche sera :
- de participer à la définition de la stratégie et des objectifs de placement de la Banque,
- de développer l'activité de gestion des comptes sous mandat,
- de coordonner l'action du réseau dans le domaine de la gestion patrimoniale.

Rompu aux contacts à haut niveau, très commercial, âgé d'environ 40 ans, vous avez une solide expérience d'animation d'un réseau bancaire dans le domaine de la gestion privée, que vous souhaitez valoriser auprès d'un nom prestigieux de la place.

Contacter Antoine Kamphuis au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS**, en mentionnant la référence.

L.B.W.

MP
Michael Page Banking
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

Une importante Banque anglo-saxonne recherche un

Salesman

Paris **Réf. YB113MO**

Répondant au Directeur de la Gestion, vous aurez pour responsabilité de développer et de gérer **une clientèle de Grandes Entreprises et d'Institutionnels.**
Votre rôle sera multiple et comprendra :
- la vente de produits financiers,
- la participation à la création de produits "sur mesure" pour les clients,
- la mise en place de montages financiers .

De formation supérieure (ESC, MBA,...), commercial et dynamique, vous avez une bonne approche des relations avec les entreprises au plus haut niveau et vous connaissez le marché des produits financiers. Vous parlez bien sûr couramment l'anglais.

Contacter Yves Boissonnat au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

L.B.W.

MP
Michael Page Banking
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

Un groupe industriel français leader mondial dans son secteur

RECHERCHE

ADJOINT DIRECTEUR FINANCIER

pour lui confier les missions suivantes :

- Contrôle et suivi de l'activité des filiales étrangères ;
- Assistance dans la négociation des contrats à l'exportation ;
- Coordination des comptes consolidés ;
- Evaluations financières dans le cadre de prises de participation tant en France qu'à l'étranger.

Basé à Paris, ce poste riche et évolutif s'adresse à un candidat âgé d'environ 28 ans.

De formation supérieure économique et financière (HEC, ESSEC, SUP de CO., IEP, ECO F1), il justifie d'une expérience de 3 ans minimum acquise au sein de la direction financière d'un groupe international ou dans un cabinet d'audit, et parle couramment anglais.

Sa capacité à organiser une fonction ouverte, ses qualités de rigueur et de méthode ainsi que son goût des contacts lui assureront une rapide intégration.

Adresser c.v. détaillé et prétentions s/nº 8 517

LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

MARCHES DE CAPITAUX

Notre **Direction des Marchés de Capitaux** recherche, pour développer ses systèmes d'information

2 ORGANISATEURS HF

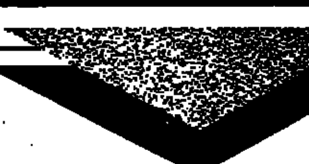
Au sein du service, chargé de la coordination d'ensemble des systèmes de la Direction, vous participerez activement, en liaison étroite avec les utilisateurs et les informaticiens, à la définition des besoins, à la conception et à la mise en œuvre de nouveaux projets, dans les domaines suivants:

- SALLES DE MARCHES ET BACK-OFFICES
- MICRO BUREAUTIQUE ET SYSTEMES DE COMMUNICATION

Agé d'environ 30 ans, diplômé de Grande Ecole (ou équivalent), vous justifiez d'une expérience significative dans le domaine de l'organisation (entreprise, cabinet de Conseil...).
Vous faites preuve d'autonomie et de dynamisme et vous désirez maintenant élargir votre expérience au sein d'un grand groupe international dans un secteur de pointe.
Une connaissance des produits de Marchés et une pratique courante de l'anglais seraient appréciées.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. DO, à M. Frédéric PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIA BA



IMPORTANT INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Intégré à la direction financière située à Paris, il assurera le contrôle des procédures comptables, le suivi des opérations financières et de trésorerie. Il développera les outils nécessaires à ces diverses activités.

L'évolution du poste le conduira à intervenir dans le montage des opérations financières. Sa formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ESCL...) complétée d'un DECS, son expérience de 5 ans en milieu bancaire ou en assurances en font le professionnel que nous recherchons.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2624 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

FRESHFIELDS

JURISTES INTERNATIONAUX

cherche

JEUNES JURISTES

DESS Conseil juridique ou équivalent + 3 ans d'expérience droit financier et droit des sociétés dans cabinet de conseil ou service juridique de banque.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. à Françoise Thouvenin, 14 avenue Gourgaud – 75017 Paris.

P.R.Bley

PARIS

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Cette Société internationale (150 millions de francs de C.A.), basée en France, développe une activité de services de très haut niveau dans les domaines de l'engineering et de l'informatique. Elle connaît une forte croissance, en France et en Europe. Engagée dans une politique de diversification active, elle propose aujourd'hui le poste de Responsable Administratif et Financier pour le groupe.

Rattaché au P.D.G. et dans le cadre d'une large délégation, le titulaire du poste assume une mission complète portant sur tous les aspects de la fonction financière, comptable et administrative. Son poste pourra s'orienter à terme vers une fonction de secrétariat général. Pour assurer sa mission, il dispose d'une équipe de cinq personnes, avec le support d'un outil informatique développé.

La fonction exige du pragmatisme et de l'initiative, et aussi une large implication dans la stratégie de l'entreprise : études de diversification, préparation de dossiers financiers, etc...

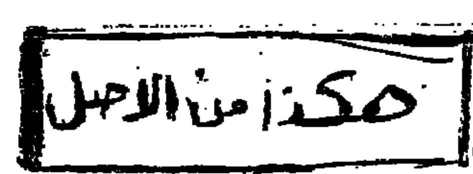
Nous souhaitons rencontrer un JEUNE PROFESSIONNEL CONFIRME (3 à 5 ans d'expérience), diplômé de l'enseignement supérieur qui a déjà occupé des responsabilités similaires en entreprise ou en cabinet.

Le poste est basé à Paris. Les conditions offertes, les perspectives d'évolution réelles, sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Merci d'adresser, lettre manuscrite de candidature, C.V. complet, photo et rémunération souhaitée sous référence M 115 E, à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

A.Jfluenis





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Créer et optimiser la gestion...
...de nos liquidités francs et devises

Notre réputation technique et commerciale nous place parmi les premiers spécialistes mondiaux d'étude et de fabrication d'équipements Aérospatiaux. Les résultats nets 1987 de notre Groupe sont supérieurs à 8 % de notre chiffre d'affaires. Dans ce contexte, nous créons le poste de

Trésorier

Garant de nos liquidités francs et devises, vous serez chargé :
- d'élaborer les budgets et gérer la trésorerie du Groupe (C.A. : 1,8 Milliards de Francs),
- de participer activement à l'informatisation des opérations de trésorerie,
- de déterminer les besoins de financement et d'assister les Directions commerciales dans leurs relations avec les marchés étrangers (plus de 45 % de notre C.A. est réalisé à l'exportation).

Pour ce poste, qui implique de créer et de développer une gestion de trésorerie active et des relations de négociation de bon niveau (marché des capitaux et des *changes oblige !*), *nous souhaitons rencontrer un diplômé* de l'enseignement supérieur (HEC, Sciences Po, ESCAE,...) possédant une première expérience d'au moins 3 ans dans le domaine de la Trésorerie, et désireux de valoriser son savoir-faire dans une société industrielle en forte croissance. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Thierry de CARNÉ, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre résumé de carrière et prét., sous réf. N/TRE/LM.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



GROUPAMA

LES ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES
SAMDA SORAVIE

LA CAISSE REGIONALE DU NORD recherche pour son siège de ***LILLE***:

JEUNE RESPONSABLE DE LA GESTION TECHNIQUE DES PRODUITS

Le candidat que nous recherchons doit être un **spécialiste des contrats d'assurance**, tant au niveau de la conception, de la gestion que de l'évolution.
De plus, il doit être en mesure au travers des informations fournies par nos unités de gestion, **d'assurer la maîtrise de l'équilibre entre les garanties, les sinistres et les tarifs.**
Il devra également mettre en œuvre une politique de sélection et de surveillance.
Une connaissance de l'assurance des biens des agriculteurs serait un atout complémentaire.
Ce poste susceptible d'évoluer requiert, outre des compétences techniques, des aptitudes relationnelles et au management.
Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V., sous référence 811 M, à :

Corinne Van Loey 39, rue Amiral Mouchez
75013 PARIS

---

bip
BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

Recherche

Ingénieur Commercial de haut niveau

Première banque d'arbitrage française, nous avons une croissance rapide de nos résultats et de nos effectifs.

Dans le cadre de notre développement, nous faisons appel à des professionnels de haut niveau et nous vous proposons d'intégrer notre département commercial.

Vous êtes diplômé d'une grande école scientifique ou de gestion et vous possédez une bonne connaissance des nouveaux instruments financiers.

Vous avez, au cours de votre expérience, prouvé vos qualités de négociateur, dans une banque ou un établissement financier.

Votre esprit d'équipe et votre tempérament de gagneur vous permettent de gérer et de développer nos relations avec les dirigeants de grandes entreprises sur des produits financiers sophistiqués.

Nous vous offrons une rémunération motivante et de fortes possibilités d'évolution. Dans un contexte performant, vous aurez la possibilité d'exprimer pleinement votre potentiel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et votre C.V. à :

bip Direction des Ressources Humaines
108, boulevard Haussmann - 75008 PARIS (réf. GM/IC)

Jeunes Gestionnaires

VALORISEZ VOTRE ÉNERGIE

Chez SUCHARD-TOBLER, division de JACOBS SUCHARD FRANCE, N°1 européen et N°3 mondial de sa spécialité, nous savons valoriser les tempéraments «énergiques». *Esprit synthétique et méthodique*, capable d'utiliser efficacement les outils informatiques (PC) vous aimez les contacts et le travail en équipe. Mobile et disponible, vous savez trouver l'information pertinente là où elle est. Vous avez des idées ? La taille de notre Groupe nous permet de vous offrir une carrière passionnante.

ASSISTANT INTERCOMPANY BUSINESS ET EXPORT

Votre formation ESC complétée d'une première expérience de la fonction ou de stages réussis et significatifs vous permet d'être opérationnel très rapidement. Vous êtes l'interlocuteur de nos sociétés soeurs et à ce titre responsable *de négociations, de l'élaboration des prix de cession et du* contrôle de toutes nos activités intercompagnies. Vous proposez des tarifs et suivez l'évolution de nos activités sur les marchés spéciaux et à l'export. Vous établissez le suivi de nos investissements avec rigueur et finalisez *les analyses des budgets de fonctionnement de* l'entreprise. Anglais indispensable, Allemand souhaité. Déplacements à l'étranger prévisibles.
(Réf. LM AI).

ASSISTANT ANALYSES ET PREVISIONS

Vous connaissez les chiffres, mais vous savez en sortir. Diplômé d'ESC à bon potentiel, vous serez chargé : de l'élaboration de la prévision mensuelle de l'ensemble de l'exploitation de la société, de l'analyse des résultats mensuels, de *l'élaboration du budget et de l'ensemble du reporting de* Groupe (Réf. LM AA).
Postes basés à notre Siège de Choisy-le-Roi.

Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence choisie à Pascal GUICHARD - JACOBS SUCHARD FRANCE, 16, Avenue Jean Jaurès, 94600 CHOISY-LE-ROI.



JACOBS SUCHARD FRANCE

PUBLIVAL

BOUSSAC TEXTILE, filiale du Groupe **FINANCIERE AGACHE** (Boussac, Saint-Frères, Christian Dior, le Bon Marché et Conforama), 12 milliards de francs de C.A., recherche, dans le cadre du renforcement et du développement de la DIRECTION MARKETING de son département LINGE DE MAISON (Marques JALLA et AGALYS, licences YVES SAINT–LAURENT, DANIEL HECHTER et CHRISTIAN DIOR), un

Responsable statistiques commerciales

Basé sur Paris

Rattaché au Directeur Marketing, vous aurez pour missions :
- de définir, créer, faire évoluer et assurer le contrôle des différents supports d'information (prévisions, tableaux de bord, suivi des productions, ...) en cohérence avec les données du marché et le plan marketing,
- *de participer à l'élaboration et au suivi du plan et du* budget marketing à l'aide des données *statistiques actualisées.*

Nous souhaitons accueillir un gestionnaire et/ou un statisticien diplômé qui, agé d'environ 30 ans, aura déjà acquis un savoir-faire significatif dans la supervision chiffrée de plusieurs gammes de produit.
Vous justifiez en outre d'une réelle expérience de la micro-informatique.
Vous êtes attiré par une structure de groupe au sein duquel *existent de réelles opportunités de carrières.*

Merci d'adresser votre dossier complet, sous réf. LD/STAT à Madame de MALEZIEU, F.A. SERVICES, 11, rue François 1er, 75008 PARIS.

BSF

MOORE PARAGON

Filiale d'un groupe international et leader sur le marché français de l'imprimé de GESTION et de COMMUNICATION (1 900 personnes, CA 1 milliard de F) recherche son

Responsable de la comptabilité industrielle et analytique

Vous avez :
- entre 25 et 30 ans, un bon niveau d'études comptables *et notamment de comptabilité analytique*
- 2 années d'expérience en milieu industriel
- une bonne maîtrise de la micro-informatique et un anglais "convaincant"

Nous vous proposons :
- une sérieuse évolution professionnelle
- rattaché au Directeur du plan et du budget du siège social à Boulogne (92102) vous exercerez vos talents d'analyste pour contrôler les éléments fournis par nos unités et réaliser le reporting du groupe
- vos qualités de communication vous permettront de mettre *à jour les procédures dans nos usines et d'adapter nos* besoins d'information à l'évolution de nos produits.

Une nouvelle dimension dans votre carrière ?.. Adressez votre C.V. photo, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 16739 à notre Conseil.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



Impact Développement - 26 rue Brunel - 75017 PARIS

DE LA COMPTABILITE AU CONTROLE DE GESTION...

Sup de Co

LE GROUPE SUP DE CO - LE HAVRE-CAEN a créé un nouveau cycle d'enseignement supérieur en gestion financière et comptabilité européenne.

Dans le cadre du développement de cet enseignement, *il recherche* un professeur permanent, jeune diplômé d'études supérieures, possédant une expérience en entreprise acquise dans une direction administrative et financière ainsi qu'une connaissance de l'informatique de gestion.

Le candidat, agé de 30 ans environ et parlant anglais, outre ses *compétences techniques, doit être motivé par la pédagogie.*

Poste à pourvoir à Caen.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 204 573 M à notre conseil Françoise BARSL.

EMPLOI centor 26, rue Henri Monnier
75009 paris

PARIS 42 85 15 53 LYON 78 09 37 15 MULHOUSE 89 32 24 25

GROUPE SENSEMAT **LEADER OUTILLAGE GRAND PUBLIC**

75e au TOP 100 des entreprises les plus performantes de France, recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF & COMPTABLE

Doté d'une solide formation (DECS-ESCAE) confirmée par 10 à 15 ans de pratique, vous possédez une réelle compétence pour animer et superviser les Services Comptables et Administratifs de nos filiales, et le Service Informatique Central.

Votre personnalité et votre ambition vous permettent de vous intégrer à l'équipe dirigeante de notre Groupe en très forte croissance (C.A. 350 MF).

Vous avez une expérience d'une Direction Comptable et Administrative en PME-PMI, un vécu de Groupe et de la consolidation.

Le poste est basé dans une petite ville agréable du GERS à 1 h de TOULOUSE.

Adresser C.V. avec photo et lettre en indiquant rémunération actuelle et prétentions au Groupe SENSEMAT - B.P. 66 - 32500 FLEURANCE.

Deb's

Entreprise exportatrice de biens d'équipements, leader mondial dans notre secteur, nous recherchons pour notre siège de Neuilly (92)

UN AUDITEUR INTERNE CONFIRMÉ

De formation supérieure, titulaire d'un DECS complet ou plus, vous avez plusieurs années d'expérience dans un cabinet et/ou un service d'audit. Vous maîtrisez bien l'anglais et vous êtes prêt à voyager fréquemment en France et à l'étranger.

Vous participez à l'amélioration de nos performances : organisation de nos activités, suivi de nos établissements en France et à l'étranger. La réussite à ce poste constituera pour vous un tremplin vers des responsabilités plus importantes et diversifiées au sein de notre groupe.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 072200 à Mazet 104 Rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

recherche pour son centre d'Observation Economique

2 STATISTICIENS ECONOMISTES

Formation ENSAE ou équivalent. Bonne connaissance de l'informatique exigée.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à



C.C.I.P. – DPRS – 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GENERAL FOODS FRANCE

recherche pour l'une de ses deux grandes divisions, un

Controller confirmé 400 000 +

qui aura en charge l'élaboration des budgets prévisionnels et le contrôle de gestion de sa Division. Il devra en outre conseiller sa Direction en matière d'investissements (nouveaux produits/développement...) sur la base d'études financières et des meilleures options prévisibles. Il sera assisté par une équipe de 5 à 6 personnes.

Agé d'au moins 32 ans, diplômé d'une grande école commerciale (HEC/ESSEC/MBA...) et parfaitement bilingue français/anglais, le candidat aura déjà une expérience de la fonction (4 à 5 ans) au sein d'une filiale américaine, de préférence.

Un candidat de valeur peut évoluer vers la Direction Financière ou éventuellement dans les structures internationales du Groupe.

Envoyez votre C.V. - photo - salaire actuel, sous la référence 880146, à notre Conseil.

Sonia Lipzyc

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE 75017 PARIS

MEDIA BA

Auditeur interne

Ce groupe français particulièrement performant, spécialisé dans la production et la commercialisation de peintures et de produits de décoration haut de gamme, connaît une progression importante de son chiffre d'affaires. Il emploie environ 700 personnes et possède une cinquantaine de filiales réparties sur l'ensemble du territoire et à l'étranger. Il souhaite aujourd'hui renforcer son équipe d'audit interne par l'intégration d'un nouvel auditeur. Au sein d'une équipe de cinq personnes, directement rattachée au directeur financier du groupe, il sera responsable de plusieurs filiales, pour lesquelles il s'assurera du respect des procédures et de l'organisation comptables en effectuant ponctuellement des missions d'audit. Par ailleurs, il interviendra dans ces sociétés en assistance et révision comptables et pilotera les opérations de clôture. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans de formation supérieure complétée par le DECS et possédant une première expérience d'audit comptable acquise en entreprise ou en cabinet. Ce poste est basé en proche banlieue Nord-Ouest mais suppose de fréquents déplacements. Ecrire à Frédérique CHEMARIN en précisant la référence S8293M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

CENCEP

PREMIER BANQUIER DES JEUNES,
LE RESEAU DES CAISSES D'EPARGNE
VIT A L'HEURE EUROPEENNE : 1992.

Pour sa Direction de l'Animation du Réseau,
Département Techniques de Gestion, le CENCEP recherche un :

Analyste financier

• Agé de 28 à 30 ans environ, possédant une bonne formation financière et comptable ainsi qu'une expérience bancaire, vous avez pratiqué le contrôle budgétaire et utilisé la micro-informatique.

• Vous serez chargé de l'analyse des performances de gestion des Etablissements, de la mise au point et/ou de la promotion de nouvelles techniques financières au sein du réseau (Gestion budgétaire, analyse financière...).

• Bon *négociateur et diplomate, vous serez amené à travailler en collaboration* avec les responsables financiers des Etablissements.

• Votre engagement personnel, votre mobilité et votre potentiel vous permettront de vous exprimer dans un contexte évolutif.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. G 1882 ou transmettez-le à CV CADRE en composant le 3615 code JCM sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice Conseil
12, rue de Ponthieu
75008 PARIS

PARIS - LYON - BARCELONE.

CENCEP



PREMIER BANQUIER DES JEUNES,
LE RESEAU DES CAISSES D'EPARGNE
VIT A L'HEURE EUROPEENNE : 1992.

Pour sa Direction de l'Animation du Réseau,
Département Techniques de Gestion, le CENCEP recherche un :

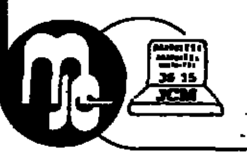
Organisateur de banque

• A 28 ans environ, vous offrez une première expérience réussie au sein d'un Etablissement de crédit dans une fonction similaire.

• Vous avez une connaissance approfondie d'au moins un des domaines suivants : crédits, dépots, titres.

• *Vous participerez à des audits d'Etablissements en vue d'adapter* l'organisation des services à l'évolution rapide du réseau et de proposer des solutions d'informatique locale pour améliorer la productivité et la qualité du service bancaire.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. G 1887 ou transmettez-le à CV CADRE en composant le 3615 code JCM Sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice Conseil
12, rue de Ponthieu
75008 PARIS

PARIS - LYON - BARCELONE.

ETRE LE N°2 D'UNE AFFAIRE

APPARTENANT A UN GROUPE PUISSANT ET EN FORTE CROISSANCE

Pour ce faire, vous entrez dans une structure légère, disposez d'un style de management développé et bénéficiez des outils de gestion les plus performants.

Pour l'être, à 28/30 ans, il vous faut posséder une première expérience dans le domaine de la gestion et de l'encadrement, être à la fois homme de communication, de réflexion et d'action.

Votre mission : vous êtes patron et animateur d'une équipe importante (40 à 70 personnes). Vous assumez la fonction de

CONTROLEUR DE GESTION,

savez influer sur les politiques de cette affaire commerciale, êtes l'élément mobilisateur en matière de gestion. Enfin, vous suivez les procédures administratives garantissant ainsi la fiabilité des informations utilisées.

Notre expansion impressionnante mais réaliste, nos projets en France et à l'étranger vous permettent d'envisager de réelles perspectives d'évolution.

Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne mais des possibilités sont offertes dans d'autres régions de France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV et photo sous réf. 29158 à Média-System, 6/8 Impasse des deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

LA MUTUALITE FRANCAISE

recherche le

RESPONSABLE de son SERVICE «FIDUCIAIRE GESTION»

Diplômé d'études supérieures, de préférence grande école d'ingénieurs, titulaire d'un diplôme complémentaire (DECS, Droit ou Sciences Economiques).

Ce cadre de plus de 35 ans maîtrise parfaitement les techniques d'analyse de gestion des entreprises.

Il dispose d'une expérience significative dans le domaine des systèmes d'information de gestion informatisés.

Il a également vécu des expériences concrètes en matière de diagnostic d'entreprises.

Homme de contact, le candidat aura fait la preuve de ses capacités à diriger des cadres de haut niveau.

Les candidatures (lettre *manuscrite, CV, photo - restituée -* et rémunération souhaitée) doivent êtres adressées au Directeur Administratif de la MUTUALITE FRANCAISE 255, rue de Vaugirard 75719 PARIS CEDEX 15.



CONTESSE

UNE GRANDE BANQUE NATIONALE

recherche

POUR LA REGION PARISIENNE :

JEUNES DIRECTEURS D'AGENCE (réf. 1718)

Vous possédez une formation supérieure et une première expérience réussie de la clientèle particuliers et/ou entreprises.
Vous souhaitez devenir Directeur d'Agence ou prendre la tête d'une Agence plus importante.
Nous vous offrons une nouvelle ouverture de carrière et de réelles perspectives d'avenir.

POUR SA SUCCURSALE DE NEUILLY:

DIRECTEUR DE LA CLIENTELE PARTICULIERS (réf 1718 B)

Vous avez entre 28 et 35 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum de la clientèle de particuliers.
Nous vous proposons de faire valoir vos talents d'animateur et de développeur à la tête d'une équipe de 20 personnes.

Merci d'adresser votre CV avec photo en indiquant la référence à notre conseil : CEPIAD 135 Av de Wagram 75017 PARIS.
Discrétion absolue garantie

Le Congo pour un directeur administratif et financier

Cette importante Société Forestière récemment créée, réunissant des partenaires français et congolais, entre en phase de production et recrute son **directeur administratif et financier.**
Dans un premier temps, il mettra en place l'organisation définitive des services administratif et comptable, des services du personnel et de la paie dont il sera le responsable : il aura pour objectifs la maîtrise de la trésorerie, la fiabilité des comptabilités générale et analytique, la régularité des documents de gestion.
Plus généralement, le Directeur Administratif et Financier coordonnera les travaux budgétaires, proposera au vu des documents de contrôle les corrections éventuelles en accord avec les intéressés, négociera avec les établissements financiers les conditions d'octroi des concours bancaires nécessaires, assurera les relations avec les administrations, rendra compte à la hiérarchie.
Le poste situé à **BRAZZAVILLE** implique de fréquents déplacements sur le chantier. Il est susceptible d'évoluer vers des responsabilités plus importantes et conviendrait donc à un candidat à fort potentiel, diplômé, âgé de 35 40 ans ayant la pratique de l'informatique de gestion. Une expérience réussie dans des conditions semblables serait appreciée.
Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 4895 à

Quadre International 16, rue des Quatre-Vents, 75006 PARIS.

CREDIT BAIL

Jeune chef comptable.

Diplômé(e) DECS ou équivalent, vous évoluez depuis 3 à 5 ans au sein d'un établissement de crédit-bail ou d'une société financière. Vous connaissez les spécificités de ce secteur et en appréciez le côté vivant et diversifié. Vous êtes un utilisateur averti de l'informatique.

Venez valoriser cette expérience en prenant en charge la fonction comptabilité et gestion de plusieurs sociétés de crédit-bail mobilier et immobilier, filiales d'un très puissant organisme financier, et dont l'activité est en forte croissance. Assisté par une équipe de trois personnes, vous serez responsable des comptabilités, des prévisions de trésorerie, de l'établissement des tableaux de bord......

Les consultants du cabinet Sirca, à qui vous écrirez sous référence 850 512 M au 64 rue La Boétie - 75008 Paris, vous assurent une totale confidentialité. Merci de joindre votre CV et de préciser votre rémunération actuelle. Le poste est situé à Paris 16e.



Membre de Syntec

هكذا من الاجل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Hay Management Consultants





recherche un

Responsable gestion « clients »

300 000 +

pour prendre en charge le Service « Comptabilité et Suivi Clientèle » (10 personnes).

Son rôle sera essentiellement *d'évaluer les risques en matière de « crédit* clients », conseiller les commerciaux, mettre en place des procédures et des *systèmes destinés à contrôler* les *risques en améliorant* l'efficacité du recouvrement des factures.

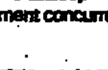
*Diplômé d'une Ecole Commerciale (Sup de Co de Province) et bilingue fran*çais/anglais, ce cadre aura une large expérience des Services Administratifs *des Ventes* et si possible de « l'audit interne » et/ou de la comptabilité-clients.

Envoyez votre dossier (C.V./photo/salaire actuel), sous la référence 880145, à *notre Conseil.*

Sonia Lipzyc

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

MEDIA 84



Nous sommes un Groupe industriel de premier plan dans le domaine de l'électronique (18000 personnes - C.A. 6 milliards - 19 usines - 15 filiales).
Dans l'environnement hautement concurrentiel qui est le nôtre, la maîtrise de l'organisation, est un élément vital. Notre futur

CORPORATE AUDITING PROCEDURE MANAGER (ASIE - ETATS-UNIS - EUROPE)

va contribuer à cette exigence.

Ce Responsable des Procédures et Audit assure la mise en place et la cohérence *des procédures du Groupe*, contrôle leur application et propose des solutions opérationnelles aux différentes Directions de l'Organisation. *Chargé de l'audit informatique*, il garantit la fiabilité et la sécurité des systèmes de gestion et d'information.

Ce poste, très autonome, permet une connaissance approfondie du fonctionnement global de l'entreprise ; il débouche à terme vers des responsabilités sur le terrain en France ou à l'Etranger.

Nous le confierons à un candidat à fort potentiel, diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur +MBA ou Grandes Ecoles de Commerce) ayant une expérience de 5 ans environ en cabinet international d'audit ou d'organisation (une première expérience en entreprise industrielle est un atout supplémentaire).

Ce candidat doit être parfaitement bilingue, la langue de travail étant l'anglais et les déplacements internationaux fréquents.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions (sous réf. 29024) à Média System, 6/8, impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

Un contrôle de gestion très opérationnel.

C'est bien ainsi que vous concevez votre fonction : plus organisateur que comptable, conseil plutôt qu'inspecteur, davantage sur le terrain qu'à votre bureau, au contact des réalités et des hommes mieux qu'en tête à tête avec votre console.

Diplômé(e) d'une grande école de gestion, ou bien ingénieur + IAE, vous avez acquis cette conviction au cours d'une première expérience de 2 à 5 ans qui vous a permis d'apprendre le métier. Idéalement dans une PME - vous avez dû y faire preuve d'autonomie -, et dans un environnement anglo-saxon - pour l'entraînement à la rigueur -. Ceci sans exclusive, bien sûr.

Nous vous proposons un poste de contrôleur à créer au sein d'une nouvelle activité liée à la "*Distribution du Livre*". *Basé à Maurepas (78), vous aurez à concevoir et mettre en* place des outils de gestion performants, à débusquer les "poches de non productivité", *bref vous serez un des moteurs du développement et contribuerez efficacement au* résultat. Alors, vite, écrivez sous référence 851 512 M aux consultants du Cabinet Sirca, 64 rue La Boétie - 75008 Paris, *en précisant votre rémunération actuelle.*



Sirca
Paris-Lyon-Madrid



L'enthousiasme ça se communique.

CONCEPT S.A.,

Société de Services et d'Ingénierie Informatiques, est spécialisée en Gestion financière. N° 1 dans son *domaine, son introduction* au Second Marché de la Bourse de Paris a consacré sa notoriété. Elle recherche un

Consultant Consolidation

De formation supérieure, vous avez acquis une solide expérience de la consolidation en entreprise ou *en cabinet. Votre profil nous permet de vous proposer une fonction de Conseil auprès de grands grou*pes dans le cadre de la mise en œuvre et de l'utilisation optimale du progiciel Concept Consolidation.

Pédagogie, sens commercial, autonomie, volonté de progresser au sein d'une activité de type libéral seront autant d'éléments de réussite dans le poste.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. BL02 à notre filiale :
CONCEPT RECRUTEMENT 2 place André Malraux 75001 PARIS qui assure toute confidentialité.

Deb's

Conseil en recrutement financier

GRAND GROUPE PRIVÉ D'ASSURANCE

POLYVALENCE ET DIVERSITÉ POUR UN COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

Nous souhaitons accueillir un diplômé d'une Ecole de Commerce ou un *titulaire d'une maîtrise* de Gestion, engagé dans le cursus de l'Expertise Comptable (DECS impératif) et possédant au moins 3 ans d'expérience en grande entreprise ou en Cabinet d'Audit.

Dès son intégration il secondera le Responsable du Service. Il verra ensuite sa fonction élargie à la prise en charge de missions diversifiées : révision des comptes de filiales et consolidation, gestion fiscale du Groupe, études d'opportunité dans les domaines comptable, fiscal, juridique...

Au carrefour de toutes les activités du Groupe, il sera en relation avec les services fonctionnels, notamment le Contrôle de Gestion et l'informatique et avec les partenaires extérieurs. Ces premières fonctions, ainsi que les responsabilités auxquelles elles préparent, nécessitent des qualités d'implication, de rigueur et d'organisation.

Merci d'adresser lettre, C.V., et photo sous référence 2039 à notre Conseil.
MILO **Ressources Humaines,**
3, avenue des Ternes - 75017 PARIS

MILO Ressources Humaines 3 Av. des Ternes 75017 Paris

AD'COM.

AUDITEUR INTERNE

PREDICA
LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE DU CREDIT AGRICOLE

Cette création de poste s'adresse à un(e) jeune diplômé(e) d'Ecole de Commerce *et/ou de Gestion possédant* une expérience de cinq à huit ans maximum d'audit en Cabinet ou en Entreprise de dimension importante. La connaissance de l'Assurance-Vie constituera *bien sûr un plus appréciable.*

Formé(e) obligatoirement aux techniques de l'Audit, il (elle) *réalisera les missions* de contrôle à priori et à postériori dans les domaines des procédures de sécurité financière, et de celles concernant l'administration et la comptabilité.

Il (elle) assurera les relations avec les Commissaires aux Comptes et les organes de contrôle de la Compagnie, et agira en liaison avec les autres Directions concernées.

Ce poste nécessite une mobilité de 50 % du temps en province.

Adressez lettre de candidature, CV et prétentions sous la réf. GV/04.21 à la CNCA Direction des Ressources Humaines — 75710 PARIS 15 BONVIN.

PUBLIVAL

DE TOUTES NOS REFERENCES VOUS ETES LA MEILLEURE.

Pliz, Brise, Tahiti Douche, Pousse-Mousse, Terra, Sol Plus, Canard WC, Raid... chez Johnson, la tradition d'innovation passe par les hommes. C'est la raison pour laquelle nous attachons un soin particulier au choix de nos collaborateurs.

RESPONSABLE DES RESULTATS COMPTABLES

Sous la responsabilité du chef comptable vous prendrez en charge la responsabilité des systèmes d'informations comptables et du reporting interne et externe.

Vous travaillerez en étroite relation avec le contrôle de gestion et l'informatique afin d'assurer l'organisation et la fiabilité des informations et du plan des comptes français et américain.

Votre formation supérieure (DECS indispensable)
Votre expérience de 5 ans environ de la comptabilité dans une société multinationale.
Votre connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et une bonne pratique de l'outil informatique, votre goût pour les contacts humains, sont les garants de votre *réussite et de votre évolution au sein de notre société.*

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) à la *Direction des Relations Humaines*, JOHNSON FRANÇAISE, BP 606, 95004 CERGY PONTOISE Cédex

Johnson
L'exigence pour défi.

INTERBAIL

NOS ACTIONNAIRES SONT EUROPEENS, DEMAIN NOS CLIENTS LE SERONT.

Cadre Comptable

La précision de l'horloger... Pour être en avance !

Nous sommes l'une des *premières SICOMI de la place, indépendante* et cotée au R.M.
1987 : 5 Milliards 400 d'engagements cumulés (Crédit-Bail Immobilier et Location Simple)
194 Millions de bénéfices.

Notre Direction des Services Comptables et Administratifs souhaite confier à son futur adjoint d'importantes responsabilités :

- Animation et contrôle d'un Service de 14 *professionnels* comptables fortement motivés.
- Suivi des comptes, des tableaux de bord, des déclarations règlementaires (Commission Bancaire...), élaboration et adaptation de procédures évolutives dans un environnement *informatique en constant développement (HP 3000, IBM PC).*
- Prévisions à court, moyen et long terme, simulations commerciales et financières, optimisation de la gestion, avec le souci permanent de rentabilisation administrative.

La trentaine, idéalement Sup de Co + DECS, justifiant d'une solide maîtrise de l'outil informatique décentralisé, cet homme de confiance saura nous convaincre d'une expérience *dynamique dans les domaines de la comptabilité financière* (Banques, Sociétés Financières, Cabinets d'Audit).

Irène AIMÉ, membre du Directoire, Directeur des Services Comptables et Administratifs, vous *remercie de lui écrire en indiquant* votre rémunération actuelle, et en joignant une photographie récente à votre dossier de candidature.

INTERBAIL - 6, rue Christophe Colomb - 75008 PARIS

LEVI TOURNAY ARECOM

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Important groupe comportant de nombreux sites industriels et commerciaux (plusieurs milliers de personnes), recherche son

Responsable des relations sociales

Il sera :
- responsable de la préparation et de la co-animation du Comité Central d'Entreprise et du suivi des C.E. des sites industriels,
- le conseiller permanent des Directeurs des Divisions pour tout ce qui concerne les relations paritaires, les aspects juridiques et les négociations,
- le représentant de l'entreprise auprès des organisations professionnelles pour ce qui relève des relation sociales,
- reportant au Directeur des R.H., il s'intégrera dans une équipe composée de spécialistes de la formation, des rémunérations, du recrutement, etc.

La personne que nous voulons rencontrer est soit un responsable du personnel habitué aux relations avec les partenaires sociaux, soit un patron d'établissements industriels qui a la responsabilité quotidienne de ces mêmes relations.

Ce poste est à pourvoir rapidement ; basé à Paris, vivant parce qu'il suppose de fréquents déplacements, il constitue une réelle opportunité d'évolution professionnelle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM/RS, à Média-System, 6/8, impasse des Deux Cousins, 75849 PARIS Cedex 17.

MEDIA-SYSTEM



(Groupe BOUYGUES)

Notre métier : la distribution de l'eau, la construction d'ouvrages liés à l'eau et le transfert de technologie vers l'Afrique.

CONTROLEUR DE GESTION

(220 à 250 KF)

Outre les tâches traditionnelles de la fonction, vous participerez au montage de dossiers financiers internationaux et à la coordination administrative.

A 30-35 ans, vous avez une maîtrise de gestion et une expérience d'environ 3 ans dans une fonction similaire.

Poste basé à St Quentin en Yvelines et déplacements courte durée en Afrique.

Adressez votre lettre de candidature, photo, CV et prétentions
SAUR - D.R.H. Challenger
1, Avenue Freyssinet
78064 ST QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

Groupe français de distribution de biens d'équipement grand public en pleine expansion, filiale d'un important groupe international recherche son

Trésorier

Rattaché au Directeur Financier, animant une équipe de 3 personnes, vous serez responsable de l'optimisation de notre gestion de trésorerie francs et devises, de nos placements et financements à CT, des relations bancaires ainsi que de la mise en place d'un outil de gestion de trésorerie prévisionnelle sur PC.

Vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez une première expérience réussie de 3-5 ans de la fonction dans un groupe de distribution multinational et possédez, si possible, une bonne maîtrise de l'allemand.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature
(lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel)
sous référence 804.03-M à Monique Herbet,
Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21,
92095 Paris La Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Directeur adjoint TOKYO

Société française de commerce international recherche pour sa filiale de TOKYO, un directeur adjoint, 30-40 ans, excellent négociateur, + expérience de la gestion, parfaitement bilingue anglais lu, écrit et parlé.

La connaissance du japonais et un séjour professionnel au Japon constituent des atouts sélectifs importants.

Situation de 1er plan pour candidat à forte motivation possédant ces qualités.



Adresser CV et photo à CRC
7, rue Chabanais 75002 Paris
Cenaf Recrutement consultant depuis 1959.

EDF GDF

Jeunes HEC, ESSEC, ESCP, ESCL : découvrez le marketing commercial D'EDF-GDF

Vivre le marketing commercial au sein de la première entreprise française, c'est le challenge que nous vous proposons :
- réalisation d'études de marché pour le développement de nos énergies en secteur vigoureusement concurrentiel (industriels-tertiaire-agro-alimentaire).
- élaboration des stratégies commerciales en fonction de votre marché (promoteurs, fabricants).
- commercialisation et promotion de produits de haute technologie en réponse aux besoins de vos clients.
- aide aux choix d'investissements selon les types d'utilisation.
- prospection et développement de votre activité dans l'univers de concurrence (autres énergies).

Si l'esprit d'initiative, le sens des contacts et la fibre commerciale sont vos qualités premières, nous vous donnerons les moyens d'évoluer et de réaliser un métier passionnant.
Merci d'adresser lettre de motivation et CV, sous référence M 114 à EDF-GDF, Division Recrutement 12 place des Etats-Unis, 75016 Paris.

MEDIA-SYSTEM

Notre PME (300 MF de CA/an), filiale d'un groupe industriel français se porte bien grâce, surtout, à sa créativité, la qualité de ses produits, son esprit d'équipe et ses outils de gestion efficaces. Nous proposons à un

jeune cadre gestionnaire et financier

de venir seconder notre D.A.F. en animant nos services comptables et notre contrôle budgétaire et en prenant en main la gestion de notre trésorerie.

Diplômé d'une grande école de gestion, vous avez fait vos premières armes en cabinet pour maîtriser les outils comptables et dirigez, aujourd'hui, le contrôle de gestion d'une entreprise industrielle.

Vous êtes rigoureux, bien sûr, mais en gestionnaire, vous aimez les chiffres et les négociations.

Vous aimez aussi la nature et la montagne : nos Alpes sont belles, votre famille en profitera plus que vous car vous aurez du travail !

Ecrivez à notre consultante, Mme C. MARTY (réf. 3872 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
6, RUE BILLEREY - 38000 GRENOBLE
PARIS - LYON - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Etablissement financier coordonnant l'activité des 15 Caisses d'Epargne de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur, nous structurons notre service comptable et accueillons à Marseille

notre organisateur comptable

Venez prendre la responsabilité de dossiers d'organisation comptable, fiscale et de réglementation bancaire : réflexion, analyse, mise en place de procédures et contrôle de leurs applications.

A 28 ans minimum, vous avez une formation supérieure en comptabilité et gestion, complétée d'une bonne connaissance en fiscalité et règlementation bancaire. Vous nous apportez votre talent d'organisateur, en retour nous vous offrons la réelle possibilité de progresser au sein d'une société évolutive.

Ecrivez à notre consultante, Mme C. de LAPORTE, (réf. 1343 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

VALORISEZ VOTRE Iere EXPERIENCE EN CONTRÔLE DE GESTION INDUSTRIEL

Avec 6 sites industriels en France et une implantation internationale, plus de 3000 personnes, nous occupons pour notre secteur d'activité une place de tout premier ordre dans le monde.

Contrôleur de Gestion Adjoint, vous serez plus particulièrement responsable du contrôle de gestion des usines et du reporting mensuel de la société.
Ce poste basé au siège (Paris Ouest) nécessite de courts déplacements en province.
Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce doté d'un fort potentiel et vous avez une première expérience réussie du contrôle de gestion en unité industrielle.

Venez rejoindre notre groupe...

Envoyez votre CV, lettre de candidature, salaire actuel et photo sous référence 5481 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS. Discrétion assurée.

Importante société du sud de la France

RECHERCHE

CHEF COMPTABLE

Directement rattaché au Responsable des Services de Contrôle de Gestion et Comptabilité, il aura pour mission d'assurer :
- la coordination et le contrôle de l'ensemble des informations, des procédures, des traitements journaliers à l'établissement du bilan et des annexes ;
- l'adaptation des concepts d'analyse financière spécifique à la nature de la société et la mise en œuvre d'outils informatiques facilitant leur élaboration et leur exploitation.

Il aura également un rôle moteur dans le cadre de la mise en place du progiciel de gestion récemment acquis par l'entreprise.

FORMATION :
- Diplôme de l'enseignement supérieur (Maîtrise des Sciences de Gestion, Maîtrise des Sciences et Techniques Comptables et Financières, Ecole Supérieure de Commerce).
- Solides connaissances en fiscalité des Entreprises.
- Bonnes connaissances en informatique.
- Pratique de la conduite d'une équipe.

Poste basé dans une grande ville du **LANGUEDOC-ROUSSILLON.**

AGE : le candidat idéal a 30 ans environ.

De réelles perspectives d'élargissement du champ des responsabilités existent pour un candidat de valeur, désirant s'impliquer dans une entreprise à dimension humaine et à la réputation internationale.

Adr. lettre manuscrite, c.v., rémunération actuelle et photo s/nº 8512, **LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.**

KLÖCKNER INA

Installations Industrielles
Groupe Européen
Exportateur d'ensembles industriels
recherche

Juriste/Économiste/Financier

pour :
- Montage juridique et financier de contrats à l'exportation.
- Rédaction des accords consortiaux.
- Préparation d'études de factibilité/rentabilité.

Le candidat a une formation supérieure juridique et commerciale.

Il a au moins 4 ans d'expérience acquise chez un exportateur de biens d'équipements ou dans le département international d'une banque.

Il maîtrise parfaitement l'anglais et, si possible, l'allemand

Lieu de travail : Paris-8e (déplacements à prévoir).

Merci d'adresser C.V., photo récente et prétentions à :
KLOCKNER INA
31, rue Marbœuf
75008 PARIS



Bleu Publicité

SOCIETE FRANCAISE DE DIMENSION INTERNATIONALE ET EN FORTE CROISSANCE, NOUS RECHERCHONS UN

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER





Il aura pour mission :
- la responsabilité administrative et financière de la zone en terme de conseil et d'organisation, de formation et de contrôle des structures financières des filiales.
- l'amélioration du traitement de l'information : comptabilité, paye, trésorerie, achats...

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure financière, vous avez acquis une expérience similaire de préférence dans un contexte international, et êtes familiarisé aux moyens modernes de traitement de l'information par l'informatique.

Votre anglais est courant et vous êtes prêt à de nombreux déplacements.

Ce poste ouvre de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. LM 102 RAF, SODEXHO, Service Recrutement, BP 36, 78391 BOIS D'ARCY Cedex.



CONTESSE

هكذا من الاصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Proximité Annecy

CHEF COMPTABLE GROUPE



Leader dans une technologie de pointe, notre entreprise est associée à trois groupes d'envergure internationale.

Les caractéristiques du poste à pourvoir sont :

. responsabilité de la trésorerie, comptabilité générale, clients et fournisseurs, fiscalité, reporting social et consolidé. Nous sommes la société mère d'un groupe de six sociétés (CA 500 MF) ;
. direction d'un effectif de 12 personnes ;
. disposition d'outils informatiques puissants ; HP 3000 plus micros, logiciel trésorerie, tableurs, etc.. :

Nous recherchons un candidat, H/F :

. âgé de 30 ans au moins
. rompu aux méthodes de reporting et de gestion anglo-saxonnes
. ayant déjà l'expérience de la fonction dans un milieu industriel.

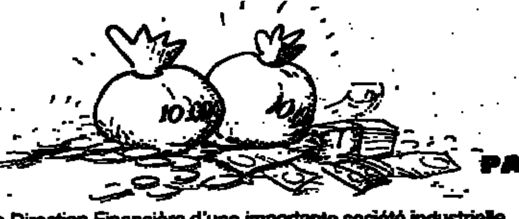
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 15/1061 AL à :

EGOR RHONE ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA UNITED KINGDOM ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Trésor et Finances
pour HEC, ESSEC, SUP de CO débutant



La Direction Financière d'une importante société industrielle de dimension internationale (25 000 personnes - CA 18 milliards) recherche pour son Service Trésorerie Groupe, un jeune diplômé d'une grande école de commerce.
Vous élaborez nos prévisions de trésorerie à court, moyen et long terme et analysez les écarts.
Vous participez à notre politique de financement, à la gestion de notre endettement, et suivez de près nos frais financiers.
Vous en assurez un reporting permanent nous permettant de maîtriser notre situation, d'affiner notre politique financière et d'accroître notre rentabilité.
Vous prenez une part active dans la communication financière externe.
La valeur n'attend pas le nombre des années.
Nous investissons donc sur votre formation, sur votre goût de l'analyse financière et sur votre potentiel.
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) s/référence 4105 à RSCG CARRIERES - 48, rue St-Ferdinand, 75017 PARIS.

Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

Groupe diversifié exerçant ses activités dans l'Hôtellerie, le Tourisme, la Restauration, les Loisirs ; CA de 10 Milliards de FF ; implanté dans 52 pays,
- recherche -

Adjoint au Responsable Consolidation

Au sein d'un service de haute technicité comptable, il établit les comptes consolidés des 190 filiales du Groupe.
Ce poste évolutif s'adresse à un diplômé d'une Ecole de Commerce et titulaire d'un DECS. L'expérience acquise dans la consolidation des comptes et des bilans ainsi que la pratique de la micro-informatique lui permettent d'être immédiatement opérationnel.
La connaissance de l'Espagnol est un plus.Lieu de travail : PARIS 8e

Envoyer lettre de candidature, curriculum vitae et prétentions sous Réf : MO 100 à La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme, Direction Centrale du Personnel et de la Communication, 40 rue de l'Arcade, 75008 PARIS.

L.B.W.

WAGONS LITS

UN CONTROLLER COMMUNIQUANT

Diplômé d'une de nos meilleures écoles de commerces (HEC, ESSEC, Sup de Co, ...), vous avez 5 à 8 ans d'expérience de contrôle de gestion et comptabilité anglo-saxonne idéalement dans une société de services. Vous maîtrisez l'anglais et vous souhaitez intégrer un des grands noms de la communication mondiale.

En tant que collaborateur privilégié du DG dont vous dépendrez hiérarchiquement, vous supervisez la gestion des filiales, en assurez le reporting, assistez voire remplacez les managers en leur absence. Vous participez également au fort développement du groupe en vous impliquant dans les acquisitions et créations de nouvelles filiales.

Poste basé à Paris Ouest.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité sous référence B 582 M à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.



Contrôle Crédit

Comptant parmi les toutes premières filiales de HOECHST dans le monde, nous réalisons en France un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards, dont près de la moitié provient de notre production.

Hoechst High Chem

Au sein de la Direction Financière, le Service «Crédit Clients» souhaite intégrer un

Jeune Cadre Financier

qui participera au suivi des risques clients et des encours crédit.
A partir de l'analyse des informations financières sur la clientèle et des contacts qu'il aura avec elle, il assistera et conseillera les Divisions Commerciales sur les engagements et les recouvrements de crédit.
De formation supérieure (Ecole de Commerce - Maîtrise de Gestion, etc...), il aura une première expérience professionnelle, de préférence dans le secteur bancaire, lui ouvrant une bonne connaissance des financements à court terme.
L'allemand, au minimum lu, est impératif.
Notre politique interne de développement ouvre de larges possibilités d'évolution vers d'autres secteurs de l'Entreprise.
Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 912 à la Société Française HOECHST, Département des Ressources Humaines, Tour Roussel HOECHST, Cx 3, 92080 Paris La Défense.

Hoechst
La voie de l'innovation

jeune cadre financier de haut potentiel

Une importante SOCIETE INDUSTRIELLE (C.A. supérieur à 4 Milliards de Francs - dont une partie importante à l'Exportation -), crée un nouveau poste de CADRE FINANCIER.

Directement rattaché au DIRECTEUR FINANCIER, il aura progressivement à intervenir dans tous les aspects de la fonction financière de l'Entreprise. Il sera chargé de certaines relations avec les Administrations et les Organismes Bancaires... Il se verra confier pour la Direction Générale des études ponctuelles ayant trait à des domaines très divers.

Ce poste impliquant l'esprit ouvert d'un généraliste, conviendrait à un jeune diplômé HEC, ESSEC, ESCP,... possédant une première expérience de 2 à 5 ans, acquise de préférence dans les services financiers d'un grand groupe.

Les dossiers de candidatures - sous référence 3476 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Organisme Scientifique Intergouvernemental

Responsable financier et administratif H/F

REMUNERATION MOTIVANTE NETTE D'IMPÔT.

Rattaché au Directeur de l'Organisme, il aura la responsabilité de toutes les fonctions financières et comptables ainsi que celles de l'administration et *gestion d'un personnel multinational (60 personnes)* et sera l'interlocuteur des instances françaises (Ministères, Douanes, etc...).
Une expérience opérationnelle et réussie dans une fonction similaire de 10 ans minimum en organisation internationale ou au sein d'une petite ou moyenne entreprise sera à justifier.
Très bonne culture générale et formation supérieure ou universitaire avec diplômes en finances et comptabilité ainsi que la connaissance de l'anglais sont exigées.
En liaison constante avec les instances internationales, le candidat devra justifier de ses qualités professionnelles d'adaptabilité, de rigueur et de sérieux.

Ecrire avec C.V., détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 28009/M à Daniele Chapuis

MRI conseil
13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly.
Paris - Francfort - Genève - Hong-Kong - Toronto

CURRICULUM

"France-trotter" et contrôleur de gestion

Homme de chiffres, mais aussi de communication et de terrain, après des études supérieures (type ESCAE, Dauphine....), vous souhaitez enrichir une première expérience de 3 à 4 ans du Contrôle de Gestion alliée à une bonne maîtrise de la micro-informatique.

En sillonnant la France, vous découvrirez un secteur de biens d'équipement passionnant, vous développerez vos capacités relationnelles, vous élargirez vos compétences en Contrôle de Gestion en participant à un véritable challenge au sein d'une équipe jeune et performante.

Rémunération attractive + voiture de fonction.
Poste basé Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, lettre manuscrite et photo sous référence 1350 à PLEIN CADRE - 350, rue de Vaugirard 75015 Paris.

PLEIN CADRE
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Basés en région Nord de Paris, nous sommes le siège FRANCE (6 sociétés - C.A. 600 MF) d'un groupe multinational ayant pour activité la fabrication et la commercialisation de produits de grande consommation.

jeune ANALYSTE H/F FINANCIER

1 A 2 ANS D'EXPERIENCE

Rattaché à notre Direction Financière, vous assisterez le chef du service financier dans divers domaines :

- reporting groupe,
- préparation des plans, budgets annuels et prévisions trimestrielles,
- participation au contrôle de gestion commerciale,
- «special projects» d'audit et d'organisation.

Cette mission variée et très formatrice vous mettra en relation avec le siège européen en Hollande et les diverses sociétés du groupe.

De formation HEC, ESSEC, ESC option finance/comptabilité, vous êtes autonome, rigoureux et vous maîtrisez l'anglais. La pratique de la micro-informatique (LOTUS 1-2-3 par exemple) sera fortement appréciée.

Merci d'adresser c.v., photo et prétentions à AXIAL (réf. 7151), 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

EUREST

A vous l'Europe !

EUREST, Direction Centrale de Restauration de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme est une multinationale de 17 000 personnes réalisant un CA de 5 milliards de francs.

Auditeurs Internes
(DECS, débutants ou 1ère expérience)

3 conditions à remplir :
1°) posséder une double formation (Grande Ecole de Gestion + DECS).
2°) parler une, mieux encore deux langues étrangères (anglais/allemand par exemple).
3°) aimer les voyages : les missions que vous mènerez dans nos unités décentralisées vous amènent à voyager en France et en Europe, pour des séjours parfois de longue durée.

Ces missions : • contrôle d'application des procédures du groupe, • évaluation de la fiabilité d'informations transmises à la Direction Financière (audit comptable éventuellement), • audit opérationnel et financier.

Menées avec brio, elles sont un tremplin à terme vers des postes opérationnels ou fonctionnels au sein du groupe.

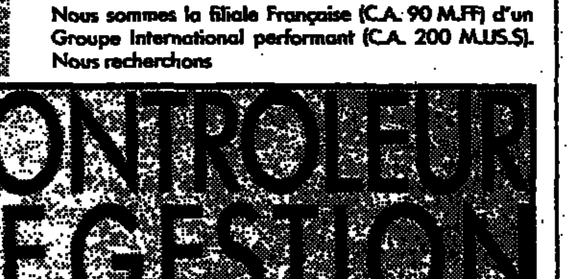
Postes basés à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé à EUREST - Service Recrutement - 14 rue d'Athènes 75009 PARIS.





Nous sommes la filiale Française (C.A. 90 M.FF) d'un Groupe International performant (C.A. 200 M.US.$).
Nous recherchons



Rattaché au Directeur Général, vous animerez une équipe d'une dizaine de personnes et serez responsable de la comptabilité, du reporting, de la gestion des stocks & commandes, de la trésorerie et du développement de nos procédures et systèmes d'information.
Vous êtes diplômé d'une Ecole de Gestion, avec spécia*lisation comptabilité-finances, et avez déjà plus de 5 ans* d'expérience professionnelle. Vous avez acquis une solide pratique de la comptabilité et du reporting, et parlez couramment l'anglais.
En plus de vos qualités de gestionnaire, vous savez communiquer efficacement à tous les niveaux.
Ce poste est à pourvoir à notre Siège de Marne-la-Vallée.
Merci d'adresser votre candidature avec prétentions et photo, à *Médio-System* (réf. 29143/LM), 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

JEUNE CADRE FINANCIER

METZ

Groupe financier de réputation nationale, nous commercialisons une gamme complète de services destinés à financer les investissements des entreprises.
Le cadre que nous recrutons devra sur son secteur, développer le portefeuille de clientèle, analyser les besoins en financement des entreprises, monter les dossiers de crédits, promouvoir nos produits et notre image auprès de nos partenaires (banques, organismes professionnels, administrations, etc ...).
Une mission passionnante mais difficile, que nous souhaitons confier à des jeunes diplômés (Ecole de Commerce ou équivalent) justifiant si possible d'une première expérience financière et attirés par une carrière commerciale.
La mobilité géographique est bien sûr indispensable.

Merci d'adresser candidature motivée au CCME - Serge DELETRÉ, 128 rue de la *Boétie* 75008 PARIS.

GROUPE CCME

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Cet important groupe international du secteur agro-alimentaire (CA 3 Milliards de FF) recherche son

Chef des Services Comptables

Paris **230 KF**

Rattaché au Directeur Financier, il aura pour mission de superviser les comptabilités générale et analytique des activités françaises du groupe (250 personnes, 4 usines + siège social).

Assisté à Paris par deux chefs comptables, il supervisera l'équipe comptable partiellement décentralisée sur les sites.

Il sera en particulier responsable de l'établissement des comptes annuels et de la fiscalité ainsi que de l'élaboration du reporting. Garant du respect des procédures comptables, il sera amené à se déplacer ponctuellement en usine afin de procéder à des missions d'audit.

De formation supérieure (DECS), le candidat, âgé de 30/35 ans environ, justifiera d'une expérience réussie si possible en milieu industriel et/ou agricole et aura une pratique opérationnelle de la langue anglaise.

Contacter Michel Guinot au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. MG 257 MO.

L.B.W.

MP

Michael Page Comptabilité

Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Spécialiste en recrutement Comptable

DIRECTEUR D'AGENCE

FONDÉS DE POUVOIR

Membre d'un groupe international, NSM *est une banque commerciale privée à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation (nous engageons nos noms depuis 300 ans).*

DIRECTEUR D'AGENCE *Au-delà des services habituels d'une banque, vous proposerez à une clientèle d'entreprises l'ensemble de nos prestations de haute technicité dans le domaine de l'ingénierie financière (nationale et internationale) et de la gestion patrimoniale.*

A 30/35 *ans, issu d'une école de commerce, et après une expérience de 5/6 ans, vous êtes prêt à prendre la responsabilité d'une de nos agences parisiennes.* Réf. DA04LM.

FONDÉS DE POUVOIR *Chez* NSM, *vous serez l'interlocuteur unique d'une clientèle privée de très haut niveau. Vous saurez entretenir avec celle-ci une relation globale (services bancaires habituels, gestion patrimoniale) en vous appuyant sur nos moyens techniques sophistiqués et si nécessaire en faisant appel à nos spécialistes.*

Après une expérience de 3 ans minimum et une très bonne formation générale et technique (ITB), *vous êtes prêt à évoluer au sein d'une de nos agences parisiennes.* Réf. FP04LM.

Ces postes offrent à terme de larges possibilités d'évolution.

Madame Théron *vous remercie de lui répondre par courrier sous la référence choisie,* NSM, BP 46608, 75008 Paris. *Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.*

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet NSM GROUPE ABN BANK

MET, né de l'association de deux groupes internationaux, spécialisés dans la haute technologie et la communication, 1 500 personnes, 1 Milliard de CA, recherche pour son siège à MASSY-91 (H/F)

Contrôleur de Gestion Confirmé

Grandes Ecoles HEC, ESSEC... ou Bac + 5 avec une expérience de 3 à 5 ans. Anglais indispensable.

Fort potentiel demandé.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Jean-Paul DURAND - MET 19 avenue Carnot 91348 MASSY Cedex.

MET

MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS

Important groupe industriel recherche pour sa Direction Juridique à Paris La Défense

UN JURISTE (H/F)

Titulaire de diplômes de juriste d'affaires (DEA/DESS/DJCE) et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, vous justifiez d'une expérience professionnelle minimum de deux ans dans un Cabinet d'Avocats/Conseils Juridiques ou dans un service juridique d'entreprise.

Vous avez une excellente connaissance de la langue anglaise écrite et parlée.

Vous êtes prêt à exercer au cours de votre carrière des responsabilités dans différents domaines du Droit.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous références CDM_2 à COMINSER, 61 rue de Turenne 75003 PARIS, qui transmettra.

Important Groupe International dans le domaine de l'électronique, (C.A. 6 milliards, 18000 personnes) nous mettons en place notre Direction d'audit et de contrôle interne et recherchons un

AUDITEUR INTERNE SENIOR

Il se verra confier, pour la **Zone France - Europe du Nord - Etats-Unis**, des missions d'audit opérationnel et financier et contribuera par son action à l'amélioration constante des systèmes et méthodes de gestion du groupe.

Pour ce poste, tremplin vers de futures responsabilités opérationnelles en France ou à l'Etranger, nous souhaitons rencontrer des candidats à fort potentiel venant d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...).

Les 3 ou 4 années qu'ils ont déjà passées en Cabinet d'Audit International ont mis en évidence leurs qualités relationnelles, leur esprit de synthèse et leur créativité.

En outre, ils maîtrisent parfaitement l'anglais et sont disponibles pour de fréquents déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V., photo récente, prétentions (sous réf. 28489/LM) à Média System, 6/8, impasse des Deux Cousins, 75849 PARIS Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

Un comptable, un financier, pour un importateur automobile en plein développement.

La filiale française d'un constructeur automobile européen s'installant dans la région parisienne (Saint-Ouen l'Aumône) recherche :

Un chef comptable, référence 849 212 M : vous avez 30 ans ou plus, une bonne formation de base (niveau DECS) et une excellente maîtrise de votre métier, acquise idéalement dans la filiale de distribution d'une société étrangère. Situations mensuelles, clôtures, bilans, reporting... Vous savez mettre en place les procédures adéquates.

Un crédit manager-trésorier, référence 847 511 M : un poste particulièrement important dans notre secteur d'activité. Analyse des risques, détermination des échéances et recouvrement, tout ceci vous est familier. Nous vous demanderons aussi de mettre en place une gestion prévisionnelle de trésorerie et d'assurer la gestion quotidienne des flux. Vous avez une formation supérieure et 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction.

Si vous êtes motivé(e) par l'opportunité d'entrer dans une structure jeune, évolutive, où vous pourrez exprimer votre créativité, écrivez sans tarder aux consultants du cabinet Sirca 64 rue La Boétie - 75008 Paris. Merci de préciser la référence et votre rémunération actuelle. La pratique opérationnelle d'une langue de la CEE sera très appréciée.



Sirca

Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

Responsable de reporting groupe

Au sein de la Direction des Services Comptables et de l'Audit située au siège :

- vous assurez la remontée des informations périodiques de gestion du Groupe,
- vous en vérifiez la cohérence pour élaborer les états de synthèse et procédez à leur analyse,
- vous participez à l'évolution des définitions et du contenu de ses informations.

De formation commerciale supérieure et/ou titulaire d'un DECS, vous possédez une première expérience de quelques années dans un Groupe multinational ou dans un grand Cabinet d'Expertise Comptable.

La connaissance de l'anglais est indispensable et celle de l'espagnol souhaitée, ainsi que la *pratique de l'informatique.*



Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, sous réf. LM 022 à DUMEZ, Service des Relations Humaines -345, avenue Georges Clemenceau - 92022 Nanterre Cedex.

Gérer le patrimoine immobilier



Pour assurer l'ensemble de la gestion : location, négociation et révision des baux, respect des budgets de charges, gestion des co-propriétés... une société immobilière spécialiste des Centres Commerciaux recherche un

Directeur du patrimoine

Il encadre l'équipe chargée de l'animation et gère le processus de recommercialisation. Il est le garant vis-à-vis des actionnaires du développement de ce patrimoine immobilier.

De formation supérieure (commerciale, juridique), c'est un professionnel de la gestion de patrimoine. Homme de communication, il sait s'imposer, manager une équipe et véhiculer une image.

Ecrivez sous réf. 450/LM ou consultez le MINITEL 3617 code KRIEF.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 Paris

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable de comptabilité

Groupe bancaire

Proche banlieue Ouest de Paris. Ce groupe bancaire, jeune et en expansion, entend faire face à l'évolution des marchés financiers et aux règlementations qui en découlent ; il adapte ses structures et optimise les conditions de traitement des comptabilités. Il recherche un *Responsable de comptabilité.*

Intégré au sein d'une équipe chargée soit de la consolidation, soit de la comptabilité des sociétés gérées, il a pour mission d'assister, dans la totalité de ses missions, en tant qu'adjoint, le responsable de l'une ou l'autre de ces équipes. Il assume les comptabilités qui lui sont confiées, produisant les états comptables nécessaires, établissant les comptes consolidés, menant des études et apportant des idées nouvelles sur l'organisation et les procédures à mettre en place ; il est en liaison constante avec les autres unités : affaires financières, *contrôle de gestion, études informatiques... et il encadre et anime son équipe.*

Le candidat, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (Ecole de commerce, de gestion, Sciences Economiques, etc.) et titulaire du DECS, possède une expérience solide *en comptabilité, acquise au sein d'une banque ou d'un établissement financier.* Il est rigoureux, ouvert et organisé. Une bonne maîtrise des techniques de consolidation serait appréciée, de même qu'une expérience en cabinet d'audit.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite et prétentions, sous la référence P 305/M, à Bernard BEAUNOIR,

MEMBRE DE SYNTEC

SM SEMA•SELECTION 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

VOUS ETES
AUTONOME DISPONIBLE TENACE

Votre **formation ESCAE, niveau DECS ou équivalent** aura pu être complétée par une **expérience** de trois ans minimum dans un cabinet d'audit international. Nous recherchons

AUDIT INTERNE

S'appuyant sur ses compétencs techniques et son esprit d'analyse et d synthèse, il devra :
- s'assurer du **respect des procédures** en particulier des procédures comptables,
- **vérifier** leur application dans la société,
- proposer, après diagnostic, des **améliorations** et des **actions correctrices** à la Direction Générale.

La connaissance de la langue allemande serait un plus apprécié.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo à : Mr Claude DEUDON Direction des Relations Humaines JS TELECOMMUNICATIONS 31 quai de Dion Bouton 92811 PUTEAUX.

JS Télécommunications

Alliance de BOSCH et JEUMONT SCHNEIDER

CONTESSE

SOVCOR Une société fabriquant et commercialisant des composants électroniques filiale du groupe **VISHAY** recherche :

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

MISSION : organiser, contrôler, coordonner les activités comptables et financières des trois filiales françaises du Groupe.

PROFIL : 30/35 ans, titulaire d'un DECS, connaissant principes de comptabilité américaine, pratique courante de l'anglais.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à :
***D. LAPORTE - SOVCOR S.A.**, BP 8 - 11, Chemin de Ronde*
78110 LE VESINET.

FORMATION PROFESSIONNELLE



ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS (1 à 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR

— ANGLAIS COURANT.
— ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES ».

1, rue de la Pépinière, face gare Saint-Lazare. **Tél. : 45-22-51-18.**

DEVENEZ UN PROFESSIONNEL DU CONSEIL

(FORMATION DE 3ème CYCLE)

En intégrant l'I D.C.E., l'Ecole des Consultants, vous vous assurez un emploi passionnant dans un secteur d'avenir.

Extraits du programme

Entrainement à la prospection de clientèle et à la vente de services, au travail en équipe et à la formation d'adultes, aux démarches et processus innovants dans les entreprises
. Maîtrise d'outils bureautiques et informatiques.
. Introduction aux stratégies des cabinets de consultants
. Méthodologies d'intervention des professionnels du conseil.
. Préparation à l'exercice de la profession dans un cadre européen
. ...

Des CHANTIERS d'application et d'intervention comprenant l'élaboration de diagnostics, de recommandations, un suivi, une évaluation
— Avec parrainage d'un consultant.
— En france et/ou dans un autre pays de la CEE

INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL D'ENTREPRISE — L'école des Consultants

- **DURÉE DE LA FORMATION**
  10 mois ; rentrée octobre
- ***ADMISSION SUR DOSSIER* SUIVI D'UN ENTRETIEN**
  Pour les diplômés d'Ecole Supérieure de Commerce, d'Ecoles d'Ingénieur ou de Gestion ; de Maîtrise, d'IEP, etc
- **STATUT ETUDIANT**

Dossier d'information et de candidature. ECRIRE A
IDCE — B.P. 624 - 49006 ANGERS CEDEX

IFACE

Formation de Formateurs et de Conseillers en Formation

(Stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à des fonctions d'animateur, de formateur ou de conseiller dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre/octobre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat et peut aussi être financé au titre des C.I.F.

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. 79, avenue de la République 75543 Paris Cedex 11 Tél. 43.55.39.08 poste 1207

Le Monde CADRES

ORGANISME RÉGIONAL DE PROMOTION DES EXPORTATIONS DES ENTREPRISES

recherche rapidement

SON RESPONSABLE DE ZONE

« Espagne-Portugal-Amérique latine »

- ESC ou Université.
- Une parfaite pratique de l'espagnol et du portugais est impérative.
- Une expérience de travail commercial ayant comporté un séjour d'au moins un an sur zone est requise.
- Basé à Amiens, il partagera son temps entre les déplacements sur zone et des visites conseils en entreprises.

Adr. c.v. et prétentions à : AREX DE PICARDIE 36, rue des Otages, 80037 Amiens Cedex.

COURS PRIVÉ recrute

SURVEILLANT

exp. exigée, 43-36-48-00.

Cherchons

DACTYLO

parlant allemand, bac. Mi-temps, 3 800 F/mois pour Montreuil St-Antoine.

Ecrire sous nº 8 515 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

AGENCE DE PRESSE recherche

GRAPHISTES

pour piges régulières. Tél. : 40-20-09-16.

Le CLAP rech. pour sa délégation lorraine implantée à NANCY

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL H/F

français ou immigré

● Connaissance pratique de l'immigration, vie associative, institutions et leur fonctionnement.

MISSION :

● Responsabilité de la délégation d'une équipe de salariés, gestion du budget régional, recherche de financements.

Fonction de représentation, animation. Responsabilité nationale dans le cadre de la direction générale du CLAP. *Domicilié à Nancy ou environs*, vous êtes disponible pour des déplacements, des soirées et week-end.

Poste à pourvoir : 1er septembre 1988.

Salaire annuel brut : 156.000 F.

Merci d'adresser votre candidature avant le 29 avril 1987 à M. le Président du *CLAP, 25, rue Gandon,* 75013 PARIS.

Etablissement public quartier Etoile recherche

UN CANDIDAT DE HAUT NIVEAU

pour seconder le directeur de la formation.

De bonnes connaissances de l'enseignement technique, des filières professionnelles, et de la formation sont nécessaires.

De bonne culture générale, juridique, économique, le candidat, 35 ans environ, sera un homme de communication, d'animation et d'organisation.

Adr. ttes cand. avec C.V., photo prét. en précis. sur l'enveloppe la réf. M. 32460 BLEU, 17, r. Label, 94307 VINCENNES Cedex, qui tr.

ÉCOLE PRIVÉE SOUS CONTRAT. *cherche* pour rentrée 88/89

- **PROF. ANGLAIS**
- **PROF. HISTOIRE** bil. anglais si possible
- **SURVEILLANT(E) INTERNAT**
- **PROF. ÉCONOMIE**
- **INSTITUTRICE MONTESSORIENNE**

Envoyer C.V. M. HUNTER, L'Ermitage, 46, av. Egle, *78600 MAISONS-LAFFITTE.*

LA VILLE DE LAVAL (55.000 habitants) recrute

UN DIRECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

PROFIL :
- Niveau universitaire.
- 3 ans d'expérience à la direction d'un C.C.A.S. *ou d'une structure* sociale municipale.
- Grande disponibilité.
- Sens des relations humaines et du travail en équipe.

MISSIONS :
1) Promotion auprès des partenaires sociaux et de la population des actions municipales dans le domaine sanitaire et social.
2) Etudes et propositions sur la gestion, l'évolution, la création de services sociaux.
3) Coordination permen. de l'action sociale de la ville et du C.C.A.S.

Candidat. et C.V. à adr. à M. le Député, Maire de LAVAL, Sce du personnel, 53017 LAVAL CEDEX, *au* plus tard le 20 mai 1988.

Villages de vacances (200 lits) Lac d'Annecy (Hte-Savoie)

recherche

DIRECTEUR

Env. candidature et C.V. à RELAIS SOLEIL F.C.V.L. DE SEVRIER, B.P. 23, 74320 SEVRIER.

PM CINÉMA AUDIOVISUEL INTERNATIONAL 50 MF C.A. cherche

DIRECTEUR FINANCIER

gde école, si possible cabinet d'audit et/ou expérience professionnelle.

Env. C.V. et prét. à FPC, 19, r. de la Grange-*Batelière, 75009 PARIS.*

STÉ EN FORTE EXPANSION recherche

HME 24 A. MIN.

TITULAIRE BAC

ambitieux et possédant le sens des responsabilités. Vous serez chargé d'une *façon sédentaire* d'animer et de développer l'une de nos 20 AGENCES sur PARIS-BANLIEUE. Nous vous offrons une formation, un plan de carrière, un

SALAIRE DE 100.000 F.

Env. C.V. et photo à M. BOUTHIER, 235, rue de Brément, 93130 NOISY-LE-SEC.

Recherchons *RESPONSABLE* pédagogique, bilingue angl.-fr., plein tps. Env. C.V., photo + lettre man. à Mme Cornell, ISTC, 31, rue de la Brèche-aux-Loups, PARIS-12e.

Mag. photo à Versailles rech. une vendeuse travaux photo, un vendeur photo vidéo confirmé. Contacter M. Hupin, 39-50-24-36.

VILLE DE COLOMBES (92701) *offre un poste de*

CADRE (H./F.)

ORGANISATEUR-INFORMATICIEN/BUREAUTICIEN

Missions :
- Assistance opérationnelle à la réalisation d'implantations bureautiques ;
- Mise en œuvre des scénarios retenus par schéma directeur ;
- Organisation et gestion des projets informatiques ;
- Interface entre les utilisateurs et les concepteurs d'applicaions ;
- Participation aux actions de formation ;
- Elaboration des cahiers des charges et suivi ;
- Gestion du budget informatique.

Qualités souhaitées :
- Aptitude à la communication, et relations humaines ;
- Connaissances des systèmes informatiques et des évolutions ;

Formation :
- MIAG ou DS de gestion + expérience informatique ou formation de chef de projet de l'ENST.

Recrutement sous forme contractuelle.

Candidature; c.v., copie des diplômes à adresser *à Monsieur le Maire* AVANT LE 30 AVRIL 1988.

POUR LE ZAIRE

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

30/45 ans, exp. Afrique, Moyen-Orient en équipement et installation bâtiment et industrie « cabines de transformation » dynamique, goût de la communication, capable de seconder le dirigeant dans la gestion et l'établissement de devis.

CABINET ORIBIS.
Tél. : 16 (1) 46-63-79-18.

VILLE DES MUREAUX

(Yvelines)

35 000 hab. Banlieue Ouest de Paris CES, lycée, LEP :

RECRUTE

DE TOUTE URGENCE

pr sa MÉDIATHÈQUE 1 BIBLIOTHÉCAIRE

de 2e CATÉGORIE pour coordonner et animer le secteur Adultes — CAFB et licence exigés — *dynamique* et ayant des idées.

Env. lettre de cand. manuscrite avec c.v. et photo d'identité à Monsieur le Maire, conseiller général des Yvelines, hôtel de ville, 78135, les Mureaux Cedex. Pour tous renseignements complémentaires contacter

Mme Seebacher 34-74-14-82.

PME INDUSTRIELLE PROXIMITÉ ROUEN 76 175 personnes recherche

RESPONSABLE FINANCIER

Diplômé école de commerce 3 à 4 ans d'expérience, connaissances informatique, pour assister PDG dans gestion financière, trésorerie, prix de revient, comptabilité et développement informatique (IBM 36).

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous nº 8 523 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

Important organisme de garanties financières recherche pour son siège PARIS-8e

UN ANALYSTE FINANCIER

Niveau maîtrise de gestion finance débutant ou BTS/DUT ayant une première expérience. Il devra posséder de solides connaissances en comptabilité et analyse de bilans. Une ouverture aux *problèmes juridiques* est requise. Rattaché au service « Études et Analyses », il aura la responsabilité d'apprécier en permanence *le risque présenté par un* ensemble d'entreprises garanties dont la surveillance lui sera confiée.

Adressez c.v. + photo s/réf. M 814 à notre Conseil CHARLES RAYNAUD CONSULTANTS, 17, quai de Grenelle, 75015 PARIS.

secrétaires

Organisme professionnel PTE DAUPHINE, recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

EXPÉRIMENTÉE

Bilingue anglais, sténo-dactylo, traitement de textes, expérience secrétariat, niveau direction générale demandé.

Adr. C.V., prét. et photo en précisant sur l'enveloppe la *réf. M 32486, BLEU, 17, r.* Label, 94307 VINCENNES Cedex, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR

Homme 37 ans ENSPM + informatique industrielle (Supélec) + Master of science, parfaitement bilingue anglais. 5 ans expérience, cherche place stable France et étranger. Disponible rapidement. Salaire 180 000 F/an. Ecrire sous réf. 4 413 à Pierre LICHAU, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS, qui transmettra.

Commercial ht niv., 34 a., exp. bancaires et financières, ital. courant, rech. ts postes à respons. dans secteur marketing, développ., gestion. M. MERCIER 40-67-91-17.

Auteur-rédacteur, 32 ans, bilingue, excellentes références professionnelles, imaginatif et créatif, expérience *journalisme,* recherche travaux de rédaction, traduction, rewriting ou articles. Tél. : 42-84-17-04.

Cadre admin. financier, 31 ans, exp. export, trésorerie, gestion, micro, 4 langues étrang. Etud. ttes propos. Tél. : 64-90-83-19.

capitaux propositions commerciales

STÉ EN PLEINE EXPANSION (secteur publicité) recherche dans le cadre de son développement *CAPITAUX* sur 5 ans + intérêt (compte cour. ou emprunt). Faire offre Havas 3 595, B.P. 119 36002 Châteauroux Cedex.

formation professionnelle

UN TREMPLIN POUR L'EMPLOI

Stage rémunéré pour jeunes primo-demandeurs d'emploi (bac+3, Paris, depuis 8 mois en recherche d'emploi), 12 semaines en entreprise, 2 semaines en centre. Contacter INFREP. M. Verny - 45-39-22-47.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4e arrdt

MARAIS/SAINT-PAUL

Imm. hte qual., sup. liv. *4,5 m s/pl. b., ch. en mezz.* 2 200 000. 42-72-40-19.

7e arrdt

Près NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, immeuble récent 97 m², balc. terrasse, 4e ét., 3 pièces tt cft. 3 000 000, *45-61-00-86, 45-44-02-38.*

11e arrdt

RICHARD-LENOIR

4 P., 90 m² + TERRASSE R.-de-ch. de grand charme, ét. neuf. Mardi 12 à 17 h. 38, RUE ST-SÉBASTIEN.

12e arrdt

12e DIDEROT gd 6 p. s.v.e.c belle récept., 181 m² 2e asc. 2 ch., serv. balc. clair ensol. imm. p. de t., 3 800 000. *ASM 48-24-63-66.*

Province

VDS appt GRASSE, 52 m² + loggia 10 m², *4e ét.,* asc., vue mont. au N. et mer au S. + cave + prkg. ent. meub., excel. ét., pleine propriété. *Tél. (1) 64-34-62-58.*

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

CABINET DOLÉAC

rech. pour clientèle de qualité sur Paris et proche BANLIEUE STUDIOS, 2, 3, 4, 5, 6 pièces avec ou sans cft, expertise gratuite, réalisation rapide. TÉL. : 42-33-12-29.

IMMO MARCADET

rech. urgent ttes surfaces même à rénover. Paris ou portes. Tél. 42-62-01-82.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GDE CLASSE, belles récept., avec minimum 3 chambres.

T. (1) 45-62-78-99.

MONDIAL MERCURE

rech. MEUBLÉS et VIDES STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-56-28-16.

RÉSIDENCE CITY

recherche POUR BANQUIER GD APPT ou VILLA TRÈS GD STDG, quartier résidentiel (achat possible).

TÉL. : (1) 45-27-12-19.

INTERNATIONAL SERVICE

rech. pr BQUES, STÉS MULTINAT. et DIPLOMATES stud., 2, 3, 4, 5 p. et plus. I.S.I. 42-85-13-05.

locations non meublées offres

Paris

Mº GOBELINS Imm. de luxe, jam. occupés. Studios 24 m² à 38 m² 3 700 F parkg comp. + ch. ; 2 p. 65 m² 6 700 F à 7 600 F parkg comp. + ch. ; 3 p. 84 m² 9 500 F parkg comp. + ch. ; 4 p. 127 m² 12 000 F et 12 300 F, box comp. + ch. Poss. boxes ou prkg sup. FOG 45-87-71-00.

maisons individuelles

A VENDRE MAISON *BRETAGNE DU NORD* bord de mer, beau terrain, travaux à prévoir. Tél. 42-37-56-28 ap. 20 h. bureau 43-25-04-90.

pavillons

A VENDRE

77 BRIE-COMTE-ROBERT Pavillon 80 m², proche de tous commerces et écoles, terrain clos de 600 m², entrée, séjour de 34 m² avec cheminée, deux chambres, cuisine aménagée et équipée, w.c., salle de bains, garage indépendant avec *cave, nombreux rangements.*

Prix 600.000 F.

42-47-96-10 de 8 h à 13 h 30. 64-05-69-25 après 15 h.

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + burx neufs Démarches R.C. et R.M. SODEC *SERVICES* Chps-Elysées 47-23-55-47 Nation 43-41-81-81

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL — RC — RM Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.

43-55-17-58.

DOMIC. DEPUIS 80 F MS. Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 16e. CONST. SARL 1 500 F HT. INTER DOM 43-40-31-45.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Burx, secrét., tél., télex, fax. domicil. : 170 à 390 F/m.

CIDES 47-20-41-08.

DOMICILIATION CCIALE 8e BURX, SEC., TELEX, TÉLÉCOPIE/TRAIT. TEXTES

AGECO 42-94-95-28.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles - Bureaux Constitution de sociétés Télex - Secrétariat ACCESS 40-26-15-12.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STÉS

Prix compét. Délais rapides.

ASPAC 42-93-60-50 +

NATION - centre d'affaires 1 bureau 20 m² - Tél. : 43-71-22-20.

Le Monde

ECONOMIE

LA CONQUÊTE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Contre-performance en France

La création d'emplois dans l'industrie par des entreprises internationales a diminué d'un tiers en 1987.

QUAND, dans les premières semaines de janvier, les experts de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) firent leurs additions, ils furent surpris : le nombre total des emplois créés en 1987 par des investissements industriels étrangers n'atteignait pas 9 000, alors que depuis 1978 il dépassait régulièrement 11 500 et même 13 300 pour chacune des années 1984, 1985 et 1986. Quelle contre-performance !

La France aurait-elle perdu de son pouvoir de séduction à l'égard des firmes américaines, japonaises, scandinaves, canadiennes ? D'emblée, le ministère de l'économie, qui recense tous les flux, c'est-à-dire non seulement les constructions d'usines, mais aussi les placements financiers, les investissements commerciaux et immobiliers, répond catégoriquement : *« Non ! Ils ont même progressé d'une année sur l'autre de près de 30 %. »*

Toutefois, la DATAR, qui, dans une comptabilité détaillée, se limite aux investissements industriels émanant d'entreprises contrôlées à 30 % au moins par des capitaux étrangers, doit bien se rendre à l'évidence. Qu'il s'agisse de créations d'usines, d'extensions d'entreprises ou de reprises d'affaires en difficulté, le bilan, en termes d'emplois (qui seront créés sur une période maximale de trois ans), est décevant.

Des concurrents redoutables

Bien sûr, l'année écoulée aura tout de même été marquée par quelques bonnes nouvelles qui ont fait les gros titres de la presse lorraine (avec le canadien Northern Telecom ou le coréen Daewoo), orléanaise (avec l'américain Scott Paper) ou bretonne (avec le japonais Canon). Mais, alors que l'Autriche, pour les investissements américains, l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, pour les japonais, apparaissent des concurrents de plus en plus redoutables, la France semble se laisser distancer.

L'appareil industriel français, encore fragile, est surtout l'objet de convoitises, sous forme d'OPA, de rachat de titres en Bourse ou, tout simplement, de vente lorsque le chef d'entreprise, arrivé à l'âge de passer la main, ne trouve pas de successeur. *« Dans l'optique du grand marché de 1992,* avertit un haut fonctionnaire, *notre industrie apparaît trop encore comme une proie, non comme un chasseur. »*

Au passif de la France, dans la conquête des investissements *« internationalement mobiles »*, la longueur et la complexité des procédures, la multiplicité des interlocuteurs (chambres de commerce, villes, comités d'expansion, agences régionales de développement, DATAR, autorités politiques, bureaux d'études), le poids relatif de la fiscalité et des charges sociales pour les cadres étrangers expatriés (en dépit de quelques allégements récents), jouent comme des incitations à l'envers. Il a fallu six mois au directeur de l'usine japonaise Pioneer en Aquitaine pour obtenir un visa de long séjour !

En revanche, des notions telles que le climat social, la valeur du franc, les *« risques »* de renationalisation, l'utilisation, encore trop peu répandue, de la langue anglaise, n'ont pas, semble-t-il, d'influence négative majeure sur le choix d'un patron d'Osaka, de Stockholm ou de Houston pour créer son usine européenne (qui alimentera l'ensemble des douze pays de la CEE) à Quimper ou Longwy plutôt qu'à Glasgow, Munich ou Alicante.

La concurrence est très forte : chaque pays, chaque région européenne, déroule le tapis rouge pour capter les investissements et les emplois. Et la balance entre les handicaps et les atouts des pays d'accueil respectifs les met, la plupart du temps, sur un pied d'égalité. Aussi est-ce très souvent le coup de pouce financier qui force la décision.

L'expression magique est donc lancée : *« subventions publiques »*. Magique, mais aussi mystérieuse, car cela représente une énorme bouteille à l'encre. Par peur de s'attirer les foudres des sourcilleux et omniprésents fonctionnaires de Bruxelles, les autorités de chaque pays membre prennent un soin minutieux à cacher les barèmes des primes qu'elles accordent aux investissements.

Disons-le tout net : le flou artistique, voire la triche et le mensonge sont la règle. Ici, on additionnera les aides directes et les investissements publics indirects (routes, adductions d'eau, bâtiments industriels) ; là, les subsides d'Etat et ceux des régions ; ailleurs, les prêts bancaires à taux réduit et les déductions fiscales.

« Je n'ai pas peur de vous le dire, explique l'un des responsables de la DATAR. *Nous sommes exaspérés par Bruxelles. Alors, le gouvernement a décidé de ne plus rendre publique la répartition des primes d'aménagement du territoire (PAT), par projet, par région, par secteur. Nous avons adopté une procédure discrétionnaire. Nous disposons d'un « trésor de guerre » et nous le répartissons au cas par cas dans la plus grande confidentialité. »*

Un trésor de guerre qui, depuis quelques années, fond comme *neige au soleil*. Le budget des PAT de la DATAR, qui atteignait 1,3 milliard de francs en 1982, est tombé à 300 millions en 1986 et en 1987 ; les pays européens proches font deux, trois, cinq fois plus (1). Le ministre de l'aménagement du territoire, M. Pierre Méhaignerie, reconnaît lui-même que cette somme squelettique ne lui permet guère d'agir efficacement et vite sur la localisation des activités.

Mais il fait partie d'un gouvernement qui éprouve une vive allergie pour toute forme de subvention publique aux entreprises — en pourcentage du capital ou en termes d'emplois créés — et qui préfère les allégements fiscaux. De ce point de vue, l'honnêteté conduit à reconnaître que le systèmes des « zones d'entreprises » (2) créées à Dunkerque, à La Ciotat et à La Seyne par M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, pour contrebalancer le naufrage des chantiers navals, remporte des succès, y compris auprès des firmes étrangères, notamment sur la côte d'Opale.

Une aide plus sélective

Par mimétisme, la majorité des conseils régionaux ont suivi l'Etat et, depuis deux ans, remplacé les primes généralisées par des aides plus sélectives et par des prêts, ou des garanties d'emprunt, des incitations à la recherche, à la robotique, au conseil. Mais les régions à majorité socialiste du Limousin et du Nord-Pas-de-Calais n'ont pas voulu se priver du levier des primes directes.

C'est un outil parmi d'autres et parfois déterminant, comme en témoigne l'affaire de l'usine canadienne Mac Cain de transformation des pommes de terre qui, récemment, a décidé un investissement de 120 millions de francs (63 emplois) près de Lens, dans une zone classée « superprioritaire » par l'Etat. La DATAR ne voulait pas mettre au pot plus de *2,5 millions de francs.*

Diverses pressions l'ont fait monter jusqu'à 10 millions. Le ministère de l'agriculture fera à peu près de même. Ont été sollicités aussi le fonds du bassin minier, la ville, l'agence de bassin pour l'eau, l'agence pour la maîtrise de l'énergie. Et la prime de la région Nord - Pas-de-Calais atteindra, elle, 5 millions. Une somme substantielle et, au bout du compte, une belle corbeille d'aides pour l'entreprise.

Un constat est en tout cas de *nature à faire réfléchir* ceux qui prendront les commandes de l'aménagement du territoire : 45 % — au lieu de 60 % en 1985 — des emplois « étrangers » ont été dirigés l'an dernier vers les zones géographiques prioritaires, et 55 % vers celles (Bassin parisien, Rhône-Alpes, Alsace) considérées comme relevant moins de la solidarité nationale. De là à en déduire que le système national des primes en France est inapproprié, voire inefficace...

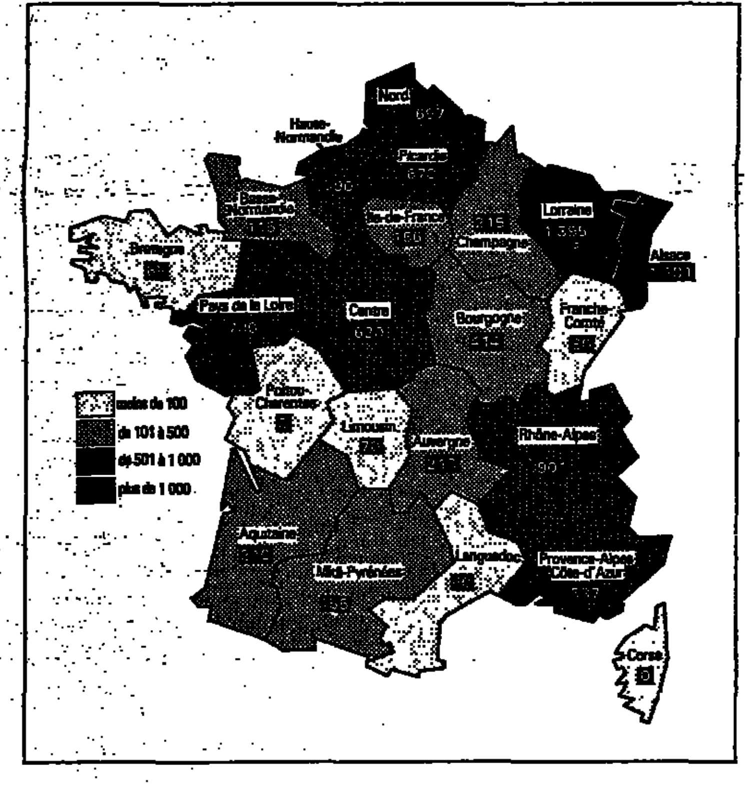
FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire la suite de notre enquête page 39.)

(1) Selon les estimations les plus récentes, citées par la DATAR, l'Italie a dégagé 2 900 millions d'ECU (en 1985) en aides régionales, la RFA 1 419, la Grande-Bretagne 1 139, la France 285, les Pays-Bas 219, la Belgique 185, l'Espagne 75. (Un ECU = 7 F.)

(2) Les entreprises de production qui s'installent dans ces zones sont exonérées pendant dix ans de l'impôt sur les bénéfices.

La répartition des emplois industriels créés en 1987 par région...



...et selon le pays d'origine

	Etats-Unis	Japon	Italie	Allemagne	Benelux	Grande-Bretagne	Espagne	Suisse	Scandinavie	Divers
Alsace	52	100	374	575	–	–	–	–	–	–
Aquitaine	–	80	–	–	–	35	20	–	–	75
Auvergne	–	–	–	–	–	–	140	–	70	–
Basse-Normandie	–	80	–	35	–	–	–	–	–	–
Bourgogne	100	–	60	–	–	254	–	–	–	–
Bretagne	–	25	–	–	–	–	–	–	40	–
Centre	470	–	–	100	–	–	–	–	50	–
Champagne	–	45	–	30	–	100	–	–	40	–
Franche-Comté	80	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Haute-Normandie	390	–	–	–	200	–	–	–	–	–
Ile-de-France	136	30	–	–	–	–	–	–	–	–
Languedoc	–	–	–	–	60	–	–	–	–	–
Limousin	70	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Lorraine	340	420	67	397	–	–	–	–	21	150
Midi-Pyrénées	85	–	–	–	–	40	30	–	–	–
Nord	345	–	50	–	165	49	80	–	8	–
Pays de Loire	250	–	–	–	–	–	–	450	–	–
Picardie	200	–	180	–	260	30	–	–	–	–
Provence-Côte d'Azur	162	–	–	–	15	60	–	–	–	300
Rhônes-Alpes	50	10	650	161	–	–	–	–	30	–
France entière	2 730	790	1 381	1 298	700	568	270	450	259	525

Nota : Ni la Corse ni Poitou-Charentes ne figurent dans ce tableau, aucune création d'emplois industriels, suite à un investissement étranger, n'étant intervenue dans ces régions en 1987. Pour la France entière le total est de 8 971.

Traitement de choc à Dunkerque

MICHEL GUILLOT a deux talents, apparemment contradictoires, et deux fonctions complémentaires. Il excelle dans l'art abstrait, comme en témoignent les toiles surprenantes accrochées dans l'antichambre de son bureau à Dunkerque, mais il aime aussi le contact avec les industriels, qu'il cherche à convaincre de venir s'installer dans cette région si fortement ébranlée par la crise des chantiers navals de la Normed.

Il a été nommé, il y a un peu plus d'un an, par Alain Madelin, ministre de l'industrie, pour « vendre » et « remplir » la zone d'entreprises, éclatée en quatre sites. En même temps, il a la responsabilité, sous la tutelle de la DATAR, de coordonner toutes les actions et les retombées qu'occasionne, du côté de Calais, le grand chantier du tunnel sous la Manche.

Ainsi, Michel Guillot, ancien ingénieur d'EDF, fait tous les jours de l'aménagement du territoire appliqué. Il savoure ces jours-ci une réussite, mais sans forfanterie : la zone d'entreprises de Dunkerque, créée par décret il y a tout juste quatorze mois, marche « du tonnerre ».

En additionnant les entreprises déjà installées depuis quelques mois et celles qui ont pris la décision ferme de créer une usine, Michel Guillot arrive au nombre d'emplois qui ont été supprimés par la Normed à Dunkerque, soit environ 1 650. Certes, ces nouveaux emplois ne seront effectivement créés que progressivement d'ici à la fin de 1989, alors que le chantier naval a, *lui,* définitivement fermé ses portes à Noël 1987, livrant son dernier train-ferry à la SNCF dans un climat lugubre.

Mais les candidatures d'industriels continuent à se manifester, vivement séduits par les avantages fiscaux (et autres aides ponctuelles... et discrètes) qu'offrent les zones d'entreprises. *« En vérité, le flot de projets ne s'est jamais tari. Et des projets sérieux ! Même si j'ai eu une fois affaire à un escroc, et à quelques reprises à des idéologues du « non impôt »,* raconte Michel Guillot.

L'exonération de l'impôt sur les sociétés pendant dix ans, pour une entreprise qui prévoit de dégager des marges substantielles, constitue *un « produit d'appel » fort attractif.* Ont déjà élu — ou vont élire — domicile, une société d'appareils de grenaillage (dirigée par un cadre de la Normed), une fabrique de sièges en cuir, un atelier de produits phytosanitaires. Dans un ancien hangar du port, devant des quais quasi déserts, un chef d'entreprise va élever et vendre des vers pour la pêche. *Plus loin ouvrira un atelier de bijoux.*

Des fleurs en fumée

Investissements belges, américains, espagnols et panaméens voisinent avec les initiatives françaises et *s'échelonnent de quelques* dizaines de millions à 400 millions de francs pour le projet belge Beaulieu (fabrication de granulés de polypropylène). La dernière recrue est un fabricant de sacs-poubelles qui utilisera des plastiques de récupération.

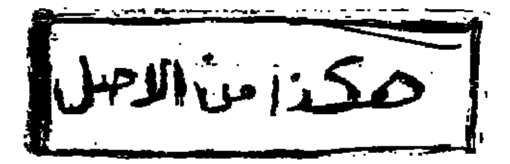
Sourcilleuse et pointilleuse, la Commission *de Bruxelles qui épluche tous les dossiers* — ce qui conduit Michel Guillot à déployer des trésors d'ingéniosité pour contourner la réglementation sans l'enfreindre, notamment pour faire embaucher d'anciens métallos, — a fixé à 200 au maximum le nombre d'emplois des entreprises qui s'installent. Sauf pour celles qui ont pris leur décision dans les douze mois qui suivirent le décret du 13 février 1987 instituant officiellement la zone. Ainsi Coca-Cola, qui va édifier une fabrique d'embouteillage avec 60 emplois dans une première phase, compte maintenant mener à bien une opération trois fois plus ample que celle prévue à l'origine, il y a un an.

Une mesure dérogatoire, la zone d'entreprises ? *« Bien sûr,* reconnaît Michel Guillot. *C'est une bonne façon de déclencher un choc « réanimatoire », si je puis dire, sur le tissu industriel. Mais elle doit être bornée dans l'espace et le temps. Il devrait s'agir de thérapeutiques « tournantes » en fonction des problèmes d'emploi aigus qui surgissent ici puis là. Une dizaine de zones fonctionnant en France en même temps, cela me semblerait le bon chiffre. »*

Michel Guillot, qui songe à publier un livre sous le titre : *Profession : développeur,* a le sentiment de commencer à réussir. A Dunkerque, ce n'est pas si fréquent. Et pourtant, un événement vient d'obscurcir son horizon. La Société belge de Vermont, qui fabrique des bouquets à partir de fleurs séchées importées d'Australie ou d'Amérique du Sud, a été détruite le 15 mars par un incendie.

C'était son fleuron et « sa » première usine, installée en août 1987. Alors que, dans ses plans d'origine, le PDG pensait créer 105 emplois en trois ans, il avait déjà embauché 108 salariés, dont plusieurs anciens métallos de la Normed. Ils sont aujourd'hui en chômage technique, et les dégâts atteignent 20 millions de francs.

F. G.



BIBLIOGRAPHIES

« Métamorphoses de la valeur », de Georges-Hubert de Radkowski

Vitalité de Keynes

A tous ceux qui veulent comprendre la raison de la crise, il faut recommander d'ignorer les experts et de lire ce livre qui sera le dernier que G.H. de Radkowski aura pu achever, son testament spirituel. Logicien, philosophe, à l'écoute des progrès de toutes les sciences, il s'étonne du triste état de la science économique au bout de plus de deux siècles de réflexion. Pensons à tous ces catéchismes économiques qui illustrent à merveille cette magistrale critique de l'économie politique.

On exige la compression des salaires pour entretenir les chômeurs. La raison du marché commande ce sacrifice. Cette raison ignore tous les principes de la macro-économie : elle évoque une société *fantastique* affranchie de la contrainte de la demande effective ; elle abhorre donc le nom même de J.M. Keynes. Elle est sacrificielle : elle désigne les salariés pour apaiser la colère du marché mais elle épargne les rentiers.

G.-H. de Radkowski nous *force* à nous poser la question. *Comment en est-on arrivé là ?* Comment la raison économique a-t-elle pu devenir aussi différente de la raison scientifique ? Comment expliquer que la majorité des économistes érigent en vertu le conservatisme que les scientifiques repoussent comme vice ? Conservatrice, l'économie politique l'est devenue en se transformant en une orthodoxie aux prétentions catholiques ; elle enseigne un modèle de société immuable, atemporelle, dont le principe est la loi de l'épargne préalable, la loi de l'abstinence enrichissante.

Bien peu d'économistes ont pu s'affranchir de cette mystique de l'abstinence : Keynes est le plus connu de ces réformateurs qui nient la nature bienfaisante de l'épargne car elle est étrangère à l'économie positive. Néo-classiques de toutes obédiences, néo-marxistes contemporains en France et aux Etats-Unis, tous s'entendent au contraire sur la légitimité des politiques d'austérité qui retranchent sur la consommation et limitent le crédit qui permet des dépenses excessives.

La valeur avant l'échange

Radkowski explique ce consensus, révoquant en doute le concept d'épargne comme la plus dangereuse des traditions auxquelles le malin génie soumet les économistes. Croire en la doctrine de l'épargne est croire en la valeur, principe de la science de l'économie. Au cœur de la théorie *de la valeur est un postulat : les* choses deviennent objets économiques, biens aptes à l'échange, *marchandises de par une propriété* intrinsèque, leur valeur.

Condition d'existence de l'échange, la valeur existe avant l'échange ; elle n'est pas créée par les dépenses ; elle apparaît avant le circuit macro-économique. D'où vient-elle, sinon d'un principe encore plus fondamental, la rareté ou le postulat de l'univers économique fixe ? Des besoins limités et fixes sont satisfaits par des ressources fixes, ces deux axiomes sont imposés à l'univers économique pour justifier toute théorie de la valeur, qu'il s'agisse de la théorie classico-marxiste de la valeur-travail ou de la théorie néo-classique de l'utilité marginale.

Poursuivant sa critique cartésienne de l'orthodoxie, Radkowski démontre que ces deux axiomes *doivent être niés* car *ils n'appartiennent* pas à l'univers économique réel, mais à un autre univers où sont suspendues toutes les *lois* positives. L'homme économique réel n'a pas de besoins fixes, mais un désir potentiellement infini (1). Ce désir s'incarne aujourd'hui dans la volonté d'acquérir les biens produits par les entreprises.

Rien ne limite l'acquisition sinon le revenu qui est payé par les entreprises quand elles produisent pour *anticiper les achats. La* consommation est la finalité de la production ; les productions doivent anticiper la consommation ; la consommation potentielle n'est jamais déficiente en économie positive, mais les entrepreneurs créent eux-mêmes le pouvoir de satisfaire cette demande par leurs propres dépenses.

Au cœur de toute théorie

Ces quatre axiomes sont le cœur de toute théorie scientifique de l'économie. *Ils invalident* la doctrine de l'épargne ; non-consommation, l'épargne ne crée rien, elle ne *peut jamais* être la source d'un enrichissement réel ; elle fait échec aux paris des entreprises, elle limite leur profit qui est la finalité de la production.

De ces axiomes, l'auteur déduit en logique la vérité de la théorie de Keynes qui, niant la valeur, affirme le caractère purement résiduel de l'épargne. Quiconque comprend ces axiomes arrive à la conclusion *qu'une société* ne peut s'enrichir quand elle entend retrancher sur la consommation. Du blocage de la croissance du revenu du travail, aucune croissance *réelle* des profits ne peut être issue. La crise des marchés *financiers révèle* qu'en période d'austérité, la croissance de la richesse financière est une illusion, un mensonge *qu'un rien* fait éclater. Armé des axiomes de l'économie positive, le lecteur des *Métamorphoses de la valeur* comprend ce que lui cachent les experts.

Au terme de l'ouvrage, nous sommes en possession du Cogito *qui sépare la science* de l'idéologie, de la représentation « fantastique ». Il faut saluer ce livre comme le grand traité d'épistémologie qui doit être lu par tous ceux qui travaillent au progrès de la science économique. Ce livre nous aide à révoquer en doute ce qui est communément admis ; la vérité scientifique ne se vote pas, elle n'a rien à voir avec la majorité.

De l'œuvre de Georges-Hubert de Radkowski tirons une ultime leçon : il n'est de science économique que pour l'action, et la science n'est pas conservatrice. Elle justifie l'objectif suprême de plein emploi, elle ignore l'adoration des marchés financiers, elle invalide l'austérité, elle incite à l'optimisme et non à la douce résignation *des experts quand ils* invoquent la dure loi de la modernité !

ALAIN PARGUEZ,
professeur à l'université de Besançon.

★ *Métamorphoses de la valeur*, de Georges-Hubert de Radkowski. Presses Universitaires de Grenoble, 170 p., 98 F.

(1) Dans les *Jeux du désir*, premier ouvrage de l'auteur sur la technique et l'économie, les mécanismes du désir et la signification des besoins ont été déjà magistralement analysés.

Parlons européen

AVEC la Communauté européenne est née une terminologie parfois obscure aux non-initiés. Des multiples sigles avec lesquels les douze pays membres ont appris à jongler aux *institutions avec lesquelles ils nouent* des relations, une jungle de termes de référence s'est créée dont la connaissance est indispensable à la compréhension des difficultés ou des succès de la construction européenne.

Complété par une chronologie, le *Dictionnaire de l'Européen*, mis au point par M. François Visine et dont la deuxième édition *vient de paraître, constitue* une aide appréciable pour les étudiants, les universitaires, mais *aussi pour tout citoyen européen* intéressé par ce phénomène encore en devenir, la Communauté économique européenne.

★ *Dictionnaire de l'Européen*, de François Visine, 563 pages, 200 FF (80, boulevard de la Pétrusse, L. 2320 Luxembourg).

LA CONQUÊTE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Mutation industrielle en Ecosse

L'électronique est devenu le secteur qui emploie le plus de salariés

L'ECOSSE est devenue en quinze ans, au même titre que cinq ou six autres grandes nébuleuses européennes, un haut lieu de l'industrie du vingt et unième siècle où la recherche et la production sophistiquée prennent appui sur des universités réputées (au nombre de cinq), des moyens de transport modernes, un système bancaire inventif, un esprit d'entreprise toujours en éveil. Et pourtant, dans les années 60, nombreux *étaient ceux qui, effarés par les* premiers effets dévastateurs de l'effondrement des industries traditionnelles, ne donnaient pas cher de l'avenir de l'Ecosse, terre symbolique de rendez-vous de toutes les nostalgies.

Bastion prestigieux et moteur formidable de la puissance britannique entre 1850 et 1960, l'Ecosse – et surtout sa partie ouest, dans la région de Strathclyde – a vu peu à peu péricliter les chantiers navals qui forgèrent sa gloire, la mécanique lourde, la sidérurgie, le textile, la machine-outil et bien d'autres pans de l'industrie manufacturière. Il y a encore quelques années, elle s'enorgueillissait d'avoir l'une des plus importantes usines de machines à coudre (Singer) du monde.

L'industrie, qui représentait encore 32 % du revenu régional en 1966, est tombée à 24 %. Et l'on mesurera l'importance de la mutation industrielle qui s'est opérée lorsqu'on saura qu'en 1987 l'électronique – quasiment absente il y a vingt ans – occupe 10 000 personnes de plus que l'acier, la construction navale et l'extraction du charbon réunis.

le bras séculier

A l'instar du Nord-Pas-de-Calais, de la Lorraine, de la Ruhr, des Asturies ou de Pittsburgh aux Etats-Unis, l'Ecosse a dû, depuis une génération, s'atteler à la redoutable et cruelle, mais inévitable, politique de reconversion économique. Les neuf régions, les trois autorités pour les îles et les cinquante-trois districts (qui sont des collectivités locales) d'Ecosse ne s'engagèrent pas seules dans ce qu'il faut bien appeler une lutte (tant est rude la concurrence) pour reconquérir *une notoriété* et une attractivité vis-à-vis d'investisseurs qui développent une stratégie mondiale.

Le gouvernement de Londres, préoccupé par l'effondrement industriel, la dégénérescence urbaine, les drames sociaux et la montée du chômage, les y aida. C'est en 1975, que fut créé par le gouvernement travailliste de l'époque, la Scottish Development Agency (SDA), en même temps qu'était instituée une structure publique similaire pour le pays de Galles qui éprouvait des difficultés de même nature.

Placée sous l'autorité du secrétaire d'Etat pour l'Ecosse, représentant puissant du gouvernement de Londres, la SDA, avec ses 680 agents, non seulement répartit les *subventions ou prêts gouvernementaux* (ainsi que ceux en provenance de Bruxelles), mais cherche à associer le plus possible le secteur privé aux opérations d'investissement industriel ou de réhabilitation urbaine. Sur un budget annuel de 140 millions de livres, une centaine viennent du gouvernement de Londres et le reste de revenus de placements dans le capital d'entreprises. Fin 1985, l'Agence *avait un portefeuille* de placements de 31 millions de livres dont 9 millions dans 500 petites entreprises de moins de 10 employés.

La SDA est le bras séculier de la reconversion et de la reconquête industrielle en Ecosse. Comme la DATAR française, elle a des bureaux aux Etats-Unis, au Japon, à Bruxelles, chargés de faire la chasse aux investisseurs.

A elle aussi, le soin d'évaluer le montant des aides publiques (subventions, prêts, facilités pour l'acquisition de terrains ou bâtiments) qu'il faudra réunir pour emporter la décision finale d'un chef d'entreprise. Bien que les Ecossais refusent de donner des chiffres précis pour ne pas déclencher des enquêtes de la part des fonctionnaires de Bruxelles, on sait bien que l'ensemble des aides qu'ils réservent aux investissements nouveaux, notamment étrangers, sont parmi les plus alléchantes d'Europe.

La réputation du cadre de vie, la langue de Walter Scott, des aéroports, des pépinières d'entreprises, une main-d'œuvre jeune, habile et facile à former (la *moyenne* d'âge des 400 ouvriers du japonais NEC est de dix-huit ans et demi) font le reste pour « faire gagner » l'Ecosse. Et à industries nouvelles, formes nouvelles d'urbanisme.

Cinq villes nouvelles ont été lancées depuis 1947. Elles ont atteint, à 90 %, les objectifs démographiques prévus à l'origine. Et surtout, alors que l'emploi global en Ecosse a diminué de 6 % depuis dix ans, il a progressé de 13 % dans ces « points d'ancrage » inventés par les urbanistes. A Livingston (41 000 habitants) l'une de ces villes qui va fêter son 25e anniversaire, la croissance de l'emploi est même foudroyante : 150 % entre 1975 et 1986.

Les *« usines à la campagne »*, où les employés doivent revêtir des combinaisons de propreté, fleurissent : 47 nouvelles implantations en 1987 et plus de 400 au total. Seagate, une firme californienne fabriquant des « puces » et circuits pour les ordinateurs *montés à Singapour*, prévoit un investissement de 18 millions de livres pour agrandir l'usine actuelle et envisage très sérieusement de construire une nouvelle usine en Europe dans les deux ans.

Une inquiétude nationaliste

Avis à tous, notamment à la DATAR, qui sera par ailleurs intéressée d'apprendre que deux firmes françaises sont en négociation pour s'installer à Livingston... mais ce dont se réjouissent le plus les dirigeants de cette ville nouvelle, c'est de l'intérêt des Japonais : SEH va fabriquer du silicone et employer 400 personnes. Quant à Mitsubishi Electric qui produit des mangnétoscopes, il vient d'annoncer l'agrandissement de son usine, pour y introduire de nouvelles technologies et créer 250 emplois supplémentaires.

Tandis que les revenus tirés de l'exploitation du gaz et du pétrole de la mer du Nord et les dizaines de milliers d'emplois auxquels ils ont donné naissance sur la côte est (ce qui explique en partie la résurrection et l'attrait de l'Ecosse) commencent à décliner, une nouvelle – encore une – révolution industrielle se met en branle. Une révolution qui inquiète ceux qui militent ici pour des idées nationalistes et qui y voient les risques d'une sorte de néocolonialisme technologique. Usines tournevis, usines de circonstances, usines baladeuses qui, dans dix ans, vingt ans, se délocaliseront *peut-être dans un autre* coin du monde...

Il reste que l'Ecosse, qui est loin d'avoir pansé toutes les plaies du déclin d'un certain modèle industriel (1), qui parfois aussi trébuche, comme l'atteste le renoncement de Ford à construire une grand usine électronique à Dundee pour cause de mésentente avec les syndicats, attire aujourd'hui les regards. Comme jadis les navires qui sortaient par dizaines de ses docks et de ses prestigieux chantiers pour signifier au monde la prééminence de la Clyde, l'Ecosse a le vent en poupe.

de Glasgow
FRANÇOIS GROSRICHARD

(1) Le chômage en Ecosse est de deux points plus élevé que la moyenne de Grande-Bretagne, tandis que la population est tombée de 5,23 millions à 5,12 millions d'habitants entre 1976 et 1986.

Quand Bruxelles fait la police...

Les subventions « illégales » doivent être remboursées à la Commission européenne

TOUS les gouvernements des Etats membres de la CEE aident largement leur zones défavorisées pour y favoriser l'investissement. Cependant, au titre du traité de Rome (articles 92 et 93), la Commission européenne exerce un contrôle qui, au fil des années, s'est renforcé de manière sensible. A telle enseigne que l'exécutif communautaire estime *aujourd'hui* que les subventions nationales font l'objet d'un encadrement systématique.

Les pourcentages de territoire ayant le statut de *« zone aidée »* dans les Etats membres sont significatifs de l'ampleur du phénomène : 46,2 % en Grande-Bretagne, 58,6 % en France, 62,5 % en Allemagne fédérale, 67,9 % en Italie, 80,4 % en Espagne *et* 100 % *en* Grèce *et* en Irlande.

Laborieuses négociations

Au début des années 60, à l'âge d'or des flux d'investissements, la Commission de Bruxelles, confrontée à des aides d'Etat pléthoriques, a dû se forger une doctrine en utilisant des critères de plus en plus précis afin de faire respecter les règles de concurrence en vigueur dans le Marché commun. Toutefois, ce n'est qu'en 1979 que la législation européenne a été arrêtée. Elle définit les aides maximales par rapport à l'investissement global, mais aussi en fonction du niveau de développement des régions.

Ainsi, les taux vont de 20 % pour les régions moyennement riches à 75 % pour les plus pauvres (l'ensemble des territoires grec, portugais et irlandais, certaines zones en Espagne et en Italie, et les départements français d'outre-mer). En réalité, le classement par catégories est modifié en fonction de l'évolution économique. Par exemple, plusieurs zones du nord du Mezzogiorno italien sont récemment passées du régime de soutien le plus élevé à celui qui n'autorise qu'une subvention plafonnée à 30 %.

La Commission européenne a également été conduite à étudier les systèmes nationaux d'aide – les primes à l'aménagement du territoire (PAT) en France – afin qu'ils soient conformes à la réglementation communautaire. Cet examen a entraîné les responsables européens dans de longues et laborieuses négociations avec les Douze. L'exemple le plus significatif est celui de la RFA qui, compte tenu du poids des Länder – l'équivalent des régions en France – dans ce pays, a soulevé bien des difficultés.

Ne pouvant négocier directement avec les institutions régionales allemandes, la Commission a dû faire preuve de beaucoup de patience avant d'obtenir des autorités fédérales une réduction, à partir du 1er janvier 1988, des aides par rapport au total de la population de RFA : de 44,5 % (sans Berlin) à 38 %, contre 38,1 % en France (sans les DOM), 46,6 % au Royaume-Uni et 48,9 % en Italie.

La détermination de règles homogènes a permis à la CEE de limiter les contentieux entre les Etats membres, d'autant plus que, depuis quelques années, l'exécutif européen s'est employé à exiger les remboursements, par les Etats nationaux, des subventions jugées illégales. Boussac et Usinor-Sacilor ont eu à pâtir de la nouvelle politique de Bruxelles. Aussi les entreprises se prémunissent-elles de plus en plus contre les offres trop généreuses. Avant de prendre leur décision, elles consultent le plus souvent des bureaux d'avocats installés à Bruxelles et spécialisés dans le droit communautaire.

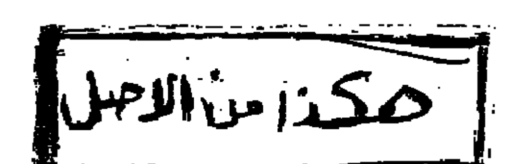
Il faut dire que nombre de multinationales ont connu de sérieux désagréments. Ainsi Timex, qui voulait étendre ses activités à Besançon, n'a finalement obtenu, en 1984, que 55 % de l'aide envisagée alors par le gouvernement français. Le Royaume-Uni, souhaitant protéger les productions de la firme américaine en Ecosse, a demandé l'arbitrage de la Commission. Cette dernière a tranché dans une large mesure en faveur des Britanniques, en interdisant la subvention destinée à la création d'un département électronique dans la capitale de Franche-Comté.

Contre le laxisme

Outre les dossiers relevant du droit commun, Bruxelles vérifie la conformité des nouvelles aides mises en œuvre à l'occasion de la débâcle de secteurs tels que la sidérurgie ou les chantiers navals. Ainsi Dunkerque, La Seyne et La Ciotat, pour pallier la déconfiture des chantiers navals, offrent des exonérations fiscales aux industries qui s'installent dans leur « zone d'entreprises ». Et la France demande que la dérogation soit accordée pour dix ans, alors que la Commission refuse de s'engager sur la durée. Bruxelles a répondu à Paris que les avantages devront disparaître dès que le nombre d'emplois perdus dans les chantiers navals sera compensé par les postes de travail créés à travers les opérations de conversion.

Dans l'entourage de M. Peter Sutherland, commissaire chargé des affaires de concurrence, on estime le délai nécessaire à deux ou trois années seulement. Pour bien marquer qu'il n'est pas question de se montrer laxiste, Bruxelles a demandé aux autorités françaises d'établir un rapport tous les trimestres sur l'évolution de la situation, notamment celle du marché du travail.

de Bruxelles,
MARCEL SCOTTO.



La chronique de Paul Fabra

1992 et les petites circulaires

SUR les pouvoirs sans doute exagérés reconnus à certaines administrations, sur leurs *décrets, arrêtés* et circulaires qui vous privent sans recours d'une parcelle peut-être minime mais néanmoins précieuse de votre *liberté de* mouvement, laquelle implique aussi la libre disposition de son temps, sur leur procédé de prédilection pour asseoir leur autorité, qui consiste à créer chez les citoyens l'obsession de ne pas se mettre en faute, sur tous ces empiètements de ce que *Dostoïevski appelait déjà l'état* d'ivresse administrative, on en découvre ou redécouvre en maintes occasions. Connaissez-vous par exemple le paragraphe nº 2636 de *l'arrêté* du 30 décembre 1983 concernant « le règlement particulier sur les franchises douanières » ?

Comme un certain nombre d'autres, ce texte n'a pas été abrogé. Oh ! qu'on ne s'y trompe point. Il ne porte pas une grave atteinte à vos droits de citoyen. Il n'empêche *que, dans une Europe où* il n'est question que de la préparation d'un vaste espace économique unifié, il détonne car il constitue une entrave à la libre circulation des per*sonnes et de cette marchandise* fonctionnellement destinée à circuler : l'automobile.

En lui-même, il ne représente qu'une minuscule disposition. Mais ajouté à d'autres restrictions du même acabit, il contribue, à sa modeste mesure, à faire du citoyen français, par rapport à des citoyens d'autres pays voisins, un Européen ne jouissant pas tout à fait des mêmes facultés. Est-ce supportable ? Significative est ausi la genèse *de ce texte, qui théoriquement* s'appuie sur une directive communautaire, laquelle cependant ne prévoit pas le cas dont il s'agit.

Supposons donc que vos affaires *ou vos loisirs vous conduisent dans* un pays limitrophe de la France (ou dans un autre, du reste), l'Allema*gne, l'Italie, la Belgique ou la Suisse.* Le moyen le plus commode sera très souvent la voiture. C'est le cas par exemple si vous vous trouvez, comme c'était récemment mon cas, à Lausanne, et que vous voulez vous rendre de l'autre côté du lac, sur la rive française, pour revenir le soir même au point de départ. *Eh bien !* cette commodité n'est pas toujours possible.

En vertu de l'arrêté auquel j'ai fait allusion et d'une de ses circulaires *d'application, si* un Français loue dans une agence située à l'étranger une automobile immatriculée à l'étranger, celle-ci ne pourra servir « qu'au trajet *direct* de la frontière *au domicile de l'utilisateur et devra* être *obligatoirement* restituée à l'agence X en France (celle à laquelle vous vous êtes adressé) la plus proche du domicile de l'utilisateur, dans *un délai de quarante-huit heures* à partir du moment où le résident français franchit la frontière ».

AFIN, du reste, que nul de ses *clients français n'en ignore,* l'agence exigera que vous remplissiez un formulaire par lequel vous vous engagez à vous conformer aux dispositions qui viennent d'être *rapportées. La seule chose qui n'est* pas spécifiée est que la voiture devra vous conduire au lieu même de votre résidence. Mais l'obligation de restituer la voiture dans un délai *de quarante-huit heures* y *figure* en toutes lettres, « sous peine, est-il précisé, d'encourir les sanctions prévues par la loi française ». Le tout se termine par cette phrase qui vaut *son pesant d'or mais qui fournit* un semblant de justification, comme on le verra, à la circulaire d'application : « *Je ne procéderai* pas à une *réex*portation de cette voiture du territoire français. »

COMME cela est quasiment de règle en pareille circonstance, le formulaire fourni par l'administration française aux agences *étrangères ne dit pas quelles sont* ces sanctions « prévues par la loi française ». Et l'agence étrangère, on s'en doute, serait bien en peine de vous les faire connaître. La réponse *se trouve* à l'article 412, paragraphe V, du code des douanes. En cas de fraude, la sanction comporte la « confiscation de la marchandise », ce qui, en l'occurrence, *signifie* tout simplement la voiture louée. A cela s'ajoute une amende de 1 000 à 10 000 F, étant entendu que le coupable ou présumé tel peut se pourvoir en justice. Au cas, au contraire, où l'administration a le sentiment de se trouver en présence d'un contrevenant de bonne foi, celui-ci se voit infliger une amende forfaitaire de 1 000 F.

Il n'est pas indifférent de suivre le cheminement qui a conduit à la rédaction de la circulaire d'application, surtout à un moment où la Commission de Bruxelles feint *encore de croire que la réalisation du* grand marché de 1993 est subordonnée à l'adoption par les Douze de quelque trois cents « directives ». Une directive de Bruxelles, *rappelons-le,* est un texte-cadre fixant les objectifs à atteindre mais laissant aux différentes administrations nationales le soin de prendre les mesures adéquates, adaptées à chaque réglementation particulière pour atteindre effectivement ces objectifs.

Or l'administration française, dans le cas ici examiné, prétend qu'il s'agit d'une décision relevant « de la *réglementation communautaire* ». Comme Bruxelles, on s'en doute bien, n'a décidé aucune mesure de ce genre, on ajoute aussitôt qu'il convient de ne pas prendre cette *expression au pied de la lettre, que* le caractère « communautaire » de cette disposition résulte seulement de l'existence d'une directive. Le lecteur jugera lui-même s'il s'agit ou *non d'une interprétation* abusive de la directive adoptée par le conseil des ministres des Douze.

La directive en question ne concerne en effet que le cas des *non-résidents.* L'idée est d'accorder une franchise temporaire, d'une durée de six mois en principe, aux non-résidents qui sont amenés à transporter dans un autre pays telle ou telle *marchandise, par exemple* leur propre automobile. En ce qui concerne plus particulièrement les véhicules de louage, la directive ne fait allusion qu'au cas des non-résidents qui utiliseraient une telle voiture pour se rendre dans un autre pays qu'ils n'habitent pas non plus. Par exemple, un Français pourra louer une voiture en Allemagne pour se rendre en Belgique. La directive prévoit que le véhicule loué dans ces conditions pourra être admis en franchise pendant trois jours en Belgique.

Quant au cas qui nous occupe ici, il n'est pas couvert par le texte-cadre de Bruxelles, totalement muet sur ce point. Mais l'administration française s'est reconnu le droit de s'engouffrer dans ce vide juridique de la Communauté. Le mot « réexportation » prend ici tout son sens et toute sa saveur. Si je loue à Lausanne une voiture immatriculée en Suisse, *que je m'en serve pour me* transporter à Thonon-les-Bains pour revenir ensuite à Lausanne, ce deuxième franchissement de la frontière est assimilé à une opération de réexportation, interdite à un résident dans la mesure où la directive de Bruxelles ne l'autorise qu'à des non-résidents sous certaines conditions. Si l'on suit cette interprétation jusqu'au bout, on en conclurait pour *un peu que l'arrêté du 30 décembre* 1983 et sa circulaire d'application consentent aux résidents français une faveur que le texte de Bruxelles ne prévoit pas pour eux. On peut penser aussi que s'il ne la prévoit pas, c'est que cette prétendue faveur n'en est pas une.

POURQUOI l'administration française a-t-elle édicté une telle interdiction ? *Peut-être parce* que, au passage des frontières, nos douaniers exercent surtout leur vigilance sur les voitures portant une plaque française et que l'administration craindrait en conséquence que certains fraudeurs n'essaient de déjouer les contrôles en circulant à bord d'une voiture étrangère. Interrogé sur les mobiles de l'arrêté de 1983, un haut fonctionnaire admet que, par ce texte, l'administration « s'est donné une facilité ».

Là est bien le fond du problème. Il arrive encore trop souvent que l'administration en prenne à son aise au détriment de l'usager. On l'a assez dit à propos d'affaires beaucoup plus sérieuses : dans une état de droit, les pouvoirs publics doivent y regarder à deux fois avant de *prendre des mesures gênantes pour* les honnêtes citoyens, sous prétexte que les restrictions ainsi imposées peuvent faciliter leur lutte légitime contre les malhonnêtes gens ou toute autre tâche qui leur incombe.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

ARJO KLAMER

Entretiens avec des économistes américains

L'entretien, que des Français croient utile d'appeler *interview,* est une forme utile qui doit permettre de pousser l'auteur à s'exprimer de façon plus réaliste, plus claire. Nous avons ici onze entretiens, que le professeur à Wellesley College a réussi à avoir avec les économistes de diverses écoles : « Ancienne génération » (J. Tobin, F. Modigliani, R.M. Solow), « néoclassiques » (R.E. Lucas jr, Th.J. Sargent, R.M. Townsend), « néo-keynésiens, la nouvelle génération » (A.S. Blinder, John B. Taylor), un monétariste (K. Brunner), « non orthodoxes » (D.M. Gordon, marxiste, et L.A. Rapping).

L'impression générale est franchement décevante. Peut-on, dès lors, reprocher aux économistes français leur excessive abstraction et à la Maison Blanche de n'avoir pas prévu la crise boursière d'octobre à New-York ? Dès l'abord, nous lisons en préface « *Selon moi, l'économie est l'art de la persuasion.* » Laissons à chacun le soin d'interpréter.

Bien excusable, mais bien accusé, le flottement : les doctrines se succèdent et s'entremêlent, toutes plus ou moins inspirées par le prophète Keynes (quitte à le renier), auteur pénétrant, novateur, dont la clarté n'était pas la qualité essentielle. Ceux qui parlent de la grande crise des années 30 (Lucas, par exemple) n'en connaissent ni les prémices ni le déroulement.

Quant aux suggestions formulées, elles ne sont pas, dès l'abord, sans reproche : quelle portée a la *proposition d'une réduction fiscale si aucune indication* n'est donnée sur la contrepartie pour la trésorerie ? Cette attitude confortable n'est donc pas un monopole *français, ni populaire.*

Et voici, peut-être, le plus sérieux : il n'est pas nécessairement demandé aux économistes d'indiquer la route à suivre ; mais, tout au moins, pourraient-ils essayer de prévoir. L'idée fondamentale de prévision n'est exprimée par aucune école.

La lecture de cet important ouvrage n'en est pas moins recommandée ; non seulement elle constitue un exercice de grande qualité, *mais elle confirme combien* les hommes sont encore loin de connaître le corps social, qui est leur œuvre, aussi bien que le corps *humain, que la nature leur a donné.* Pour le moment, la révision des modèles reste une activité permanente, dont l'utilité, à terme, ne peut pas être contestée. L'espoir reste ferme, tant la recherche est active.

Bibliographie. Bonne traduction de Windy Parramore.

★ *Editions du Seuil,* Paris 1988, 21 cm, 344 pages, 140 F.

ABDELALI DOUMOU

Etat et capitalisme au Maroc

L'initiateur et maître de la grande encyclopédie du Maroc, en cours de rédaction, Habib el Malki, a utilement préfacé l'œuvre de son élève et compagnon, mettant, en particulier, en évidence la contradiction continue entre rationalité économique et légitimation politique, disons entre la technique et le pouvoir, *contradiction peut-être plus motrice encore que frein.*

C'est dans la perspective historique, essentiellement africaine, que nous sommes placés, après un exposé *général des diverses formes d'Etat* ou plutôt d'institutions, car il y a des sociétés « an-étatiques ». C'est la nécessité d'entreprendre de grands travaux ou de faire face à un commerce intense qui rend l'Etat nécessaire.

La première partie s'intéresse, sous l'influence de Samir Amin, comme aussi de Ibn Khaldoun, à la formation des Etats. Dans l'histoire du Maroc précolonial, l'Etat Makhzen, patrimonialiste, joue un rôle prédominant, peu favorable à l'évolution. « *Autour de lui,* écrit, cependant, Lyautey, *les chefs héréditaires et les pachas forment comme une couronne éclatante de joyaux précieux* », ajoutant que « *cet empire a l'heureuse fortune de posséder une élite éclairée et active* ». Aucune vue *démographique* n'accompagne cette analyse ; le terme féodal est, en outre, le plus possible évité.

La deuxième partie, plus appliquée encore au Maroc, nous conduit, presque brutalement, à la conception du *capitalisme d'Etat.* Et nous en venons, *fatalement, au cas primordial* de l'agriculture.

C'est au Maroc actuel qu'est consacrée, sous l'aspect politique surtout, la troisième partie, où sont soulignés contradictions et débats fonctionnels et présentée la gestion des entreprises publiques, particulièrement pour l'autofinancement.

Importante bibliographie.

★ *Edino (Editions diffusions nouvelles),* Rabat 1987, 21 cm, 263 pages.

NICHOLAS KALDOR

Economie et instabilité

Venu de Hongrie, en même temps, ou du moins dans les mêmes conditions que son confrère Thomas Balogh, à l'époque où la France, malthusienne, refusait encore la venue d'enseignants étrangers, Nicholas Kaldor s'est trouvé vite aux prises tant avec la grande crise économique qu'avec le libéralisme, teinté de Walras, que lui enseignait Lionel Robbins. Dans cette grande crise, qui après 1931 touchait le monde plus encore que l'Angleterre, il a côtoyé et fréquenté J.-M. Keynes, tout en montrant un esprit plus réfléchi.

Mais, sans prétendre fournir de remède *radical,* de sorte que, bien meilleur économiste, il est beaucoup moins connu que lui, du moins en France. C'est grâce *à l'initiative de* Robert Boyer, *Bertrand de* Largentaye (traducteur de Keynes), Hélène Schrameck de Largentaye, Pascal Petit et Geneviève Schneider que cette grave lacune peut être quelque peu comblée.

Allant au-delà de la plate expression « *concurrence imparfaite* », dénoncée bien avant lui, N. K. a considéré l'économie de marché comme un « *moindre mal* », sans jamais abandonner pour autant A. Smith. Tout en admettant que le *maintien du plein-emploi ne* peut être durable (qui mettrait aujourd'hui cette assertion en doute ?), il n'a pas pénétré le champ de l'ajus*tement multiprofessionnel, que suggérera plus tard* W. Leontief, autre exilé refusé par la France.

Ce sont six articles, échelonnés de 1938 (pourquoi pas avant ?) à 1983, qui nous sont donnés, et dont le plus digne d'intérêt nous semble être « Les errements de la théorie de l'équilibre », paru en décembre 1972, donc entre « les trente glorieuses » et le premier choc pétrolier. Particulièrement digne d'intérêt, le passage sur le rôle dominant des rendements croissants (selon les quantités produites), à la suite de Young. Mais il ne semble pas avoir attaqué le problème macroéconomique, si controversé et si peu étudié aujourd'hui, de l'influence du progrès technique sur l'emploi.

En félicitant les auteurs de cette remise en lumière, regrettons de ne pas trouver les curieuses idées fiscales de Kaldor sur l'impôt indirect progressif. Ce *n'était pas, il est vrai, son champ d'action principal.*

Bibliographie sérieuse de A. Thirlwall et F. Targetti.

★ *Economica,* Paris 1988, 24 cm, 163 p., 69 F.

HUBERT CHARBONNEAU et divers

Les Français établis au Canada au dix-septième siècle

Sans la méconnaissance, ne disons pas de la démographie, mais du peuplement de la France elle-même aux dix-septième et dix-huitième siècles et un faible souci de la diffusion de la culture, la langue française serait aujourd'hui employée de La Nouvelle-Orléans à Detroit et à San-Francisco. A tout le moins, sommes-nous invités ici à connaître les conditions dans lesquelles quelque 15 000 Français ont peuplé « les arpents de neige », pour former une population de six millions de Canadiens parlant français. C'est à *l'université de Montréal* et au *Conseil de recherches en sciences humaines du Canada* que nous devons cet ouvrage remarquable, dont aucun pays au monde ne peut fournir l'équivalent, tant les généalogies ont été ici contrôlées et étudiées par une remarquable « équipe » de démographes.

Nous trouvons une liste nominative de la descendance de ces pionniers jusqu'au 31 décembre 1979 ; les généalogies vont, d'ailleurs, jusqu'à nos jours. Nuptialité et fécondité sont connues et commentées avec une telle sûreté qu'elles dépassent largement le domaine classique : nous y gagnons des enrichissements de la génétique, notamment en matière de consanguinité : 1 500 hommes et 1 100 femmes sont aujourd'hui à l'origine des deux tiers des gènes des Canadiens français. Mieux encore : 575 de ces pionniers ont fourni le tiers de ce patrimoine génétique.

Un curieux document *complète cette incomparable* richesse : la liste des pionniers, avec leurs nom, prénom et descendance. Nombreux sont ceux qui ont eu plus de 500 *descendants, le record semblant appartenir* chez les hommes, à Jean Guyon, et chez les femmes à Mathurine Robineau, chacun avec 2 150 *descendants.*

★ *Presses universitaires de France. Institut national d'études démographiques et Presses de l'université de Montréal.* Paris et Montréal, 1987, 24 cm, 232 p., 60 F.

ANDRÉ GUESLIN

L'invention de l'économie sociale

Invention ? Découverte ? Remords ? Le dix-*neuvième est parti sur les vues « impeccables »* d'Adam Smith et de J.-B. Say, qui n'accordaient pas une vive attention aux victimes de la main invisible. *Pas même chez eux l'idée, teintée d'esclavagisme,* du retour des mendiants à la terre, à la façon des auteurs *du dix-huitième,* tel Turmeau de la Morandière. Adam *Smith admettait la disparition des faibles, sortis du* champ... de bataille.

« *Economie sociale* ». La terminologie laisse un large champ aux chercheurs, comme aux malentendus. Après quelques rappels élémentaires, le professeur de Clermont-Ferrand, spécialiste de l'économie sociale, ouvrière ou *rurale, nous présente* moins les événements que les hommes. Pas de *série* chronologique sur les salaires, les prix ou le logement, mais quelques vues chiffrées sur les mutualités et les dépenses de santé de première nécessité.

Si *le lecteur s'attache, comme toujours, plus* à la description des systèmes *proposés qu'aux réalités* mobiles, c'est parce qu'il se sent supérieur et sourit avec *indulgence devant les utopies,* tandis qu'il formule de violents reproches, à la vue des faits, reproches teintés de remords, s'il se sent quelque peu *appartenir à la classe* bourgeoise.

Le siècle libéral éprouve, à sa naissance, une telle aversion à l'égard des associations, qu'il faudra attendre sa seconde moitié pour le voir s'engager dans les voies de la mutualité ou de la coopération. Le monde rural, si souvent laissé de côté, n'est pas oublié par ce remarquable spécialiste du crédit agricole. Le monde est vu ici, lui aussi, sous l'angle de la coopération et de la mutualité, mais non de l'exode rural ou agricole.

En couverture : *Richesse et pauvreté,* de J.-J. Granville.

★ *Economica,* Paris 1987, 24 cm, 340 pages, 145 F.

MAURICE BASLÉ et divers

Histoire des pensées économiques : les fondateurs

Comme l'histoire tout court, celle des pensées économiques est constamment à refaire, tant nos propres idées varient sur le sujet. Il s'agit, selon le sous-titre, des fondateurs (européens), mais, compte tenu de ce choix, nous regrettons d'étranges éliminations. Admettons les philosophes Spinoza, Locke, Hume, et même Kant, mais Petty, Boisguilbert, Cantillon, Quesnay, doivent s'étonner, aux enfers, d'être rayés des listes, comme aussi les mercantilistes, comme aussi Law, Turgot ou les économistes soviétiques ou hongrois novateurs, ou encore les spécialistes du long terme, Colin Clark, Fourastié notamment. Quant au chapitre consacré aux libertaires, il aurait pu tout au moins accorder une certaine attention aux *libertariens,* dont un certain... Friedmann, fils du « libéral ».

Le parcours n'en est pas moins agréable et nourrissant, si bien que le plus connaisseur en la matière peut encore améliorer son fonds. Semblent bien mis en valeur, par exemple, Foirier et même Proudhon. Mais les fleurs adressées à Joan Robinson nous paraissent seulement de bonne courtoisie : *n'annonçait-elle pas,* en 1938, que la vapeur et l'électricité ayant été découvertes, il *n'y aurait désormais plus d'inventions ?*

En une époque où le chômage tient une belle place, utile eût été le rappel des querelles, étoffées, sinon violentes, *sur le rôle de la machine et du progrès technique,* notamment du fameux apologue de Sismondi, ce curieux homme, qui, si exécré qu'il fût par Marx, est aujourd'hui simplement traité de « romantique » par l'école de Leningrad.

En revanche, nombreuses et claires sont les mises au point, les rejets de sophismes plaisants ou intéressés ; une bonne typographie nous permet d'éviter toute confusion entre textes cités et *commentaires ou* présentations. Heureuse lecture.

★ Sirey, Paris 1988, 22 cm, 373 pages, 78 F.



Le Carnet du Monde

Naissances

– Dominique CHABENAT, Jean-Marie HOLVOET et Mathieu,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Simon HOLVOET.

3, rue du Donjon,
91800 Brunoy.

– Julia Eléonore

est née le 31 mars 1988.

Christiane BARDOUX,
Gérard SAMSON.

Walstraat 42,
8011 N.V.-Zwolle (Pays-Bas).

Décès

– Mme Pierre Boudot,
son épouse,
Jean-David, Olivier, Sara, Diane,
ses enfants,
M. et Mme Roland Gérard,
M. et Mme Hugues Lamu,
Mlle Nicole Boudot,
Ses sœurs et beaux-frères,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BOUDOT,
professeur à la Sorbonne,
croix de la Valeur militaire,
lauréat de l'Académie française,
sociétaire de la Société des gens
de lettres et membre du Pen Club,
ancien auditeur des hautes études
de la défense nationale,

survenu le 9 avril 1988, dans sa cinquante-huitième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 13 avril, à 14 h 30, en l'église de Notre-Dame de Cluny.

Merzé-Cortambert,
71250 Cluny.

– Les enfants et petits-enfants de

Mme Georgette DEBIESSE,
née Grangy,

ont la tristesse de faire part de son décès.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité le lundi 11 avril 1988.

– La princesse Mozaffar Firouz Kadjar, née Mahine Dowlatchahi,
son épouse,
Mlle Vida Firouz Kadjar,
sa fille,
ont la douleur de faire part du décès du

prince Mozaffar
FIROUZ KADJAR,

survenu le 5 avril 1988, à Paris.

L'inhumation aura lieu le mercredi 13 avril 1988, à 10 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, 8, boulevard de Ménilmontant, Paris (20e).

La famille recevra le vendredi 15 avril, à partir de 15 heures.

27, rue Saint-Ferdinand,
75017 Paris.

[Né en 1905, membre de la famille Kadjar, qui régna sur l'Iran de 1786 à 1925, neveu de Mossadegh, le prince Mozaffar Firouz Kadjar a toujours été un patriote et un nationaliste qui a lutté contre les ingérences britannique, soviétique et américaine dans son pays. Vice-premier ministre au lendemain de la seconde guerre mondiale dans le gouvernement de Ghavam Saltaneh, il avait obtenu que Staline retire l'armée rouge de l'Azerbaïdjan iranien en mars 1946. Peu après, il devenait le premier ministre du travail *dans l'histoire du pays et appliquait un code* du travail fixant un salaire minimum, ce qui devait l'opposer aux intérêts pétroliers britanniques en Iran.

Nommé ambassadeur à Moscou en 1947, il démissionna de son poste un an après pour marquer son désaccord avec la politique du chah *et s'installa à Paris, où il vécut jusqu'à sa* mort. Son hostilité à la politique de l'imam Khomeiny et son attachement aux valeurs de liberté et de démocratie l'avaient conduit à devenir citoyen français. Il avait publié en 1971 *l'Iran face à l'imposture de l'histoire* (L'Herne) qu'il avait dédié à *« l'indomptable peuple iranien »* et à sa *« femme bien aimée »*, Mahine Dowlatchahi, qui est artiste-peintre. *Le Monde* avait accueilli plusieurs de ses « Libres opinions ». – P.B.]

– Mme Adrien Floch,
Mme Guy-Olivier Floch,
Les familles Floch, Noël, Le Goaziou, Balit, Bourdie, Cremer, Muller, Duret,
nous prient d'annoncer le décès de

M. Guy-Olivier FLOCH,
magistrat,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre du Mérite,
croix de la Valeur militaire,

survenu le 8 avril 1988, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 13 avril, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

70, rue Claude-Bernard,
75005 Paris.

– Mme Arlette Higounet-Nadal,
Mlle Marcelle Higounet,
Mme Simone Berlin,
Les familles Saint-Gaudens-Sarotte, Chapeau, Valade, Lestel et Caralp,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles HIGOUNET,
professeur émérite
de l'université Bordeaux-III,
chargé de conférences à l'Ecole pratique
des hautes études,
officier de la Légion d'honneur,
correspondant de l'Institut.

Ses obsèques religieuses auront lieu le mardi 12 avril 1988, à 10 h 30, en la basilique Saint-Sernin de Bordeaux, où l'on se réunira.

Inhumation dans l'intimité familiale.

9, rue Ségalier,
33000 Bordeaux.

– M. et Mme Hugues Lesourd,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Jean Villain,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Noëlle Lesourd,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Paul LESOURD,
née Marthe Bareau,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenu le 21 mars 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu en Dordogne dans l'intimité familiale.

3, rue de Magdebourg,
75116 Paris.
57, rue Vasco-de-Gama,
75015 Paris.
16, avenue de La Bourdonnais,
75007 Paris.

– M. Henri Serre,
Dominique, Bruno, Philippe, Catherine, Anne et Chantal Serre,
ses enfants,
Mme Marie Boichut,
sa mère,
Et toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Annie SERRE.

Elle les a quittés le dimanche 10 avril 1988, à l'aube du jour du Seigneur, accueillie dans la maison du Père, pour participer à la gloire de Dieu, éternellement.

Prions le Seigneur afin que brille pour elle la lumière sans déclin.

25, rue des Quatre-Chênes,
91430 Igny.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme veuve Maurice TANCELIN,
née Andrée Vinsi,

rappelée à Dieu, munie des sacrements de l'Eglise, le 8 avril 1988, au Raincy (Seine-Saint-Denis), dans sa quatre-vingt-onzième année.

Une messe sera célébrée le mercredi 13 avril, à 14 h 15, en l'église Saint-Louis de Villemomble (Seine-Saint-Denis).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, Paris (14e), dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Marcel Nandan,
14 *bis*, rue Saint-Louis,
93250 Villemomble.

– M. Pierre Tribié,
son époux,
Ses enfants, ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Pierre TRIBIÉ,
née Madeleine La Gravière,

dans sa quatre-vingtième année, le 1er avril 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Sartrouville.

Remerciements

– Biarritz.

Le général et Mme Mouscardès,
M. et Mme Félix Lehecq,
M. et Mme André Mouscardès,
Mme Germaine Mesplède,
Mme Marie Ledanois,
Mme Angèle Lehecq,
Christian Mouscardès,
M. et Mme Jean-Pierre Laflaquière,
Les familles Mouscardès, Mesplède, Guardiola, Loney, Lehecq,
Parents, alliés et amis,
remercient bien sincèrement les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de

Gilles MOUSCARDÈS
et de
Nathalie MOUSCARDÈS,
née Lehecq,

ainsi que toutes celles qui leur ont témoigné des marques de sympathie en cette douloureuse circonstance.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– M. et Mme Armand Piwnica,
leurs enfants,
Et toute la famille,
très touchés des nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Mme Cécile
LACHTER-PACHTER,

remercient toutes les personnes qui ont tenu à s'associer à leur peine.

Anniversaires

– Ce 11 avril 1988 est le quinzième anniversaire de la mort de

Aron LANGBORT,

que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

Services religieux

– Pour ses nombreux amis qui n'ont pu l'accompagner à Sainte-Eulalie-d'Olt pour son dernier voyage,
une messe sera célébrée à la mémoire de

Paul BOUBAL,

en l'église Saint-Germain-des-Prés, le mardi 12 avril à 11 heures.

– La direction et le personnel du Café de Flore,
invitent les amis de

M. Paul BOUBAL.

à se recueillir en l'église Saint-Germain-des-Prés, où sera dite une messe du souvenir, le mardi 12 avril à 11 heures.

Communications diverses

– Enseignants, conseillers d'orientation, chefs d'établissement, à l'occasion de la sortie de leur livre *La démocratie dans l'école* (SYROS), C. Rueff-Escoubes, J.-F. Moreau et le groupe Desgenettes vous invitent à un colloque sur « L'apprentissage de l'expression collective des élèves sur leur vie scolaire », le 23 avril 1988, de 9 heures à 17 heures, 1, rue Descartes, Paris (5e).

Renseignements et inscriptions aux 43-54-19-02 ou 46-44-51-18 (après 19 heures).

– Antenne du centre des droits de l'homme de Paris, BP 16, 75622 Paris Cedex 13. Emetteur électronic 24/24 au (1) 45-82-77-77. Promotion des droits de l'homme actualité : « Questions aux candidats à la présidence de la République sur les droits économiques ».

Défense

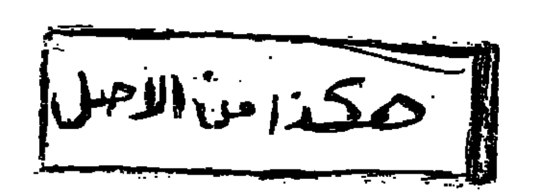
Accord entre l'Etat et les constructeurs du Rafale

Les constructeurs de l'avion Rafale et le ministère de la défense sont parvenus, à la fin de la semaine dernière, à un accord selon lequel la Commission nationale des marchés aéronautiques notifiera, jeudi 14 avril, aux industriels un contrat de fabrication de deux prototypes de cet appareil de combat destiné à équiper l'armée de l'air et l'aéronavale françaises.

Avant cette notification officielle, le ministre de la défense, M. André Giraud, et tous les industriels concernés par ce programme de Dassault-Breguet ont procédé à un échange de lettres qui fixent les conditions du contrat.

L'accord prévoit, dans ses grandes lignes, une participation des industriels complémentaire (à hauteur de 25 %) de celle de l'Etat, au financement du développement du Rafale, estimé à environ 35 milliards de francs pour cinq prototypes et pour les dépenses d'outillage de série. En revanche, la notification portera sur deux prototypes (la version « air » et la version « marine »), et non sur les cinq prototypes prévus par le programme comme le souhaitaient les industriels. Il est seulement convenu que le ministère de la défense et les constructeurs du Rafale devront, à nouveau, se concerter au milieu de l'année prochaine pour examiner la suite à donner au lancement des trois autres prototypes sans, toutefois, que puisse être envisagée, à la hausse, une réévaluation financière du programme. C'était, à l'origine, une clause de sauvegarde demandée par les industriels, qui n'a donc pas été retenue.

هكذا من الأصل



Economie

SOMMAIRE

Afin de stabiliser le marché pétrolier

L'OPEP invite les pays non membres à une réunion élargie le 23 avril

Les cours du pétrole ont vigoureusement augmenté lundi 11 avril, suivant l'annonce pendant le week-end d'une prochaine réunion extraordinaire consultative de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole afin de stabiliser le marché. *« Personne ne s'attendait à une telle décision, les prix vont flamber aujourd'hui »* assurait un négociant en fin de matinée. A Londres, dès l'ouverture lundi matin le cours du pétrole « Brent de référence » avait augmenté de 1 dollar, passant de 15,50 dollars par baril à la veille du week-end à 16,60 dollars par baril. La plupart des opérateurs s'avouaient surpris par la décision de l'OPEP qui devrait avoir pour conséquence un maintien des prix jusqu'à la fin du mois.

VIENNE
De notre correspondante

Le comité des prix de l'OPEP, composé de cinq pays (Arabie saoudite, Algérie, Indonésie, Nigeria, Venezuela) réuni samedi 9 avril à Vienne au siège de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, a décidé de se réunir de nouveau dans la capitale autrichienne le 23 avril en commun avec des pays exportateurs non membres de l'Organisation pour tenter de stabiliser les cours du brut. Cette réunion sera suivie le 25 avril – également à Vienne – d'une conférence plénière *« consultative »* des treize membres de l'OPEP qui pourra éventuellement être transformée en conférence extraordinaire.

Selon le président de l'OPEP, M. Rilwanu Lukman (Nigeria) *« au moins dix-sept pays »* – Malaisie, Mexique, Angola, Colombie, Chine, Oman, Egypte qui ont déjà eu des contacts à ce sujet début mars à Londres – devraient participer à cette réunion commune OPEP-non OPEP. M. Lukman n'a cependant pas exclu la participation de l'Union soviétique et de la Norvège. Tous ces pays pourraient, selon M. Lukman, éventuellement assister comme observateurs à la conférence consultative de l'OPEP.

Le ministre algérien du pétrole, M. Belkacem Nabi, a remarqué à propos de cette décision inattendue : *« L'OPEP ne doit pas se considérer comme une maison fermée et doit rester ouverte aux nouveaux producteurs de pétrole. »* M. Nabi a cependant souligné que la conférence du 25 avril devrait *« se transformer en conférence extraordinaire afin de prendre des décisions pour réduire la production de pétrole. »*.

Il a été soutenu dans cette demande par le vice-ministre iranien du pétrole, M. Hossein Kazempour Ardabili qui réclame une diminution de 5 % à 10 % de la production de l'OPEP pour redresser le marché. L'Iran qui n'est pas membre du comité des prix avait dépêché sur les lieux son représentant pour donner du poids à sa demande de convoquer une conférence extraordinaire.

Un état d'esprit

La convocation d'une conférence *consultative* semble constituer un compromis entre la position de l'Arabie saoudite qui était hostile à une réunion de l'OPEP avant le 8 juin, date de la prochaine conférence ordinaire de l'Organisation, et celle de l'Iran qui insistait sur la convocation d'une conférence extraordinaire dans l'immédiat.

En ce qui concerne l'amorce d'une *coopération* entre l'OPEP et les pays producteurs non membres, celle-ci a fait l'objet de contacts bilatéraux intenses ces dernières semaines, dont, notamment, la visite du ministre saoudien du pétrole M. Hicham Nazer au Mexique. *Selon des sources pétrolières*, l'Arabie saooudite et le Mexique se seraient déjà entendus sur une coopération en vue de stabiliser le marché pétrolier. Selon l'Agence OPECNA, l'Indonésie et le Venezuela cherchent à signer des accords de *coopération analogues*.

Tandis que M. Nabi a estimé de son côté qu'il est moins important, lors de la réunion avec les pays non membres de l'OPEP, le 23 avril prochain, d'arriver à des *« engagements chiffrés »* de réduction de la production, mais que *« c'est l'état d'esprit et son impact sur le marché »* qui comptent. L'Arabie saoudite attendrait des engagements chiffrés avant d'arrêter *sa propre position*, apprend-on dans les couloirs de la conférence.

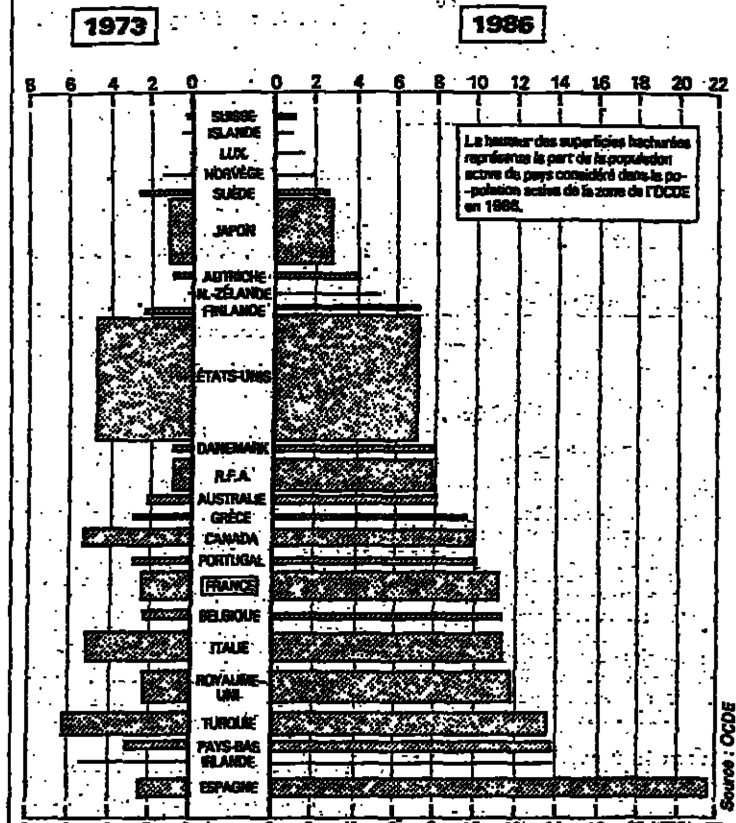
Le comité des prix a examiné le rapport des contrôleurs néerlandais, qui ont vérifié la production dans douze pays membres de l'OPEP, à l'exception de l'Irak, qui n'a pas signé l'accord sur un plafond global de 15,06 millions de barils par jour en décembre dernier. Selon M. Lukman, les producteurs de l'OPEP ont, en gros, respecté leurs engagements. La production totale de l'Organisation, Irak compris, s'est élevée à environ 17,3 millions de barils par jour en moyenne en février et mars. Le prix a en revanche glissé pendant le premier trimestre pour atteindre 15,50 dollars par baril, soit 2,50 dollars de moins que le prix moyen officiel (18 dollars). Selon des sources pétrolières, la chute des prix du brut cause aux pays de l'OPEP des pertes de quelque 35 millions de dollars par jour.

Par contre, les pays non membres de l'OPEP devraient augmenter leur production cette année de quelque 800 000 barils par jour – pour atteindre 28 millions de barils par jour – et seraient ainsi largement responsables de la chute des prix, selon des sources proches de l'OPEP. A cela s'ajoute la pratique de certains pays de l'OPEP d'*accorder des rabais pour* mieux vendre leur production.

En invitant les pays non membres à coopérer, l'OPEP a pris l'initiative en vue d'un raffermissement du marché pétrolier et pourrait, en cas de succès, se vanter, d'avoir ainsi amorcé un *« tournant historique »*.

WALTRAUD BARYLI.

Taux de chômage



Près de quinze ans après le début de la crise, le niveau atteint par le chômage reste élevé dans tous les pays industrialisés. Les données de comparaison, établies par l'OCDE en moyenne annuelle, pour 1973 et 1986, en fournissent l'illustration. Les taux de chômage relativement faibles d'avant les deux chocs pétroliers n'ont pas été retrouvés, treize années plus tard, dans aucun des pays cités. *Les politiques économiques* n'ont pu résorber un fléau qui a diversement affecté les différentes régions du globe. Les pays d'Europe, de façon générale, et l'Espagne en particulier, en ont beaucoup souffert. L'évolution a été moins grave, proportionnellement, aux Etats-Unis et, bien sûr, au Japon.

Depuis 1986, cependant, les tendances se sont améliorées. C'est notamment le cas pour les Etats-Unis, qui retrouvent aujourd'hui des taux (5,6 %) inférieurs à ceux du début des années 70. C'est le cas également de la Grande-Bretagne, tandis qu'un mouvement de décélération s'observe en RFA et en France. Cela revient à dire que les effets de la crise sont longs à effacer et nécessitent des actions obstinées aux résultats toujours limités.

● ***M. Yves Barsalou, nouveau président du Crédit agricole.*** – M. Yves Barsalou, président de la Fédération nationale de crédit agricole (FNCA), a été élu, le 9 avril, président de la Caisse nationale du crédit agricole (CNCA) qui tenait sa première assemblée générale d'après mutualisation. M. Barsalou a rappelé que la priorité de l'action du Crédit agricole « Mutuel » demeurait le financement de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. M. Bernard Auberger devrait être bientôt confirmé dans ses fonctions de directeur général de la CNCA.

● **Rectificatif.** – La session ministérielle de l'OCDE aura lieu les 18 et 19 mai, et non les 18 et 19 avril, comme nous l'avons écrit par erreur dans notre édition datée 10-11 avril sous le titre : *« Les Américains critiquent sévèrement la politique agricole de la CEE »*.

Économie

AFFAIRES

Assemblée générale le 14 avril à Bruxelles

Veillée d'armes à la Société générale de Belgique

BRUXELLES
De notre correspondant

« En Belgique, tout est possible. Nous le saurons jeudi, à 9 h 29 du matin. » Cette réponse d'André Leysen, un des principaux protagonistes de l'affaire, à la question de savoir si un accord était encore possible entre les deux groupes qui, depuis maintenant près de quatre mois, se disputent la Générale de Belgique, illustre bien le climat d'incertitude qui règne à Bruxelles, à quelques jours de l'assemblée générale de la société qui promet d'être passionnante.

Ce jeudi 14 avril, en effet, pourrait enfin marquer l'épilogue, même provisoire, de cette saga qui a défrayé la chronique depuis le 17 janvier, date à laquelle Carlo De Benedetti annonçait qu'il lançait une OPA sur la *« vieille dame »*. Cette assemblée générale débutera donc à 9 H 30 du matin ; elle se déroulera au siège de la Générale, 30, rue Royale à Bruxelles qui – symbole évident du pouvoir de la société – se situe au centre d'un périmètre regroupant le Palais royal, la résidence du premier ministre et le Parlement.

Toutes les personnalités qui ont participé, avec des fortunes diverses, à cette partie de poker insensée, seront présentes pour cette dernière relance (en attendant d'éventuelles prolongations). M. Carlo De Benedetti d'abord, l'homme par qui le scandale est arrivé, et qui a reçu, le 8 avril dernier, à Turin, la visite inopinée et mystérieuse du président du Zaïre, Mobutu Sese Seko, venu sans doute rappeler au « condottiere » l'importance des investissements de la Générale dans son pays. Carlo de Benedetti sera entouré de ses alliés – André Leysen, patron de Gevaert, et Pierre Scohier, le numéro un de la COPEBA, la holding belge liée à Paribas – et de ses « lieutenants » français – Alain Minc et François Sureau. Au total leur holding *« Europe 92 »*, créée pour la circonstance, pourrait détenir environ 48 % des actions de la Société générale.

En face, du beau monde aussi : Renaud de la Genière, patron du groupe Suez, entouré de son quator – Gérard Worms, Patrick Ponsolle, Bernard Egloff, Antoine Jeancourt-Galignani. Avec ses associés belges – notamment Maurice Lippens, le patron des Assurances générales –, suisses et luxembourgeois, Suez a fait constater par huissier qu'il détenait 50,8 % des parts de la Générale. Suez compte aussi sur un allié de choix : l'« establishment » actuel de la Générale, dirigé par le gouverneur René Lamy, et animé par le vicomte Etienne Davignon, qui a joué incontestablement un rôle primordial dans toute l'affaire.

Compromis ou pugilat ?

Tous les protagonistes cont-ils parvenir à trouver un compromis, ou continueront-ils une lutte qui leur a déja coûté beaucoup d'argent et risque de les laisser exsangues ? Un accord consisterait d'abord à trouver un homme susceptible de faire l'unanimité, mais aussi de gouverner efficacement une société qui en bien besoin. Il faudrait aussi s'entendre sur la stratégie industrielle de la *« nouvelle »* Société Générale. Il semblerait pour le moment que les avocats des deux parties tentent pour le moins d'éviter que la prochaine assemblée générale tourne au pugilat et que les protagonistes acceptent un minimum de concertation.

Quant à l'accord sur le fond, on en est encore, semble-t-il, éloigné. Pour la simple raison que les deux groupes ont tellement investi dans l'affaire et sont – en terme de détention du capital – si près l'un de l'autre qu'il leur paraît difficile de renoncer, même partiellement, à ce qu'ils considèrent tous les deux comme leur prérogative, à savoir la direction effective de l'affaire.

D'autant plus qu'un dernier élément risque d'envenimer les choses. Selon le journal flamand *De Standaard*, le groupe Suez – Société Générale aurait déposé, en vue de l'assemblée générale de jeudi, 2 millions des 12 millions d'actions créées le soir même de l'annonce de l'OPA *de Carlo de Benedetti, par la* Société Générale elle-même, en vue de diluer la participation de l'homme d'affaires italien. Celui-ci avait intenté une action en justice contre cette procédure. Le tribunal bruxellois avait dans un premier temps déclaré illégale – quant à la forme – cette augmentation de capital, *pour revenir sur sa décision* et l'autoriser quelques semaines plus tard. Mais sur le fond, l'action en justice court toujours.

Cette controverse sur les nouvelles actions risque d'alourdir le climat de l'assemblée générale, mais aussi de rendre éventuellement caduques les décisions de celle-ci. Certains juristes en effet estiment que les votes effectués grâce à des actions, qui pourraient être annulées, risquent de na pas être considérés comme valables. Jusqu'à la dernière minute donc, cette affaire aura baigné dans la plus parfaite incohérence.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

La bataille autour de Rhin-Rhône

« Prise de contrôle et restructuration des actifs doivent être simultanées »

nous déclare M. Gilbert Rutman, viee-PDG d'Elf

Dans la bataille boursière autour de Rhin-Rhône, Elf a décidé, lundi 11 avril, de contrer à nouveau la dernière OPA de M. Bolloré (faite à 1 575 F l'action) en proposant une contre-OPA à 1 700 F. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Gilbert Rutman, le vice-président-directeur général d'Elf, précise que le « protocole d'intention » signé avec M. Bolloré doit être considéré « dans son ensemble », la prise de contrôle de Rhin-Rhône par le groupe Bolloré devant être réalisée « en concomitance » avec la restructuration des actifs de Rhin-Rhône.

Ayant été jusqu'à présent relativement discrète dans la bataille autour de Rhin-Rhône (voir *le Monde Affaires* du 9 avril), la direction de la Société nationale Elf-Aquitaine a décidé de réagir aux propos de M. Vincent Bolloré, l'initiateur de l'OPA engagée sur cette société de distribution de combustibles. *« Nous n'avons jamais renié et nous ne renions toujours pas le protocole d'intention que nous avons signé le 5 mars avec M. Bolloré,* nous a indiqué M. Gilbert Rutman, le vice-président-directeur général d'Elf, *mais nous voulons que ce texte sommaire, qui fixe les grandes orientations débouche, sur un accord en bonne et due forme et que celui-ci soit ensuite appliqué dans sa globalité. »*

Contrairement à ce qu'affirme M. Vincent Bolloré, ce « protocole d'intention » n'est pas un contrat, estime-t-on chez Elf. Il s'agit, nous a déclaré M. Rutman, d' *« un catalogue d'intentions, ne contenant aucune indication chiffrée alors qu'il prévoit par exemple des cessions d'actifs »*. A titre d'exemple, le prix de 1 100 F l'action de Rhin-Rhône auquel M. Bolloré a lancé sa première OPA, le 4 mars dernier, – *« à l'insu d'Elf »* – et qui est considéré, au siège de la compagnie nationale, comme *« une valeur basse de la société »*, n'est pas dans le protocole. Celui-ci *« est aussi un tout indissociable »*, nous a dit M. Rutman.

A ce sujet, le numéro deux d'Elf nous a révélé une dimension du protocole passée sous silence jusqu'à présent par M. Bolloré. *« Outre un partage du capital de Rhin-Rhône entre Bolloré et Elf (51 % et 49 %) et des engagements d'approvisionnement en combustibles de la SCAC et de Rhin-Rhône par Elf pendant dix ans, le protocole prévoit une restructuration des actifs de Rhin-Rhône, cette dernière devant se concentrer sur son activité combustibles et sur l'est de la France »*, nous explique M. Rutman, en présence de M. Paul-Bernard Sauvaigo, le directeur « raffinage-distribution » d'Elf.

Le protocole d'intention prévoit ainsi une répartition des actifs de Rhin-Rhône entre Elf et le groupe Bolloré. Certains sont nommément désignés. La société Frans Bonhomme, spécialisée dans la distribution de tubes en plastique, devrait rejoindre le groupe Elf, alors que Rhin-Rhône-Route, spécialisée dans les transports, devrait revenir à M. Bolloré. *« Le périmètre est à peu près tracé, mais de nombreux détails doivent être précisés. Il n'y a en particulier, aucune évaluation des actifs, ni aucun calendrier »*, souligne-t-on chez Elf.

« La prise de contrôle et les restructurations d'actifs doivent être simultanées », déclare M. Rutman, qui ajoute : *« si nous avons lancé une première contre-OPA, c'est que, faute d'avoir pu obtenir un accord avec M. Bolloré, nous ne voulions pas nous retrouver en situation minoritaire pour la répartition des actifs de Rhin-Rhône »*, la société nationale souhaitant *« préserver ses intérêts patrimoniaux »*.

A la veille du dernier week-end, M. Rutman a proposé à M. Bolloré un compromis : une association à 50 % chacun dans le capital de Rhin-Rhône pour que *« les deux parties restent à égalité de pouvoir de négociation »* et le report de quelques mois des opérations de restructuration des actifs de la société. Le président du groupe Bolloré a refusé cette proposition. Chez Elf, on souhaite passer *« des fiançailles au mariage »*, selon l'expression du ministre de l'industrie, M. Alain Madelin.

Elf a aujourd'hui surenchéri mais une autre hypothèse est envisagée par la société nationale. *« Nous pourrions accepter l'offre de M. Bolloré et réaliser ainsi une plus-value confortable environ 300 millions de francs »*. Elf est assurée d'approvisionner Rhin-Rhône en combustibles jusqu'en 1994.

ERIK IZRAELEWICZ.

TRANSPORTS

Au congrès européen du Havre

La compétitivité des grands ports maritimes dépend de leur desserte routière, ferroviaire et fluviale

On a beaucoup parlé de camions et de chemin de fer au congrès européen... des ports organisé par la jeune chambre économique du Havre, qui a réuni, du 7 au 9 avril dans le grand port normand, les représentants de quatorze pays et de trois institutions internationales.

LE HAVRE
de notre envoyé spécial

Si le dynamisme et le rayonnement de plusieurs grands ports maritimes européens et mondiaux trouvent évidemment une large explication dans la rapidité ou la fiabilité des services offerts aux navires de tout genre qui les fréquentent, la réputation d'un port et son rôle stratégique dans l'économie et le commerce extérieur tiennent de plus en plus à la qualité des liaisons (autoroutes, voies fluviales et ferrées, ponts, aéroports, centres de stockage) qui la greffent aux marchés de l'arrière-pays.

C'est un des mérites du congrès du Havre d'avoir mis l'accent sur l'importance toujours plus relative des données purement nautiques ou maritimes d'un port pour déterminer son rang et sa compétitivité. Car une marchandise fabriquée à Zurich ou à Bâle et destinée à Yokohama pourra indifféremment quitter l'Europe par Anvers, Le Havre ou Marseille et par vingt compagnies de navigation de vingt nationalités. Le choix du port d'embarquement dépendra en dernière analyse du prix du transport terrestre pour gagner l'une de ces trois villes, du coût de passage dans les bassins et les écluses, du temps passé par le cargo à quai. Dans la chaîne de transport dont les ports ne sont qu'un maillon parmi d'autres. Pour l'expédition d'un conteneur de Clermont-Ferrand à Detroit, aux Etats-Unis, le passage portuaire coûte quatre fois moins cher que le trajet terrestre entre l'Auvergne et l'estuaire de la Seine.

En Europe, l'amélioration des réseaux de transport terrestre, le développement des petites lignes maritimes *qui, à partir de ports secondaires,* rabattent les marchandises sur quelques grands pôles maritimes desservis par les armements transocéaniques, la généralisation des conteneurs, enfin, l'intégration de plus en plus poussée des transports routiers et maritimes par le système du roulage (1), ont provoqué une concurrence de plus en plus impitoyable entre les différents systèmes de transport et aussi, évidemment, entre les principaux grands ports maritimes.

Un phénomène qui va s'accélérer lorsqu'en 1992 l'achèvement de la voie fluviale Rhin-Main-Danube reliera par le cœur de l'Europe Rotterdam à la mer Noire ou, lorsque l'été prochain, l'ouverture d'un pont autoroutier sur le Bosphore donnera une chance nouvelle aux lignes régulières de camions entre l'Europe du Nord et le Proche-Orient. Sans parler évidemment du tunnel sous la Manche ou du projet à plus long terme de pont entre le Danemark et la Suède.

La communauté portuaire

Conscient de ne plus pouvoir jouer son avenir sur le pétrole, qui fit ses beaux jours entre 1970 et 1980, Le Havre mise maintenant sur le trafic des conteneurs. Un trafic qui suscite une valeur ajoutée dans l'économie locale douze fois supérieure par tonne au transit du pétrole brut. 1987 a été, de ce point de vue, une bonne année (+ 20 %), non seulement parce que les employeurs de main-d'œuvre ont signé avec les dockers un accord de compétitivité (ce qui a conduit de nouvelles compagnies à programmer des escales régulières), mais aussi parce qu'une série de mesures liées à l'aménagement du territoire ont été prises afin de mieux ouvrir Le Havre vers son arrière-pays.

Grâce aux efforts commerciaux de la CNC (filiale de la SNCF), d'ores et déjà, l'acheminement d'un conteneur par voie ferrée, de Mulhouse ou de Strasbourg vers Le Havre coûte moins cher que vers Anvers ou Rotterdam par la route, en dépit des conditions très avantageuses proposées par les camionneurs du Benelux.

Une autre idée novatrice a servi de toile de fond aux travaux du congrès du Havre : l'apparition récente dans le vocabulaire de la notion de communauté portuaire. Une notion qui dépasse les institutions, *si* représentatives soient-elles, comme les conseils d'administration des ports autonomes récemment modifiés pour tenir compte de la décentralisation, ou les chambres de commerce, de qualité d'ailleurs fort inégale d'une ville à l'autre.

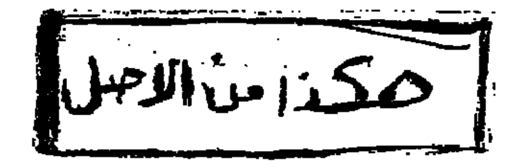
La communauté portuaire constitue une entité à géométrie variable selon les pays, les systèmes politiques, l'implantation géographique du port ou la part respective que prend l'initiative publique ou l'initiative des entreprises privées. Mais elle cherche toujours au-delà des institutions structurées et réglementées à nouer de manière pragmatique des solidarités entre les entreprises, l'administration, les villes et les régions, entre les armateurs et ceux qui leur apportent la marchandise, c'est-à-dire les transporteurs terrestres.

Au Havre a été récemment créée, pour illustrer cette volonté de regrouper les efforts, une association intitulée Port alliance. Mais tout le monde, au cours du congrès, avait en tête l'idée d'une communauté d'intérêts beaucoup plus large, à l'échelle de tout l'estuaire de la Seine, ce qui impliquerait le rapprochement, voire la fusion, comme y convie la logique la plus élémentaire, des ports autonomes de Rouen et du Havre, avec, pour former un ensemble plus cohérent de taille internationale face aux redoutables concurrents de l'Europe du Nord, l'intégration de Fécamp, Dieppe et Caen.

Mais, évoquer publiquement cette question et celle, conjointe, de la querelle des grandes villes concernées, c'est malheureusement ici brandir un bâton de dynamite au-dessus des élus locaux. Le prochain ministre de la mer ou les conseils régionaux de Basse et Haute-Normandie auront-ils le courage de décider ce mariage de raison ?

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Roulage : le navire appelé « roll on-roll off » embarque directement le camion *avec son chauffeur ou la remorque et les* débarque au port d'arrivée.



Économie

SOCIAL

Création d'un « minimum social d'insertion » à Grenoble

GRENOBLE
de notre correspondant

Le conseil municipal de Grenoble, présidé par M. Alain Carignon, ministre RPR de l'environnement, a voté, vendredi 8 avril, à l'unanimité – les trois élus comunistes s'abstenant – l'instauration pour les personnes les plus démunies, quelle que soit leur nationalité, résidant dans la ville depuis plus de deux ans, d'un *« minimum social d'insertion »*.

L'allocation qui viendra compléter éventuellement les ressources des ménages jusqu'à 3 000 F par mois – sont naturellement exclues de celles-ci les allocations familiales – sera versée en contrepartie d'un contrat écrit et négocié passé avec les bénéficaires. Ceux-ci se verront ainsi proposer trente heures par semaine d'activité d'insertion (emplois d'insertion ou formation non rémunérée) ou bien s'engageront dans une démarche de recherche d'emploi ou entreprendront les soins visant à l'amélioration de leur état de santé. L'attribution du minumum social entraînera, d'autre part, l'ouverture ou la réouverture de la couverture sociale.

« Ce système est l'aboutissement d'une démarche sociale, souligne M. Carignon, *nous avons constaté en effet qu'il manquait un filet en dessous duquel un homme ou une femme ne doit pas descendre. Le minimum social fait partie de ce dispositif. Mais il ne s'agit en aucun cas d'un système octroyé, d'une simple mesure de charité. Il doit être accompagné d'un projet de réinsertion discuté, voulu et élaboré en collaboration avec les personnes les plus démunies de notre cité. »*

Neuf millions de francs ont été votés dans le cadre du budget de la ville pour 1988. Environ deux mille personnes pourraient être concernées par cette mesure qui devrait, probablement dans les prochains mois, être étendue aux autres communes du département de l'Isère. M. Alain Carignon, qui est également président du conseil général, souhaite en effet instaurer un système d'aide à l'insertion, proche de celui mis en place dans la capitale des Alpes : *« Nous nous heurtons à de plus grandes difficultés qu'à Grenoble, notamment en raison des problèmes financiers qu'un tel dispositif générerait pour les petites communes. »* Il ne désespère cependant pas d'aboutir dès le mois de juin.

Sur le fond comme sur la forme, la ville de Grenoble vient ainsi d'instaurer un système qui est parmi les plus originaux de France (1). L'importance des sommes engagées, d'une part – 9 millions de francs, – le niveau des ressources proposées – 3 000 francs par mois, – enfin la mise en place d'un programme de réinsertion, traduisent dans les faits une *« réelle avancée sociale »*, ont admis les élus socialistes du conseil municipal, qui furent largement associés à l'élaboration de ces mesures.

Ceux-ci ont par ailleurs proposé que la ville de Grenoble intègre le *minimum social* dans un plan de lutte, cette fois plus général, contre la pauvreté et pour l'insertion,

CLAUDE FRANCILLON.

(1) Des dispositifs analogues existent, sous différentes formes, dans d'autres départements. C'est le cas, par exemple, en Ille-et-Vilaine, depuis 1985, pour l'ensemble du département. La ville de Belfort pratique, elle aussi, le revenu minimum social garanti.

A Paris

Vers un 1er mai syndical en ordre dispersé

La célébration de la fête du travail, le dimanche 1er mai, entre les deux tours de l'élection, a peu de chances de se dérouler dans l'unité à Paris, où les dernières manifestations « unitaires » remontent à 1983 et 1980. L'Union régionale CGT d'Ile-de-France a annoncé, dans un communiqué qui ne fait aucune allusion à l'unité d'action, une grande manifestation le 1er mai à 15 heures, à Paris, de la République à l'Opéra.

La CGT présente cette manifestation comme *« une étape de la lutte déterminée des travailleurs pour imposer la justice sociale, les libertés et la paix »*. Elle prépare une *« puissante journée de lutte pour le SMIC à 6 000 francs, le droit au travail pour tous, le minimum de 3 000 francs pour les chômeurs privés de ressources »* et pour *« condamner le racisme »*.

De son côté, l'Union régionale parisienne CFDT a écrit aux autres centrales syndicales et aux associations (comme SOS-Racisme) pour les inviter à un rassemblement unitaire sous forme de gala le samedi 30 avril *« dans un vaste mouvement pour l'égalité et la défense des libertés »*. Quant à la CFDT-PTT d'Ile-de-France, elle appelle à *« une grande journée de rassemblement unitaire pour la solidarité, la défense des libertés et des droits des travailleurs et contre le racisme »* le 1er mai. Faisant allusion au projet du Front national d'organiser une manifestation ce jour-là, elle souligne : *« Nous ne pouvons rester spectateurs impuissants de ce détournement. Nous devons dépasser nos querelles et nos divergences (réelles ou supposées) pour permettre à tous les travailleurs, à tous les antiracistes, à tous les démocrates, d'être présents dans la rue. »*

● **SNECMA-Gennevilliers : référé contre des syndicalistes.** – La direction de l'usine SNECMA de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) a introduit un référé contre les délégués CGT et CFDT pour *« occupation illégale »* des locaux, *« entrave à la circulation des biens et des personnes et notamment le blocage des sorties de matériel »*. De son côté, la « coordination » des grévistes, après la reconduction de la grève vendredi 8 avril dans les établissements de Gennevilliers, Villaroche (Seine-et-Marne) et Corbeil (Essonne), a annoncé cette semaine un rassemblement de salariés de tous les établissements et filiales de la SNECMA, ainsi que de l'usine Dassault de Saint-Cloud et d'Air France, pour essayer d'étendre le mouvement.

PUBLICATION JUDICIAIRE

TRIBUNAL DE DISTRICT DE TEL AVIV JAFFA
Aff. Etat des personnes n° 367/87

Par devant M. le juge Goldberg, le(s) demandeur(s) Hava Lévy et al., contre le défendeur Emmanuel Lévy. Audience fixée au 13 janvier 1988 à 8 h 30. Citation dans le cadre d'une action pour aliments et autres remèdes. Au défendeur. Sachez que le(s) demandeur(s) a(ont) intenté à votre encontre une action en application du chap. XXI du règlement (constituant le code israélien) de procédure civile de 5744-1984, ainsi que détaillé dans l'exploit introductif d'instance joint à la présente avec ses annexes.

Si vous avez l'intention de présenter votre défense, vous êtes invité à soumettre des conclusions de défense contre l'action (à votre encontre), avec la liste des informations prévues par le formulaire 27 du premier addendum audit règlement. Les conclusions de défense – annexes comprises – devront être confirmées par votre « affidavit » (*) et être soumises au tribunal dans les quarante-cinq jours de la date à laquelle la présente citation vous aura été signifiée.

Au cas où vous ne le feriez pas, le(s) demandeur(s) serait(ent) en droit de voir émettre un jugement par défaut, sur la base de l'exploit introductif d'instance.

Le 8 novembre 1987,
signature du greffier
Aharoni Yehi,
Tribunal de district
de Tel Aviv, Jaffa 101,
Form. 28 (art. 262).

(*) Un « affidavit » est une déclaration sous serment, signée devant un magistrat, un officier consulaire, un notaire ou un avocat, et certifiée par lui. – N.D.T.

ÉTRANGER

Le maire de Canton à Paris

Un appel aux industriels français pour l'investissement en Chine

De passage à Paris à l'occasion du jumelage de la métropole chinoise avec Lyon, le maire de Guangzhou (Canton), M. Zhu Shenlin, a lancé, le vendredi 8 avril, un appel aux industriels français pour qu'ils investissent davantage dans cette *« ville ouverte »*.

Au cours des dix dernières années, la municipalité de Guangzhou a signé plus de huit cents accords de coopération économique et technologique avec des sociétés étrangères, et a mis sur pied quelque quatre cent cinquante sociétés à capitaux mixtes.

Faisant part de l'expérience de Peugeot, qui a créé la plus importante société franco-chinoise de la région, le responsable de la Guangzhou Peugeot Automobile Company, M. de Montgolfier, n'a pas caché les difficultés de tels montages. Mais il estime que *« les plâtres ont été essuyés »* depuis que la Chine s'est lancée dans une politique d'ouverture en 1979.

Aujourd'hui, les obstacles sont connus : problèmes de langue, de culture, de valse-hésitation des administrations et, surtout de recrutement, et, par là même, de formation de personnel qualifié. Mais les dirigeants locaux permettent désormais d'établir des prix laissant des marges *« raisonnables »* et offrent des facilités fiscales faisant des sociétés mixtes une opération *« rentable »*. Le casse-tête des devises pour des entreprises censées, en principe, équilibrer leurs besoins est désormais moins redoutable. En d'autres termes, les candidats à de telles entreprises doivent se presser. *« Dans deux ans, les places seront prises »*.

Les Français, moins bien placés que les Japonais ou les Allemands, ne sont pas absents de Guangzhou. Outre Peugeot, Technip a implanté une brasserie en 1986, et s'est porté candidat pour un projet de fabrication d'éthylène (1,5 milliard de francs rapatriables) sur lequel les Chinois trancheront d'ici un an.

Danone a créé une usine de production de yaourts. Et de plus vastes projets à long terme sont à l'étude pour l'aménagement de cette ville de près de six millions d'habitants, comme, notamment, la construction d'un métro, dont l'étude de faisabilité, confiée à la société lyonnaise SEMALY, devrait être terminée d'ici à septembre prochain.

En bonne place pour l'aide publique

La France joue les lanternes rouges pour l'aide privée au tiers-monde

Dans la bonne moyenne des pays industriels pour l'aide publique au développement, la France est en queue de peloton pour l'aide privée, indique une étude réalisée par la commission coopération-développement auprès de cent cinquante-huit organisations non gouvernementales (ONG) françaises.

Au titre de l'aide publique, impliquant des dons ou des prêts à taux privilégiés, Paris se situe au cinquième rang des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), avec une enveloppe équivalant à 0,54 % du produit national brut. L'aide privée, par contre, ne représente que 0,013 % du PNB, ravalant le pays au quinzième rang des dix-huit membres de l'OCDE. Ce faible montant est en outre concentré à 80 % sur les dix-huit plus grosses organisations non gouvernementales françaises.

Dans une postface, le ministre français de la coopération, Michel Aurillac, critique la *« concurrence sourde »* que se font de nombreuses ONG au détriment de leur efficacité et estime qu'une *« coordination s'impose »*. *« Beaucoup reste à faire »*, peut conclure le ministre, qui se dit prêt à aider à des regoupements entre les plus petites organisations d'aide. L'enquête révèle que plus du quart des ressources des ONG proviennent d'une aide publique, 72 % recouvrant des dons, des legs, cotisations et des activités diverses.

Blocage des salaires des fonctionnaires au Brésil

Pour tenter de prouver sa volonté d'assainir l'économie, avant la reprise, cette semaine à New-York, des discussions avec les banques créancières, le ministre brésilien des finances, M. Mailson da Nobrega, a annoncé, le jeudi 7 avril, le blocage des salaires des fonctionnaires. Le poids de la fonction publique est devenu tel au Brésil que cette simple mesure devrait permettre, en deux mois, d'économiser 6 milliards de dollars et de ramener le déficit public de 7 % à 3,46 % du produit intérieur brut. En mars, 90 % des recettes du Trésor ont été consacrées au paiement des traitements des fonctionnaires qui bénéficient de salaires disproportionnés par rapport à ceux du secteur privé. La presse brésilienne fait état de rémunérations allant jusqu'à 10 000 dollars alors que le salaire minimum est de 45 dollars par mois.

REPÈRES

Consommation

Le recours au crédit reste important aux Etats-Unis

Le nombre des crédits à la consommation s'est encore accru de 10,3 %, en rythme annuel, en février, enregistrant une troisième progression mensuelle consécutive aux Etats-Unis, annonce la Réserve fédérale américaine. Cette hausse fait suite à une progression de 12,2 % en février. Au cours des deux derniers mois, l'achat d'automobiles a joué un rôle majeur dans cette poussée des crédits à la consommation, confirmant le dynamisme de la demande interne. Les dépenses de consommation comptent pour les deux tiers dans le produit national brut américain, a rappelé Mme Sandra Shaber, économiste de Futures Group, une société d'analyses économiques de Washington, avant d'estimer à 1,9 % leur progression, cette année comme en 1987. Cette estimation rassurera ceux qui craignaient une récession, mais inquiétera ceux qui dénoncent une rigueur insuffisante outre-Atlantique.

Investissements à l'étranger

Vive progression des opérations françaises en 1987

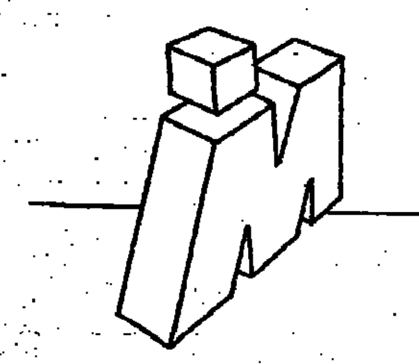
Les investissements directs à l'étranger des secteurs privé et bancaire français ont atteint, en 1987, 45,9 milliards de francs, une progression de 20 % sur les 36,2 milliards de 1986, indique le ministre de l'économie et des finances. Ces investissements, particulièrement importants durant le dernier trimestre, ont été concentrés sur des pays industriels. Les Etats-Unis en ont absorbé 25 % et la Communauté européenne 52 %, la Belgique et le Luxembourg venant en tête, suivis des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Mais les investisseurs français sont restés très timides au Japon où leur mise de fonds n'a représenté, en 1987, que 80 millions de francs. Les investissements directs étrangers en France ont, eux aussi, progressé de 20 %, mais pour un montant moins important que les placements français à l'étranger : 24,1 milliards de francs contre 19 milliards en 1986.

Production industrielle

Hausse de 0,5 % en février en RFA

La production industrielle globale (énergie, mines et bâtiment inclus) a progressé de 0,5 % en février en RFA, annonce le ministère de l'économie. Le ministère a par ailleurs revu en très forte baisse la hausse de janvier, initialement annoncée à 2,2 % et définitivement fixée à 0,7 %. Cette différence, d'une ampleur inhabituelle, vient du changement de date de référence, établie sur 1985 et non plus sur 1980. C'est sur cette nouvelle base que l'indice de février, en données corrigées des variations saisonnières, enregistre une hausse de 0,5 %. Les commandes intérieures ont augmenté de 1 % en termes réels et la demande étrangère de 1,5 %. Le ministère note enfin que la production industrielle dans son sens étroit (hors énergie, mines et bâtiment), s'est accrue de 0,9 %, selon les chiffres provisoires pour février, après une baisse de 0,6 % en janvier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



INSTITUT MÉRIEUX

Le conseil d'administration de l'Institut Mérieux, réuni le 30 mars 1988 sous la présidence de M. Alain Mérieux, a arrêté les comptes de l'exercice 1987 et décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, ainsi qu'une assemblée générale extraordinaire, pour le 20 juin prochain.

Le chiffre d'affaires consolidé de 1987 s'est élevé à 3 152,2 millions de francs, dont 56 % à l'international, en progression de près de 13 % par rapport à 1986. Les *frais de recherche et développement* s'élèvent à 342,5 millions de francs, soit près de 11 % du chiffre d'affaires, et le résultat net consolidé revenant à l'Institut Mérieux à 189,9 millions de francs.

Dans le but de consolider sa position sur le marché mondial de la biologie industrielle, l'Institut Mérieux a poursuivi sa stratégie d'alliances tant en médecine humaine qu'en santé animale.

En médecine humaine :

– Acquisition d'une participation minoritaire de 12,6 % dans la société canadienne CDC Life Sciences Inc., accord de collaboration avec Cambridge Bioscience USA et notre partenaire américain Virogenetics pour une approche vaccinale contre le SIDA et accord de coopération avec Nordisk Gentofte.

En santé animale :

– Accord avec Pitman Moore Inc., filiale d'International Minerals and Chemical Corporation permettant à Rhône Mérieux de bénéficier d'une pénétration plus rapide du marché nord-américain.

Le chiffre d'affaires de l'Institut Mérieux SA s'élève à 1235,5 millions de francs, en progression de 5,5 % par rapport à 1986, et le résultat net à 157,1 millions de francs.

Le conseil d'administration a nommé, au côté de M. Guy Malher, un deuxième directeur général en la personne de M. Jacques François Martin.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 20 F net par action, soit 30 F avoir fiscal compris. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 1er septembre 1988.

Les assemblées générales auront à examiner des résolutions autorisant le conseil d'administration à :

– intervenir en Bourse,
– augmenter le capital social par la mise en œuvre de nouveaux apports,
– consentir des options de souscription ou d'achat d'actions,
– modifier les statuts donnant à la société la possibilité de se faire communiquer la liste des détenteurs de ses titres et l'obligation de déclarer la détention d'une fraction du capital social supérieur à 1 %.

Les prévisions d'activité pour 1988 devraient s'inscrire dans un contexte économique international au mieux comparable à celui de 1987 et se traduire par une progression d'environ 5 % du chiffre d'affaires consolidé.

UNIGESTION S.A. (Genève)

31 décembre 1981 (chiffres consolidés)

Total du bilan	191 millions FS	(+ 22 %, 31 décembre 1986)
Fonds propres	138 millions FS	(+ 73 %, 31 décembre 1986)
Bénéfice d'exploitation .	17,6 millions FS	(+ 41 %, 31 décembre 1986)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Unigestion S.A. s'est tenue le 21 mars 1988 à Genève sous la présidence de M. Bernard Sabrier.

L'exercice 1987 s'est caractérisé par les événements suivants :

1) En avril 1987, dans le cadre de son ouverture au public et de la cotation de ses actions au porteur aux Bourses de Zurich, Genève et Bâle, Unigestion a augmenté son capital de 25 millions de FS portant ce dernier à 75 millions.

   Cette opération a procuré à Unigestion 45 millions de FS de fonds supplémentaires. Le total des fonds propres de la société passant ainsi à 138 millions de FS (31 décembre 1987).

2) Unigestion a étudié au cours de 1987 divers projets en vue de prendre des participations dans des affaires financières en Suisse et à l'étranger. Unigestion a limité ses investissements à une prise de participation à hauteur de 10 % dans le capital de la banque d'affaires J.-P. Elkann et ce au côté d'investisseurs institutionnels internationaux de grand renom.

3) Pour l'exercice 1987, les produits nets ont augmenté de près de 45 % et s'établissent à plus de 33 millions de FS. Le bénéfice d'exploitation a crû de 41 % à 17,6 millions de FS.

   Le bénéfice net consolidé du groupe ressort à 13 408 268 FS contre 10 054 252 FS, soit en augmentation de 33 %.

   1987 aura permis de dégager un cash-flow (ressources moins emplois de fonds) de 30 millions de FS.

   Les comptes de réserve de la société ont été largement provisionnés. Au 30 septembre 1987, le montant total investi en actions n'excédait pas 4 % des fonds propres. De ce fait, le krach d'octobre n'a pratiquement pas affecté les résultats.

4) *L'assemblée générale a approuvé le rapport de gestion et les comptes 1987 et a* déchargé la direction et le conseil d'administration. Après renouvellement des mandats de MM. Sabrier, président, Oberson, secrétaire, Piguet et Fradkoff au conseil d'administration pour une période de trois ans, le conseil d'administration se trouve composé de Serge Fradkoff, Jean-Claude Mocellin, Bernhard Muller, Daniel Olchanski, Robert Pennone, Paul Piguet et Bernard Sabrier.

5) Pour continuer la poursuite de son développement dans les années à venir, Unigestion adoptera en 1988 une stratégie de rigueur et de prudence dans la politique de gestion de l'entreprise et saisira les opportunités lui permettant d'accroître de façon saine son volume d'affaires.



Dumez S.A. et Tobishima Corporation, une des plus grandes entreprises japonaises de construction, ont signé à Tokyo le 8 avril 1988 un accord de coopération.

Les deux groupes que rapprochent leurs structures, leur volonté de diversification ainsi que leur capacité d'opérations sur le marché international, ont décidé de fonder :

– en France, une société ayant principalement pour vocation la promotion immobilière en Europe, Amérique du Nord et dans la zone Caraïbes ;

– au Japon, une société ayant pour objet essentiel de promouvoir et de réaliser des opérations d'aménagement touristique et de loisir dont Dumez a une large pratique par ses filiales spécialisées.

Cet accord de partenariat équilibré sera soumis à l'approbation des autorités administratives compétentes.

CAP GEMINI SOGETI

Résultats définitifs pour 1987
+ 43,6 % en chiffre d'affaires
+ 45,2 % en résultat net

Au cours de sa réunion du 6 avril 1988, le conseil d'administration de CAP GEMINI SOGETI SA a pris connaissance des comptes consolidés et audités du groupe qui font apparaître un total de produits d'exploitation de 4,175 millions de francs (en augmentation de 43,6 % sur celui de l'an dernier) et un bénéfice net de 280 millions de francs (+ 45,2 %).

Le bénéfice par action s'établit à 72 F par action (pour 3 891 890 actions au 31 décembre 1987) contre 54,60 F par action pour 3 534 375 actions un an plus tôt.

La rentabilité passe ainsi de 6,6 % à 6,7 % du chiffre d'affaires, ce qui constitue le plus fort pourcentage réalisé par le groupe depuis sa création en 1975.

Meilleurs encore que les résultats provisoires annoncés en janvier, ces montants enregistrent l'intégration pour les cinq derniers mois de 1986 des comptes du groupe SESA dans ceux de CAP GEMINI SOGETI. Sans cette intégration, la croissance du chiffre d'affaires aurait été de 23 % et celle du net au bilan de 31 %

Par ailleurs, le conseil d'administration a approuvé les comptes sociaux de la société holding CAP GEMINI SOGETI SA qui font apparaître une croissance du chiffre d'affaires de 26,4 % (à 274 millions de francs) et une croissance du bénéfice net de 45,1 % (à 103,2 millions de francs).

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, convoquée le 20 mai à Paris, le paiement d'un dividende de 20 F par action plus avoir fiscal (contre 16 F plus avoir fiscal) ce qui – compte tenu de la distribution d'une action gratuite pour 10 anciennes intervenue l'an dernier – représente une augmentation de 38 % du dividende total distribué.

En outre – dans le cadre de l'autorisation générale qui lui a été donnée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 15 mai 1987 d'augmenter le capital social jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 500 millions de francs – le conseil d'administration a décidé de procéder le 1er juillet prochain à une nouvelle distribution aux actionnaires d'une action gratuite pour dix anciennes, jouissance 1er janvier 1988.

INTERBAIL

L'Assemblée Générale Mixte, réunie le 23 mars 1988 sous la présidence de M. Jean MARTINEAU, a ratifié les comptes de résultats et les bilans tels que présentés par le Directoire au Conseil.

Elle a décidé la mise en distribution, le 30 juin 1988, d'un dividende unitaire de F 40,00 contre F 37,75 au titre de l'exercice précédent (soit + 5,97 %). Ce dividende sera servi aux 4 386 185 actions composant le capital au 31 décembre 1987.

A cette occasion, M. PASCAL, Président du Directoire, a précisé que F 250 000 000 de contrats nouveaux de crédit-bail immobilier ont, d'ores et déjà, été signés depuis le 1er janvier 1988.

CHRYSLER CORPORATION

Le Conseil d'administration de Chrysler Corporation a décidé de convoquer l'Assemblée générale annuelle des actionnaires pour le 19 mai 1988, à 10 heures (heure locale) au Jacob K. Javits Convention Center of New York, 655 West 34th Street, à New-York. Le droit de vote est réservé aux actionnaires inscrits à la date du 21 mars 1988.

En outre, le Conseil d'administration, dans sa séance du 3 mars 1988, a décidé la mise en distribution d'un dividende de 25 cents par action *ordinaire*, payable le 15 avril 1988 aux actionnaires inscrits à la date du 15 mars 1988, et d'un dividende de 0,59375 dollar par action *de priorité*, payable le 16 mai 1988 aux actionnaires inscrits à la date du 15 avril 1988.



La société IMETAL, qui mène activement le redéploiement de ses activités industrielles, vient de faire connaître aux autorités boursières qu'elle avait acquis 23,9 % du capital de la société ORIGNY-DESVROISE.

L'acquisition de cette participation s'inscrit dans la politique suivie par IMETAL depuis plusieurs années en vue de la constitution d'un pôle d'activités tournées vers la production et la distribution de matériaux pour la construction et l'habitat.

Le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.



US$800.000.000
Ouverture de Crédit confirmé à 5 ans
à options de financement multiples

Organisée par
Crédit Lyonnais

Co-organisée par
BNP Capital Markets Limited — Banque Paribas — Société Générale

Chefs de file et membres du syndicat d'enchères
Crédit Lyonnais — Banque Nationale de Paris — Banque Paribas — Société Générale
Banque Française du Commerce Extérieur — Banque Indosuez — Caisse Centrale des Banques Populaires
Commerzbank Aktiengesellschaft — Crédit National — Crédit du Nord
Deutsche Bank AG, Succursale de Paris — The Industrial Bank of Japan, Limited, Succursale de Paris
The Mitsubishi Bank, Limited — Union de Crédit pour le Développement Régional - Unicrédit

Co-chefs de file et membres du syndicat d'enchères
Amro Bank, Paris Branch — Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts (BRED) — The Bank of Tokyo, Ltd.
Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet — Continental Illinois National Bank and Trust Company of Chicago
Crédit Suisse (France) — The Dai-Ichi Kangyo Bank, Ltd., Paris Branch — The Fuji Bank, Ltd., Paris Branch
Istituto Bancario San Paolo di Torino, Succursale de Paris

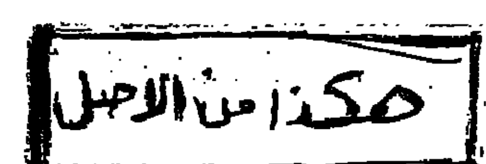
Participants et membres du syndicat d'enchères
Banco Hispano Americano, S.A. — Banque Louis-Dreyfus — Banque Sudameris France — Banque Transatlantique, Paris — Citibank, N.A.
Crédit Commercial de France — Generale Bank — Société Lyonnaise de Banque — Société Générale Alsacienne de Banque - SOGENAL

Autre membre du syndicat d'enchères
Credito Italiano, London Branch

Agent
Crédit Lyonnais

Agents Adjudicateurs
Banque Nationale de Paris — Banque Paribas

Janvier 1988



Marchés financiers

Progression de 43,4 % des bénéfices de BSN en 1987

BSN, numéro un français de l'agro-alimentaire, a conforté son rang, en 1987, avec un bénéfice net (part du groupe) de 1,55 milliard de francs, en hausse de 43,4 % sur celui de 1986 (1,081 milliard de francs). Le bénéfice net par action s'est ainsi établi l'an passé à 340 F, contre 270 F en 1986 (+ 26 %).

Par branche d'activité, la répartition du bénéfice fait apparaître la forte rentabilité de l'épicerie (403 millions de francs de résultat, contre 310 millions en 1986) et du biscuit (316 millions de francs de bénéfice contre 105 millions de francs l'année précédente). Entre les deux vient s'intercaler la bière, dont le bénéfice s'est établi à 325 millions de francs, contre 121 millions de francs un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires de BSN a toutefois peu progressé, s'établissant à 37,156 milliards de francs contre 33,623 milliards de francs en 1986. Les capitaux propres sont dans le même temps passés de 9,612 milliards de francs à 14,344 milliards de francs.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale du 31 mai un dividende par action de 85 F au titre de 1987, contre 70 F en 1986. Compte tenu de l'avoir fiscal, le revenu par action serait de 127,5 F.

Sanofi entre dans le capital de Nina Ricci

La Sanofi (groupe Elf-Aquitaine) *fait feu de tout bois*. Après avoir, sans succès, jeté son dévolu sur la firme pharmaceutique américaine A. H. Robins, puis s'être intéressée aux graines d'élite Clause (affaire en cours), le groupe renforce maintenant sa branche « parfums ». *Il vient de racheter à deux* membres de la famille Ricci leurs actions dans la société Nina Ricci, célèbre maison tant pour ses parfums (80 % de son chiffre d'affaires) que pour ses collections de haute couture. En même temps, Sanofi participe à une augmentation de capital de cette entreprise, dont le fondateur, M. Robert Ricci, âgé de quatre-vingt-deux ans, *reste* actionnaire avec sa fille. Sa participation atteindra 30 % pour un prix dont le *montant n'a pas été rendu* public. Ce rapprochement a été décidé pour assurer « *la pérennité familiale* », affirme Robert Ricci.

Il va permettre à Sanofi de doubler ses ventes dans les parfums. Ses filiales Van Cleef et Arpels, Charles Jourdan, Roger et Gallet, Molyneux et Stendhal réalisent, en effet, globalement 880 millions de francs de chiffre d'affaires. *Nina Ricci en fait* à peu près autant, un milliard de francs au total, en incluant les activités *dans* la haute couture et le prêt-à-porter. A l'occasion de l'entrée de la Sanofi dans son capital, Nina Ricci change de statut juridique et, de SARL, se transforme en société anonyme.

Tate and Lyle lance une OPA sur l'américain Staley

Le groupe Tate and Lyle, numéro un britannique du raffinage de sucre, a lancé, le 8 avril, une OPA (offre publique d'achat) inamicale sur le groupe alimentaire américain Staley Continental, pour un montant de 1,3 milliard de dollars. Tate and Lyle, qui avait l'an passé vainement tenté d'acquérir son concurrent British Sugar, vise par cette opération à diversifier ses activités hors du sucre. Avant l'annonce de cette OPA, le groupe britannique détenait déjà 4,9 % de Staley.

Rhône-Poulenc Santé au Mexique

Rhône-Poulenc Santé vient d'acquérir au Mexique la filiale pharmaceutique du groupe américain Du Pont de Nemours, qui a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 5 millions de dollars (environ 30 millions de francs). Le montant du rachat de cette société, qui *emploie actuellement cent trente* personnes, n'a pas été rendu public. Rhône-Poulenc renforce ainsi sa présence au Mexique, douzième marché mondial en croissance de 5 % l'an, où le groupe réalise déjà un chiffre d'affaires de 12 millions de dollars (environ 72 millions de francs) avec Rhône-Poulenc Pharma Mexico.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1987

	31 mars	8 avril
Valeurs franç. à rev. variable	99,5	100,8
Valeurs industrielles	101,9	103,3
Valeurs étrangères	105,2	108,4
Pétroles-Energie	109	108,8
Chimie	98,6	100
Métallurgie, mécanique	107,2	110,1
Electricité, électronique	108	112,5
Bâtiment et matériaux	95,1	95,8
Ind. de consommat. non alim.	98,3	99,4
Agro-alimentaire	102,5	102,8
Distribution	89,8	91,8
Transports, loisirs, services	103,6	106,3
Assurances	107,1	108,5
Crédit banque	96,4	98,8
Sicomi	96,3	95,6
Immobilier et foncier	86,5	88,5
Investissement et portefeuille	99,8	101,2
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs franç. à revenu fixe	102,4	102,8
Emprunts d'Etat	103,2	103,7
Emprunts garantis et assimilés	101,8	102,2
Sociétés	103	103,4
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	2 437,7	2 489,6
Valeurs étrangères	3 504,2	3 610,8
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	361,8	366,4
Valeurs étrangères	474	488,4
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	118,2	118,7
Emprunt d'Etat	116,6	117,1
Emprunts garantis et assimilés	118	118,5
Sociétés	120	120,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	284,1	287,4
Produits de base	194,1	196
Construction	294,9	300,8
Biens d'équipement	226,9	228,1
Biens de consom. durables	370,1	378
Biens de consom. non durables	382,7	387,6
Biens de consom. alimentaires	355	355,1
Services	281,5	285,5
Sociétés financières	367	382,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	275,3	279,6
Valeurs industrielles	276,3	278,9
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	228,3	230,2

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

	31 mars
Total actif	699 584
dont	
Or	223 348
Disponibilités à vue à l'étranger	93 149
ECU	57 447
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 905
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	75 912
Concours au Trésor public	49 640
Titres d'Etat (bons et obligations)	24 546
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	350
Effets privés	111 581
Effets en cours de recouvrement	23 950
Total passif	699 584
dont	
Billets en circulation	218 597
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	60 433
Compte courant du Trésor public	20 682
Reprises de liquidités	29 604
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 181
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	74 073
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	259 364

Aménagement de la présentation

Afin de mieux rendre compte de ses actions sur les marchés de capitaux intérieurs, la Banque de France a décidé de *modifier la présentation de sa situation hebdomadaire* : dans l'ancienne présentation, en effet, celle-ci ne permettait pas une analyse *fine des opérations, puisque toutes les interventions* – qu'elles soient réalisées sous forme d'achats sur le marché ou de pensions – *étaient regroupées dans un seul poste d'actif.*

NEW-YORK

Relèvement du capital minimum des courtiers

Le New York Stock Exchange (NYSE) envisage de relever fortement le minimum de fonds propres requis pour ses cinquante-quatre « spécialistes », courtiers chargés d'assurer le bon fonctionnement des transactions sur les actions à Wall Street. Le conseil d'administration du Big Board a déjà adopté un projet dans ce sens, qui doit être encore soumis à la Commission fédérale des opérations boursières (SEC-Securities and Exchange Commission). Cette mesure vise, avant tout, à « *rétablir la confiance* » des investisseurs dans la Bourse, car, selon M. John Phelan, président-directeur général du NYSE, la question du montant du capital minimum des spécialistes n'est en *aucun cas l'une des causes de l'effondrement* boursier d'octobre 1987.

Aux termes du nouveau projet, un spécialiste devra prouver qu'il a des fonds propres de 1 million de dollars ou qu'il est capable d'acheter 15 000 actions de chaque titre de société dont il a la charge. Actuellement, le montant est de 100 000 dollars ou la capacité d'acheter 5 000 actions.

Les cinquante-quatre spécialistes du NYSE contrôlent actuellement les actions des quelque 1 650 sociétés inscrites à la cote.

TOKYO, 11 avril ↑

Au voisinage des 27 000 points

Interrompu quelques heures, le mouvement de hausse a repris dès lundi matin à la Bourse de Tokyo. Il s'est toutefois un peu ralenti dans la journée. En fin de matinée, l'indice Nikkei enregistrait une avance de 193,61 points. A la clôture de la séance, il s'établissait à 26 924,87 points, limitant sa progression à 175,98 points. Néanmoins, il ne *s'en faut plus que de 0,3 % pour que* la barre historique des 27 000 points soit atteinte.

La bonne tenue de Wall Street vendredi a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Cependant, la crainte que les appels de marge ne soient relevés, *si* le Nikkei dépassait trop rapidement ces 27 000 points, a freiné la hausse.

L'activité s'est toutefois ralentie, les échanges n'ayant porté que sur 900 millions de titres, contre 1,5 milliard vendredi.

VALEURS	Cours du 8 avril	Cours du 11 avril
Akaï	613	639
Bridgestone	1 410	1 400
Canon	1 180	1 180
Fuji Bank	3 450	3 450
Honda Motors	1 800	1 800
Matsushita Electric	2 820	2 820
Mitsubishi Heavy	747	780
Sony Corp.	5 480	5 480
Toyota Motors	2 430	2 420

FAITS ET RÉSULTATS

● **Bridgestone : 71 % de profits en plus.** – *Bridgestone* Corporation, le numéro un japonais des pneumatiques et numéro trois mondial, grossi maintenant de Firestone, annonce une hausse de 71 % de son bénéfice net consolidé, grâce aux gains de productivité et aux réductions de coûts qui ont permis de compenser les effets négatifs de la hausse du yen. Son *chiffre d'affaires consolidé* n'a augmenté que de 3 % par rapport à 1986, à 820,4 milliards de yens (38 milliards de francs), et reste inférieur de 5 % au résultat de 1985 (864,3 milliards de yens, soit 40 milliards de francs).

Néanmoins, le bénéfice après impôts pour l'exercice achevé le 31 décembre 1987 a représenté 36 milliards de yens (1,67 milliard de francs), contre 21 milliards (974,7 millions de francs) en *1986. Le chiffre d'affaires* au Japon, où Bridgestone détient la moitié du marché des pneumatiques, a progressé de 3 % en 1987, à 586,9 milliards de yens (27,2 milliards de francs), et les exportations ont augmenté de 5 % à 233,3 milliards de yens (10,8 milliards de francs). Bridgestone a réalisé 70 % de ce chiffre *d'affaires* avec les pneumatiques, dont les ventes ont augmenté de 2 % à 574,4 milliards de yens (26,6 milliards de francs).

● **Publicis : bénéfice en hausse de 20 %.** – Le groupe Publicis a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires consolidé de 7,3 milliards de francs, en augmentation de 11 %. Le bénéfice net courant consolidé, part du groupe, s'établit à près de 87 millions de francs, *contre 73 millions en 1986*, soit une progression de 20 %. Il faut y ajouter un profit exceptionnel de près de 21 millions de francs. Publicis Conseil et ses filiales ont réalisé un chiffre d'affaires de 3 milliards, Publicis International, installé dans onze pays, un chiffre d'affaires de 2,2 milliards, les régies publicitaires près de 2 milliards, et les Drugstores Publicis 180 millions. Le dividende proposé à l'assemblée générale du 28 juin sera de 34 F par action, avec un avoir fiscal de 17 F.

● **Baisse du résultat consolidé de la Compagnie financière du CIC.** – Affectée par le tassement des marges bancaires et le krach boursier, la *Compagnie financière* du CIC (Crédit industriel et commercial) a enregistré, en 1987, un résultat net consolidé (part du groupe) en nette diminution. Celui-ci est passé de 896 millions de francs en 1986, à 613 millions l'an dernier, soit une baisse de 31 %. Présentant ces comptes, M. Jean Saint-Geours, le président *de la Compagnie financière*, a indiqué que le produit net bancaire du groupe était en légère *progression et que le résultat* d'exploitation avant provisions et impôts s'établissait à 3 325 millions de francs, en baisse de 9,4 % par rapport à celui de 1986.

La baisse du résultat net consolidé est liée, selon le président du groupe, aux provisions constituées, notamment sur les risques pays et en liaison avec les indemnités de départ en retraite.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	222 10	213 20 o	Le gd livre du mois	205	220
Arnault & Associés	367	367	Loca Investissement	246	258
Asystel	285	294 50	Locamic	148	148
B.A.C.	435	435	Mado Immobilier	292	....
B. Demachy & Assoc.	376	380	Metallurg. Minière	100	104
B.I.C.M.	620	629	Micrologie Internat.	251 50	272 50
B.I.P.	440	430	Métroservice	136	134
Bolloré Technologies	698	700	M.M.B.M.	397	398
Buitoni	740	....	Molex	230	224
Câbles de Lyon	1036	1039	Navale-Delmas	483	483
Calberson	820	626	Olivetti-Logabax	170	170
Canal Plus	460	442	Occ. Gest. Fin.	285	273
Cardif	1208	1200	Presbourg (C. In. & Fin.)	98	98
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	248 90	248 90	Razel	700	700
C.A.T.C.	124	124	St-Gobain Emballage	1112	1112
C.D.M.E.	824	....	St-Honoré Matignon	154 60	156 10
C. Equip. Elect.	290 50	290 50	S.C.G.P.M.	138	140
C.E.G.I.D.	478	476	Segin	265	258 80
C.E.G.E.P.	163 80	148	Sema-Metra	575	....
C.E.P.-Communication	1140	1140	S.E.P.	1174	1127
C.G.I. Informatique	580	560	S.E.P.R.	1160	1155
Ciments d'Origny	426	425	Sligos	1130	1140
C.N.I.M.	248 60	252	S.M.T. Goupil	210	208
Concept	210 20	215	Sodinforg	650	635
Conforama	500	485	Supra	236	245 40
Creeks	309 90	320	TF 1	173	171
Dafsa	148 40	145	Unilog	108	108
Dauphin	3200	3200	Union Financ. de Fr.	395	401
Devanlay	990	1030	Valeurs de France	314	314
[illegible]	800	824			
Duménil-Leblé	820	853 d			
Editions Belfond	111 30	111 30			
Elysées Investiss.	20 70	20 50			
Finacor	411	416			
Guintoli	516	510			
Guy Degrenne	859	....			
I.C.C.	225	229 50			
IDIA	168	167			
I.G.F.	160	147 50			
[illegible]	114 40	118 90			
Int. Metal Service	180	180			
La Commande Electro.	206	292			

Marché des options négociables le 8 avril 1988

Nombre de contrats : 5 494

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Septembre dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Septembre dernier
Elf-Aquitaine	240	35	36	2,50	8
Lafarge-Coppée	1 100	70	90	52	–
Michelin	160	20,50	28	7,30	–
Midi	1 200	190	–	57	–
Paribas	280	31	–	12	–
Peugeot	840	124	–	19	–
Saint-Gobain	400	16	–	18	–
Thomson-CSF	136	29	30	3	6,50

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 8 avril 1988
Nombre de contrats : 64 105

COURS	ÉCHÉANCES Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	102,25	101,25	100,60
Précédent	101,15	100,20	99,70

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88
100	2,57	2,73	0,50	1,54

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,69 F ↑

Le dollar a poursuivi son avance *lundi 11 avril sur toutes* les places financières, pour coter, en particulier, 5,6950 F (contre 5,6830 F vendredi). Les cambistes qualifiaient l'activité de « normale ». Les opérateurs attendent la publication, jeudi 14 avril, des résultats du commerce extérieur américain pour février. Les prévisions font état d'un déficit de 11 milliards de dollars.

FRANCFORT	8 avril	11 avril
Dollar (en DM)	1,6781	1,68
TOKYO	**8 avril**	**11 avril**
Dollar (en yens)	125,18	125,71

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (11 avril)	7 3/16-7 5/16 %
New-York (8 avril)	6 3/4-6 13/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	7 avril	8 avril
Valeurs françaises	102,1	102,2
Valeurs étrangères	108,4	108,6

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	289,5	287,4

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	7 avril	8 avril
Industrielles	2062,17	2090,18

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	7 avril	8 avril
Industrielles	1 399,4	1 413,4
Mines d'or	221,6	221,4
Fonds d'Etat	90,80	91,01

TOKYO

	8 avril	11 avril
Nikkei Dow Jones	26 748,89	26 924,87
Indice général	2 173,46	2 183,58

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,7000	5,7050	+ 30	+ 45	+ 75	+ 100	+ 260	+ 330
$ can.	4,5425	4,5475	– 47	– 21	– 84	– 46	– 187	– 69
Yen (100)	4,5250	4,5300	+ 130	+ 170	+ 295	+ 335	+ 890	+ 995
DM	3,3900	3,3925	+ 115	+ 138	+ 244	+ 273	+ 776	+ 860
Florin	3,0215	3,0245	+ 90	+ 105	+ 190	+ 210	+ 605	+ 665
FB (100)	16,2050	16,2200	+ 230	+ 310	+ 450	+ 595	+1 450	+1 925
FS	4,1020	4,1070	+ 200	+ 220	+ 420	+ 450	+1 225	+1 325
L (1 000)	4,5710	4,5745	– 105	– 65	– 225	– 180	– 615	– 500
£	10,6320	10,6420	– 75	– 50	– 140	– 75	– 210	– 25

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 3/4	7	6 7/8	7	6 15/16	7 1/16	7 1/8	7 1/4
DM	3 1/8	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 7/16	3 9/16
Florin	3 7/8	4 1/8	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16	4 1/16	4 3/16
F.B. (100)	5 5/8	6 1/8	5 7/8	6 1/4	5 7/8	6 1/4	6 1/8	6 1/2
F.S.	1 3/4	2	1 11/16	1 13/16	1 11/16	1 13/16	2 1/8	2 1/4
L (1 000)	8	9	9 3/4	10 1/4	10 1/4	10 3/4	10 3/4	11 1/8
£	8	8 1/4	9 1/16	8 3/16	8 3/16	8 5/16	8 7/16	8 9/16
F. franç.	7 1/8	7 5/8	7 1/16	8 3/16	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 8 AVRIL

Cours relevés à 17 h 31

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1596	4,5 % 1973	1470	1440	1450	– 1 36
....	C.N.E. 3%	3830	3826	3826	– 0 10
1024	B.N.P. T.P.	1032	1032	1032	....
1036	C.C.F. T.P.	1081	1086	1086	+ 0 46
1060	Créd. Lyon. T.P.	1057	1057	1057	....
1265	Renault T.P.	1240	1245	1248	+ 0 65
1460	Rhône-Poul. T.P.	1488	1488	1488	....
1238	St-Gobain T.P.	1236	1245	1245	+ 0 73
1176	Thomson T.P.	1178	1178	1178	....
355	Accor	363 40	363	367	+ 0 99
490	Air Liquide	457 50	483	457	– 0 11
1790	Alcatel	1708	1700	1707	– 0 06
1120	Als. Superm.	1135	1135	1135	....
205	A.L.S.P.I.	209 50	207 10	206 10	– 1 62
230	Alsthom ★	240 50	238	237	– 1 46
2010	Arjom. Prioux	2030	2029	2020	– 0 49
385	Aussedat-Rey	410	411	411	+ 0 24
750	Aux. Entrepr. ★	726	726	731	+ 0 69
670	Av. Dassault ★	682	672	689	+ 1 03
315	BAFIP	305 40	305	305	– 0 13
280	Bail-Equipem. ★	266	267	270	+ 1 50
870	Bail Investiss.	848	831	833	– 1 77
225	B.N.P. C.I.	232 10	233 50	233 50	+ 0 60
415	Cie Bancaire ★	388	392	394	+ 1 55
320	Bazar H.-V.	301	299	299	– 0 66
375	Béghin-Say ★	382	378 10	380	– 0 52
720	Berger (Mé)	715	720	720	+ 0 70
605	Bic ★	594	591	590	– 0 67
1020	B.I.S.	935	917	934	– 0 11
2020	Bongrain S.A.	1870	1905	1920	+ 2 67
750	Bouygues ★	796	795	800	+ 0 50
65	B.P. France ★	61 50	63 10	63 10	+ 2 60
3910	B.S.N. ★	3860	3810	3945	+ 2 20
1650	Cap Gem. S. ★	1702	1699	1694	– 0 47
1310	Carnaud	1282	1268	1257	– 1 95
2080	Carrefour ★	2105	2120	2107	+ 0 10
111	Casino	108	108	110	+ 1 85
96	Casino A.D.P.	97 70	97	97	– 0 72
965	C.C.M.C.	965	965	965	....
680	Cetelem	689	681	671	– 2 61
485	Cerus	467	460 50	460	– 1 50
1180	C.F.A.O. ★	1149	1130	1140	– 0 78
225	C.G.E.	221	218	219	– 0 90
820	C.G.I.P. ★	780	775	796	+ 2 05
800	Chargeurs S.A. ★	762	769	798	+ 4 72
810	Ciments franç. ★	805	800	806	+ 0 12
410	Club Méditerr. ★	401	400	397 50	– 0 87
183	Codetel ★	158	158	158	....
295	Cofimeg	292	292 90	291	– 0 34
1730	Colas	1720	1720	1720	....
171	Compt. Entrepr.	168	167 10	170 50	+ 1 49
580	Compt. Mod. ★	552	551	567	+ 2 72
890	Créd. Foncier	848	847	848	....
380	Crédit F. Imm. ★	386	390	381	– 1 30
111	C.C.F.	110	109 90	109 90	– 0 09
460	Créd. Lyon. (CI)	455	458	458	+ 0 66

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
800	Crédit Nat. ★	760	755	767	+ 0 92
200	Crouzet ★	215 90	215	217 80	+ 0 88
2000	Damart S.A.	1920	1920	1920	....
315	Darty ★	306 10	307	313	+ 2 25
245	Darty (DP)	237	238	238	+ 0 42
1470	De Dietrich	1455	1459	1425	– 2 06
191	Dév. P.d.C. (Li)	191 40	191 50	191 50	+ 0 05
440	D.M.C.	417 50	412	418	+ 0 12
290	Drouot Assur.	290	290	290	....
1520	Docks France ★	1430	1422	1430	....
525	Dumez ★	493 80	493	492	– 0 16
975	Eaux (Gén.)	975	975	988	+ 1 33
960	Ecco ★	993	960	990	– 0 31
835	Electrofinanc. ★	625	611	625	....
....	E. S. Dassault	381	380	380 10	– 0 24
270	Elf-Aquitaine	272	268	269	– 1 10
225	— (certific.)	230	233 80	233 80	+ 1 65
580	Epeda-B-Faure	533	530	532	– 0 19
2230	Essilor	2026	2010	2050	+ 1 18
1450	Essilor Int. (DP)	1347	1360	1360	+ 0 97
310	Esso S.A.F. ★	302	301	301	– 0 33
1150	Eurafrance	1180	1130	1140	– 3 39
915	Eurocom ★	880	890	890	+ 1 14
2400	Euromarché	2388	2410	2411	+ 0 96
450	Europe n° 1 ★	433	431	432	– 0 23
34	Eurotunnel ★	34 40	34 10	34 15	– 0 73
800	Exor ★	813	815	815	+ 0 25
700	Facom	747	741	736	– 1 47
970	Fichet-Bauche	949	950	959	+ 1 05
210	Finextel ★	205	204 90	204 90	– 0 05
75	Fives-Lille ★	79 80	80	79	– 1
1010	Fromageries Bel	998	990	999	+ 0 10
780	Gal. Lafayette ★	752	763	750	– 0 27
230	Gascogne	225	227	227	+ 0 89
1220	Gaz et Eaux	1140	1122	1128	– 1 05
340	Géophysique ★	356	380	370	+ 3 93
470	Gerland	485	461	484	– 0 22
480	GTM-Entrepose	415	417	416	+ 0 24
515	Guyenne-Gas. ★	500	497	504	+ 0 80
1720	Hachette ★	1653	1652	1670	+ 1 03
515	Havas ★	513	507	506	– 1 36
415	Hénin (La)	406	409	413	+ 1 72
1040	Hutchinson ★	1000	995	1000	....
....	Imétal	152	150 60	153	+ 0 66
....	Imm. Plaine-M.	310	316	311	+ 0 32
1020	Ingénico	975	979	990	+ 1 54
3100	Inst. Mérieux	2961	2980	3045	+ 2 84
515	Interbail ★	517	512	513	– 0 77
900	Intertechnique	930	940	915	– 1 61
665	J. Lefebvre	655	651	651	– 0 61
1040	Lab. Bellon	1020	1000	1040	+ 1 96
1120	Lafarge-Coppée	1104	1089	1120	+ 1 45
1130	Lebon ★	1050	1048	1040	– 0 95
2310	Legrand ★	2400	2398	2390	– 0 42

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1870	Legrand (DP) ★	1920	1910	1900	– 1 04
530	Leroy-Somer ★	525	528	529	+ 0 76
1800	Lesieur	1760	1751	1751	– 0 51
740	Locabail Immob.	677	695	690	+ 1 92
400	Locafrance ★	405	403	410	+ 1 23
860	Locindus	895	880	880	– 1 68
240	Luchaire	250	250	245	– 2
1760	L.V.M.H. ★	1760	1780	1779	+ 1 08
1180	Lyonn. Eaux ★	1105	1110	1130	+ 2 26
46	Mais. Phénix	46 60	45 10	45	– 3 43
306	Majorette (Ly)	309	310	310	+ 0 32
240	Mar. Wendel ★	235	237 90	235	....
141	Matra	140 10	143	143	+ 2 07
1580	Merlin-Gerin ★	1576	1561	1565	– 0 70
179	Michelin	170 50	170	174	+ 2 05
1300	Midi (Cie)	1378	1370	1400	+ 1 60
184	Midland Bk SA ★	177 50	176 20	176 20	– 0 73
496	Min. Salaig. (Mé)	500	485	485	– 3
34	M.M. Penarroya	34 95	35 20	39 50	+ 13 02
52	Moulinex	53 45	53 20	53 55	+ 0 19
840	Navig. Mixtes	812	806	810	– 0 25
79	Nord-Est ★	78	78 10	77	– 1 28
320	Nordon (Ny)	315	300	300	– 4 76
350	Nouvelles Gal.	325	328	320 10	– 1 51
675	Occid. (Gén.) ★	655	651	645	– 1 53
910	Omn.F.Paris	905	881	889	– 1 77
206	Olida-Caby	237 80	231 60	233 50	– 1 81
....	Opfi-Paribas	288 20	288 10	288 10	– 0 03
2750	Oréal (L')	2750	2750	2793	+ 1 56
305	Paribas	300 30	299	305	+ 1 57
365	Paris-Réesc. ★	332	331	337	+ 1 51
825	Pechelbronn ★	824	810	840	+ 1 94
290	Penhoët	280	275 20	275	– 1 79
660	Pernod-Ricard ★	686	660	684	– 0 29
930	Peugeot S.A.	937	932	937	....
435	Pollet	425 10	426	429 90	+ 1 13
615	P.M. Labinal	589	584	584	– 0 85
2580	Presses Cité ★	2585	2574	2574	– 0 43
1090	Prétabail Sic.	1114	1120	1100	– 1 25
550	Primagaz	568	561	570	+ 0 35
395	Printemps ★	400	399 90	389	– 2 75
1260	Promodès	1242	1211	1250	+ 0 64
845	Radiotechn.	810	800	801	– 1 11
....	Raff. Dist. Total	78	74 50	78	....
2300	Redoute (La) ★	2040	2042	2046	+ 0 29
325	Robur financière	309	308	308	– 0 32
795	Roussel-Uclaf	744	744	744	....
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
3300	R. Impériale (Ly)	3180	3140	3140	– 1 25
165	Sade	166	167	167	+ 0 60
1380	Sagem ★	1372	1373	1372	....
410	Saint-Gobain	390	386	389	– 0 26
1030	St-Louis	980	989	969	– 1 12
1080	Salomon	1100	1100	1100	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
605	Salvepar	561	560	560	– 0 18
540	Sanofi ★	546	545	560	+ 2 56
485	S.A.T. ★	484	485	485	+ 0 21
....	Sauln.-Chât. (R)	147 10	146	146	– 0 75
1030	Saupiquet (Na)	1050	1060	1060	....
260	Schneider ★	238	235	240	+ 0 84
38	S.C.O.A.	38 10	38 50	38 50	+ 1 05
595	S.C.R.E.G.	550	545	545	– 0 91
665	Seb ★	625	621	635	+ 1 60
425	Sefimeg ★	418	418	407	– 2 63
1440	S.F.I.M.	1458	1435	1460	+ 0 14
28	S.G.E.	26 80	26 90	26 65	– 0 56
500	Signaux ★	495	491 50	494 40	– 0 12
690	Silic	705	701	710	+ 0 71
535	Simco-U.P.H. ★	509	507	510	+ 0 20
306	Simnor (Li)	305	305	305	....
735	Skis Rossignol	700	695	695	– 0 71
670	Siminco	683	683	685	+ 0 29
285	Société Générale	270 90	270 90	270 90	....
167	Sodecco	173 60	170 10	170 10	– 1 98
168	Sodero (Na)	165	159 90	159 90	– 3 09
2010	Sodexho ★	1950	1960	1959	+ 0 46
94	Sogenal (Ny)	95 50	95 50	95 50	....
265	Sogerap	249 80	246 10	265	+ 6 08
1980	Somm.-Allib. ★	1857	1830	1875	+ 0 97
575	Source Perrier	572	566	569	– 0 52
640	Sovac ★	569	560	575	+ 1 05
325	Spie-Batignol.	324 90	320	319 90	– 1 54
430	Strafor ★	415	416	415	....
230	Suez	226	228	226 50	+ 0 22
385	Synthélabo ★	367 50	367 50	368	+ 0 14
670	Talcs Luzenac	702	710	711	+ 1 28
6000	Tél. Elect.	5505	....	....	....
159	Thomson-C.S.F.	159 50	160 20	164	+ 2 82
335	Total (CFP) ★	334 50	334	338	+ 1 05
70	— (certific.)	71 80	70 50	71 90	+ 0 14
980	T.R.T. ★	975	976	982	+ 0 72
380	U.F.B.	360	360	362 90	+ 0 81
785	U.I.C. ★	740	736	773	+ 4 46
530	U.I.F. ★	520	505	515	– 0 96
880	U.I.S.	850	850	835	– 1 76
185	U.C.B. ★	178	172 50	173	– 2 81
725	Unibail	687	687	689	+ 0 29
410	Valéo	408	400	400	– 1 96
69	Vallourec	73 90	71 30	71 30	– 3 52
320	Via Banque	314	309 90	315	+ 0 32
605	Elf-Gabon	601	600	600	– 0 17
111	Amax Inc.	117	119 30	119 50	+ 2 14
148	Amer. Express	144	141 50	141 60	– 1 67
161	Amer. Teleph.	160 50	158 40	158 40	– 1 31
104	Anglo Amer. C.	94 60	93	95 50	+ 0 95
535	Amgold	500	495	495	– 1
855	BASF (Akt)	830	830	830	....
930	Bayer	898	898	899	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
106	Buffelsfont.	104 60	104 30	104 30	– 0 29
147	Chase Manh.	139 70	141 50	141 50	+ 1 28
61	De Beers	60 10	60	59 85	– 0 42
1460	Deutsche Bank	1449	1430	1430	– 1 31
860	Dresdner Bank	838	839	839	+ 0 12
67	Driefontein Cld	66	64 15	66 90	+ 1 36
495	Du Pont-Nem.	496 80	494	484	– 2 58
240	Eastman Kodak	239 90	235 30	235 30	– 1 92
32	East Rand	32 15	32	31 80	– 1 09
230	Electrolux	232 30	232 80	232 80	+ 0 22
220	Ericsson	236	229 50	229 50	– 2 75
245	Exxon Corp.	249 30	249	249	– 0 12
250	Ford Motors	262	259 50	259 50	– 0 95
61	Freegold	60 50	60 10	61	+ 0 83
97	Gencor	90	90	92	+ 2 22
250	Gén. Electr.	236 50	239	239	+ 1 06
1320	Gén. Belgique	775	870	872	+ 12 52
415	Gen. Motors	418	418	418	....
97	Goldfields	92	91 50	92	....
52	Gd Metropolitain	51	52 40	52 40	+ 2 75
48	Harmony	47	46 30	46 90	– 0 21
63	Hitachi	67 60	67	66 80	– 1 04
910	Hoechst Akt.	880	881	881	+ 0 11
110	Imp. Chemical	104 30	103 70	103 70	– 0 58
645	IBM	624	620	620	– 0 64
270	ITT	266 70	266 10	266 10	– 0 22
188	Ito-Yokado	197 50	198 30	198 50	+ 0 51
121	Matsushita	127 80	127 80	128	+ 0 16
925	Merck	909	909	909	....
380	Minnesota M.	353 50	340 40	340 40	– 3 71
280	Mobil Corp.	258 50	262 80	262 80	+ 1 66
194	Morgan J.P.	187 50	188	188	+ 0 27
35600	Nestlé	34390	34000	34000	– 1 13
176	Norsk Hydro	180	180	179 80	– 0 11
155	Ofsil	150 20	150	151	+ 0 53
1820	Petrofina	1842	1844	1851	+ 0 49
535	Philip Morris	524	524	524	....
90	Philips	89	88 50	87 50	– 1 69
74	Placer Dome	72 90	73	73 50	+ 0 82
340	Quilmès	325	315	315	– 3 08
480	Randfontein	458	455	455	– 0 66
685	Royal Dutch	684	681	687	+ 0 44
39	Rio Tinto Zinc	37 80	37 36	37 90	+ 0 26
52	St Helena Co	49 90	50 80	51	+ 2 20
205	Schlumberger	204 60	208 10	209 50 c	+ 2 29
114	Shell transp.	113 10	112 30	112 30	– 0 71
1360	Siemens A.G.	1241	1220	1220	– 1 69
240	Sony	240	248	246	+ 2 50
205	T.D.K.	203 90	204	204	+ 0 05
38	Toshiba Corp.	37 80	37 50	37 60	– 0 53
350	Unilever	341	339 50	339 50	– 0 44
240	Unit. Techn.	225	227 80	227 80	+ 1 24
530	Vaal Reefs	500	497	498	– 0 40
325	Volvo	330	330 80	332 10	+ 0 64
225	West Deep	215	212 10	220	+ 2 33
330	Xerox Corp.	320	312	312	– 2 50
1 36	Zambia Corp.	1 47	1 48	1 47	....

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	128 10	7 742
9,80 % 78/93	101 35	7 293
10,80 % 79/94	104 15	6 433
13,25 % 80/90	106 44	11 289
13,80 % 81/89	104 19	3 205
16,20 % 82/90	112 70	3 851
16 % juin 82	114 76	13 333
14,60 % fév. 83	114 80	1 915
13,40 % déc. 83	118 20	4 027
12,20 % oct. 84	111 76	8 133
11 % fév. 85	111 15	1 443
10,26 % mars 86	105 50	0 787
ORT 12,75 % 83	1575	..
OAT 10 % 2000	104 16	8 689
OAT 9,80 % 1997	106 75	3 192
OAT 9,80 % 1996	103 65	1 874
Ch. France 3 %	152	..
CNB Bques janv. 82	102 36	2 728
CNB Paribas	102 45	2 728
CNB Suez	102 45	2 728
CNI janv. 82	102 35	2 728
PTT 11,20% 85	107	3 746
CFF 10,30% 86	102 10	2 026
CNE 11,50% 85	108 70	8 795
CNT 9% 86	97 60	0 044
CRH 10,90% déc. 85	106 25	2 707
C.N.C.A. T.P.	1172	117
Drouot Ass. Obl. conv.	2036	203
Méxologie I. 6% 6/7	77 40	7 740

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté. Fin.)	1450	1440
A.G.F. (St Cent.)	571	575
Applic. Hydraul.	600	....
Arbel	340	340
Asturg	180	180
Avenir Publicité	528	529
Bain C. Monaco	183	180
Banque Hypoth. Eur.	292	292
Béghin-Say (C.I.)	326	321
B.G.I.	750	808
Blanzy-Ouest	531	531
B.N.P. Intercontin.	199	199
Bénédictine	5800	....
Bon-Marché	708	710
B.T.P.	128	128
Calif	604	800
Cambodge	560	560
C.A.M.E.	106 60	111 d
Campenon Bern.	147 50	....
Carbone-Lorraine	410	420
C.E.G.Frig.	424	425
Centen. Blanzy	1525	1585 d
Centrest (Ny)	201	200 10
Cerabati	110 70	115

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Chambourcy (M.)	978	978
Champex (Ny)	142	151
C.I.C. (Financ. de)	180	184
C.I. Maritime	720	672
Citram (B)	629	628
Clause	586	626 d
Cofradel (Ly)	945	950
Cogifi	330 10	335 10
Comiphos	289	289
Cie Industrielle	2260	2250
Comp. Lyon-Alem.	271	270
Concorde (La)	780	780
C.M.P.	13 50	13 35
Créd. Gén. Ind.	529	532
Cr. Universel (Cie)	555	580
Crédinci	138	139
Darblay S.A.	536	535
Delalande S.A.	970	970
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1550	1550
Didot-Bottin	800	....
Eaux Bass. Vichy	883	848
Eaux Vittel	1910	1910
E.C.I.A.	575	598
Economats Centre	280	280
Electro-Banque	296	296
Elf-Antargaz	584	....
E.L.M. Leblanc	560	550
Eurafi-Bretagne	221	222
Entrepôts Paris	525	468 o
Epargne (B)	2889	2890
Europ. Accumul.	35	36 05
Europe Soutien Indust.	80	83 20 d
Eternit	1600	1630
Finalens	170	170
FIPP	471	462 10
Fnac	592	609
Foncière (Cie)	403	398
Fonc. Lyonnaise	446	465
Foncina	430	438
Forinter	1085	1080
Fougerolle	259	258
France I.A.R.D.	233	242 30 d
France (La)	3844	3844
From. Paul Renard	540	547
GAN	725	728
Gaumont	341	340
Gévelot	500	495
Gr. Fin. Constr.	401	390
Gds Moul. Paris	329 50	343 d
Groupe Victoire	407 40	423 70
G. Transp. Ind.	394	400
Immindo S.A.	405	405
Immoinvest	275	274
Immobail	389	390
Immobanque	675	685
Immob. Marseille	6400	6180
Immofice	441	441
Invest. (Sté Cent.)	792	790
Jaeger	82 70	94 80
Lafitte-Bail	439	435
Lambert Frères	201	209
Lille-Bonnières	500	500
Loca-Expansion	269	270
Locafinancière	326	321
Locamat	757	755
Louvre (Sté)	1090	1046 o

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Lucia	800	800
Lyonnaise Immob. (Cie)	....	....
Machines Bull	138	104 60
Magasins Uniprix	128	140 d
Magnant S.A.	120 50	119 50
Maritimes Part.	235	230
Métal Déployé	401	....
Mors	51	55 20
Navig. (Nat. de)	60	50
OPB Paribas	188 50	196
Optorg	245	250
Oréal (L') C.I.	1800	1780
Origny-Desvroise	1110	1080
Palais Nouveauté	439 60	405
Parfinance	163	159
Paribas-CIP	310	322 40
Paris France	160	154
Paris-Orléans	245	245
Partenaire	228	220
Patern. Risq. Div.	1150	1080
Pathé-Cinéma	306	305
Pechiney (cert. inv.)	225	228
Piles Wonder	750	....
Piper-Heidsieck	939	950
P.L.M.	88 50	....
Poclain	33 90	32 50 o
Porcher	370	370
Promodès	979	979
Providence S.A.	1012	1020
Publicis	2340	2300
Rhône-Poul. (c. inv.)	303	303
Ricqlès-Zan	201	193 o
Rochefortaise S.A.	550	549
Rochette-Cenpa	33 15	....
Rosario (Fin.)	446	446 d
Roudière	190	190
Rougier et Fils	62 40	....
Sacer	465	484
SAFAA	266	266
Safic-Alcan	780	770
SAFT	1259	1255
Saga	168 70	165 50
St-Gobain C.I.	438	420
Salins du Midi	460	475
Santa-Fé	105	107
Satam	71	72
Savoisienne (M)	246 70	213 40 o
SCAC	420	417
Senelle Maubeuge	300	300
S.E.P. (M)	160	160
Sicli	171	178
Sicotel	294	294
Sinvim	244 90	254 70
Siph (Plant. Hévéas)	331	327 20
Sté Générale-CIP	198	202
Sofal financière	1627	1660
Soficel	880	880
Soffo	480	480
Soficomi	706	700
S.O.F.I.P. (M)	126	118 50
Sofragi	800	801
Soudure Autog.	349	351
Sovabail	620	620
S.P.I.	502	500
Suez (Fin. de)-CIP	176	180
Stemi	761	760
Taittinger	1892	1892

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aequitas	238 10	241
Tour Eiffel	368 70	392 80 d
Ufiner S.M.D.	500	495
U.A.P.	285	284
U.T.A.	910	920
Veuve Clicquot	3200	3080
Vicat	1113	1157
Viniprix	1081	1081
Virax	105 10	101 10
Waterman S.A.	841	841
Brass. du Maroc	134 40	130 40 o

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	804	725
Akzo	320	....
Alcan Alum	152	163
Algemene Bank	120	119 20
American Brands	255	260
Am. Petrofina	365	....
Arbed	190	....
Asturienne Mines	125	....
Banco de Santander	295	300
Bco Pop Espanol	433	449 90
Banque Ottomane	2060	....
B. Régl. Internat.	47510	47510
Br. Lambert	479	499 90
Canadian-Pacific	108 30	108
Chrysler corporat.	....	....
CIR	27 10	27 10
Commerzbank	740	755
Dart. and Kraft	305 10	302
De Beers (port.)	53	....
Dow Chemical	488	480
Gén. Belgique	775	872
Gevaert	1100	1100
Glaxo	101 10	....
Goodyear	357	361
Grace and Co	137 50	143
Honeywell Inc.	370	360
I. C. Industries	198	204
Johannesburg	715	715
Kubota	31	31
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	42 80	38 50
Mineral-Ressourc.	73	71 80
Nixdorf	1880	1805
Noranda	106 50	105 20
Olivetti	31	30 70
Pakhoed Holding	219	226 50
Pfizer Inc.	320	315
Procter Gamble	451	447
Ricoh Cy Ltd	54	54 40
Rolinco	254 60	254 40
Robeco	273 40	273 50
Rodamco	482	480 10
Saipem	9 40	9 80
Shell fr. (port.)	107	....
S.K.F. Aktiebolag	212	....
Steel Cy of Can.	110	109
Squibb	370	360 10
Tenneco	245	....
Thorn EMI	60	60
Toray indust. inc	37 70	38
Vieille Montagne	931	1010
Wagons-Lits	790	780
West Rand	12 10	12 10

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	212	300 d
Calciphos	130	131
Cochery	183	174
Cogenbor	141 70	141 70
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	339	340
Dubois Inv. (Certo.)	501	510
Gachot	65	68
Hoogovens	250	....
Metroservice (bons)	10 80	....
Nicolas	705	660 o
Révillon	330	....
Sorento N.V.	173 70	173 90
Serv. Equip. Veh.	55 30	....
S.P.R.	306	....
Sté Lecteurs du Monde	685	700
Ultrax	380	....
Union Brasseries	127	....

SICAV (sélection) 8/4

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	687 29	670 53
Actilion	197 81	192 62
Actions France	372 93	359 45
Action Invest.	316 48	302 13
Actions sélectionnées	485 70	468 14
Aedificandi	546 29	526 54
A.G.F. Actions (ex-CIP)	997 04	972 72
A.G.F. 5000	483 53	471 74
A.G.F. ECU	1102 93	1092 01
A.G.F. Interfonds	429 68	419 20
A.G.F. Invest	98 63	96 22
A.G.F. OBLIG.	1108 84	1103 32
A.G.F. Sécurité	10873 81	10873 81
Agfimo	557 83	544 22
Altafi	205 92	198 48
A.L.T.O.	173 83	167 65
Ameri-Gan	4890 77	4668 99
America-Valor	668 29	637 99
Amplitude	482 85	469 80
Arbitrages court terme	5349 32	5339 63 ◆
Argonautes	344 68	333 81
Associc	1125 70	1125 70
Atout Futur	250 51	242 27
Aurecic	1418 07	1374 83
Axa Europe	116 95	111 65
Axa Investissements	103 08	98 41
Bred Associations	2543 37	2535 76
Bred International	79 37	77 81
Capital Plus	1782 74	1782 74
Cadan-Fiance	26 13	25
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Compterentaire	105 61	102 53
Convertimmo	332 44	319 65
Cortal court terme	1262 56	1262 56 c
Cortal intérêt trim.	1049 16	1029 09 c
Credinter	483 35	469 27
Drouot-France	544 29	519 61
Drouot-Investiss.	886 95	846 73
Drouot-Sécurité	249 44	238 13
Drouot-Sélection	139 64	133 31
Ecucic	1148 81	1131 83
Ecureuil Privatisations	319 53	310 22
Energie	228 57	218 21
Eparcic	2907 18	2907 18
Eparcourt Sicav	4277 31	4265 64
Epargne Associations	25841 11	25602 71
Epargne-Capital	7822 22	7744 77
Epargne-Industr.	64 63	61 70
Epargne J	52524 44	52524 44
Epargne Long-Terme	170 75	165 18
Epargne Monde	1034 99	1007 29
Epargne Première	12340 08	12340 08
Epargne-Oblig.	184 43	179 49
Epargne-Quatre	1055 73	1055 73
Epargne-Unie	1109 47	1059 37
Epargne-Valeur	375 81	365 75
Eparoblig	1254 80	1252 30 ◆
Epsilon	1067 20	1046 73
Eurinvest Croissance	1110 83	1060 48
Eurinvest Rendement	1107 26	1057 05
Eurocic	8958 67	8826 28
Eurodyn	961 08	928 48
Euro-Gan	4158 11	3969 58
Euro-Maif	25 31	24 94
Finord Placement	63771 50	63580 76
Finord Valorisation	13298 18	13038 41 c
Fonsicav (div. par 10)	11265 67	11265 67
Fonciaf	238 46	225 74
France-Gan	5072 93	4842 89
France-Garantie	293 15	292 56
France-Investiss.	375 33	358 31
France-Obligations	453 36	449 97
Francic	328 41	318 84
Francic Pierre	91 71	89 04
Francic Régions	910 76	884 23
Fructi-Associations	27 88	27 88
Fructi-Epargne	26 05	25 41

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructicapi	318 21	311 54
Fructicourt	110074 17	110074 17
Fructidor	243 39	239 79
Fructifrance	625 73	610 47
Fructimmo	229 40	223 80
Fructivar	85576 58	85383 17
Fructi ECU	558 69	550 43
Fructi-Première	11596 79	11415 66
Futuroblig	1095 91	1059 87
Gestilion	60264 89	60114 60
Gestion Sécuricourt	11082 80	10953 27
Gestion Associations	144 63	141 45
Gestion Mobilière	594 76	567 79
Haussmann Associat.	1256 66	1256 66
Haussmann court terme	1175 88	1175 88
Haussmann Epargne	1452	1452
Haussmann Europe	1935 22	1885 27
Haussmann France	777 84	749 73
Haussmann Multiv.	1346 69	1285 62
Haussmann Obligation	1480 49	1436 62
Horizon	1030 73	1000 71
Interoblig.	12194 95	11725 91
Intersélect France	374 57	363 86
Invest. net	14483 65	14454 74 ◆
Invest.Obligataire	17917 90	17882 14
Japacic	179 89	174 65
Jeune épargne	235 92	233 42
Laffitte-Amérique	240 30	229 40
Laffitte Europe	235 28	224 58
Laffitte-Expansion	249 83	239 50
Laffitte-France	268 32	256 15
Laffitte-Immobilier	219 47	209 52
Laffitte-Japon	360 19	343 86
Laffitte-Oblig.	145 29	138 70
Laffitte–Rend.	214 88	205 14
Laffitte-Tokyo	359	342 72
Lion-Associations	11186 27	11186 27
Lion court terme	114343 03	114343 03
Lion-Institutionnels	22498 62	22442 51
Lionplus	721 39	714 26
Livret Bourse Investis.	388 92	375 66
Livret portefeuille	603 32	586 75 c
Méditerranée	150 80	143 77
Minimax	28912 53	28912 53
Mondiale Investissem.	405 54	387 15
Monecic	5795 75	5795 75
Moneden	53423 08	53423 08
Moné.J.	54036 98	54036 98
Morgan court terme	14983 69	14983 69 ◆
Mutuelle Unie Sél.	139 80	133 46
Natio.-Assoc.	6512 27	6499 27
Natio.-Epargne	14200 55	14059 95
Natio.-Court terme	208569	208569
Natio.-Inter.	1217 53	1184 94
Natio.-Obligations	534 78	520 47
Natio.-Patrimoine	1269 19	1235 22
Natio.-Placements	63483 67	63483 67
Natio.-Revenu	1048 75	1038 37
Natio.-Sécurité	11243 40	11243 40
Natio.-Valeurs	572 67	557 34
Nippon-Gan	5339 51	5097 38
Nord-Sud Développ.	1242 96	1240 48 ◆
Normat IF	12783 79	12533 13
Obli Association	128 38	127 11
Oblicic Régions	1086 38	1070 33
Obligations Convert.	389 88	372 20
Oblilion	1079 79	1069 10
Optimavalor	172 53	168 32
Oracion	1111 86	1075 30
Ovalor	5505 37	5308 38
Paribas Croissance	564 12	541 12
Paribas Epargne	15379 32	15348 62
Paribas France	79 44	77 13
Paribas Oblimonde	996	971 43
Paribas Opportunités	101 36	98 40
Paribas Patrimoine	502 88	482 38
Paribas Revenu	96 17	94 23

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Parnasse-Valor	1089 98	1065 91
Patrimoine-Retraite	1897 19	1883 91
Pervalor	535 71	520 11
Phénix Placements	281 07	269 77
Pierre Investiss.	648 76	619 34
Placement A	793 01	793 01
Placement crt-terme	74769 19	74769 19
Placement J	57657 04	57657 04
Placement Premier	56378 96	56378 96
Plénitude	106 13	103 29
Première Obligations	10995 71	10963 78
Prévoyance Ecureuil	105 60	102 69
Priv'Association	21842 12	21842 12
Quartz	107 89	105 23
Quatre-quarts Rendite	1 01	1 01
Rentacic	162 09	159 69
Revenus Trimestriels	5549 51	5494 56
Revenu Vert	1159 61	1159 45
Rivoli Plus	1113 35	1062 86
St-Honoré Assoc.	13806 33	13737 64
St-Honoré Bio-aliment.	704 52	672 57
St-Honoré Pacifique	508 79	485 72
St-Honoré P.M.E.	408 93	390 39
St-Honoré Réel	11812 24	11765 18
St-Honoré Rendement	12002 24	11942 53
St-Honoré Services	453	435 58
St-Honoré Technol.	688 49	657 27
St-Honoré Valor	12512 27	12512 27
Sécuricic	11422 64	11411 23
Sécuri Taux	10406 46	10406 46
Sélection Croissance	463 27	449 78
Scandex (Cardan BP)	725 70	714 98
Sicav-Associations	1461 17	1458 98
S.F.I. fr. et étr.	585 38	568 31
Sicav 5000	292 90	285 06
S.I. Est	1171 83	1118 69
Slivafrance	465 90	453 43
Slivam	373 96	363 94
Slivarente	212 85	210 74
Slivinter	402 18	381 42
S.N.I.	1122 82	1090 12
Sogepargne	362 12	339 39
Sogevar	958 03	914 59
Soginter	1274 42	1216 63
Soleil Investissement	466 58	445 40
Stratégie Actions	985 34	947 44
Stratégie Rendement	1103 98	1068 23
Technocic	1083 29	1051 74
Techno-Gan	5677 36	5419 91
Tillion	5255 70	5203 66
U.A.P. Investiss.	367 30	354 02
Uni-Associations	111 25	111 25
Unifrance	390 54	376 42
Unifoncier	1083 11	1043 96
Uni-Garantie	1294 24	1268 84
Uni-Régions	2317 70	2233 93
Unirente	2265 20	2190 72
Univar	181 02	181 02
Univers-Actions	1011 99	978 71
Univers-Obligations	1545 33	1494 52
Valorem	466 58	465 18
Valorg	1548 24	1546 69
Valrex	83360 39	83318 72

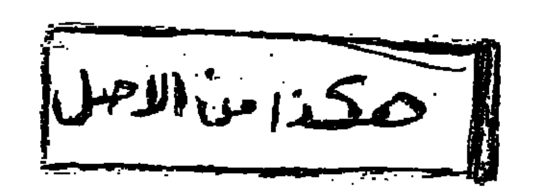
Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/4	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 702	5 683	5 450	5 850
ECU	7 042	7 042	....	....
Allemagne (100 DM)	339 310	338 280	329	348
Belgique (100 F)	16 210	16 202	15 650	16 700
Pays Bas (100 fl.)	302 280	302 310	293	313
Danemark (100 krd)	88 590	88 830	85	92
Norvège (100 k)	90 700	90 825	86	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 635	10 622	10 300	11
Grèce (100 drachmes)	4 252	4 285	3 800	4 650
Italie (1 000 lires)	4 573	4 573	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	410 490	410 250	397 500	417 500
Suède (100 krs)	98 300	96 180	92 500	99
Autriche (100 sch)	48 270	48 290	46 750	49 750
Espagne (100 pes.)	5 133	5 104	4 900	5 400
Portugal (100 esc.)	4 155	4 150	3 800	4 650
Canada ($ can 1)	4 584	4 584	4 350	4 750
Japon (100 yens)	4 628	4 623	4 380	4 600

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/4
Or fin (kilo en barre)	81600	81800
Or fin (en lingot)	81900	82000
Pièce française (20 fr)	514	514
Pièce française (10 fr)	360	.....
Pièce suisse (20 fr)	540	540
Pièce latine (20 fr)	472	471
Souverain	601	602
Pièce de 20 dollars	2915	2920
Pièce de 10 dollars	1417 50	1417 50
Pièce de 5 dollars	795	.....
Pièce de 50 pesos	3140	3135
Pièce de 10 florins	492	492
Or Londres	446 25	448 60
Or Zurich	447	449
Or Hongkong	447 65	448 95
Argent Londres	....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu



Le Monde

Accord entre les deux directions sur le prix de l'action

L'OPA d'Hachette sur Grolier en bonne voie

Un accord entre la présidence du groupe Hachette et celle de l'éditeur américain Grolier a été conclu dans la soirée du dimanche 10 avril à New-York. Il devrait donner une chance supplémentaire de succès à l'offre publique d'achat (OPA) lancée par le groupe de communication français sur la société américaine : le prix de rachat de l'action a été fixé à 24,25 dollars. Hachette avait proposé 21 dollars le 13 mars, puis 24 dollars le 31 mars.

M. Robert Clark, président du conseil d'administration de Grolier, a indiqué qu'il recommanderait à son conseil, qui doit se réunir le lundi 11 avril, d'accepter cette offre.

En cas d'accord de la part de ce dernier, Hachette rachèterait l'ensemble des actions du groupe américain pour une somme estimée à 460 millions de dollars. Le *contrôle de Grolier permet*trait au groupe présidé par M. Jean-Luc Lagardère de devenir le premier éditeur mondial d'encyclopédies mais aussi de bénéficier du réseau de vente par courtage et des techniques d'édition informatique mises au point par Grolier.

En dépit de la grève des navigants

Les vols d'Air Inter assurés à 80 %

Selon la *direction* d'Air *Inter*, le trafic de la compagnie était assuré à 80 % le lundi 11 avril au matin, en dépit d'un arrêt de travail total organisé par les syndicats SNPL et SPAC (pilotes) et SNOMAC (mécaniciens). Ceux-ci ont lancé un mot d'ordre de grève du lundi 11 avril au mercredi 13 avril pour obtenir une expérimentation en équipage à trois de l'Airbus A-320 *conçu pour être piloté par deux navigants* techniques seulement.

Cette grève totale marque un durcissement syndical, le mode d'action retenu depuis huit semaines étant une grève partielle en début de matinée. Pour ne pas lasser les usagers et pour prouver à leur directeur, M. Pierre Eelsen, que leur mouvement ne s'effritait pas, les syndicats ont choisi de lancer une grève complète *qui ne semble guère plus* perturbatrice que les arrêts de travail partiels, en raison des affrètements d'avions et d'équipages de remplacement par la direction.

★ Renseignements : Pour Paris au 45-39-25-25 de 7 heures à 21 heures, et pour la province, le centre de réservation régional ou en consultant gratuitement le minitel 3614, puis taper Air Inter.

ATHLÉTISME : l'affaire Evangelisti

Les fraudeurs ont « sauté »

Aux championnats de monde *d'athlétisme à Rome en septem*bre dernier, l'Italien Giovanni Evangelisti n'avait pas sauté 8,38 mètres en *longueur à son* dernier essai, mais moins de 7,80 mètres. Il ne s'agissait pas d'une erreur, mais d'une fraude concertée. L'athlète italien a rendu sa médaille de bronze, et, à l'issue d'une enquête qui a traîné en longueur, plusieurs dirigeants de l'athlétisme italien ont dû remettre leur démission : la fédération italienne a accepté, *samedi 9 avril à Rome, la* démission de M. Luciano Barra son, secrétaire général, considéré comme le principal coupable, ainsi que celles du commissaire technique de la sélection nationale italienne, M. Enzo Rossi, du directeur de la compétition et des quatre juges du concours.

En Nouvelle-Calédonie

Plusieurs incidents à Nouméa

NOUMÉA
de notre correspondant

Alors que la campagne en vue des élections régionales du 24 avril s'est officiellement ouverte lundi 11 avril en Nouvelle-Calédonie, le week-end a été émaillé de plusieurs incidents à Nouméa.

Dans la nuit de vendredi à samedi, une bagarre a éclaté entre un groupe de Mélanésiens et deux colleurs d'affiches du Front national ; l'un de ces derniers a eu la mâchoire fracturée. La section locale du parti de M. Jean-Marie *Le Pen a porté plainte.* Dimanche soir, les forces de l'ordre ont interpellé, au cœur de Nouméa, quatre *jeunes Mélanésiens, dont* M. Camille Mapéri, activement recherché pour plusieurs affaires de droit commun ainsi que pour sa participation aux incidents armés qui avaient opposé en novembre puis en mars derniers des jeunes de la tribu de Saint-Louis aux gendarmes.

L'interpellation s'est déroulée dans des conditions mouvementées, les jeunes Mélanésiens ayant cherché à s'enfuir : les gendarmes ont tiré un coup de feu, blessant légèrement M. Régis Wamytan.

Par ailleurs, deux vols d'armes – au total treize fusils de chasse et des munitions – ont été commis dans des habitations d'Européens dans le quartier de la Rivière salée (banlieue de Nouméa). Dans les milieux anti-indépendantistes, nombreux sont ceux qui relient ces vols à la stratégie de *« mobilisation musclée »* annoncée par le FLNKS pour perturber le scrutin du 24 avril, et appellent les détenteurs de fusils à la plus grande vigilance.

F. B.

● **POLOGNE : célébration.** – Plusieurs milliers de Polonais ont marqué, dimanche 10 avril, à Varsovie et à Gdansk, l'anniversaire du massacre de quinze mille officiers et sous-officiers polonais à Katyn, en *Biélorussie, au début de la deuxième* guerre mondiale. Comme tous les ans au mois d'avril, des messes ont *été célébrées à la mémoire des vic*times.

Une commission polono-soviétique a été mise en place en 1987 pour tenter de déterminer les véritables responsabilités dans cette affaire, qui a toujours été délibérément occultée par les pouvoirs en *Pologne. Ce groupe de travail n'est* encore parvenu à aucune conclusion. – *(AFP.)*

Sur le vif

Cocorico !

Je *reviens* des Etats-Unis. Vous ne pouvez pas savoir ce que ça a été : le pied ! Moi, la *minable, l'inexistante, la franchie* de crotte, je n'ai pas arrêté de la ramener, de faire la fière, la *snob. Faut vous dire, là-bas, il n'y* en a que pour l'élection présidentielle, la leur, dans huit mois. La nôtre, *dans quinze jours,* connaissent pas. Pas un écho, pas un mot. Si, un seul, le « oui » un peu coincé de mon Mimi – consentez-vous à reprendre pour épouse Madame la France – a réussi à se faufiler en bas de page dans les journaux.

Pour le reste, on nous ignore. Et moi, ça me vexe. D'autant qu'elle est minable, leur campa*gne, aux Amerloques.* D'un conventionnel, d'un ennui ! Sauf leurs clips vidéos. Géniale, la *publicité comparée des politi*ciens à la télé. Vous appuyez sur le bouton de la moulinette et, en quarante secondes *chrono*, l'adversaire est réduit en bouillie : ne votez pas pour lui, c'est un menteur, c'est un malhonnête, c'est un pourri.

Ça, d'accord, c'est drôle, mais bon, moins drôle que la campagne par caricatures qui accompagne chez nous la campagne par l'image des candidats. Je ne parle pas, attention, des dessina*teurs de presse, je parle des* Nuls sur Canal +, de Bouvard, des trois dernières minutes de son *émission sur la 5 et du nouveau* Bébête-Show sur la Une. Les trois chaînes privées, vous remarquerez.

Sensationnel et unique au *monde. Si, si, absolument.* Même les British, pourtant les maîtres du genre, ne s'y livrent qu'une fois par semaine, à grand ramdam, édition spéciale ! Ici, non, c'est du banal, du quotidien. C'est tous les soirs, parfois midi et soir, avant les infos, le fait de tourner en dérision, formidable croche-pied, les attitudes et les propos de nos princes, des *propos du jour à peine pondus* que déjà gobés par les humoristes et servis tout frais aux électeurs tire-bouchonnés de rire. Ce, sans parti pris. Ça tombe à gauche, ça tombe à droite, ça tombe sec et dur, ça tombe dans le mille. Bravo et, pour une fois, cocorico !

CLAUDE SARRAUTE.

Les ouvertures de Moscou au Proche-Orient

(Suite de la première page.)

La relative modération de la presse soviétique durant les événements dans les territoires avait d'ailleurs été relevée en Israël. Les troubles d'autre part n'ont pas empêché l'URSS d'inviter une délégation officielle israélienne à *se rendre à Moscou – geste sans* précédent depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en 1967. Cela fait partie d'un *« processus de rapprochement graduel »,* indiquait-on de source officielle en précisant que la délégation israélienne n'était pas encore partie pour Moscou.

Un des éléments importants de ce *« processus de rapprochement »* a été l'arrivée en juillet dernier d'une délégation consulaire soviétique à Tel-Aviv dont les visas ont depuis été constamment renouvelés, comme s'il s'agissait de réinstaller en permanence une représentation officielle soviétique en Israël.

Ce qui frappe ici, c'est que la formulation qu'aurait employée M. Gorbatchev n'est pas très différente de celle utilisée par les Américains. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, rappelait lors de son tout dernier passage à Jérusalem que l'OLP, pour prétendre participer aux négociations, devrait au préalable reconnaître le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, et renoncer à la violence.

En privé, il se trouve bon nombre d'Israéliens qui, devant l'impasse actuelle, ne cachent pas souhaiter que Moscou et Washington imposent autoritairement un règlement au Proche-Orient. Et la reprise d'un dialogue soviéto-américain pour régler les conflits régionaux est suivie avec *attention en Israël.*

ALAIN FRACHON.

(Lire nos informations page 3.)

Réduction annuelle de la taxe d'habitation

La taxe d'habitation en 1988 sera réduite de 25 % lorsque cette taxe dépassera 1 260 francs et que le contribuable ne paiera pas d'impôt sur le revenu (arrêté de 6 avril publié au *Journal officiel* du 10 avril). *La réduction de 25 %* ne sera calculée que sur la partie de la taxe dépassant 1 260 francs. Chaque année les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu bénéficient d'une telle réduction qui est régulièrement actualisée.

● **CHYPRE : Mort du leader du parti communiste.** – Le secrétaire général du parti communiste chypriote, Ezekias Papaioannou, est décédé le dimanche 10 avril d'une crise cardiaque à l'âge de quatre-vingts ans.

Ezekias Papaioannou était entré au parti communiste Akel en 1931 et en était le secrétaire général depuis 1949. Il avait annoncé le mois dernier son intention de se retirer et devait accéder à la présidence du parti, poste nouvellement créé, après l'élection de son successeur. – *(Reuter)*

La mort du philosophe Pierre Boudot

Le philosophe et écrivain Pierre Boudot est mort des suites d'un accident de la route, le 9 avril. Il était âgé de cinquante-huit ans. Docteur ès lettres, Pierre Boudot était né à Besançon en 1930. Après ses études de philosophie, il fut boursier de la Fondation Humboldt, passa deux années à l'université de Heidelberg, en Allemagne fédérale. Ensuite, il fut professeur au lycée Lamartine de Besançon, puis assistant à la faculté des lettres de Besançon. Depuis 1970, il enseignait la philosophie à l'université Paris-I.

Pierre Boudot avait écrit une pièce, *Douceur,* dont Jankélévitch disait : *« Je ne puis lire ces pages admirables sans penser au grand poète russe Alexis Constantinovitch Tolstoï. »* Il a notamment publié des essais : *l'Algérie mal enchaînée* (Gallimard, 1961), *le Roman courtois de Thérèse d'Avila* (Editions libres Hallier, 1979) ; des romans : *la Matasse* (Gallimard, 1966), *le Mal de minuit* (Calmann-Lévy, 1971) ; une autobiographie : *Les vents souffleront sans me causer de peur* (Albin-Michel, 1981). Ses nombreux ouvrages sur Nietz sche (parus aux Presses universitaires de France) lui avaient valu d'être lauréat de l'Académie française.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 avril

Panne informatique

Une panne informatique, la énième du genre, a paralysé, lundi matin 11 avril, le marché du continu à la Bourse de Paris. Les valeurs du support ont, elles, été cotées. Toutes étaient en hausse. Accor a ainsi progressé de 4,8 %, Elf et CGE de 4,5 %, CSF de 3,7 %, Midi de 3,5 % et Lafarge de 3,4 %. Suivaient : Saint-Gobain, Paribas et Michelin (+ 2,3 %), Peugeot et L'Air liquide (+ 1,8 %).

Extension de la première école juive libérale à Paris

La première école juive libérale, inaugurée en France lors de la dernière rentrée scolaire, s'apprête à *ouvrir de nouvelles* classes primaires. Elle est installée 11, rue Gaston-de-Caillavet à Paris (Vᵉ arrondissement), *dans* les locaux du Mouvement juif libéral de France (MJLF) créé en 1977. Elle porte le nom de l'écrivain Edmond Fleg, mort en 1963.

Cet établissement dispense un enseignement général conforme aux programmes de l'éducation nationale, ainsi qu'un enseignement religieux (Talmud-Torah en hébreu) non orthodoxe, dont le volume n'excède pas 10 % des horaires. *« L'enseignement religieux ne vise pas seulement à transmettre des connaissances, mais donne l'occasion à l'enfant de vivre dans une ambiance juive authentique, chaleureuse et tolérante »,* affirment les responsables de l'école. *« Un unique enseignant assure dans chaque classe l'enseignement des matières générales et juives. Ainsi, il ne se produit ni coupures ni séparations arbitraires. »*

Le numéro du « Monde » daté 10-11 avril 1988 a été tiré à 569 855 exemplaires